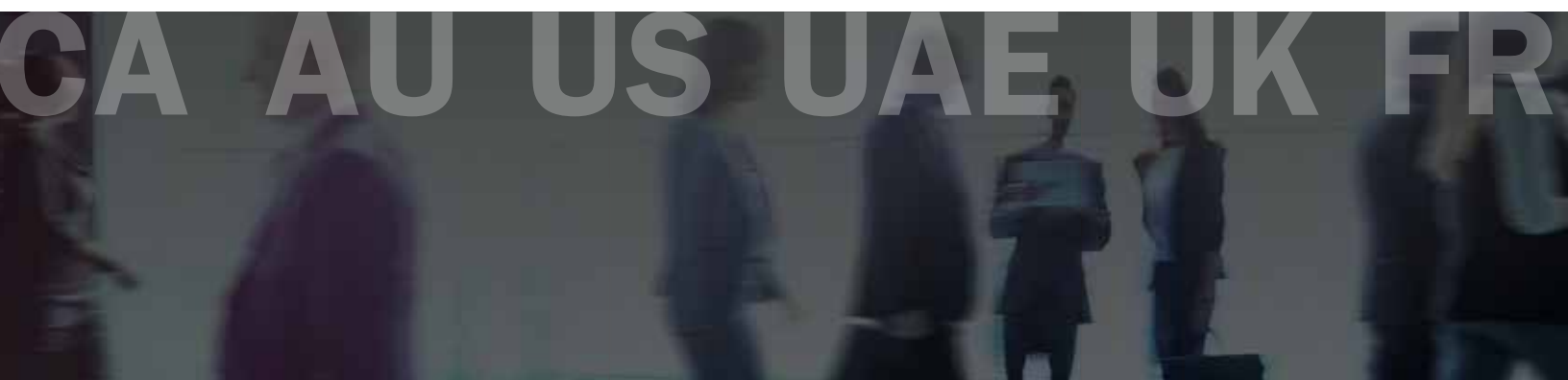

La solidité dans la stabilité

RAPPORT ANNUEL 2018



Points saillants financiers

Principales informations financières^{1,2,3} Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	2018	2017	2016	Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2017	
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)					
Produits des activités ordinaires					
Commissions et honoraires	461 937 \$	396 741 \$	376 817 \$	65 196 \$	16,4 %
Financement de sociétés	282 195	196 129	132 029	86 066	43,9 %
Honoraires de consultation	122 372	130 749	160 180	(8 377)	(6,4) %
Négociation à titre de contrepartiste	113 921	119 040	85 559	(5 119)	(4,3) %
Intérêts	27 875	16 847	16 830	11 028	65,5 %
Autre	14 577	20 040	16 390	(5 463)	(27,3) %
Total des produits des activités ordinaires	1 022 877	879 546	787 805	143 331	16,3 %
Charges					
Rémunération au rendement dont les paiements ne sont pas fondés sur des actions	480 369	414 676	382 851	65 693	15,8 %
Rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions	46 245	40 322	35 025	5 923	14,7 %
Charges salariales	99 239	85 698	92 981	13 541	15,8 %
Autres charges indirectes ⁴	298 250	284 966	302 530	13 284	4,7 %
Frais de restructuration ⁵	7 643	—	17 352	7 643	négl.
Frais connexes aux acquisitions	6 732	—	—	6 732	négl.
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ⁶	48 355	—	—	48 355	négl.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée ⁷	298	—	—	298	négl.
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs ⁸	—	—	321 037	—	—
Total des charges	987 131	825 662	1 151 776	161 469	19,6 %
Résultat avant impôt sur le résultat	35 746	53 884	(363 971)	(18 138)	(33,7) %
Résultat net	17 077 \$	43 186 \$	(358 567) \$	(26 109) \$	(60,5) %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	13 024 \$	38 103 \$	(358 471) \$	(25 079) \$	(65,8) %
Participations ne donnant pas le contrôle	4 053 \$	5 083 \$	(96)	(1 030)	(20,3) %
Résultat par action ordinaire (RPA) – de base	0,04 \$	0,29 \$	(4,09) \$	(0,25) \$	(86,2) %
Résultat par action ordinaire – après dilution	0,03 \$	0,27 \$	(4,09) \$	(0,24) \$	(88,9) %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP)	0,9 %	5,0 %	(50,4) %	(4,1) p.p.	
Dividendes par action ordinaire	0,15 \$	0,10 \$	0,10 \$	0,05 \$	50,0 %
Dividendes par action privilégiée de série A	0,9712 \$	1,173 \$	1,375 \$	(0,20) \$	(17,2) %
Dividendes par action privilégiée de série C	1,2482 \$	1,4375 \$	1,4375 \$	(0,19) \$	(13,2) %
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁹	5,71 \$	5,08 \$	4,99 \$	0,63 \$	12,3 %
Compte non tenu des éléments importants¹⁰					
Total des produits des activités ordinaires	1 022 877 \$	878 353 \$	787 805 \$	144 524 \$	16,5 %
Total des charges	912 270 \$	817 096 \$	793 862 \$	95 174 \$	11,6 %
Résultat avant impôt sur le résultat	110 607 \$	61 257 \$	(6 057) \$	49 350 \$	80,6 %
Résultat net	81 657 \$	49 196 \$	(5 995) \$	32 461 \$	66,0 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	77 604 \$	43 903 \$	(6 620) \$	33 701 \$	76,8 %
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	4 053 \$	5 293 \$	625 \$	(1 240) \$	(23,4) %
Résultat par action ordinaire – après dilution	0,59 \$	0,32 \$	(0,21) \$	0,27 \$	84,4 %
Données tirées de l'état de la situation financière					
Total de l'actif	4 020 736 \$	5 203 516 \$	3 424 546 \$	(1 182 780) \$	(22,7) %
Total du passif	3 165 813	4 426 873	2 665 895	(1 261 060)	(28,5) %
Participations ne donnant pas le contrôle	13 571	11 858	8 722	1 713	14,4 %
Total des capitaux propres	841 352	764 785	749 929	76 567	10,0 %
Nombre d'employés	1 956	1 700	1 795	256	15,1 %

- Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne le RCP, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.
 - Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2018 (42 % pour l'exercice clos le 31 mars 2017 et 40 % pour l'exercice clos le 31 mars 2016).
 - Ces données comprennent les résultats de Hargreave Hale depuis la date de clôture du 18 septembre 2017.
 - Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, et les frais de développement.
 - Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale. Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2016 se rapportent aux réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, à la fermeture de notre bureau à la Barbade dans les Autres établissements à l'étranger, ainsi qu'à des charges liées aux changements dans notre secteur Non sectoriel et autres.
 - Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Compte tenu de ce changement, les coûts des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement seront dorénavant passés en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions dans le cadre du RILT qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. La charge totale comptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 liée aux attributions octroyées avant l'exercice 2018 s'est établie à 48,4 millions \$.
 - Représente la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2018.
 - La dépréciation du goodwill et d'autres actifs pour l'exercice clos le 31 mars 2016 est liée à nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Canada et en Australie et aux activités des Autres établissements à l'étranger à Singapour.
 - La valeur comptable par action ordinaire après dilution correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options, des bons de souscription, et de la conversion des débiteures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont les options, bons de souscription et débiteures convertibles, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.
 - Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.
- p.p. : points de pourcentage
négl. : négligeable

La solidité dans la stabilité

L'exercice 2018 a été déterminant pour notre entreprise. Nous avons accru de façon considérable l'envergure de nos activités mondiales de gestion de patrimoine et dégagé une valeur accrue de nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux. Nous continuons de mieux nous positionner à titre de société de premier plan dans les segments de la gestion de patrimoine et des marchés des capitaux dans toutes les régions où nous exerçons nos activités, et nous avons l'intention de déployer tous les efforts possibles pour élargir nos relations avec nos clients et accroître la valeur de notre entreprise pour nos actionnaires.

Produits des activités ordinaires

(en millions \$ CA, exercices)

2018	1 022,9 \$
2017	879,5 \$
2016	787,8 \$
2015	880,8 \$
2014	855,2 \$

Résultat net¹

(en millions \$ CA, compte non tenu des éléments importants, exercices)

2018	81,7 \$
2017	49,2 \$
2016	(6,0) \$
2015	39,3 \$
2014	68,8 \$

Résultat par action, après dilution¹

(en \$ CA, compte non tenu des éléments importants, exercices)

2018	0,59 \$
2017	0,32 \$
2016	(0,21) \$
2015	0,25 \$
2014	0,54 \$

À PROPOS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la « Société ») est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. La Société exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux, exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Pour nous, il n'existe pas de marchés étrangers.^{MC}

Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Performance mondiale	2
Message aux actionnaires	4
Message du président-directeur du conseil d'administration	7
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	8
Canaccord Genuity	10
Notre culture	12
Rapport de gestion et états financiers	13
Renseignements à l'intention des actionnaires	Troisième de couverture

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Performance mondiale

Nos efforts visant à accroître la stabilité de notre entreprise nous ont permis d'améliorer les résultats pour nos clients et d'accroître la compétitivité de toutes nos activités.

1,0 milliard \$

Produits des activités ordinaires records pour l'exercice 2018

Résultat par action après dilution¹ de 0,59 \$ pour l'exercice 2018

Accroître le rendement pour nos actionnaires

Amélioration de 66 % du résultat net avant impôt¹ à l'exercice 2018

Capacité accrue de dégager des bénéfices grâce à l'amélioration de la composition de nos activités

60 % du RPA¹ de l'exercice 2018 est attribuable à la gestion de patrimoine mondiale

Un pilier important d'une croissance stable et soutenue des produits des activités de base

61 % des produits des activités ordinaires de l'exercice 2018 ont été générés à l'extérieur du Canada

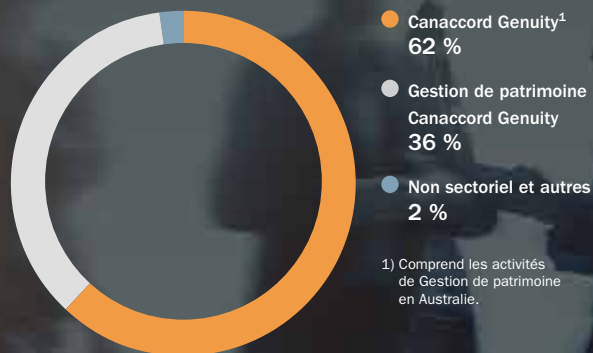
La plateforme mondiale offre des occasions de tirer parti des activités dans toutes les régions géographiques

575,6 millions \$ en fonds de roulement

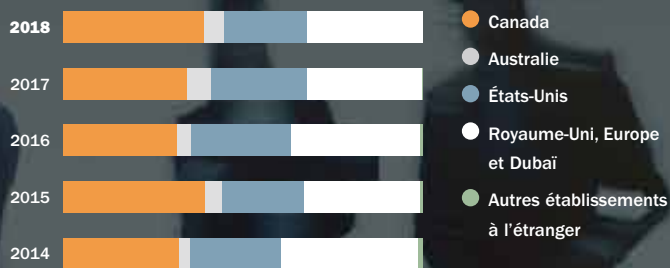
Nous disposons de capitaux suffisants pour continuer d'investir dans nos principales priorités

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Produits des activités ordinaires par division pour l'exercice 2018



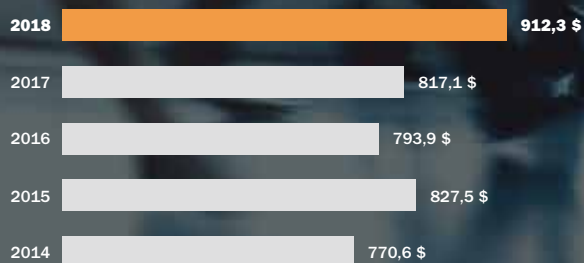
Distribution géographique des produits des activités ordinaires² (en pourcentage du total des produits des activités ordinaires de l'exercice)



2) Depuis le T3/17, les résultats d'exploitation de nos activités en Australie sont présentés comme une région séparée, soit Canaccord Genuity - Australie, et les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity à Dubaï sont inclus dans Canaccord Genuity - Royaume-Uni, Europe et Dubaï. Aux trimestres précédents, les résultats d'exploitation ont été présentés dans les Autres établissements à l'étranger. Les chiffres comparatifs de toutes les périodes précédentes ont été reclassés.

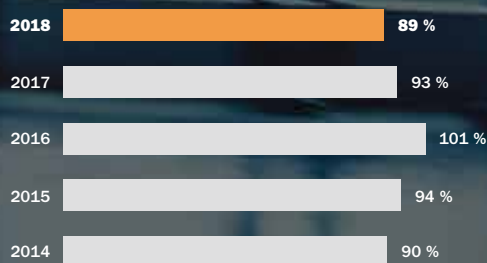
Total des charges

(en millions \$ CA, compte non tenu des éléments importants, non conformes aux IFRS et aux PCGR, exercices)



Total des charges en % des produits des activités ordinaires

(compte non tenu des éléments importants, non conformes aux IFRS et aux PCGR, exercices)



Accroître notre capacité à générer des bénéfices en transformant la composition de nos activités et en élargissant nos activités de gestion de patrimoine mondiales


Message aux actionnaires



Chers actionnaires,

Pour Groupe Canaccord Genuity Inc., l'exercice 2018 a été fructueux. Le total des produits des activités ordinaires à l'échelle de la Société a franchi le cap de 1 milliard \$ pour la première fois de son histoire. Compte non tenu des éléments importants¹, nous avons dégagé un résultat par action de 0,59 \$, ce qui représente une amélioration de 84 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

Tout au long de l'exercice, nous avons réalisé des progrès considérables au chapitre de nos objectifs. En effet, nous avons, d'une part, affiché une croissance importante sur le plan de nos activités mondiales de gestion de patrimoine et, d'autre part, accru notre part de marché dans l'ensemble de nos activités sur les marchés des capitaux. Grâce aux efforts déployés, nous avons enregistré des résultats financiers robustes et fixé de nouveaux indicateurs de référence à l'égard de nos activités.

 **Notre virage stratégique visant à accroître l'apport du rendement de nos activités de gestion de patrimoine mondiales a permis à ce secteur de contribuer de façon nettement plus importante à notre rentabilité globale.**


Le total des actifs pour le compte de nos clients s'est établi à 61,3 milliards \$, soit une augmentation de 59 % d'un exercice à l'autre. Compte non tenu des éléments importants, nos activités mondiales de gestion de patrimoine ont représenté 49 % du résultat net total avant impôt de l'exercice pour l'ensemble de nos secteurs d'exploitation, ce qui correspond à l'objectif fixé. Nous avons commencé à ventiler notre résultat par action² par secteur d'activité et, compte non tenu des éléments importants, nous estimons que notre secteur de gestion de patrimoine mondiale y a contribué à hauteur de 0,36 \$ à l'exercice 2018, la contribution restante de 0,23 \$ provenant de nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux.

¹ Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

² Selon les estimations de la direction, y compris certaines hypothèses à l'égard de la répartition de l'impôt, des coûts indirects et des charges.

Cette croissance est surtout attribuable à nos activités de gestion de patrimoine élargies au Royaume-Uni et en Europe qui ont généré des produits des activités ordinaires records de 201,4 millions \$ pour l'exercice. Par suite de la clôture de l'acquisition de Hargreave Hale en septembre, nous avons eu le plaisir d'accueillir plus de 200 nouveaux employés et plus de 14 000 nouveaux clients, et nos initiatives d'intégration portent leurs fruits. Puisque nous figurons maintenant au nombre des dix principaux gestionnaires de patrimoine au Royaume-Uni grâce aux actifs de clients qui s'élevaient à 24,8 milliards £, nos équipes tablent sur les synergies à l'échelle des plateformes élargies pour générer une croissance impressionnante des actifs et des produits correspondants et pour accroître notre présence au Royaume-Uni.

Nos activités de gestion de patrimoine au Canada ont elles aussi connu une forte croissance. Notre plateforme pouvant accueillir des conseillers financiers chevronnés et des conseillers financiers à la fibre entrepreneuriale, nous avons pu créer de nouvelles équipes de conseillers en placement et accueillir de nouveaux clients qui représentent plus de 5,0 milliards \$ d'actifs depuis que nous avons entrepris nos démarches de recrutement en 2016. Par conséquent, nous avons considérablement renforcé notre position concurrentielle en tant qu'entreprise indépendante de premier plan en gestion de patrimoine au Canada. Les actifs totaux sous administration et sous gestion ont bondi de 18 % par rapport à l'exercice précédent pour totaliser 15,6 milliards \$. Compte non tenu des éléments importants, ces activités ont généré un résultat net avant impôt de 20,2 millions \$ s'inscrivant dans nos résultats globaux.

 **Une conjoncture favorable aux titres de croissance nous a permis de renforcer notre position sur le marché en tant que banque d'investissement indépendante et société de conseils de premier plan pour les sociétés de croissance du marché intermédiaire.**

Notre secteur des marchés des capitaux mondiaux a été un important vecteur de croissance des produits des activités ordinaires à l'échelle de la Société au cours de l'exercice 2018, inscrivant des résultats records de 637,5 millions \$.

En dépit de périodes de volatilité marquée sur le marché, notre secteur du financement de sociétés a particulièrement bien tiré son épingle du jeu au cours de l'exercice 2018. Un contexte favorable aux activités de mobilisation de capitaux dans nos quatre secteurs cibles – notamment au cours de la deuxième moitié de l'exercice – s'est traduit par une hausse des produits des activités ordinaires de 39 % d'un exercice à l'autre dans ce secteur.

Nos activités au Canada ont terminé l'exercice en tant que banque d'investissement indépendante de premier plan au Canada quant au nombre de transactions et au montant total mobilisé. Les produits tirés des activités de financement de sociétés de ce secteur ont pratiquement doublé d'un exercice à l'autre pour s'élever à 125,1 millions \$.

Un environnement propice à la croissance des bénéfiques et des évaluations du marché boursier élevées ont donné lieu à une tendance généralisée pour des transactions de plus grande envergure dans l'ensemble de nos activités de consultation, et nous avons répondu à la demande croissante pour les conseils indépendants sans conflits d'intérêts. Nous avons de surcroît enregistré de solides rentrées dans l'ensemble de nos activités de négociation d'actions institutionnelles. En dépit d'un cadre de négociation au ralenti, nos activités de négociation d'actions américaines ont continué d'accroître leur part de marché, et le groupe Actions internationales a également poursuivi sa croissance. Nous prévoyons que l'acquisition de Jitneytrade et de son entreprise technologique connexe, Finlogik Inc., permettra d'augmenter davantage notre part de marché en tant que négociateur indépendant de premier plan au Canada et de nous donner accès à de nouveaux secteurs de croissance grâce au développement de solutions en technologie financière destinées à nos divisions des marchés des capitaux et de la gestion de patrimoine.

Nos efforts visant à optimiser nos capacités de base dans notre division américaine des marchés des capitaux ont entraîné une croissance importante de la rentabilité au cours de l'exercice 2018. Compte non tenu des éléments importants, le résultat net avant impôt pour ce secteur s'est élevé à 5,4 millions \$ au cours de la dernière année, tandis que l'apport du total des produits des activités ordinaires a été conforme à celui des périodes précédentes. Nos équipes au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï sont demeurées productives dans le cadre de plusieurs mandats importants en financement de sociétés et en consultation et, malgré un début d'exercice hésitant, ont présenté un bilan positif au cours des trois derniers trimestres.

Enfin, nos activités sur les marchés des capitaux en Australie ont encore une fois fait bonne figure. Malgré une brève perte d'élan des titres de croissance au début de l'exercice, l'amélioration du contexte de marché a permis à ce secteur d'enregistrer des produits des activités ordinaires records au cours de la deuxième moitié de l'exercice. Je suis également ravi que les investissements accrus que nous avons réalisés dans ces activités cadrent avec notre objectif visant une meilleure harmonisation de ce secteur avec notre plateforme mondiale et l'exploration des possibilités aptes à accroître nos activités de gestion de patrimoine dans cette région. Depuis notre placement initial en 2011, l'apport de ces activités aux résultats globaux du groupe n'a jamais cessé de progresser et nous comptons nous tailler une part encore plus avantageuse de cette croissance au profit de nos actionnaires. En encourageant la participation en actions de nos partenaires et de nos employés en Australie, nous serons en mesure d'aligner plus étroitement leurs incitatifs sur la performance de la Société.



Nos efforts visant à mieux cibler et à mieux harmoniser nos activités nous ont permis de consolider notre levier d'exploitation et de dégager une valeur accrue de nos activités dans tous les contextes de marché.

Les produits des activités ordinaires par employé tirés de nos activités mondiales sur les marchés des capitaux ont grimpé de 38 % depuis le début de nos initiatives de réalignement au cours de l'exercice 2016, ce qui témoigne bien de nos efforts en vue d'accroître l'efficacité de nos infrastructures actuelles tout en rehaussant nos capacités d'exécution. En renforçant la collaboration entre les régions, nous avons pu stimuler une

hausse des produits des activités ordinaires et saisir des occasions susceptibles de nous conférer une position dominante sur le marché dans des secteurs émergents à forte croissance, comme ceux du cannabis et de la chaîne de blocs.

Nous avons continué de bien gérer nos coûts fixes de sorte que nous sommes en bien meilleure position pour générer des profits significatifs. Malgré l'accroissement des coûts liés à l'expansion de notre secteur de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe et l'accélération des activités dans l'ensemble de nos activités sur les marchés des capitaux, compte non tenu des éléments importants, le ratio des charges à l'échelle de la Société a diminué de 3,8 points de pourcentage au cours de l'exercice.

Nous avons également amélioré notre infrastructure technologique et opérationnelle en mettant l'accent sur le renforcement de la sécurité et de la stabilité de notre plateforme et en garantissant le respect de la conformité à un environnement réglementaire de plus en plus complexe. Nos capacités améliorées de soutien administratif nous procurent la souplesse nécessaire pour continuer l'expansion de nos activités de gestion de patrimoine tout en permettant à nos activités sur les marchés des capitaux de s'orienter rapidement vers de nouveaux secteurs de croissance.

Conformément à notre volonté affichée d'examiner tous les aspects de nos activités dans le but d'améliorer la valeur à long terme pour nos actionnaires, nous avons pris des mesures pour mieux harmoniser notre stratégie de rémunération avec le rendement de l'entreprise, en modifiant les objectifs de rendement fondés sur les revenus en objectifs visant une rentabilité à plus long terme. Une partie importante de la rémunération de certains membres de la haute direction prendra la forme d'unités d'actions liées au rendement (« UAR ») dont le versement futur sera conditionnel à l'atteinte de paramètres prédéterminés pluriannuels fondés sur le marché et sur le rendement financier.

Avec prise d'effet le 31 mars 2018, nous avons apporté certains changements non substantiels au régime d'intéressement à long terme de la Société qui régit notre programme d'attribution fondée sur des actions. Ces changements ont eu pour effet de modifier le traitement comptable des attributions qui seront dorénavant passées en charges au cours de la période pendant laquelle elles sont réputées être gagnées plutôt que sur la période d'acquisition des droits. Compte tenu de ce changement de traitement comptable, les coûts des attributions fondées sur des actions octroyées au cours de l'exercice 2018, ainsi que la charge non amortie au 31 mars 2018 au titre d'attributions en cours qui ont été octroyées avant l'exercice 2018, ont été passés en charges au quatrième trimestre de l'exercice 2018. Ce changement n'a pas eu d'incidence sur les attributions octroyées dans le cadre de l'embauche ou du maintien en poste et les coûts liés à ces attributions continueront d'être comptabilisés au cours de la période d'acquisition. Les coûts des attributions octroyées avant l'exercice 2018 qui ont été passés en charges au cours de l'exercice considéré se sont élevés à 48,4 millions \$. Ce montant a été traité à titre d'élément important aux fins du calcul de notre résultat ajusté (c.-à-d. compte non tenu des éléments importants) du quatrième trimestre et de l'exercice 2018. En général, les attributions fondées sur des actions sont couvertes par des actions détenues dans des fiducies pour les avantages du personnel, si bien que ce changement de traitement comptable n'a pas d'incidence sur la trésorerie et les capitaux.

D'autres sociétés au sein du secteur traitent leurs attributions fondées sur des actions de façon similaire, laquelle, croyons-nous,

assure une plus grande transparence de nos résultats financiers et harmonise plus étroitement nos revenus et nos dépenses au cours des périodes de présentation de l'information financière. À l'avenir, la charge au titre des attributions fondées sur des actions comptabilisée à chaque période reflétera uniquement les coûts des attributions gagnées pour la période en question ainsi que le coût amorti des attributions à l'embauche et de maintien en poste applicable à cette période.



La solide performance que nous avons réalisée cette année reflète le travail acharné et la diligence de tous nos employés qui ont défendu nos valeurs fondamentales d'entrepreneuriat, d'indépendance et de partenariat.

Nos résultats pour l'exercice en cours témoignent de l'élan continu de nos activités alors que nous consolidons notre position en tant que banque d'investissement tournée vers le marché intermédiaire et société de gestion de patrimoine dominante dans les régions où nous exerçons nos activités. Je crois que nous avons la possibilité de détenir une grande part de marché dans l'ensemble de nos activités et je suis convaincu que Canaccord Genuity est en meilleure position que ses pairs pour saisir cette part de marché.

Nous continuerons de nous concentrer sur les secteurs clés de l'économie mondiale en croissance étant donné que c'est ce que nous faisons le mieux. Parallèlement, nous continuons de faire des investissements judicieux dans nos activités, de façon à élargir notre capacité technologique et à développer davantage nos offres numériques.

Pour ce qui est de l'avenir, je crois que notre entreprise possède l'envergure requise pour tirer parti des possibilités du marché tout en nous permettant de dépasser les attentes de nos clients dans divers environnements de marché. La volatilité qui a secoué le marché vers la fin de l'exercice nous a rappelé avec force que les marchés ne sont pas toujours prévisibles et qu'il est primordial de maintenir la liquidité de nos activités et d'être prêt à faire face à des événements indépendants de notre volonté.

J'aimerais remercier les membres du conseil d'administration pour leurs conseils tout au long de cette année charnière pour notre organisation. Et vous, chers actionnaires, je vous remercie de votre soutien continu et je vous rappelle que les valeurs qui guident nos décisions sont partagées par l'ensemble de nos employés, de nos partenaires et de nos administrateurs. Pour atteindre la position que nous occupons, il a fallu beaucoup de travail et nous savons que pour continuer à faire progresser notre entreprise, il faudra une rigueur et un engagement continus dans toute l'organisation. Alors que nous commençons un nouvel exercice, nous demeurons engagés à exploiter une entreprise qui est hautement spécialisée, dont les décisions sont mûrement réfléchies quant à la façon d'affecter le capital et où les incitatifs de tous les employés sont alignés sur les intérêts des actionnaires.

Salutations cordiales,

« Dan Daviau »

Dan Daviau

Président et chef de la direction
Groupe Canaccord Genuity Inc.



Groupe Canaccord Genuity Inc. s'engage à créer un milieu de travail qui favorise la diversité et dans lequel tous les employés ont la possibilité de réaliser leur potentiel d'excellence.

Nous savons que nombre de nos plus grandes possibilités se concrétisent lorsque nous regroupons des gens de talent aux points de vue diversifiés et différenciés, et que nous nous efforçons d'exercer nos activités en tant qu'entreprise qui fait la promotion du partenariat et dans laquelle la discrimination et le parti pris n'ont pas leur place.

Les représentants de toutes nos activités, qui sont fermement convaincus que la diversité des équipes permet d'améliorer les résultats, ont travaillé conjointement pour faire progresser la diversité et la parité au sein de notre entreprise. Bien que les activités – de la promotion de nos pratiques de recrutement, de maintien en poste et de perfectionnement à la mise en place de politiques de congé parental concurrentielles – puissent varier selon le secteur et la région, l'objectif est commun. Notre succès collectif dépend de cette responsabilité partagée à l'échelle de l'entreprise et des possibilités dont nous pouvons tirer parti pour apporter des améliorations tangibles.

Nous sommes conscients qu'il faut du temps pour changer notre entreprise et notre industrie, mais je crois que, grâce à nos efforts coordonnés, nous positionnerons notre entreprise – et tous nos employés – en vue du succès à long terme.

Pour en savoir plus sur notre politique de la diversité, visitez la section Gouvernance d'entreprise de notre site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com/FR.

Message du président-directeur du conseil d'administration



Notre rendement pour l'exercice 2018 reflète les efforts considérables que nous avons déployés pour ajuster la composition de nos activités et adopter un modèle de croissance responsable capable de générer des résultats constants pour nos actionnaires.

L'expansion récente de nos activités de gestion de patrimoine et le recentrage et l'alignement de notre secteur des marchés des capitaux nous ont permis d'améliorer notre levier d'exploitation et d'atteindre notre objectif qui consiste à réduire la sensibilité de notre entreprise à l'évolution de notre contexte d'exploitation.

Compte non tenu des éléments importants¹, nous estimons que nos activités de gestion de patrimoine mondiales ont contribué à hauteur de 60 % au résultat par action après dilution à l'exercice 2018, de sorte que les défis liés au marché que nos marchés des capitaux ont dû relever périodiquement ont eu moins d'incidence sur l'ensemble de nos résultats.

Puisque nous visons à accroître la valeur à long terme pour notre entreprise, nous avons adopté une approche prudente en ce qui a trait à l'évaluation et à la mise en œuvre de diverses stratégies. L'acquisition de Hargreave Hale – notre opération la plus importante de l'exercice – a été financée sans diluer la valeur pour nos actionnaires ni sans compromettre la solidité de nos capitaux. Nous avons recruté des équipes de conseillers en placement reconnus pour nos activités de gestion de patrimoine canadiennes en fonction de la valeur qu'ils nous apportaient. Nous avons également réalisé un petit investissement dans l'amélioration de nos activités de négociation au Canada qui, selon nos prévisions, devrait nous donner accès à de nouvelles possibilités de croissance à long terme pour nos secteurs des marchés des capitaux et de gestion de patrimoine. Enfin, nous avons annoncé notre intention d'investir davantage dans nos activités en Australie, de façon à mieux les harmoniser avec notre plateforme mondiale, et nous explorons les possibilités d'élargir nos activités de gestion du patrimoine dans cette région.

Je suis satisfait des progrès soutenus que nous avons accomplis dans l'ajustement de la composition de nos activités et la consolidation de notre position sur le marché pour l'ensemble de nos activités. Le marché a accueilli favorablement notre stratégie, et le cours de nos actions ordinaires le dernier jour de négociation de l'exercice 2018 avait augmenté de 36 % par rapport à il y a un an.

Notre équipe de direction est compétente et engagée, et notre stratégie à long terme est appuyée par un groupe solide d'hommes et de femmes talentueux. Au nom du conseil d'administration, j'aimerais remercier l'équipe de la haute direction et tous les employés du Groupe Canaccord Genuity pour leur travail acharné et leur engagement indéfectible.

L'actionariat demeure une priorité de taille. Notre stratégie visant à mieux aligner la rémunération des hauts dirigeants sur le rendement à long terme de l'entreprise s'est traduite par des changements positifs à l'échelle de nos activités. Grâce à une équipe de direction entièrement responsable, notre culture de partenariat a été renforcée et façonne l'ensemble de nos activités, ce qui a contribué à accroître la collaboration entre les régions et les secteurs d'activité et à générer des résultats plus solides pour nos clients. Par conséquent, nous avons pu accroître notre productivité et, parallèlement, notre part de marché dans bon nombre des régions où nous exerçons nos activités et dans certains de nos marchés verticaux.

Nous nous engageons également à assurer une gouvernance d'entreprise rigoureuse, pour veiller aux meilleurs intérêts de nos actionnaires. Nous rehausserons la qualité et la diversité de notre conseil d'administration en accueillant Merri Jones, qui sera nommée administratrice indépendante à notre prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires. M^{me} Jones est une haute dirigeante chevronnée qui possède une expérience de plus de 40 ans des diverses facettes de la direction dans le secteur des services financiers. De plus, Massimo Carello a décidé de ne pas briguer un nouveau mandat au sein du conseil d'administration à notre prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires. Au nom de nos actionnaires, je tiens à remercier M. Carello pour les conseils qu'il a prodigués à la haute direction, pour son expertise et ses points de vue précieux au cours des 10 dernières années. Il nous a fait bénéficier de sa connaissance approfondie du monde des affaires, du vaste réseau qu'il a construit au Royaume-Uni et en Europe, et de sa courtoisie et de son engagement indéfectible envers la Société et ses employés à tous les échelons.

Nous réitérons notre engagement à défendre vos intérêts et à continuer à mettre en œuvre notre plan d'affaires en adoptant une approche rigoureuse en matière de répartition du capital et en continuant de mettre l'accent sur la croissance durable dans les secteurs où nous savons que nous pouvons ajouter une valeur incontestable pour nos clients.

« David Kassie »

David Kassie

Président-directeur du conseil d'administration
Groupe Canaccord Genuity Inc.

¹) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

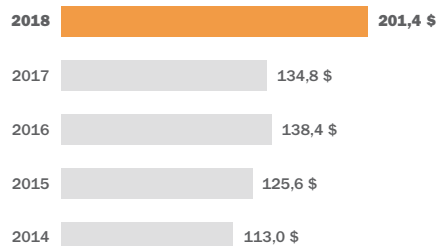
ROYAUME-UNI ET EUROPE

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity compte 188 experts en placement et gestionnaires de fonds au Royaume-Uni et en Europe qui fournissent des services de gestion de portefeuille, de consultation, de courtage, de planification financière et de gestion de fonds à des particuliers, des institutions et des organismes de bienfaisance. Ce secteur, dont près de 70 % des produits des activités ordinaires proviennent d'activités tarifées récurrentes, continue d'être un excellent modèle pour la croissance et la composition des activités que nous tentons d'atteindre dans d'autres régions géographiques.

En septembre 2017, nous avons conclu l'acquisition de Hargreave Hale dans le cadre d'une transaction qui a permis d'accroître considérablement les activités de gestion de patrimoine dans la région. Grâce à cette acquisition, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a toutes les chances de devenir l'une des dix principales sociétés de gestion de patrimoine en termes d'actifs du Royaume-Uni, en plus de présenter un

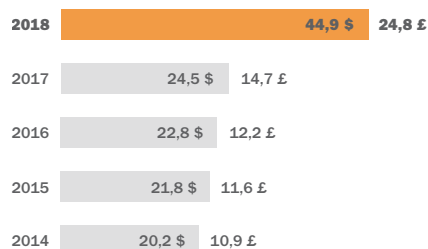
Produits des activités ordinaires tirés des activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe

(en millions \$ CA, exercices)



Actifs pour le compte des clients au Royaume-Uni et en Europe¹

(exercices)




1) Actifs sous administration, sous gestion et sous contrat de gestion en milliards \$ CA et en milliards £.

potentiel de croissance encore plus important grâce à une base d'actifs accrue et à une présence nationale élargie.

Évalué en monnaie locale, le total des actifs pour le compte de nos clients de ce secteur a atteint 24,8 milliards £ à la fin de l'exercice 2018, une augmentation de 69,0 % par rapport à il y a un an. Les produits des activités ordinaires ont progressé de 49,4 % au cours de l'exercice pour se chiffrer à 201,4 millions \$ et, compte tenu des éléments importants, ce secteur a généré un résultat net avant impôt de 37,4 millions \$.

Au moment où nous mettons en œuvre un processus d'intégration soigneusement orchestré, nous sommes impatientes d'accroître l'efficacité opérationnelle et les possibilités de générer des produits des activités ordinaires pour nos activités regroupées.

 L'une des dix principales sociétés de gestion de patrimoine en termes d'actifs du Royaume-Uni et d'Europe

GESTION DE PATRIMOINE MONDIALE

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity procure à ses clients les services ciblés et personnalisés qu'ils s'attendent à recevoir d'un gestionnaire de placement local ainsi que la valeur ajoutée qu'une institution financière mondiale peut générer grâce à ses vastes ressources et à son expertise et au soutien qu'elle peut offrir.

Au cours de l'exercice 2018, nous avons accru de façon importante l'envergure de nos activités de gestion de patrimoine à l'échelle mondiale, ce qui s'est avéré un important inducteur de rendement, de même qu'un élément clé de la stabilité que nous souhaitons offrir à nos actionnaires à long terme.

Produits de la gestion de patrimoine mondiale

(en millions \$ CA, exercices)



CANADA

Notre secteur canadien de gestion de patrimoine compte des équipes de conseillers en placement qui exercent leurs activités à partir d'un réseau de bureaux à l'échelle du pays, lesquels offrent une gamme complète de conseils en placement et de stratégies de planification du patrimoine, dont l'accent est mis sur la personnalisation, pour répondre aux besoins uniques de leurs clients.

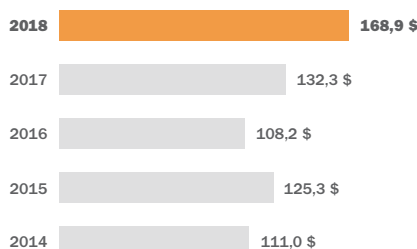


En voie de devenir la principale société de gestion de patrimoine indépendante du Canada

Au cours de l'exercice 2018, nous avons poursuivi la mise en œuvre de notre stratégie qui consiste à ajouter de nouvelles équipes de conseillers en placement dans ce secteur. À la fin de l'exercice, le total des actifs pour le compte de nos clients avait augmenté de 17,7 % pour atteindre 15,6 milliards \$. La progression de 27,7 % d'un exercice à l'autre du total des produits est attribuable à l'augmentation de la participation des particuliers dans cette nouvelle activité d'émission d'actions, à des évaluations plus robustes des actions de sociétés à petite capitalisation et à l'ajout de nouveaux conseillers à notre plateforme. La rentabilité de ces activités s'est elle aussi améliorée de manière appréciable et, compte non tenu des éléments importants, a contribué au résultat net avant impôt de 20,2 millions \$, en hausse par rapport à 2,0 millions \$ il y a un an.

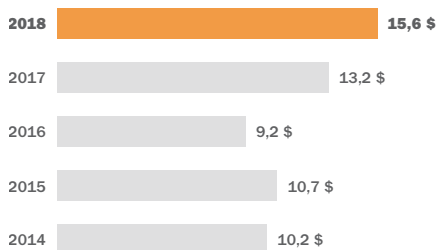
Produits de la gestion de patrimoine au Canada

(en millions \$ CA, exercices)



Actifs pour le compte des clients au Canada¹

(en millions \$ CA, exercices)



1) Actifs sous administration et sous gestion.

Nous avons sans cesse rehaussé la qualité de nos services pour améliorer l'expérience client et aider nos équipes de conseillers en placement à accroître leur part du marché de la gestion de patrimoine. Dans le cadre de nos

efforts de développement, les actifs discrétionnaires sous gestion de ce secteur ont augmenté de 6,8 % et la taille moyenne du portefeuille par équipe de conseillers en placement a progressé de 16,9 % en comparaison à il y a un an.

Grâce à notre culture d'indépendance et à une plateforme qui permet aux conseillers de travailler de la façon qui correspond le mieux aux affaires et aux besoins de leurs clients, nous avons pu faire progresser notre stratégie de recrutement dans ce secteur. À plus long terme, nous restons déterminés à élargir et à soutenir nos équipes existantes et continuons à investir afin d'en ajouter de nouvelles à notre plateforme.

AUSTRALIE

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a des bureaux à Melbourne et à Sydney, et notre équipe de sept conseillers offre des solutions complètes de gestion de patrimoine à un nombre grandissant de clients de l'Australie et de l'Asie du Sud-Est. La performance exceptionnelle de nos activités sur les marchés des capitaux dans la région a également profité à la reconnaissance de la marque de gestion de patrimoine. Grâce à nos investissements accrus dans nos activités en Australie, nous avons l'intention d'explorer les possibilités d'élargir nos activités de gestion de patrimoine dans la région.

Actifs pour le compte des clients (mondial)¹

(en milliards \$ CA, exercices)



1) Actifs sous administration, sous gestion et sous contrat de gestion.

61,3 milliards \$ en actifs totaux pour le compte des clients¹


Capacité de générer des bénéfices accrue grâce à la croissance

370,3 millions \$ de produits de la gestion de patrimoine mondiale

En bonne position pour accroître les marges et améliorer les résultats

Canaccord Genuity

Notre secteur mondial de marchés des capitaux offre des services de financement de sociétés, de consultation, de vente et de négociation, de recherche sur les actions et sur les titres à revenu fixe à des sociétés et des institutions partout dans le monde. Nos conseils indépendants et notre modèle de services intégrés à l'échelle mondiale constituent le gage de notre habileté à dominer le marché dans les secteurs de croissance clés de l'économie mondiale.

 Nos activités mondiales sur les marchés des capitaux au Canada, aux États-Unis, en Australie, au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï comportent toutes leurs propres avantages régionaux, mais nos capacités mondiales constituent un élément différenciateur exceptionnel et un avantage concurrentiel fondamental pour Canaccord Genuity.

Au cours de l'exercice 2018, une conjoncture favorable aux titres de croissance nous a permis de renforcer notre position sur le marché en tant que banque d'investissement indépendante

et société de conseils de premier plan pour les sociétés de croissance du marché intermédiaire. Nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux ont affiché des produits des activités ordinaires de 637,5 millions \$ pour la période de douze mois, en hausse de 6,9 %, un record pour ce secteur.

La performance enregistrée au cours de l'exercice témoigne de l'engagement et du dévouement des nombreux professionnels chevronnés qui ont travaillé d'arrache-pied pour trouver des idées et des solutions pour faire face aux difficultés des marchés et qui ont saisi toutes les occasions pour générer de la valeur pour leurs clients dès que les marchés étaient favorables.

Notre performance au chapitre des avancées que nous avons réalisées sur le plan de la stratégie à l'échelle de nos activités au cours des dernières années est tout aussi importante. Nos initiatives d'harmonisation ont permis de renforcer la collaboration entre les régions, d'accroître les produits des activités ordinaires et de saisir des occasions susceptibles de nous conférer une position dominante sur le marché à forte croissance, particulièrement dans les secteurs du cannabis et de la chaîne de blocs. Grâce à ces initiatives, les produits des activités

ordinaires par employé tirés de nos activités mondiales sur les marchés des capitaux ont grimpé de 38,4 % depuis le début de nos initiatives de réaligement au cours de l'exercice 2016.

Nous avons clos l'exercice en tant que banque d'investissement indépendante de premier plan au Canada quant au nombre de transactions et au montant total mobilisé. Le total des produits des activités ordinaires dans ce secteur a augmenté pour atteindre près de 216,1 millions \$, une hausse de 39,1 % d'un exercice à l'autre. Nous avons également maintenu notre position de chef de file à titre de principal négociateur indépendant au Canada. Grâce à l'acquisition récente de Jitneytrade, nous nous attendons à ce que l'élargissement de la gamme de produits et services offerts aux clients, pour y inclure des contrats à terme standardisés, des options et les activités de négociation à faible latence, nous permettra d'accroître notre part de marché.

Aux États-Unis, notre secteur des marchés des capitaux a généré des produits des activités ordinaires de 235,9 millions \$ pour l'exercice. Au début de l'exercice, nous avons déployé des efforts pour remanier et renforcer nos capacités de base dans cette région, ce qui a permis

Produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity

(en millions \$ CA, exercices)



34,5 milliards \$ CA mobilisés pour des sociétés de croissance mondiales au cours de l'exercice 2018

L'agilité nous permet de dominer le marché dans les secteurs à croissance rapide

637,5 millions \$ de produits des activités ordinaires (mondial)

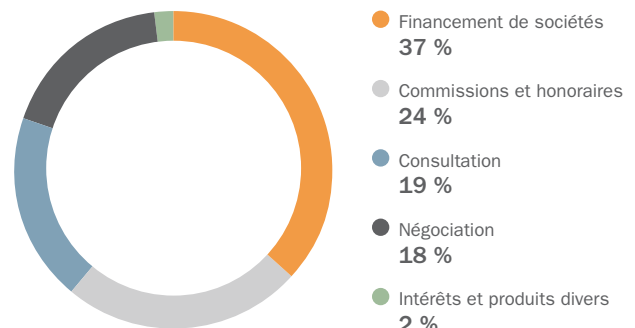
d'améliorer considérablement la rentabilité de ce secteur. En misant sur nos forces indéniables dans les secteurs des soins de santé et des technologies, nos équipes de conseillers ont été en mesure d'accroître les produits des activités ordinaires de ce secteur de 47,9 % d'un exercice à l'autre. Nous avons de surcroît enregistré de solides rentrées au cours de l'exercice, étant donné que la part de marché de nos activités de négociation d'actions institutionnelles n'a cessé de croître dans un contexte de marché difficile.

Pour l'exercice, les produits des activités ordinaires de nos activités au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï se sont établis à 128,5 millions \$. Les équipes de ce secteur, s'appuyant sur nos capacités transfrontalières, ont pu aider les sociétés du Royaume-Uni à conclure des partenariats à l'échelle de l'Europe et à attirer des investissements, et notre établissement à Paris a grandement contribué à l'élan positif de ce secteur.

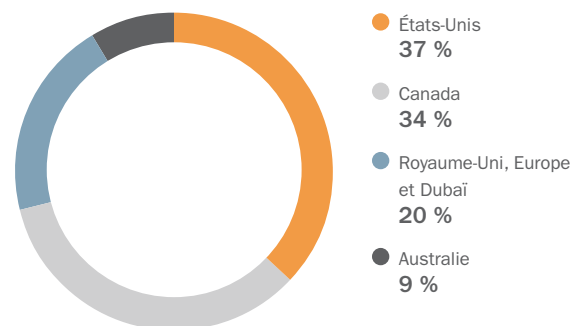
Grâce au regain de la négociation d'actions de sociétés à petite capitalisation dans nos secteurs cibles, nos activités en Australie ont pu enregistrer des produits des activités ordinaires records au deuxième semestre de l'exercice. Ce secteur a généré une croissance très prometteuse et, grâce à notre investissement accru, nous serons en mesure de continuer d'appuyer des initiatives de développement dans la région.

Une seule vérité fondamentale guide notre entreprise : notre succès dépend de notre capacité à soutenir sans relâche la réussite de nos clients. Notre principal atout concurrentiel demeure notre capacité à offrir à notre clientèle des services très pertinents ainsi qu'un accès à une riche expertise mondiale, qui constituent pour nous une formidable possibilité de dominer le marché dans toutes nos activités et régions géographiques.

Total des produits des activités ordinaires par activité pour l'exercice 2018



Total des produits des activités ordinaires du secteur des marchés des capitaux par région



Canaccord Genuity a participé à 455 transactions¹ à l'échelle mondiale

1) Transactions évaluées à plus de 1,5 milliard \$ CA.



En misant sur nos atouts concurrentiels à l'échelle de nos activités et des régions où nous les exerçons, nous obtenons de meilleurs résultats pour nos clients et notre entreprise.

Réussir grâce à une culture solide



Nous sommes des partenaires

Notre culture dépend de la façon dont nous interagissons. À titre de banque d'investissement mondiale, nous nous distinguons chaque jour en offrant une perspective réellement mondiale qui, par sa nature, est le fruit d'une grande collaboration et de la coopération transfrontalière et à l'échelle des divisions.



Nous sommes des entrepreneurs

Nous ne sommes pas une grande banque. C'est pourquoi nous devons nous efforcer d'être une société horizontale, en éliminant la bureaucratie et en favorisant l'innovation.



Nous encourageons la collégialité

Nous voulons être une société dans laquelle les gens sont habilités à répondre aux attentes de leurs clients avec l'aide de tous leurs partenaires.



Nous travaillons d'arrache-pied

À titre de banque d'investissement du marché intermédiaire, nous ne bénéficions pas de la plupart des avantages dont disposent nos concurrents plus importants. Nous travaillons mieux et plus fort, et nous déployons toujours des efforts supplémentaires pour obtenir des résultats appréciables pour nos clients et notre entreprise.



Nous agissons avec intégrité

Nous devons toujours agir avec rigueur et intégrité, que ce soit envers les clients que nous représentons ou à l'égard de la qualité de nos recherches et des gens que nous recrutons.



Nous mettons l'accent sur les bénéfices

Nous sommes, pour la plupart, des actionnaires, et nous savons que le résultat final de tous nos efforts se mesure en fonction de la hausse durable du cours des actions. Pour ce faire, les produits doivent augmenter et, surtout, les coûts doivent diminuer.

Revue financière

14	Rapport de gestion	52	Transactions avec des parties liées
14	Mesures non conformes aux IFRS	53	Méthodes comptables critiques et estimations
15	Vue d'ensemble des activités	57	Instruments financiers
17	Faits saillants de l'exercice 2018	58	Modifications futures des méthodes comptables et des estimations
20	Environnement de marché au cours de l'exercice 2018	59	Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière
21	Perspectives pour l'exercice 2019	59	Gestion des risques
22	Aperçu des exercices précédents – exercice 2017 par rapport à l'exercice 2016	63	Politique en matière de dividendes
23	Aperçu financier	63	Déclaration de dividende
30	Informations financières trimestrielles	64	Renseignements supplémentaires
35	Résultats par secteur d'activité	65	Rapport des auditeurs indépendants
46	Situation financière	66	États financiers consolidés et notes
47	Arrangements hors bilan	113	Informations supplémentaires
48	Situation de trésorerie et sources de financement	119	Glossaire
49	Actions privilégiées		
50	Données sur les actions en circulation		
50	Régimes de paiement fondés sur des actions		

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document peut contenir des « énoncés prospectifs » (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, et la croissance, les résultats opérationnels, la performance et les perspectives et possibilités d'affaires de Groupe Canaccord Genuity. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Les informations désignées comme étant des « perspectives », notamment celles de la rubrique intitulée « Perspectives pour l'exercice 2019 », contiennent de l'information prospective. De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, de même que les facteurs dont il est question aux rubriques « Gestion des risques » du présent rapport de gestion et « Facteurs de risque » de la notice annuelle qui abordent le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque informatique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2019 » du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La liste qui précède n'est pas exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Le lecteur doit également tenir compte du fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas exhaustive.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Rapport de gestion

Exercice 2018 clos le 31 mars 2018 – ce document est daté du 6 juin 2018.

Le rapport de gestion suivant de Groupe Canaccord Genuity Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2018 par rapport à l'exercice précédent, en mettant l'accent sur l'exercice le plus récent. Sauf indication contraire ou si le contexte l'exige, « Société » renvoie à Groupe Canaccord Genuity Inc. et à ses filiales directes et indirectes. « Canaccord Genuity » désigne le secteur du financement de sociétés et des marchés des capitaux de la Société. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 mars 2018 et 2017, à partir de la page 66 du présent rapport. L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2018 et 2017 sont préparés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

Le capital de la Société est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et privilégiés et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (« RCP ») comme mesure de la performance. La Société utilise également comme mesure de la performance la valeur comptable par action ordinaire après dilution, qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont les options, bons de souscription et débetures convertibles, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renonciations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Les actifs sous administration (« ASA ») et les actifs sous gestion (« ASG ») représentent des mesures des actifs des clients non conformes aux IFRS qui sont communes aux activités de gestion de patrimoine. Les ASA – Canada, les ASG – Australie et les ASG – Royaume-Uni et Europe représentent la valeur de marché des biens du client qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions et des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients, de même que la valeur de marché globale des positions acheteur et vendeur sur titres. Les ASG au Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes qui sont généralement appelés *Programme de conseils en placement CT* et *Programme de gestion des placements des particuliers CT*. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les ASA – Canada, les ASG – Canada, les ASG – Australie et les ASG – Royaume-Uni et Europe peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les ASG – Canada sont également administrés par la Société et sont inclus dans les ASA – Canada.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments importants à ces fins correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, à la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation de profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme (le « RILT » ou le « régime ») de la Société comptabilisées à compter du 31 mars 2018, certains paiements incitatifs liés à l'acquisition de Hargreave Hale, ainsi que certains éléments de charges habituellement compris dans les frais de développement qui, de l'avis de la direction, reflètent une charge unique autre que d'exploitation. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettent une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de la Société et favorisent une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Pour nous, il n'existe pas de marchés étrangers.^{MC}

Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de Canaccord Genuity sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord Genuity sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

À PROPOS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Canaccord Genuity (financement de sociétés et activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Canaccord Genuity

Canaccord Genuity est la division internationale des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity Inc. (TSX : CF), qui offre aux institutions et aux sociétés des services centrés sur les idées en financement de sociétés, en fusions et acquisitions, en recherche, en ventes et en négociation en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Nous nous sommes engagés à fournir des services de premier ordre à nos clients tout au cours du cycle de vie de leur entreprise et à créer l'étalon-or des banques d'investissement indépendantes – une banque orientée marché et client, qui offre souplesse en termes de ressources et de portée, et qui possède une solide connaissance du secteur.

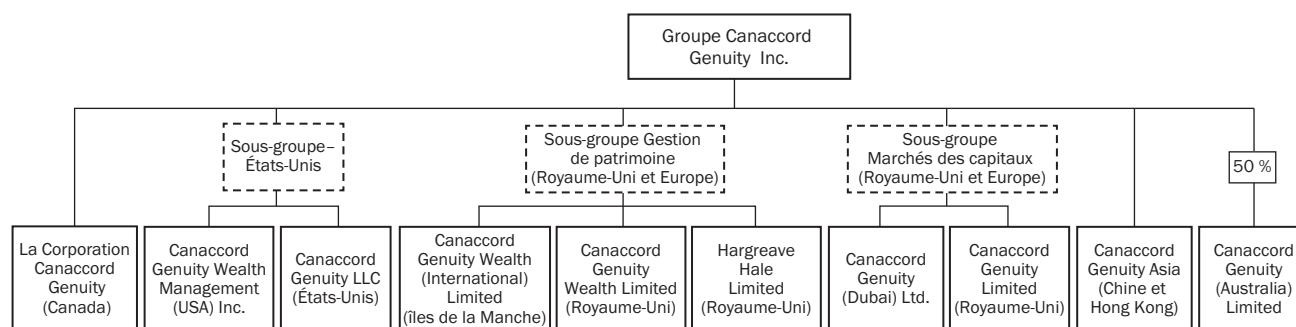
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et de toutes les autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Structure de la Société



L'organigramme présente les principales sociétés en exploitation du Groupe Canaccord Genuity.

La Société détient 50 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd et de Canaccord Genuity (Australia) Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 58 % en date du 31 mars 2018, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd (58 % au 31 mars 2017).

ACTIVITÉS COMMERCIALES

Nos activités sont assujetties à la conjoncture générale sur les marchés des obligations et des actions mondiaux.

Le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de la Société. La majeure partie des produits tirés des transactions de prise ferme et de consultation sont comptabilisés lorsque la transaction est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le calendrier de la comptabilisation de ces transactions dans nos activités sur les marchés des capitaux.

La Société a pris des mesures pour réduire son risque à l'égard des variations sur les marchés des actions et des économies locales en diversifiant non seulement sa couverture sectorielle, mais également sa présence à l'échelle internationale. Afin de diversifier les sources récurrentes de produits des activités ordinaires et de compenser la volatilité inhérente aux activités sur les marchés des capitaux, la Société a pris des mesures pour accroître l'envergure de ses activités de gestion de patrimoine mondiales. Grâce à sa diversification dans les grands centres financiers, la Société a toujours bénéficié de la vigueur des marchés des actions dans certaines régions et a pu améliorer sa capacité à identifier et à gérer les possibilités dans les centres régionaux et dans nos secteurs cibles.

INCIDENCE DES SOUBRESAITS DES MARCHÉS DES CAPITAUX

À titre de maison de courtage, la Société tire ses produits des activités ordinaires surtout des commissions sur ventes, de la prise ferme et des honoraires de consultation, et des activités de négociation. Par conséquent, les activités de la Société sont très sensibles à la situation sur les marchés financiers et à la conjoncture économique, principalement en Amérique du Nord et en Europe et, jusqu'à un certain point, en Asie et en Australie. Les initiatives de prospection internationales à long terme de Groupe Canaccord Genuity menées ces dernières années ont jeté des bases solides pour la diversification de ses produits des activités ordinaires. Grâce à sa stratégie d'investissement conservatrice, la Société demeure concurrentielle dans le paysage financier d'aujourd'hui en constante évolution.

Au cours de l'exercice 2018, les activités sur les marchés des capitaux de la Société ont été axées sur les secteurs suivants : métaux et mines, énergie, technologie, immobilier, développement durable, soins de santé et sciences de la vie, produits de consommation et de détail, infrastructures, aérospatiale et matériel de défense, produits financiers, et placements privés. La couverture de ces secteurs englobait le financement de sociétés, les services de fusions et acquisitions et de consultation, et les activités touchant les actions institutionnelles, comme la vente, la négociation et la recherche.

Faits saillants de l'exercice 2018

SIÈGE SOCIAL

- Le 1^{er} juin 2017, la Société a annoncé que le taux de dividendes sur ses actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série C ») serait de 4,993 % par année pour la période du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2022.
- Le 16 juin 2017, la Société a annoncé que le nombre d'actions privilégiées de série C déposées aux fins de conversion en actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série D ») était inférieur au nombre minimal requis et, par conséquent, aucune action privilégiée de série D n'a été émise.
- Le 5 juillet 2017, la Société a annoncé qu'elle avait convenu d'acquérir Hargreave Hale Limited (« Hargreave Hale »), une entreprise de gestion de placements et de patrimoine indépendante de premier plan établie au Royaume-Uni, et ce, par l'entremise de son entreprise de gestion de patrimoine établie au Royaume-Uni et en Europe, Canaccord Genuity Wealth Management (« CGWM (R.-U.) »). Cette transaction a été conclue le 18 septembre 2017. En septembre 2017, la Société a acquis la totalité de Hargreave Hale pour une contrepartie au comptant et différée de 52,1 millions £ (86,0 millions \$ CA) et une contrepartie éventuelle additionnelle pouvant atteindre 27,5 millions £ (45,4 millions \$ CA). La contrepartie éventuelle sera payable sur une période pouvant aller jusqu'à trois ans et est soumise à l'atteinte de certaines cibles de rendement liées à la conservation et à la croissance des actifs des clients et des produits ainsi qu'à un montant déterminé en fonction des activités de gestion de fonds. La contrepartie au comptant a été financée en partie par une facilité de crédit fournie à CGWM (R.-U.) par National Westminster Bank plc et HSBC Bank plc d'un montant de 40,0 millions £ (72,5 millions \$ CA au 31 mars 2018). Si elle est versée, la contrepartie éventuelle additionnelle sera financée par les flux de trésorerie liés aux activités courantes.

La Société a passé en charges des frais connexes à l'acquisition de 6,7 millions \$ et des frais de restructuration de 2,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2018. En outre, la Société a passé en charges des paiements incitatifs liés à l'atteinte de cibles financières et autres critères de rendement de 1,5 million \$ qui sont inclus dans les frais de développement. La Société s'attend à ce que des coûts supplémentaires liés à ces paiements incitatifs d'environ 13,0 millions £ (23,4 millions \$ CA) soient inscrits à titre d'éléments importants sur une période d'évaluation de quatre ans.

- Le 1^{er} août 2017, Canaccord Genuity Acquisition Corp. (« CGAC »), société d'acquisition à vocation spécifique nouvellement constituée aux fins de l'acquisition admissible d'une ou de plusieurs sociétés, a annoncé la clôture de son premier appel public à l'épargne visant des parts à droit de vote restreint de catégorie A d'un montant de 30,0 millions \$. Détenant une participation d'environ 26,2 % dans CGAC, le commanditaire de CGAC est une filiale en propriété exclusive de la Société.
- Le 11 août 2017, la Société a annoncé le dépôt d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui lui permet de racheter, du 15 août 2017 au 14 août 2018, des actions ordinaires de la Société par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles. Grâce à cette démarche, la Société peut racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. Le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société lors du dépôt de l'OPRCNA. Aucune action n'a été rachetée dans le cadre de l'OPRCNA actuelle ou de l'OPRCNA précédente au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018.
- Le 25 avril 2018, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente visant à acquérir Jitneytrade Inc. et Finlogik Inc. directement et par l'acquisition de Finlogik Capital Inc. Jitneytrade Inc. est un courtier à accès direct et un négociateur de contrats à terme et d'options sur actions au Canada. Finlogik Inc. propose au marché canadien des solutions à valeur ajoutée en technologie financière. Cette acquisition a été conclue le 6 juin 2018.
- Dans le cadre de sa réunion du 6 juin 2018, le conseil d'administration a approuvé l'attribution de 6 220 000 options sur actions liées au rendement aux membres de la haute direction de la Société et de ses filiales d'exploitation. Les options seront attribuées aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement de la Société qui sera présenté aux actionnaires aux fins d'approbation à l'assemblée générale annuelle de la Société qui aura lieu le 2 août 2018. L'attribution est assujettie à la ratification dans le cadre de cette assemblée. Les options, dont le prix d'exercice sera déterminé en fonction du marché à la date d'attribution, auront une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées à la performance (cours de l'action) sur le marché, et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à trois fois le prix d'exercice.

CANACCORD GENUITY

- Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 637,6 millions \$ à l'exercice 2018.
- Le résultat net avant impôt, compte non tenu des éléments importants¹, s'est établi à 62,5 millions \$, une hausse de 16,2 millions \$ par rapport à l'exercice précédent.
- Canaccord Genuity a été chef de file pour 178 transactions à l'échelle internationale, chacune dépassant 1,5 million \$ CA, mobilisant ainsi un produit total de 6,1 milliards \$ CA au cours de l'exercice 2018. Sur ces transactions :
 - le secteur du Canada a été chef de file pour 131 transactions, qui ont recueilli 3,5 milliards \$ CA;
 - le secteur du Royaume-Uni, de l'Europe et de Dubaï a été chef de file pour 14 transactions, qui ont totalisé 1,8 milliard \$ CA;
 - le secteur des États-Unis a été chef de file pour 16 transactions, qui ont récolté 650 millions \$ CA;
 - le secteur de l'Australie a été chef de file pour 17 transactions, qui ont récolté 149,1 millions \$ CA.

1) Les chiffres compte tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

- Au cours de l'exercice 2018, y compris les 178 transactions menées à l'échelle internationale, Canaccord Genuity a participé à un total de 455 transactions dans le monde, chacune dépassant 1,5 million \$ CA, mobilisant ainsi un produit brut de 34,5 milliards \$ CA. Sur ces transactions :
 - le secteur du Canada a participé à 334 transactions, qui ont recueilli 21,6 milliards \$ CA;
 - le secteur des États-Unis a participé à 67 transactions, qui ont récolté 8,8 milliards \$ CA;
 - le secteur du Royaume-Uni, de l'Europe et de Dubaï a participé à 22 transactions, qui ont récolté 3,4 milliards \$ CA;
 - le secteur de l'Australie a participé à 32 transactions, qui ont récolté 659,6 millions \$ CA.
- Au cours de l'exercice 2018, les transactions de financement de sociétés importantes pour Canaccord Genuity ont compris les suivantes :
 - Une transaction de 267,7 millions £ pour HICL Infrastructure Company à la Bourse de Londres
 - Un premier appel public à l'épargne de 200,0 millions £ pour Triple Point Social Housing REIT plc à la Bourse de Londres
 - Deux transactions totalisant 312,5 millions \$ US pour Atara Biotherapeutics au Nasdaq
 - Une transaction de 187,5 millions £ pour Aberdeen Standard European Logistics Income plc à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 260,2 millions \$ US pour Xencor, Inc. au Nasdaq
 - Quatre transactions totalisant 210,7 millions \$ US pour Helios + Matheson au Nasdaq
 - Trois transactions totalisant 243,6 millions \$ CA pour Hydropharmacy Corporation à la Bourse de croissance TSX
 - Deux transactions totalisant 250,5 millions \$ AU pour Cooper Energy Limited à la Bourse d'Australie
 - Une transaction de 200,0 millions \$ CA pour Cobalt 27 Capital Corp. à la Bourse de croissance TSX
 - Un premier appel public à l'épargne de 125,0 millions \$ CA pour Cannabis Strategies Acquisition Corp. à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 151,0 millions \$ AU pour Infigen Energy Limited à la Bourse d'Australie
 - Un premier appel public à l'épargne de 173 millions £ pour Baillie Gifford US Growth Trust plc à la Bourse de Londres
 - Quatre transactions totalisant 489 millions \$ CA pour Aurora Cannabis Inc. à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 92,4 millions \$ CA pour Osisko Mining à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 95 millions £ pour IQE plc à l'AIM
 - Une transaction de 140,0 millions \$ CA pour DHX Media Ltd. à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 132,8 millions \$ CA pour MedReleaf à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 58,8 millions £ pour accesso Technology Group plc à l'AIM
 - Un premier appel public à l'épargne de 63,6 millions \$ US pour Zymeworks à la Bourse de New York et à la Bourse de Toronto
 - Une transaction visant à mobiliser un capital de 90 millions £ pour Oxenwood Real Estate dans le cadre de l'acquisition de Ultrabox Logistics Portfolio
 - Une transaction de 80,0 millions \$ CA pour Brio Gold à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 75,6 millions \$ CA pour SolGold plc à la Bourse de Toronto et à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 57,6 millions £ pour The Renewables Infrastructure Group Limited à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 47,4 millions \$ US pour Savara Inc. au Nasdaq
 - Une transaction de 49,1 millions \$ US pour VBI Vaccines au Nasdaq
 - Une transaction de 60,0 millions \$ AU pour CANN Group Limited à la Bourse d'Australie
 - Une transaction de 52,2 millions £ pour Ediston Property Investment Company PLC à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 65,3 millions \$ US en deux tranches pour Neovasc Inc. au Nasdaq et à la Bourse de Toronto
 - Un premier appel public à l'épargne de 60,0 millions \$ US pour BioXcel Therapeutics Inc.
 - Une transaction de 43,9 millions \$ CA pour Global Blockchain Technologies Corp. à la Bourse de croissance TSX
- Au Canada, Canaccord Genuity a participé à la mobilisation de 838,9 millions \$ pour des émissions d'obligations gouvernementales et d'obligations de sociétés au cours de l'exercice 2018.
- Au cours de l'exercice 2018, les transactions de fusions et acquisitions et de consultation importantes ont compris les suivantes :
 - Conseiller de Broken Coast Cannabis Inc. dans le cadre de sa vente à Aphria pour un montant de 273 millions \$ CA
 - Conseiller de Cape plc dans le cadre de sa vente à Altrad Investment Authority SAS pour un montant de 575 millions £
 - Conseiller de Nuuvera dans le cadre de sa vente à Aphria Inc. pour un montant de 787 millions \$ CA
 - Conseiller de Polaris Materials dans le cadre de sa vente de 309 millions \$ CA à U.S. Concrete
 - Conseiller de Sandvine Corporation dans le cadre de sa vente à Francisco Partners and Procera Networks pour un montant de 562 millions \$ CA
 - Conseiller de Aurora Cannabis dans le cadre de son acquisition de CanniMed Therapeutics Inc. pour un montant de 1,2 milliard \$ CA
 - Conseiller de DCC plc dans le cadre de la vente de DCC Environmental pour un montant de 219,0 millions £
 - Conseiller de HLD/Dentressangle dans le cadre de son acquisition de Kiloutou pour un montant de 1,5 milliard €
 - Conseiller de Ardian dans le cadre de la vente de Trescal à OMERS Private Equity pour un montant de 670 millions €
 - Conseiller de Thoma Bravo et Motus dans le cadre de l'acquisition par Thoma Bravo des plateformes de gestion de véhicules de premier plan de Motus et Runzheimer
 - Conseiller de Rockspring Property Holdings Limited dans le cadre de sa vente à PATRIZIA Immobiliens AG
 - Conseiller de Outpatient Imaging Affiliates, LLC dans le cadre de sa vente à ICV Partners
 - Conseiller de Monitise plc dans le cadre de sa vente à Fiserv, Inc. pour un montant de 75 millions £
 - Conseiller de OSRAM Licht AG dans le cadre de son acquisition de Digital Lumens
 - Conseiller de Sientra Inc. dans le cadre de son acquisition de Miramar Labs

- Conseiller de Gaming Nation dans le cadre de sa vente de 44 millions \$ CA à Orange Capital
- Conseiller de SignUpGenius Inc. dans le cadre de la recapitalisation de la participation majoritaire de Providence Equity Partners
- Conseiller de Halt Medical Inc. dans le cadre de sa vente à Acesa AssetCo LLC en vertu de la section §363 du U.S. Bankruptcy Code
- Conseiller de DHX Media dans le cadre de son acquisition de Peanuts and Strawberry Shortcake pour un montant de 345 millions \$ US

GESTION DE PATRIMOINE (MONDIAL)

- À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 375,2 millions \$ au cours de l'exercice 2018.
- Les actifs totaux sous administration, sous gestion et sous contrat de gestion (« actifs des clients ») au Canada, au Royaume-Uni et en Europe et en Australie totalisaient 61,3 milliards \$ au 31 mars 2018², en hausse de 22,7 milliards \$, ou 58,7 %, par rapport à 38,6 milliards \$ à la fin de l'exercice 2017².

GESTION DE PATRIMOINE (AMÉRIQUE DU NORD)

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) a généré des produits des activités ordinaires de 168,9 millions \$ à l'exercice 2018 et, compte non tenu des éléments importants, a dégagé un résultat net de 20,2 millions \$¹.
- Les actifs sous administration s'établissaient à 15,6 milliards \$ au 31 mars 2018, en hausse de 17,7 % par rapport à 13,2 milliards \$ à la fin de l'exercice 2017².
- Les actifs sous gestion (discrétionnaires) s'établissaient à 2,8 milliards \$ au 31 mars 2018, en hausse par rapport aux 2,6 milliards \$ à la fin de l'exercice 2017².
- Au 31 mars 2018, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 142 équipes de conseillers au Canada³, soit une équipe de plus qu'au 31 mars 2017.

GESTION DE PATRIMOINE (ROYAUME-UNI ET EUROPE)

L'apport de Hargreave Hale depuis le 18 septembre 2017 est pris en compte dans les résultats d'exploitation de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) ci-dessous.

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) a généré des produits des activités ordinaires de 201,4 millions \$ et, compte non tenu des éléments importants, a dégagé un résultat net de 37,4 millions \$ avant impôt à l'exercice 2018¹.
- Les actifs sous gestion (discrétionnaires et non discrétionnaires) ont atteint 44,9 milliards \$ (24,8 milliards £) au 31 mars 2018, une hausse de 83,0 % par rapport à 24,5 milliards \$ (14,7 milliards £) au 31 mars 2017². En monnaie locale (livre sterling), les actifs sous gestion au 31 mars 2018 ont augmenté de 69,0 % par rapport à ceux au 31 mars 2017. L'acquisition de Hargreave Hale Limited au T2/18 a grandement contribué à l'augmentation des ASG au 31 mars 2018 comparativement à la même date de l'exercice précédent.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

3) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

Environnement de marché au cours de l'exercice 2018

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Au cours de l'exercice 2018, en général, l'économie mondiale a connu une croissance positive et synchronisée pour la première fois depuis 2007. Aux États-Unis, les changements liés à la réforme fiscale et aux infrastructures ont alimenté une reprise longtemps attendue des bénéfices et des dépenses en immobilisation des sociétés. La faiblesse du dollar américain, la hausse du prix des produits de base, la robustesse du marché de l'emploi et l'élan positif des bénéfices et de l'économie ont collectivement poussé l'inflation et les taux d'intérêt à la hausse. Dans ce contexte, la Réserve fédérale et la Banque du Canada ont poursuivi le resserrement de leur politique monétaire. Ailleurs dans le monde, la Banque centrale européenne et la Banque du Japon ont maintenu en place leurs politiques très accommodantes alors que l'inflation faible des marchés émergents a fourni aux banques centrales de ces pays une marge de manœuvre additionnelle permettant de réduire encore plus leur taux directeur. Vers la fin de l'exercice, les marchés boursiers mondiaux ont connu leur première correction depuis 2015 en raison de la hausse rapide des taux d'intérêt et des craintes de guerres commerciales provoquées par les tarifs américains. En général, malgré la hausse des rendements des obligations et des taux directeurs en Amérique du Nord, l'augmentation des bénéfices des sociétés à l'échelle mondiale a permis aux actions mondiales d'offrir des rendements supérieurs à la moyenne aux investisseurs tout au cours de l'exercice 2018. Sur le plan du rendement global, les actions américaines (+14,0 %), canadiennes (+1,7 %), des marchés émergents (+22,3 %) et mondiales (+15,4 %) ont toutes affiché des rendements positifs.

FINANCEMENT DE SOCIÉTÉS ET CONSULTATION

Les activités de mobilisation de capitaux et de consultation dans nos secteurs de prédilection ont nettement progressé pendant la majeure partie du quatrième trimestre de l'exercice et pendant l'exercice 2018. Comme l'indique le tableau ci-dessous, l'écart entre le rendement des actions des sociétés mondiales à grande capitalisation et celui de sociétés mondiales à petite capitalisation s'est resserré au cours de la période de douze mois. Le rendement toujours solide des actions de sociétés à petite capitalisation demeure encourageant pour les activités de mobilisation de capitaux et de consultation de notre entreprise.

Rendement à la fin du trimestre	T4/17		T1/18		T2/18		T3/18		T4/18	
	(d'un trimestre à l'autre)	(d'un exercice à l'autre)	(d'un trimestre à l'autre)	(d'un exercice à l'autre)	(d'un trimestre à l'autre)	(d'un exercice à l'autre)	(d'un trimestre à l'autre)	(d'un exercice à l'autre)	(d'un trimestre à l'autre)	(d'un exercice à l'autre)
Indice des actions de sociétés mondiales à petite capitalisation S&P IFCI	12,1 %	14,9 %	1,9 %	16,5 %	8,6 %	18,4 %	8,4 %	34,5 %	1,3 %	21,5 %
Indice des actions de sociétés mondiales à grande capitalisation S&P IFCI	11,3 %	16,1 %	5,7 %	22,7 %	6,7 %	20,5 %	7,2 %	34,6 %	0,8 %	22,0 %

Source : Thomson Reuters Datastream, estimations de Canaccord Genuity

Nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation visent principalement les sociétés de petite et moyenne capitalisation présentes dans certains secteurs en croissance de l'économie mondiale, comme il est expliqué à la page 17. Les secteurs en question peuvent être touchés par une croissance ou par un ralentissement isolément de l'ensemble du contexte économique ou du marché, et la réglementation gouvernementale peut aussi avoir une incidence profonde sur la capitalisation des sociétés de moindre envergure. La volatilité des conditions d'affaires pour ces secteurs ou celle du marché des titres de ces sociétés dans les régions où nous exerçons nos activités sont des facteurs qui peuvent nuire à nos résultats financiers et, au final, à la valeur de marché de nos actions. Les produits tirés des services de consultation sont principalement tributaires de la réalisation des mandats de fusion, d'acquisition ou de restructuration. La faiblesse de la situation économique et des marchés des capitaux mondiaux et le manque d'accès au capital peuvent gêner l'activité de fusions et acquisitions visant le marché des petites et moyennes entreprises, mais peuvent, par contre, offrir de bonnes occasions pour nos activités de restructuration.

NÉGOCIATION

Les volumes de négociation des actions de sociétés à petite et moyenne capitalisation sur de nombreux marchés où nous menons des activités ont augmenté comparativement à ceux du trimestre précédent, et le rebond de nouvelles émissions d'actions de sociétés à petite et moyenne capitalisation s'est traduit par des activités de négociation un peu plus fortes. La hausse de la volatilité des marchés au quatrième trimestre de l'exercice a également favorisé nos activités de placement pour compte.

Valeur moyenne au cours du trimestre/ de l'exercice

	T4/17		T1/18		T2/18		T3/18		T4/18		Exercice 2018		
	31 mars 2017	(d'un exercice à l'autre)	30 juin 2017	(d'un exercice à l'autre)	29 sept. 2017	(d'un exercice à l'autre)	29 déc. 2017	(d'un exercice à l'autre)	29 mars 2018	(d'un exercice à l'autre)	trimestre à l'autre)	29 mars 2018	(d'un exercice à l'autre)
Russell 2000	1 374,8	32,0 %	1 390,4	22,7 %	1 416,1	15,8 %	1 511,5	17,4 %	1 554,4	13,1 %	2,8 %	1 467,8	17,0 %
Indice S&P 400 à moyenne capitalisation	1 706,4	27,6 %	1 729,7	17,8 %	1 745,6	12,8 %	1 853,4	16,5 %	1 914,6	12,2 %	3,3 %	1 810,4	14,7 %
FTSE 100	7 271,7	21,3 %	7 388,2	19,1 %	7 380,7	9,1 %	7 480,4	8,0 %	7 359,4	1,2 %	-1,6 %	7 402,3	9,0 %
MSCI EU à moyenne capitalisation	1 003,9	14,1 %	1 067,4	18,3 %	1 071,5	15,5 %	1 107,9	18,0 %	1 105,0	10,1 %	-0,3 %	1 087,9	15,4 %
S&P/TSX	15 543,8	21,3 %	15 472,3	11,7 %	15 181,4	4,1 %	15 982,8	7,0 %	15 752,1	1,3 %	-1,4 %	15 596,5	5,9 %

Source : Thomson Reuters Datastream, estimations de Canaccord Genuity

GESTION DE PATRIMOINE MONDIALE

L'environnement de faible volatilité dont les investisseurs ont profité ces dernières années a changé au cours du quatrième trimestre de 2018. En effet, la flambée des tensions commerciales entre les États-Unis et leurs partenaires de commerce internationaux ainsi que les préoccupations géopolitiques croissantes en Corée du Nord et en Syrie ont causé un ralentissement de la plupart des marchés boursiers mondiaux. Néanmoins, les rendements affichés au cours des trois premiers trimestres de l'exercice ont été si solides que les actions (+15,4 %) et les produits de base (+13,8 %) à l'échelle mondiale ont dynamisé le rendement des portefeuilles des investisseurs au cours de l'exercice 2018.

	Variation du T4/17 (d'un trimestre à l'autre)	Variation du T1/18 (d'un trimestre à l'autre)	Variation du T2/18 (d'un trimestre à l'autre)	Variation du T3/18 (d'un trimestre à l'autre)	Variation du T4/18 (d'un trimestre à l'autre)	Variation de l'exercice 2017 (d'un exercice à l'autre)	Variation de l'exercice 2018 (d'un exercice à l'autre)
Rendement total (hors monnaies étrangères)							
S&P 500	6,1 %	3,1 %	4,5 %	6,6 %	-0,8 %	17,2 %	14,0 %
S&P/TSX	2,4 %	-1,6 %	3,7 %	4,5 %	-4,5 %	18,6 %	1,7 %
MSCI MARCHÉS ÉMERGENTS	7,8 %	6,7 %	7,7 %	5,7 %	0,6 %	15,5 %	22,3 %
MSCI MONDE	7,0 %	4,5 %	5,3 %	5,8 %	-0,9 %	15,7 %	15,4 %
INDICE S&P GS COMMODITY	-5,1 %	-5,5 %	7,2 %	9,9 %	2,2 %	8,4 %	13,8 %
OBLIGATIONS DU TRÉSOR AMÉRICAIN À 10 ANS	0,8 %	0,9 %	0,6 %	-0,2 %	-2,5 %	-3,0 %	-1,2 %
\$ CA/\$ US	0,9 %	2,7 %	4,0 %	-0,9 %	-2,4 %	-2,3 %	3,3 %
\$ CA/€	-0,4 %	-4,3 %	0,6 %	-2,4 %	-4,8 %	4,4 %	-10,5 %

Source : Thomson Reuters Datastream, estimations de Canaccord Genuity

Perspectives pour l'exercice 2019

Les données économiques récentes et les grands indicateurs économiques confirment que la croissance économique mondiale perd de la vigueur, mais par rapport à un niveau élevé. Toutefois, le ralentissement observé et projeté semble s'étendre surtout dans les marchés développés où la hausse des taux d'intérêt a commencé à avoir une incidence sur la conjoncture économique. Nous sommes d'avis que cette stagnation de la croissance n'est que temporaire. Nous nous attendons à ce que la relance financière et la faiblesse des devises aient un effet amortisseur en Amérique du Nord alors que la relance monétaire devrait maintenir la croissance dans la région d'Europe, d'Australie, d'Asie et d'Extrême-Orient. Ailleurs, les perspectives de croissance demeurent encourageantes dans les pays des marchés émergents, qui représentent environ 75 % de la croissance du PIB mondial et de la croissance attendue au cours des années civiles 2018 et 2019. Selon nous, les banques centrales pourront réduire davantage les taux à court terme grâce aux pressions désinflationnistes et aux devises fortes des marchés émergents. La dissociation positive entre la politique monétaire des marchés émergents et celle des marchés développés, les principaux indicateurs économiques et le dynamisme de l'économie expliquent pourquoi nous ne voyons aucun risque imminent d'une détérioration marquée de la croissance mondiale pour l'exercice 2019. Toutefois, l'augmentation des tarifs imposée par l'administration américaine relativement aux produits importés accentue le niveau d'incertitude à l'égard de nos perspectives économiques mondiales à long terme. Nous continuerons de surveiller les tendances du marché, et si nous relevons que les perspectives économiques se détériorent, nous nous attendons à réagir rapidement aux variations prévues des conditions du marché.

Les évaluations des marchés boursiers au Canada et aux États-Unis demeurent élevées par rapport aux niveaux historiques, notamment lorsque la dette au bilan des entreprises est prise en compte. Toutefois, nous croyons que les marchés boursiers continueront à tirer profit de la forte croissance des bénéficiaires dans un contexte de faible inflation et de faibles taux d'intérêt qui s'accroissent néanmoins. Nos activités mondiales de gestion de patrimoine devraient tirer parti de ces conditions. En outre, nous nous attendons à ce que les investisseurs délaissent les secteurs axés sur la croissance plus coûteux pour se tourner vers les secteurs axés sur la valeur moins coûteux comme les actions cycliques du secteur des ressources, ce qui devrait appuyer les activités de placement pour compte. Cette rotation pourrait toutefois marquer les derniers moments d'un marché haussier et par conséquent, accroître la volatilité du marché. Néanmoins, compte tenu des règles favorables aux entreprises qui s'appliquent à l'industrie, nous nous attendons à ce que les activités de financement et de consultation au sein des secteurs des soins de santé et des technologies demeurent rigoureuses, tandis que la hausse des prix des produits de base pourrait inciter les sociétés du secteur des ressources à mobiliser des capitaux en vue de réaliser des fusions et acquisitions ou d'atteindre des objectifs de croissance de la production.

Aperçu des exercices précédents – exercice 2017 par rapport à l'exercice 2016

Le total des produits des activités ordinaires pour l'exercice clos le 31 mars 2017 (« exercice 2017 ») s'est élevé à 879,5 millions \$, en hausse de 91,7 millions \$, ou 11,6 %, par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2016, du fait surtout d'une augmentation des produits tirés du financement de sociétés et des activités de négociation à titre de contrepartiste. Les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont accrus de 64,1 millions \$ pour s'établir à 196,1 millions \$ à l'exercice 2017, principalement dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie. Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste ont augmenté de 33,5 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2017 par rapport à ceux de l'exercice précédent, en raison de la hausse des produits des activités ordinaires générés dans toutes les régions.

Groupe Canaccord Genuity a inscrit un résultat net de 43,2 millions \$ au cours de l'exercice 2017, comparativement à une perte nette de 358,6 millions \$ à l'exercice 2016, attribuable à certains éléments importants qui comprennent les charges de dépréciation du goodwill et d'autres actifs et les frais de restructuration comptabilisés à l'exercice 2016. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net pour l'exercice 2017 a été de 49,2 millions \$, par rapport à une perte nette de 6,0 millions \$ pour l'exercice 2016, ce qui s'explique surtout par la hausse des produits des activités ordinaires attribuable à l'accroissement des activités de mobilisation de capitaux ainsi qu'à l'expansion de nos activités de gestion de patrimoine au cours de l'exercice 2017.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Aperçu financier

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES^{1, 2, 3}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars				Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2017
	2018	2017	2016		
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)					
Produits des activités ordinaires					
Commissions et honoraires	461 937 \$	396 741 \$	376 817 \$	65 196 \$	16,4 %
Financement de sociétés	282 195	196 129	132 029	86 066	43,9 %
Honoraires de consultation	122 372	130 749	160 180	(8 377)	(6,4) %
Négociation à titre de contrepartiste	113 921	119 040	85 559	(5 119)	(4,3) %
Intérêts	27 875	16 847	16 830	11 028	65,5 %
Autre	14 577	20 040	16 390	(5 463)	(27,3) %
Total des produits des activités ordinaires	1 022 877	879 546	787 805	143 331	16,3 %
Charges					
Rémunération au rendement dont les paiements ne sont pas fondés sur des actions	480 369	414 676	382 851	65 693	15,8 %
Rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions	46 245	40 322	35 025	5 923	14,7 %
Charges salariales	99 239	85 698	92 981	13 541	15,8 %
Autres charges indirectes ⁴	298 250	284 966	302 530	13 284	4,7 %
Frais de restructuration ⁵	7 643	—	17 352	7 643	négl.
Frais connexes aux acquisitions	6 732	—	—	6 732	négl.
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ⁶	48 355	—	—	48 355	négl.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée ⁷	298	—	—	298	négl.
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs ⁸	—	—	321 037	—	—
Total des charges	987 131	825 662	1 151 776	161 469	19,6 %
Résultat avant impôt sur le résultat	35 746	53 884	(363 971)	(18 138)	(33,7) %
Résultat net	17 077 \$	43 186 \$	(358 567) \$	(26 109) \$	(60,5) %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	13 024 \$	38 103 \$	(358 471) \$	(25 079) \$	(65,8) %
Participations ne donnant pas le contrôle	4 053 \$	5 083 \$	(96) \$	(1 030) \$	(20,3) %
Résultat par action ordinaire – de base	0,04 \$	0,29 \$	(4,09) \$	(0,25) \$	(86,2) %
Résultat par action ordinaire – après dilution	0,03 \$	0,27 \$	(4,09) \$	(0,24) \$	(88,9) %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (« RCP »)					
Dividendes par action ordinaire	0,15 \$	0,10 \$	0,10 \$	0,05 \$	50,0 %
Dividendes par action privilégiée de série A	0,9712 \$	1,173 \$	1,375 \$	(0,20) \$	(17,2) %
Dividendes par action privilégiée de série C	1,2482 \$	1,4375 \$	1,4375 \$	(0,19) \$	(13,2) %
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁹	5,71 \$	5,08 \$	4,99 \$	0,63 \$	12,3 %
Compte non tenu des éléments importants¹⁰					
Total des produits des activités ordinaires	1 022 877 \$	878 353 \$	787 805 \$	144 524 \$	16,5 %
Total des charges	912 270 \$	817 096 \$	793 862 \$	95 174 \$	11,6 %
Résultat avant impôt sur le résultat	110 607 \$	61 257 \$	(6 057) \$	49 350 \$	80,6 %
Résultat net	81 657 \$	49 196 \$	(5 995) \$	32 461 \$	66,0 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	77 604 \$	43 903 \$	(6 620) \$	33 701 \$	76,8 %
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	4 053 \$	5 293 \$	625 \$	(1 240) \$	(23,4) %
Résultat par action ordinaire – après dilution	0,59 \$	0,32 \$	(0,21) \$	0,27 \$	84,4 %
Données tirées de l'état de la situation financière					
Total de l'actif	4 020 736 \$	5 203 516 \$	3 424 546 \$	(1 182 780) \$	(22,7) %
Total du passif	3 165 813	4 426 873	2 665 895	(1 261 060)	(28,5) %
Participations ne donnant pas le contrôle	13 571	11 858	8 722	1 713	14,4 %
Total des capitaux propres	841 352	764 785	749 929	76 567	10,0 %
Nombre d'employés	1 956	1 700	1 795	256	15,1 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne le rendement des capitaux propres, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2018 (42 % pour l'exercice clos le 31 mars 2017 et 40 % pour l'exercice clos le 31 mars 2016).

3) Ces données comprennent les résultats de Hargreave Hale depuis la date de clôture du 18 septembre 2017.

4) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

5) Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale. Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2016 se rapportent aux réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, à la fermeture de notre bureau à la Barbade dans les Autres établissements à l'étranger, ainsi qu'à des charges liées aux changements dans notre secteur Non sectoriel et autres.

- 6) Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Compte tenu de ce changement, les coûts des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement seront dorénavant passés en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions dans le cadre du RILT qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. La charge totale comptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 liée aux attributions octroyées avant l'exercice 2018 s'est établie à 48,4 millions \$.
- 7) Représente la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2018.
- 8) La dépréciation du goodwill et d'autres actifs pour l'exercice clos le 31 mars 2016 est liée à nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Canada et en Australie et aux activités des Autres établissements à l'étranger à Singapour.
- 9) La valeur comptable par action ordinaire après dilution correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options, des bons de souscription, et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont les options, bons de souscription et débetures convertibles, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCA ») qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.
- 10) Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » ci-dessous.

p.p. : points de pourcentage

négl. : négligeable

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2018	2017	2016	Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2017	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	1 022 877 \$	879 546 \$	787 805 \$	143 331 \$	16,3 %
Total des charges selon les IFRS	987 131 \$	825 662 \$	1 151 776 \$	161 469 \$	19,6 %
<i>Produits des activités ordinaires</i>					
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>					
Profits de change réalisés à la cession des activités à Singapour	—	1 193	—	(1 193)	(100,0) %
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	1 022 877	878 353	787 805	144 524	16,5 %
<i>Charges</i>					
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 317	3 304	5 409	(987)	(29,9) %
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs	—	—	321 037	—	—
Frais de restructuration ²	4 704	—	11 305	4 704	négl.
Frais de développement	—	—	1 157	—	—
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ³	42 399	—	—	42 399	négl.
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	8 273	5 262	6 055	3 011	57,2 %
Frais de restructuration ²	2 939	—	165	2 939	négl.
Frais connexes aux acquisitions	6 732	—	—	6 732	négl.
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ³	4 058	—	—	4 058	négl.
Paiements incitatifs liés à l'acquisition ⁴	1 541	—	—	1 541	négl.
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>					
Frais de restructuration	—	—	5 882	—	—
Frais de développement	—	—	6 904	—	—
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ³	1 898	—	—	1 898	négl.
Total des éléments importants	74 861	8 566	357 914	66 295	négl.
Total des charges compte non tenu des éléments importants	912 270	817 096	793 862	95 174	11,6 %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	110 607 \$	61 257 \$	(6 057) \$	49 350 \$	80,6 %
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – ajusté	28 950	12 061	(62)	16 889	140,0 %
Résultat net – ajusté	81 657 \$	49 196 \$	(5 995) \$	32 461 \$	66,0 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté	68 011	32 825	(18 612)	35 186	107,2 %
Résultat par action ordinaire – de base, ajusté	0,73 \$	0,36 \$	(0,21) \$	0,37 \$	102,8 %
Résultat par action ordinaire – après dilution, ajusté	0,59 \$	0,32 \$	(0,21) \$	0,27 \$	84,4 %

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale.

- 3) Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Compte tenu de ce changement, les coûts des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement seront dorénavant passés en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions dans le cadre du RILT qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. La charge totale comptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 liée aux attributions octroyées avant l'exercice 2018 s'est établie à 48,4 millions \$.
- 4) Les paiements incitatifs liés à l'acquisition de Hargreave Hale sont déterminés en fonction de l'atteinte de cibles financières et d'autres critères de rendement.
négl. : négligeable

CHANGE

Les produits des activités ordinaires et les charges de nos établissements à l'étranger sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur durant la période. À l'exercice 2018, en regard de l'exercice 2017, la livre sterling s'est légèrement dépréciée de 0,4 % par rapport au dollar canadien, tandis que le dollar américain s'est déprécié de 2,2 % par rapport au dollar canadien. Cette fluctuation des taux de change a contribué à une partie de la variation de postes de produits des activités ordinaires et de charges évaluée en dollars canadiens comparativement aux périodes correspondantes précédentes et doit être prise en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) qui suit.

RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES

Depuis le T3/17, les résultats d'exploitation de nos activités en Australie sont présentés comme une région séparée. Avant le T3/17, l'Australie était incluse dans les Autres établissements à l'étranger. Depuis le T3/17 également, nos activités à Dubaï, qui étaient auparavant comprises dans les Autres établissements à l'étranger, sont incluses dans Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Notre secteur géographique Autres établissements à l'étranger comprend dorénavant nos activités en Asie, notamment en Chine et à Hong Kong, et comprenait celles à Singapour et à la Barbade avant leur vente ou leur fermeture. Ces reclassements témoignent de la contribution croissante de l'Australie et de l'association entre le Royaume-Uni et Dubaï. Aux fins des analyses présentées dans le présent rapport, les activités de Canaccord Genuity au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï sont indiquées comme étant « au Royaume-Uni ».

Les résultats d'exploitation de Hargreave Hale sont pris en compte dans Gestion du patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) depuis la date de clôture du 18 septembre 2017.

GOODWILL

Au 31 mars 2018, la Société a comptabilisé un goodwill d'un montant de 258,0 millions \$ dans son état de la situation financière et a inclus aux immobilisations incorporelles une immobilisation incorporelle à durée indéterminée d'un montant de 44,9 millions \$. Pour déterminer si un test de dépréciation doit être effectué, la Société prend en considération des facteurs tels que sa capitalisation boursière, les conditions du marché et la conjoncture économique générale ainsi que les conditions du marché dans les secteurs clés où elle exerce des activités et l'incidence que ces facteurs pourraient avoir sur les activités de la Société.

À partir des estimations faites par la direction en ce qui a trait aux produits des activités ordinaires et à la performance opérationnelle, des taux de croissance et d'autres hypothèses qui sont habituellement formulées à l'égard des modèles de flux de trésorerie actualisés, la Société a déterminé que le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée affectés à ses unités d'exploitation de la division de Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, ou le goodwill résiduel affecté à Canaccord Genuity au Canada, n'avaient pas subi de perte de valeur. Malgré cela, au 31 mars 2018, cette détermination était assujettie à des variations découlant de changements quant à l'incertitude à l'égard de la situation économique. Si le contexte commercial devait changer et que la Société n'était pas en mesure de réaliser ses prévisions internes, celle-ci pourrait conclure à la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée et devoir comptabiliser au cours de périodes futures une charge de dépréciation relative au goodwill affecté aux unités d'exploitation de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe ou au goodwill résiduel affecté à Canaccord Genuity au Canada. Si des changements défavorables raisonnablement possibles étaient apportés aux principales hypothèses utilisées aux fins des tests de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, le montant recouvrable estimatif d'une partie ou de l'ensemble des UGT applicables pourrait devenir inférieur à leur valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. Le montant de toute charge de dépréciation pourrait influencer sur une partie ou la totalité des montants comptabilisés au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Les charges de dépréciation seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs. En outre, même s'il est possible qu'aucun changement ne soit apporté aux estimations liées à la performance utilisées par la Société pour déterminer si les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ont subi une perte de valeur relativement à la marque Genuity, dans le cas où la Société modifie sa façon d'utiliser une immobilisation, elle pourrait devoir comptabiliser une charge de dépréciation.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

Les produits des activités ordinaires pour l'exercice 2018 se sont établis à 1,02 milliard \$, en hausse de 16,3 %, ou 143,3 millions \$, par rapport à ceux de l'exercice 2017. Pour la première fois, les produits des activités ordinaires consolidés ont dépassé 1,0 milliard \$. L'augmentation des produits des activités ordinaires par rapport à ceux de l'exercice précédent est surtout attribuable à une hausse de 86,1 millions \$ des produits tirés des activités de financement de sociétés et à une hausse de 65,2 millions \$ des produits tirés des commissions et des honoraires.

Du fait d'une augmentation des activités de mobilisation de capitaux dans nos secteurs de prédilection, particulièrement au cours du deuxième semestre de l'exercice 2018, les produits des activités ordinaires du secteur Canaccord Genuity ont augmenté de 39,2 millions \$, ou 6,6 %, comparativement à ceux de l'exercice 2017. Nos produits tirés du financement de sociétés ont connu une augmentation de 65,9 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice précédent, en raison principalement d'une hausse de 60,1 millions \$ générée par nos activités au Canada. Notre entreprise canadienne a participé à de nombreuses transactions dans les secteurs de la chaîne de blocs et du cannabis, ce qui s'est traduit par une augmentation des produits tirés du financement de sociétés comptabilisés au cours de l'exercice. Nos activités en Australie ont présenté une baisse de 2,7 millions \$ par rapport à notre année record à l'exercice 2017, mais le total des produits des activités ordinaires est demeuré très solide à 57,0 millions \$ pour l'exercice 2018. Les produits des activités ordinaires générés par nos activités au Royaume-Uni et en Europe ont diminué de 18,4 millions \$, ou 12,5 %, surtout en raison d'une baisse du nombre de mandats de services consultatifs réalisés au cours de l'exercice considéré. Nos activités aux États-Unis ont généré des produits des activités ordinaires de 235,9 millions \$ au cours de l'exercice 2018, une légère baisse de 0,7 % par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Dans le cadre de notre orientation stratégique visant à accroître l'apport de nos activités mondiales de gestion de patrimoine, la Société a conclu l'acquisition de Hargreave Hale au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018. Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont connu une croissance de 66,6 millions \$, ou 49,4 %, comparativement à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2017, ce qui s'explique surtout par les produits des activités ordinaires générés par les activités de notre nouvelle acquisition, Hargreave Hale. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires se sont accrus de 38,9 millions £, ou 49,2 %, par rapport à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2017. Nos activités de gestion de patrimoine au Canada ont également généré des produits des activités ordinaires de 168,9 millions \$ au cours de l'exercice 2018, en hausse de 36,6 millions \$, ou 27,7 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation pour les particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. Les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 65,2 millions \$, ou 16,4 %, par rapport à ceux de l'exercice 2017 pour s'établir à 461,9 millions \$ à l'exercice 2018. Comme il a déjà été mentionné, l'accroissement de nos activités de gestion de patrimoine a été le principal inducteur de l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires. Cette augmentation de nos activités de gestion de patrimoine a été contrebalancée par une diminution de 15,4 millions \$ des produits tirés des commissions et des honoraires dans nos activités sur les marchés des capitaux, diminution qui s'explique surtout par le recul des produits des activités ordinaires dégagés auprès de nos clients institutionnels dans le cadre de nos activités canadiennes et américaines.

Étant donné l'amélioration de la conjoncture des marchés, les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont accrus de 86,1 millions \$ pour s'établir à 282,2 millions \$ au cours de l'exercice 2018, par rapport à 196,1 millions \$ pour l'exercice de 2017, principalement dans nos activités de gestion de patrimoine et nos activités sur les marchés des capitaux au Canada. Comme il a déjà été mentionné, l'augmentation au Canada est surtout attribuable à la participation accrue dans les transactions de financement, particulièrement dans les secteurs du cannabis et de la chaîne de blocs. Nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe et en Australie ont également connu une hausse respectivement de 6,9 millions \$ et 0,9 million \$ des produits tirés du financement de sociétés par rapport à ceux de l'exercice précédent. Ces augmentations ont été contrebalancées par une diminution de 1,7 million \$ des produits tirés du financement de sociétés dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis par rapport à l'exercice précédent. Au Canada et en Australie, les produits tirés du financement de sociétés reflètent également les profits générés par nos positions dans les bons de souscription et les stocks au titre des activités de financement de sociétés au cours de la période considérée et la précédente.

S'établissant à 122,4 millions \$ à l'exercice 2018, les produits tirés des honoraires de consultation ont connu une baisse de 8,4 millions \$, ou 6,4 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. Cette diminution est essentiellement attribuable à une réduction du nombre de mandats de services consultatifs réalisés dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe et en Australie. La plus forte baisse a été enregistrée dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, soit 14,4 millions \$. Cette baisse provient surtout d'une importante transaction de consultation constatée dans nos activités à Dubaï au cours de l'exercice 2017. Ces baisses ont été compensées par une hausse respectivement de 10,7 millions \$ et 1,3 million \$ dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Canada, comparativement à l'exercice précédent, en raison d'une augmentation du nombre de mandats de services consultatifs réalisés dans ces deux secteurs.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste se sont établis à 113,9 millions \$, en baisse de 5,1 millions \$, pour l'exercice clos le 31 mars 2018. Les faibles hausses au Canada et aux États-Unis ont été contrebalancées par la diminution des produits générés par nos activités dans le secteur des marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe en raison de la volatilité plus faible sur les marchés comparativement à l'exercice précédent, ce qui a réduit le nombre d'occasions de profits de négociation.

Les produits d'intérêts se sont inscrits à 27,9 millions \$ pour l'exercice de 2018, en hausse de 65,5 %, ou 11,0 millions \$, par rapport à ceux de l'exercice précédent, à la faveur de la hausse des produits des activités ordinaires générés par nos activités au Canada découlant de l'augmentation du nombre de prêts sur marges et de l'accroissement des activités de prêt de titres. La hausse des activités de financement de sociétés au Canada pendant l'exercice a entraîné une augmentation des occasions de prêts et a augmenté les produits d'intérêts. Les produits divers se sont établis à 14,6 millions \$, soit une baisse de 5,5 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice précédent, en partie en raison de la baisse des profits de change et du profit de change réalisé comptabilisés à la cession de nos activités à Singapour au cours de l'exercice 2017.

CHARGES

Charges en pourcentage des produits des activités ordinaires

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2018	2017	Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2017
Rémunération au rendement dont les paiements ne sont pas fondés sur des actions	47,0 %	47,5 %	(0,5) p.p.
Rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions	4,5 %	4,2 %	0,3 p.p.
Charges salariales	9,7 %	9,8 %	(0,1) p.p.
Autres charges indirectes ¹	29,2 %	32,4 %	(3,2) p.p.
Frais de restructuration ^{2, 3}	0,7 %	—	négl.
Frais connexes aux acquisitions ²	0,7 %	—	négl.
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ^{2, 4}	4,7 %	—	négl.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée ⁵	0,0 %	—	négl.
Total	96,5 %	93,9 %	2,6 p.p.

- Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.
 - Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.
 - Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale. Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2017 se rapportent aux réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni, à la fermeture de notre bureau à la Barbade dans les Autres établissements à l'étranger, ainsi qu'à des charges liées aux réductions de personnel et à certains changements à la haute direction dans notre secteur Non sectoriel et autres.
 - Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Compte tenu de ce changement, les coûts des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement seront dorénavant passés en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions dans le cadre du RILT qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. La charge totale comptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 liée aux attributions octroyées avant l'exercice 2018 s'est établie à 48,4 millions \$.
 - Représente la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2018.
- p.p. : points de pourcentage
négl. : négligeable

Les charges de l'exercice 2018 ont été de 987,1 millions \$, en hausse de 19,6 %, ou 161,5 millions \$, comparativement à celles de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges s'est établi à 912,3 millions \$, en hausse de 95,2 millions \$, ou 11,6 %, par rapport à celui de l'exercice 2017. En raison de la hausse des produits des activités ordinaires générés au cours de l'exercice et de la nature invariable de certains coûts liés aux infrastructures et coûts indirects, le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 3,8 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2017.

Charge de rémunération

Régime d'intéressement à long terme

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une partie de leur rémunération globale sous forme d'attributions fondées sur des actions. Les employés participants reçoivent des unités d'actions temporairement incessibles (« UATI ») au fur et à mesure que les droits qui y sont rattachés sont acquis, soit en général sur une période de trois ans. Ce programme est connu sous le nom de régime d'intéressement à long terme (le « RILT » ou le « régime »). Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. À la suite de ce changement, les droits rattachés aux UATI continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. En raison de ce changement, à des fins comptables, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement seront dorénavant passées en charge au cours de la période pendant laquelle ces attributions seront réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, mais qui ont été déterminées et acquises relativement à cet exercice. Par conséquent, une charge de 48,4 millions \$ liée aux attributions octroyées avant l'exercice 2018, y compris l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018, a été comptabilisée au cours de l'exercice 2018. Cette charge comptable hors trésorerie a été exclue du calcul du ratio de rémunération totale présenté ci-après et incluse à titre d'élément important¹ puisqu'elle reflète une charge unique autre que d'exploitation. Les coûts liés aux attributions octroyées dans le cadre du RILT au cours de l'exercice de 2018 ont été inclus dans la charge de rémunération au rendement. Se reporter à la note 21 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2018 pour de plus amples renseignements sur les régimes de paiements fondés sur des actions.

La charge de rémunération au rendement s'est fixée à 526,6 millions \$ (compte non tenu de la charge d'amortissement accéléré liée à certaines attributions fondées sur des actions susmentionnée), en hausse de 71,6 millions \$, ou 15,7 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, ce qui est conforme à l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération au rendement en pourcentage du total des produits des activités ordinaires a représenté 51,5 % pour l'exercice 2018, en légère baisse

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

de 0,2 point de pourcentage comparativement à 51,7 % pour l'exercice précédent. S'établissant à 99,2 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2018, les charges salariales ont été de 13,5 millions \$, ou 15,8 %, plus élevées qu'à l'exercice précédent. L'augmentation est en grande partie attribuable aux coûts supplémentaires liés à l'accroissement de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, y compris l'acquisition de Hargreave Hale. Malgré la hausse des coûts fixes du personnel, la charge de rémunération totale (charge de rémunération au rendement compte non tenu de la charge d'amortissement accéléré liée à certaines attributions fondées sur des actions susmentionnée et charges salariales) en pourcentage du total des produits des activités ordinaires a représenté 61,2 % au cours de l'exercice 2018, relativement inchangée par rapport à l'exercice précédent, soit une baisse de 0,4 point de pourcentage.

AUTRES CHARGES INDIRECTES

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2018	2017	Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2017
Frais de négociation	68 209 \$	65 211 \$	4,6 %
Locaux et matériel	39 605	42 286	(6,3) %
Communications et technologie	56 346	52 381	7,6 %
Intérêts	18 437	12 744	44,7 %
Frais d'administration	83 982	79 011	6,3 %
Amortissement ¹	24 007	21 124	13,6 %
Frais de développement	7 664	12 209	(37,2) %
Total des autres charges indirectes	298 250 \$	284 966 \$	4,7 %

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles pour les exercices clos les 31 mars 2018 et 2017. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

Les autres charges indirectes ont augmenté de 298,3 millions \$, ou 4,7 %, au cours de l'exercice 2018, ce qui, en pourcentage des produits des activités ordinaires, représente 29,2 % par rapport à 32,4 % à l'exercice 2017. La plupart des autres charges indirectes ont augmenté en raison de la croissance des activités au cours de l'exercice 2018, hausses en partie contrebalancées par les baisses des frais liés aux locaux et au matériel et des frais de développement.

Afin de soutenir l'augmentation de nos effectifs et l'expansion de nos activités de gestion de patrimoine, du fait de l'acquisition de Hargreave Hale, la plupart des autres charges indirectes ont affiché une hausse par rapport à celles de l'exercice clos le 31 mars 2017. L'expansion des activités a contribué à l'augmentation des frais de négociation et des frais liés aux communications et à la technologie respectivement de 3,0 millions \$, ou 4,6 %, et 4,0 millions \$, ou 7,6 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent. Les frais de négociation ont également affiché une hausse de 1,1 million \$ par rapport à ceux de l'exercice 2017, qui découle en partie des coûts supplémentaires engagés dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni.

Les frais d'administration, qui comprennent les réserves, les frais de promotion et de déplacement, les frais de bureau, les honoraires professionnels et les dons, ont augmenté de 5,0 millions \$, ou 6,3 %, en grande partie par suite des coûts supplémentaires engagés pour soutenir l'accroissement des activités de gestion du patrimoine au Royaume-Uni et en Europe lié à la réalisation de l'acquisition de Hargreave Hale. En outre, nos activités sur les marchés des capitaux propres au Canada ont également connu une hausse de 8,4 millions \$ par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'augmentation des coûts supplémentaires tels que les honoraires professionnels et les frais de promotion et de déplacement qui ont été nécessaires pour soutenir la croissance des activités et des effectifs dans cette région au cours de l'exercice 2018. Nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Royaume-Uni ont présenté une baisse des frais généraux et des frais d'administration, ce qui est conforme à la réduction de l'effectif et à l'accent maintenu sur la compression des coûts.

La charge d'intérêts a augmenté de 5,7 millions \$, ou 44,7 %, par rapport à celle de l'exercice 2017, car l'exercice 2018 reflète un exercice entier de la charge d'intérêts liée aux débetures convertibles émises au T3/17 et l'intérêt lié à l'emprunt bancaire obtenu au T2/18 au titre de l'acquisition de Hargreave Hale.

La dotation aux amortissements s'est inscrite à 24,0 millions \$, en hausse de 2,9 millions \$, ou 13,6 %, par rapport à celle de l'exercice 2017, principalement sous l'effet de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Hargreave Hale comptabilisé dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

Les frais liés aux locaux et au matériel, qui ont diminué de 2,7 millions \$, ou 6,3 %, au cours de l'exercice 2018, en raison des coûts liés à la rationalisation des locaux de bureaux à Toronto enregistrés dans le secteur Non sectoriel et autres au cours du T3/17, ont contrebalancé l'augmentation des charges détaillée ci-dessus. De plus, les frais de développement ont diminué de 4,5 millions \$, ou 37,2 %, par rapport à ceux de l'exercice 2017, en partie en raison des frais de recrutement moins élevés dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Royaume-Uni, ainsi que d'une charge de dépréciation liée à un placement détenu dans le secteur Non sectoriel et autres de 2,4 millions \$ comptabilisée au cours de l'exercice 2017. La diminution des frais de développement a été contrebalancée par des paiements incitatifs de 1,5 million \$ liés à l'acquisition de Hargreave Hale et déterminés en fonction de l'atteinte de cibles financières et d'autres critères de rendement.

Au cours de l'exercice 2018, les frais de restructuration se sont chiffrés à 7,6 millions \$, ceux-ci ayant trait à des réductions du personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis et à des coûts liés à la fermeture de certaines activités de négociation à Dublin, de même qu'à des coûts de rationalisation des locaux de bureaux liés à l'acquisition de Hargreave Hale. Aucuns frais de restructuration n'ont été comptabilisés à l'exercice précédent.

La Société a également comptabilisé des frais connexes aux acquisitions de 6,7 millions \$ relativement à l'acquisition de Hargreave Hale pour l'exercice clos le 31 mars 2018. Les frais connexes aux acquisitions comprennent des honoraires de consultation et des honoraires professionnels engagés au cours de l'exercice.

RÉSULTAT NET

Le résultat net de l'exercice 2018 s'est établi à 17,1 millions \$, comparativement au résultat net de 43,2 millions \$ à l'exercice 2017. Cette diminution de 26,1 millions \$, ou 60,5 %, s'explique en grande partie par la charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du RILT liée à la modification apportée au régime, tel qu'il a déjà été mentionné, contrebalancée par la hausse importante des produits des activités ordinaires dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux et de nos activités de gestion de patrimoine. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établi à 3,4 millions \$ pour l'exercice 2018, comparativement à 27,0 millions \$ pour celui de l'exercice 2017. Le résultat par action ordinaire a été de 0,03 \$ à l'exercice 2018, comparativement à un résultat par action ordinaire de 0,27 \$ à l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net pour l'exercice 2018 s'est chiffré à 81,7 millions \$, soit un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de 68,0 millions \$, par rapport à un résultat net de 49,2 millions \$, soit un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de 32,8 millions \$ à l'exercice 2017. Le résultat par action après dilution, compte non tenu des éléments importants¹, s'est établi à 0,59 \$ pour l'exercice 2018, par rapport à 0,32 \$ à l'exercice précédent.

La charge d'impôt sur le résultat a été de 18,7 millions \$ pour l'exercice 2018, reflétant un taux d'impôt effectif de 52,2 %, comparativement à un taux d'impôt effectif de 19,9 % à l'exercice précédent. La non-comptabilisation d'actifs d'impôt différé de certains de nos établissements à l'étranger s'est traduite par un taux d'impôt effectif plus élevé pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Informations financières trimestrielles^{1, 2}

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres jusqu'au 31 mars 2018. Ces informations ne sont pas auditées, mais reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2018				Exercice 2017			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	135 148 \$	125 709 \$	96 125 \$	104 955 \$	105 890 \$	102 637 \$	95 342 \$	92 872 \$
Financement de sociétés	95 514	112 639	33 356	40 696	71 595	46 508	40 901	37 125
Honoraires de consultation	40 930	31 947	30 589	18 896	52 474	17 127	21 554	39 594
Négociation à titre de contrepartiste	36 047	29 138	22 849	25 887	31 066	33 569	26 859	27 546
Intérêts	10 045	6 861	5 793	5 176	5 217	4 017	4 005	3 608
Autre	4 396	3 148	2 835	4 198	5 414	4 250	4 941	5 435
Total des produits des activités ordinaires	322 080	309 442	191 547	199 808	271 656	208 108	193 602	206 180
Total des charges	324 379	262 559	198 613	201 580	234 251	202 397	192 845	196 169
Résultat net avant impôt sur le résultat	(2 299)	46 883	(7 066)	(1 772)	37 405	5 711	757	10 011
Résultat net	(9 703) \$	36 598 \$	(7 258) \$	(2 560) \$	30 987 \$	4 544 \$	200 \$	7 455 \$
Résultat par action – de base ⁴	(0,15) \$	0,35 \$	(0,11) \$	(0,05) \$	0,29 \$	0,01 \$	(0,05) \$	0,04 \$
Résultat par action – après ⁴ dilution	(0,15) \$	0,29 \$	(0,11) \$	(0,05) \$	0,26 \$	0,01 \$	(0,05) \$	0,04 \$
Compte non tenu des éléments importants³								
Résultat net	37 312 \$	39 182 \$	3 548 \$	1 615 \$	32 740 \$	6 309 \$	2 008 \$	8 139 \$
Résultat par action – de base	0,36 \$	0,38 \$	0,01 \$	(0,01) \$	0,31 \$	0,03 \$	(0,03) \$	0,05 \$
Résultat par action – après dilution	0,28 \$	0,31 \$	0,01 \$	(0,01) \$	0,27 \$	0,03 \$	(0,03) \$	0,05 \$

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation de nos activités en Australie ont été entièrement consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée à l'exercice 2018 (42 % à l'exercice 2017).

3) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter au tableau « Informations financières trimestrielles compte non tenu des éléments importants » à la page suivante.

4) En raison de l'arrondissement des montants du RPA trimestriel et du RPA depuis le début de l'exercice ou du calcul de l'effet dilutif des engagements d'émission d'actions sur ces montants, la somme des résultats par action ordinaire trimestriels pourrait ne pas correspondre au résultat par action depuis le début de l'exercice.

INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2018				Exercice 2017			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	322 080 \$	309 442 \$	191 547 \$	199 808 \$	271 656 \$	208 108 \$	193 602 \$	206 180 \$
Total des charges selon les IFRS	324 379	262 559	198 613	201 580	234 251	202 397	192 845	196 169
<i>Produits des activités ordinaires</i>								
<i>Éléments importants comptabilisés par</i>								
<i>Canaccord Genuity</i>								
Profits de change réalisés à la cession des activités à Singapour	—	—	—	—	—	—	—	1 193
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	322 080	309 442	191 547	199 808	271 656	208 108	193 602	204 987
<i>Charges</i>								
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>								
Amortissement des immobilisations incorporelles	579	579	579	580	830	829	827	818
Frais de restructuration ³	—	—	4 256	448	—	—	—	—
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ⁴	42 399	—	—	—	—	—	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>								
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 867	2 820	1 262	1 324	1 260	1 274	1 323	1405
Frais de restructuration	939	—	2 000	—	—	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions	184	—	4 364	2 184	—	—	—	—
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ⁴	4 058	—	—	—	—	—	—	—
Paiement incitatif lié à l'acquisition ⁵	1 541	—	—	—	—	—	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>								
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ⁴	1 898	—	—	—	—	—	—	—
Total des éléments importants	54 465	3 399	12 461	4 536	2 090	2 103	2 150	2 223
Total des charges compte non tenu des éléments importants	269 914	259 160	186 152	197 044	232 161	200 294	190 695	193 946
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	52 166	50 282	5 395	2 764	39 495	7 814	2 907	11 041
Charge d'impôt sur le résultat – ajusté	14 854	11 100	1 847	1 149	6 755	1 505	899	2 902
Résultat net – ajusté	37 312 \$	39 182 \$	3 548 \$	1 615 \$	32 740 \$	6 309 \$	2 008 \$	8 139 \$
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	33 003 \$	34 665 \$	970 \$	(627) \$	28 099 \$	2 907 \$	(2 481) \$	4 300 \$
Résultat par action – de base – ajusté ⁶	0,36 \$	0,38 \$	0,01 \$	(0,01) \$	0,31 \$	0,03 \$	(0,03) \$	0,05 \$
Résultat par action – après ⁶ dilution – ajusté	0,28 \$	0,31 \$	0,01 \$	(0,01) \$	0,27 \$	0,03 \$	(0,03) \$	0,05 \$

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation de nos activités en Australie ont été entièrement consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée à l'exercice 2018 (42 % à l'exercice 2017).

3) Les frais de restructuration comptabilisés pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis. En outre, des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale ont été comptabilisés aux deuxième et quatrième trimestres de l'exercice 2018.

4) Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Compte tenu de ce changement, les coûts des UATI attribués dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement seront dorénavant passés en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions dans le cadre du RILT qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. La charge totale comptabilisée pendant le T4/18 en ce qui a trait aux attributions octroyées avant l'exercice 2018 s'est établie à 48,4 millions \$.

5) Les paiements incitatifs liés à l'acquisition de Hargreave Hale sont déterminés en fonction de l'atteinte de cibles financières et d'autres critères de rendement.

6) En raison de l'arrondissement des montants du RPA trimestriel et du RPA depuis le début de l'exercice ou du calcul de l'effet dilutif des engagements d'émission d'actions sur ces montants, la somme des résultats par action ordinaire trimestriels pourrait ne pas correspondre au résultat par action depuis le début de l'exercice.

Tendances et risques du trimestre

Les facteurs saisonniers n'ont généralement pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de la Société peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans les marchés des capitaux mondiaux et les activités dans nos secteurs cibles et les sociétés à croissance rapide. Les produits des activités ordinaires de la Société tirés d'une transaction de prise ferme ne sont comptabilisés qu'une fois une transaction pratiquement conclue ou conclue. Par conséquent, le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Groupe Canaccord Genuity Inc.

En raison de la hausse des activités de mobilisation de capitaux et de consultation dans nos secteurs de prédilection au cours des derniers trimestres et de la hausse de l'apport de nos activités mondiales de gestion de patrimoine, les produits des activités ordinaires et le résultat net, compte non tenu des éléments importants¹, générés à l'exercice 2018 ont beaucoup progressé par rapport à ceux de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires au T4/18 se sont établis à 322,1 millions \$, une hausse de 18,6 % par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 4,1 % par rapport à ceux du T3/18. Les produits des activités ordinaires de l'exercice 2018 se sont établis à 1,02 milliard \$. Pour la première fois, les produits des activités ordinaires consolidés ont dépassé 1,0 milliard \$. Plus de 61,7 % du total des produits des activités ordinaires de l'exercice 2018 a été généré au cours des deux derniers trimestres de l'exercice 2018, trimestres au cours desquels nous avons enregistré nos résultats les plus solides par le passé.

La division Canaccord Genuity, qui a bénéficié de l'intensification des activités sur les marchés au cours des derniers trimestres, a généré une augmentation des produits des activités ordinaires de 3,7 % au T4/18 par rapport au T4/17 et de 2,3 % par rapport au T3/18. Les produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont augmenté de façon importante au cours des deux derniers trimestres de 2018 par rapport au premier semestre de 2018 et à l'exercice précédent. Cette augmentation a été surtout attribuable à une augmentation des produits tirés du financement de sociétés et des honoraires de consultation, reflétant notre participation active à de nombreuses transactions réalisées dans les secteurs du cannabis et de la chaîne de blocs. L'augmentation des produits tirés du financement de sociétés au T3/18 et T4/18 reflète également les profits générés par nos positions dans les bons de souscription et les stocks résultant de transactions entreprises au cours de l'exercice considéré et de l'exercice précédent. En raison de l'augmentation des produits des activités ordinaires, de l'engagement à l'égard de nos efforts de compression des coûts et de la nature fixe de certaines dépenses, les charges indirectes en pourcentage des produits des activités ordinaires, compte non tenu des éléments importants¹, ont baissé au cours des derniers trimestres, entraînant une hausse de la marge avant impôt, celle du T4/18 ayant atteint 17,9 % compte non tenu des éléments importants¹.

Les produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis se sont établis à 68,2 millions \$ au T4/18, une hausse de 5,3 % par rapport à ceux du T4/17, et représentent les produits des activités ordinaires les plus élevés des huit derniers trimestres pour ce secteur d'exploitation. Le bon rendement de notre groupe Actions internationales s'est maintenu, les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste augmentant de 4,4 millions \$ au T4/18 dans cette région, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste découlait de l'augmentation du volume de négociation de petites sociétés émergentes de secteurs nouveaux et en développement. La rentabilité de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis a pris du mieux grâce aux efforts que nous avons déployés au cours de la première moitié de l'exercice 2018 pour remanier et renforcer nos capacités de base dans cette région. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net avant impôt de cette région s'est établi à 6,8 millions \$ au T4/18, plus du double du résultat net avant impôt de 2,8 millions \$ généré au T4/17.

Les produits des activités ordinaires de nos activités en Australie ont augmenté au second semestre de l'exercice 2018, ces activités ayant repris de la vigueur par suite de l'affaiblissement de la conjoncture dans cette région au premier semestre de l'exercice considéré, pour atteindre 22,1 millions \$ au T3/18 qui s'est avéré un trimestre record et 20,1 millions \$ au T4/18. La hausse des produits des activités ordinaires de cette région s'explique notamment par les bénéfices et les profits comptabilisés dans certaines positions liées aux titres détenus et aux bons de souscription se rapportant aux activités de financement de sociétés au cours de la période considérée et de la précédente.

Les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont subi une incidence positive de la stabilisation de la conjoncture, de l'amélioration des activités de transaction et de la croissance des actifs gérés. Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 27,8 % au cours du T4/18 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent et ont augmenté de 6,3 % comparativement à ceux du T3/18. Outre une hausse des produits tirés des commissions et des honoraires, les produits des activités ordinaires attribuables aux activités de financement de sociétés de ce secteur ont également connu une hausse importante au second semestre de 2018 par rapport à la première partie de l'exercice 2018 et à l'exercice 2017, reflétant l'augmentation de la participation des particuliers dans ces nouvelles activités d'émission d'actions dans le cadre de nos activités au Canada, en raison de la hausse de l'activité associée à des secteurs nouveaux et en développement comme le cannabis. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net avant impôt s'est établi à 8,5 millions \$ au T4/18, soit le plus élevé pour les huit derniers trimestres, ce qui reflète la croissance des produits des activités ordinaires, comme il a déjà été mentionné. Les actifs sous gestion ont progressé au T4/18, augmentant de 6,8 % par rapport à ceux du T4/17, pour s'établir à 2,8 milliards \$ en raison des actifs additionnels apportés par le recrutement de nouveaux conseillers en placement et de l'amélioration globale des valeurs de marché. Les produits tirés des honoraires ont continué de s'accroître, mais les produits tirés des honoraires en pourcentage du total des produits au T4/18 ont reculé de 4,2 points de pourcentage par rapport à ceux du T4/17 en raison surtout de l'accroissement des produits tirés des transactions pendant l'exercice, qui découle d'une augmentation des produits tirés du financement de sociétés attribuable aux activités liées aux particuliers.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Au cours de l'exercice 2018, les activités de la division Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe se sont élargies, par suite de la réalisation de l'acquisition de Hargreave Hale à la fin du T2/18. Les produits des activités ordinaires générés dans cette région ont augmenté, passant de 37,5 millions \$ au T2/18 à 64,9 millions \$ au T4/18, ce qui fait état de l'apport immédiat de Hargreave Hale à nos résultats d'exploitation. Malgré l'augmentation des charges d'exploitation de cette région du fait de l'expansion de ce secteur et de l'augmentation de nos effectifs, notre marge bénéficiaire est demeurée solide à 15,1 % au T4/18 compte non tenu des éléments importants¹. À la fin du T4/18, les produits tirés des honoraires s'établissaient à 67,3 %, une baisse de 3,2 points de pourcentage par rapport à ceux du T4/17 du fait d'une hausse des activités de transaction pendant l'exercice. Les actifs sous gestion pour ce groupe ont augmenté de 20,4 milliards \$, pour atteindre 44,9 milliards \$ à la fin du T4/18, comparativement à 24,5 milliards \$ à la fin du T4/17. Bien qu'une partie importante de cette augmentation soit liée à l'acquisition de Hargreave Hale, de nouveaux actifs nets et la progression du marché ont également contribué à la croissance générale des ASG.

La variation des produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres s'explique en grande partie par les profits et les pertes de change résultant des fluctuations du dollar canadien.

Rendement du quatrième trimestre de 2018

Les produits des activités ordinaires pour le quatrième trimestre se sont inscrits à 322,1 millions \$, soit 50,4 millions \$, ou 18,6 %, de plus que ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Nos activités mondiales de gestion de patrimoine ont généré une hausse des produits des activités ordinaires de 43,0 millions \$, ou 58,7 %, par rapport à ceux du T4/17, surtout en raison de l'acquisition de Hargreave Hale au T2/18. Outre la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires, les honoraires liés au financement des sociétés générés par nos activités de gestion de patrimoine ont également augmenté de 6,9 millions \$, ou 70,4 %, attribuable à l'augmentation de la participation des particuliers dans les nouvelles émissions dans nos activités au Canada.

Notre secteur Canaccord Genuity a également affiché une hausse de 7,2 millions \$, ou 3,7 %, par rapport au T4/17, la plus forte hausse provenant de notre secteur canadien des marchés des capitaux en raison d'une augmentation des produits de financement de sociétés et des honoraires de consultation, qui s'explique par la conclusion de transactions d'importance telles que Nuuvera Inc. et Aurora Cannabis. Nos activités aux États-Unis ont également généré une hausse de 3,4 millions \$, ou 5,3 %, par rapport au T4/17, surtout du fait de la hausse des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste découlant de la volatilité accrue des marchés. Ces hausses des produits des activités ordinaires ont été contrebalancées par une baisse de 27,4 millions \$, ou 44,0 %, de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, dont une tranche de 12,8 millions \$ était attribuable à une transaction de consultation d'envergure qui avait été réalisée au T4/17 dans le cadre de nos activités à Dubaï, ce qui a entraîné une augmentation substantielle des honoraires de consultation au cours de ce trimestre. Les produits des activités ordinaires de nos activités en Australie se sont inscrits à 20,1 millions \$ pour le quatrième trimestre, soit une légère baisse de 0,2 million \$, ou 1,2 %, de moins que ceux du T4/17. Pour ce qui est de nos Autres établissements à l'étranger, qui comprennent dorénavant nos activités en Asie uniquement, aucun changement important n'a été enregistré par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Sur une base consolidée, les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 29,3 millions \$, ou 27,6 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent pour s'établir à 135,1 millions \$, ce qui est surtout attribuable à la croissance de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, comme il a été mentionné précédemment. Les produits de financement de sociétés ont augmenté de 23,9 millions \$, ou 33,4 %, pour s'établir à 95,5 millions \$ au T4/18, ce qui est surtout attribuable à nos activités sur les marchés des capitaux au Canada en raison d'une hausse des activités de financement dans cette région. Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont augmenté de 5,0 millions \$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2018 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, principalement grâce à la hausse des produits des activités ordinaires générés dans nos activités de négociation de groupe Actions internationales aux États-Unis. Les produits d'intérêts se sont inscrits à 10,0 millions \$ pour le T4/18, en hausse de 4,8 millions \$ par rapport à ceux du T4/17, à la faveur principalement de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada découlant de l'augmentation du nombre de prêts sur marges et de l'accroissement des activités de prêt de titres. Les honoraires de consultation ont diminué de 11,5 millions \$, ou 22,0 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent pour s'établir à 40,9 millions \$, ce qui est surtout attribuable à nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe en raison d'une transaction de consultation d'envergure ayant été conclue au T4/17, comme il a été mentionné précédemment.

Les charges se sont inscrites à 324,4 millions \$, en hausse de 90,1 millions \$, ou 38,5 %, en regard de celles du T4/17. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 269,9 millions \$, en hausse de 37,8 millions \$, ou 16,3 %, en regard de celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Compte tenu de ce changement, les coûts des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passés en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions dans le cadre du RILT qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018, donnant lieu à une charge de 48,4 millions \$ comptabilisée au cours du T4/18. La charge totale comptabilisée pendant le T4/18 en ce qui a trait aux attributions octroyées avant l'exercice 2018 s'est établie à 48,4 millions \$.

La charge de rémunération au rendement, compte non tenu de l'amortissement accéléré de certaines attributions fondées sur des actions susmentionné, a augmenté de 24,0 millions \$ par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est conforme à l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. Les charges salariales ont augmenté de

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

6,5 millions \$ par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, du fait surtout d'une hausse de l'effectif découlant de notre acquisition de Hargreave Hale. La charge de rémunération totale (la charge de rémunération au rendement compte non tenu de l'amortissement accéléré de certaines attributions fondées sur des actions susmentionné et les charges salariales) exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a légèrement augmenté de 0,3 point de pourcentage pour s'établir à 58,7 % au T4/18 par rapport à celle du T4/17, en raison de la hausse des coûts fixes du personnel, contrebalancée par l'augmentation des produits des activités ordinaires.

Les autres charges indirectes se sont établies à 87,0 millions \$, par rapport à 75,8 millions \$ au T4/17, une hausse de 14,8 % par rapport à celles du T4/17, surtout attribuable aux frais de restructuration et aux frais connexes aux acquisitions comptabilisés au cours du T4/18. Compte non tenu des éléments importants¹, les charges indirectes en pourcentage des produits des activités ordinaires ont diminué de 2,0 points de pourcentage, ce qui reflète la hausse des produits des activités ordinaires et la nature fixe de certaines charges. En raison de la croissance de nos activités et de la hausse de l'effectif, surtout en ce qui a trait à nos activités mondiales de gestion de patrimoine, la plupart de nos charges indirectes ont augmenté par rapport à celles du T4/17. Les hausses les plus importantes dans les charges indirectes par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent concernent les frais d'administration qui ont augmenté de 4,9 millions \$, ou 25,2 %, les frais de négociation qui ont augmenté de 1,9 million \$, ou 10,0 %, les charges d'intérêts qui ont augmenté de 2,2 millions \$, ou 56,8 %, les frais liés aux communications et à la technologie qui ont augmenté de 1,7 million \$, ou 12,7 %, ainsi que l'amortissement qui a augmenté de 1,8 million \$, ou 36,1 %.

Les frais d'administration ont augmenté de 4,9 millions \$, surtout en raison des coûts supplémentaires engagés pour soutenir l'expansion des activités de gestion du patrimoine au Royaume-Uni et en Europe liée à la réalisation de l'acquisition de Hargreave Hale. En outre, nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont également contribué à la hausse en raison d'une augmentation des frais de promotion et de déplacement ainsi que des honoraires professionnels, visant à soutenir la croissance des activités commerciales dans cette région. Les frais de négociation se sont accrus dans tous nos marchés des capitaux en raison de l'accroissement de nos activités de négociation. Les frais liés aux communications et à la technologie ont connu une hausse de 1,7 million \$, attribuable à l'augmentation de l'effectif dans nos activités de gestion de patrimoine. La hausse de 2,2 millions \$ des charges d'intérêts est liée en partie à l'emprunt bancaire obtenu en lien avec l'acquisition de Hargreave Hale au T2/18. En outre, relativement à l'acquisition de Hargreave Hale, l'amortissement des immobilisations incorporelles a entraîné la hausse de la dotation aux amortissements comptabilisée au T4/18 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Ces hausses ont été contrebalancées par une baisse de 2,2 millions \$ des frais de développement découlant d'une diminution des primes de recrutement dans nos activités aux États-Unis et au Royaume-Uni, ainsi qu'une charge de dépréciation en lien avec un placement comptabilisé dans notre secteur Non sectoriel et autres au T4/17.

Des frais de restructuration de 0,9 million \$ et des frais connexes aux acquisitions de 0,2 million \$ ont été comptabilisés au T4/18 en lien avec l'acquisition de Hargreave Hale. Les frais de restructuration étaient liés à la rationalisation de locaux de bureau dans le cadre de nos efforts visant à intégrer les activités de Hargreave Hale à nos activités de gestion du patrimoine existantes au Royaume-Uni. Aucuns frais de restructuration ou connexes aux acquisitions n'ont été comptabilisés au cours du T4/17.

La perte nette pour le quatrième trimestre de l'exercice 2018 s'est élevée à 9,7 millions \$, comparativement à un résultat net de 31,0 millions \$ au T4/17, surtout en raison de la charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du RILT, comme il a été mentionné précédemment. La perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établie à 14,0 millions \$ au T4/18, comparativement à un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de 26,3 millions \$ au T4/17. La perte par action ordinaire pour le trimestre considéré s'est établie à 0,15 \$, par rapport à un RPA après dilution de 0,26 \$ au T4/17. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net du T4/18 s'est établi à 37,3 millions \$ par rapport à 32,7 millions \$ au T4/17, une hausse de 4,6 millions \$, ou 14,0 %, surtout attribuable à une hausse des produits. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ s'est élevé à 33,0 millions \$ par rapport à 28,1 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Le RPA après dilution compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 0,28 \$ au T4/18 par rapport à 0,27 \$ au T4/17.

La charge d'impôt sur le résultat s'est élevée à 7,4 millions \$ au T4/18 par rapport à une charge d'impôt sur le résultat de 6,4 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2017. Le taux d'impôt effectif s'est établi à 322,1 % au T4/18, ce qui est surtout attribuable à la non-comptabilisation d'actifs d'impôt différé de certains de nos établissements à l'étranger au T4/18 par rapport au T4/17. Compte non tenu des éléments importants¹, le taux d'impôt effectif pour le T4/18 s'est établi à 28,5 %, comparativement à 17,1 % pour le T4/17.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Résultats par secteur d'activité^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars							
	2018				2017			
	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires								
Canada	216 106 \$	165 891 \$	15 056 \$	397 053 \$	155 411 \$	129 361 \$	14 044 \$	298 816 \$
Royaume-Uni et Europe	128 458	201 383	—	329 841	146 812	134 819	—	281 631
États-Unis	235 942	2 991	—	238 933	234 211	2 931	—	237 142
Australie	57 022	—	—	57 022	59 693	—	—	59 693
Autres établissements à l'étranger	28	—	—	28	2 264	—	—	2 264
Total des produits des activités ordinaires	637 556	370 265	15 056	1 022 877	598 391	267 111	14 044	879 546
Charges	607 906	320 737	58 488	987 131	535 913	226 048	63 701	825 662
Imputations intersectorielles	16 524	15 529	(32 053)	—	18 210	16 796	(35 006)	—
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat	13 126 \$	33 999 \$	(11 379) \$	35 746 \$	44 268 \$	24 267 \$	(14 651) \$	53 884 \$
Compte non tenu des éléments importants³								
Produits des activités ordinaires	637 556	370 265	15 056	1 022 877	597 198	267 111	14 044	878 353
Charges	558 486	297 194	56 590	912 270	532 609	220 786	63 701	817 096
Imputations intersectorielles	16 524	15 529	(32 053)	—	18 210	16 796	(35 006)	—
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat	62 546 \$	57 542 \$	(9 481) \$	110 607 \$	46 379 \$	29 529 \$	(14 651) \$	61 257 \$
Nombre d'employés	730	938	288	1 956	749	672	279	1 700

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14. Les résultats financiers détaillés des secteurs d'activité sont présentés à la note 23 des états financiers consolidés audités à la page 107.

2) Les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity (Australia) Limited ont été consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée et incluse dans le secteur Canaccord Genuity à l'exercice 2018 (42 % à l'exercice 2017).

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity sont divisées en trois secteurs : Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity sont les principaux secteurs opérationnels, tandis que le secteur Non sectoriel et autres est principalement un secteur administratif.

CANACCORD GENUITY

Aperçu

Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, de consultation, de recherche sur les actions, de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, et dans la région de l'Asie-Pacifique. Canaccord Genuity compte des établissements dans 21 villes réparties dans 9 pays à l'échelle mondiale.

Nos résultats d'exploitation témoignent de la force de notre entreprise mondiale et du succès de nos initiatives visant à diversifier nos sources de produits des activités ordinaires et à améliorer l'alignement dans l'ensemble de nos activités et de nos régions. Pour l'exercice 2018, 66,1 % du total des produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity ont été tirés d'activités à l'extérieur du Canada.

Les initiatives d'harmonisation mondiales mises en œuvre par Canaccord Genuity permettent à la Société de se tailler une place solide à titre de banque d'investissement indépendante mondiale chef de file tournée vers le marché intermédiaire.

Au cours de l'exercice 2018, Canaccord Genuity a participé à un total de 455 transactions dans le monde, mobilisant ainsi un produit brut de 34,5 milliards \$¹. De ce nombre, Canaccord Genuity a été chef de file pour 178 transactions à l'échelle mondiale, mobilisant un produit total de 6,1 milliards \$. La diversification sectorielle demeure un élément essentiel de la stratégie de la Société. Les produits tirés des ressources ont représenté 18,0 % du total des produits tirés du financement de sociétés de Canaccord Genuity à l'exercice 2018, contre 30,5 % à l'exercice 2017. Les transactions liées aux ressources ont représenté 25,8 % du nombre total de transactions de financement de sociétés de Canaccord Genuity à l'exercice 2018, une baisse par rapport à 29,3 % à l'exercice 2017.

Perspectives

Canaccord Genuity demeure très bien positionnée dans bon nombre des principaux marchés de la Société. Pour l'exercice à venir, la direction prévoit mettre l'accent sur les gains d'efficacité opérationnelle et l'accroissement de la rentabilité en intégrant davantage sa plateforme mondiale des marchés des capitaux et en encourageant une plus grande coordination transfrontalière entre nos bureaux partout dans le monde.

Selon nous, la plateforme mondiale intégrée de Canaccord Genuity procure un avantage concurrentiel à notre entreprise par rapport à quantité de sociétés axées sur le marché national auxquelles nous livrons concurrence. Les plus petits courtiers régionaux ou locaux sont de plus en plus poussés à se diversifier, et les concurrents internationaux de plus grande envergure affectent des ressources limitées au

1) Transactions de plus de 1,5 million \$ CA.

service des sociétés de croissance. Nous croyons que ce paysage concurrentiel procure à Canaccord Genuity d'importantes possibilités dans le marché intermédiaire mondial, qui est relativement négligé à l'heure actuelle par d'autres banques d'investissement mondiales. Grâce à sa stratégie à l'égard du marché intermédiaire et à l'accent mis sur des secteurs de croissance clés, Canaccord Genuity se distingue de ses concurrents.

On prévoit que le virage persistant vers les systèmes de négociation électroniques et les activités de négociation sur des plateformes parallèles enlèvera aux principales Bourses une part du marché des activités de négociation. Pour faire face à cette situation, Canaccord Genuity offre déjà des services de négociation sur de nombreux systèmes de négociation parallèles (Chi-X, CX2, Alpha, Aequitas, Pure, CSE (Bourse canadienne), Omega, Lynx et Triact). La Société est aussi bien présente aux États-Unis grâce aux services de négociation de certificats américains d'actions étrangères (« CAAÉ ») et d'actions de sociétés étrangères de notre groupe Actions internationales. La Société continue de surveiller activement l'évolution et les tendances des marchés des capitaux et du contexte réglementaire.

Canaccord Genuity demeure déterminée à exercer ses activités aussi efficacement que possible pour soutenir sa plateforme mondiale pendant les périodes de ralentissement de l'activité sur les marchés des capitaux. La culture de compression des coûts continue d'être renforcée dans l'ensemble de la Société, et cette dernière continue d'évaluer des stratégies de réduction des coûts d'exploitation à long terme.

Bien que nous ayons confiance en l'avenir, la Société a pris la décision prudente d'équilibrer les investissements dans les initiatives de croissance et sa capacité à générer des profits dans la conjoncture. En raison de la nature dynamique de notre environnement d'exploitation, nous devons continuer d'afficher une certaine agilité dans la composition de nos activités afin de rester concurrentiels et de répondre aux besoins changeants de nos clients. Pour cette raison, la Société continuera d'investir de manière disciplinée dans l'ajout de petites équipes dans des marchés verticaux précis ou des gammes de services clés afin de renforcer nos activités dans des régions où nous croyons pouvoir accroître notre part de marché.

L'équipe de direction croit que les investissements réalisés par la Société pour améliorer la présence de Canaccord Genuity dans le monde et affiner son offre de services l'ont très bien positionnée pour l'avenir.

RENDEMENT FINANCIER^{1, 2}

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	2018						2017					
	Canada	Royaume-Uni ⁵	États-Unis	Australie	Autres établissements à l'étranger	Total	Canada	Royaume-Uni ⁵	États-Unis	Australie	Autres établissements à l'étranger	Total
Produits des activités ordinaires	216 106	128 458	235 942	57 022	28	637 556	155 411	146 812	234 211	59 693	2 264	598 391
Charges												
Rémunération au rendement dont les paiements ne sont pas fondés sur des actions	96 653	72 081	115 049	29 452	3	313 238	66 802	85 746	113 086	30 583	1 092	297 309
Rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions	16 002	7 942	12 974	1 302	—	38 220	13 227	4 792	13 882	1 102	0	33 003
Charges salariales	5 381	5 672	11 890	1 881	688	25 512	5 381	5 520	12 551	1 649	997	26 098
Autres charges indirectes ³	45 875	40 621	87 565	9 195	577	183 833	35 721	43 165	89 811	9 232	1 574	179 503
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ⁶	11 657	12 870	17 872	—	—	42 399	—	—	—	—	—	—
Frais de restructuration	2 366	448	1 890	—	—	4 704	—	—	—	—	—	—
Total des charges	177 934	139 634	247 240	41 830	1 268	607 906	121 131	139 223	229 330	42 566	3 663	535 913
Imputations intersectorielles ³	10 159	2 969	3 113	283	—	16 524	12 271	2 946	2 993	—	—	18 210
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ³	28 013	(14 145)	(14 411)	14 909	(1 240)	13 126	22 009	4 643	1 888	17 127	(1 399)	44 268
Compte non tenu des éléments importants⁴												
Total des produits des activités ordinaires	216 106	128 458	235 942	57 022	28	637 556	155 411	146 812	234 211	59 693	1 071	597 198
Total des charges	161 599	126 316	227 473	41 830	1 268	558 486	118 818	139 223	229 328	41 577	3 663	532 609
Imputations intersectorielles ³	10 159	2 969	3 113	283	—	16 524	12 271	2 946	2 993	—	—	18 210
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ³	44 348	(827)	5 356	14 909	(1 240)	62 546	24 322	4 643	1 890	18 116	(2 592)	46 379
Nombre d'employés	189	214	256	68	3	730	178	225	275	69	2	749

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity (Australia) Limited ont été consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée et incluse dans le secteur Canaccord Genuity à l'exercice 2018 (42 % à l'exercice 2017).

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 46.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

5) Comprend les activités à Dubai.

- 6) Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Compte tenu de ce changement, les coûts des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement seront dorénavant passés en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions dans le cadre du RILT qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. La charge totale comptabilisée pendant l'exercice clos le 31 mars 2018 en ce qui a trait aux attributions octroyées avant l'exercice 2018 s'est établie à 42,4 millions \$ pour le secteur Canaccord Genuity.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2018	2017	Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2017
Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :			
Canada	33,9 %	26,0 %	7,9 p.p.
Royaume-Uni et Europe ¹	20,2 %	24,5 %	(4,3) p.p.
États-Unis	37,0 %	39,1 %	(2,1) p.p.
Australie	8,9 %	10,0 %	(1,1) p.p.
Autres établissements à l'étranger	0,0 %	0,4 %	(0,4) p.p.
	100,0 %	100,0 %	

p.p. : points de pourcentage

1) Comprend les activités à Dubaï.

Canaccord Genuity a dégagé des produits des activités ordinaires de 637,6 millions \$, soit 39,2 millions \$, ou 6,6 %, de plus que ceux de l'exercice 2017, du fait de l'amélioration des activités sur les marchés. Les produits des activités ordinaires ont augmenté davantage au Canada, où ils ont progressé de 60,7 millions \$, ou 39,1 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. La hausse des produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada est surtout attribuable à une hausse des produits tirés du financement de sociétés et des honoraires de consultation, qui découle en partie de notre participation active dans de nombreuses transactions réalisées dans les secteurs du cannabis et de la chaîne de blocs. Les produits des activités ordinaires de nos activités au Royaume-Uni ont diminué de 18,4 millions \$ pour s'établir à 128,5 millions \$ à l'exercice 2018 en grande partie en raison d'une baisse de 12,8 millions \$ de nos activités à Dubaï attribuable à la conclusion d'une transaction de consultation d'envergure au cours de l'exercice 2017. Nos activités en Australie ont généré des produits des activités ordinaires de 57,0 millions \$, soit une diminution de 2,7 millions \$, ou 4,5 %, par rapport à ceux de l'exercice 2017. Nos activités en Australie ont été touchées par le ralentissement des activités sur les marchés au cours du premier semestre de l'exercice 2018. Toutefois, un retour en force du niveau d'activité des actions de sociétés à petite capitalisation dans nos secteurs cibles a largement amélioré notre rendement dans cette région au cours du deuxième semestre de l'exercice. Les produits des activités ordinaires de nos activités aux États-Unis sont demeurés semblables à ceux de l'exercice précédent, avec une légère hausse de 0,7 point de pourcentage par rapport à l'exercice 2017. Les produits des activités ordinaires tirés de nos Autres établissements à l'étranger, qui comprennent dorénavant nos activités en Asie uniquement, ont diminué de 98,8 %, ou 2,2 millions \$, par rapport à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2017, en raison du profit de change réalisé à la cession de nos activités à Singapour comptabilisé au cours de l'exercice précédent. Dans nos activités au Canada et en Australie, les produits tirés du financement de sociétés reflètent également les bénéfices et les profits comptabilisés dans certaines positions liées aux bons de souscription et aux titres détenus se rapportant aux activités de financement de sociétés au cours de la période considérée et des périodes précédentes.

Activités de financement de sociétés

Au cours de l'exercice 2018, la Société a davantage diversifié ses secteurs cibles, 74,2 % des transactions s'étant produites dans les secteurs autres que ceux des mines et métaux et de l'énergie, qui contribuent traditionnellement pour une plus grande partie des produits des activités ordinaires de la Société.

Les transactions réalisées par Canaccord Genuity par secteurs cibles, et les produits qui en sont tirés sont présentés en détail ci-après.

CANACCORD GENUITY – VUE D'ENSEMBLE

Transactions et produits de financement de sociétés par secteur

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2018	
	En % des transactions de financement des sociétés	En % des produits de financements des sociétés
Soins de santé et sciences de la vie	9,5 %	44,9 %
Technologie	12,0 %	16,9 %
Métaux et mines	19,1 %	15,3 %
Immobilier et hôtellerie	12,2 %	7,2 %
Infrastructure	0,9 %	2,8 %
Énergie	6,7 %	2,7 %
Produits financiers, produits diversifiés et fiducies de placements	27,0 %	4,1 %
Autre	5,7 %	2,1 %
Médias et télécommunications	0,2 %	1,4 %
Développement durable	0,9 %	1,0 %
Produits de consommation et de détail	3,5 %	1,0 %
Aérospatiale et matériel de défense	0,2 %	0,3 %
Agriculture et fertilisants	2,1 %	0,2 %
Produits structurés	—	0,1 %
Total	100,0 %	100,0 %

CANACCORD GENUITY – PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE

Transactions de financement de sociétés par secteur (en % du nombre de transactions de financement de sociétés pour chaque région géographique)

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2018				
	Canada	Royaume-Uni	États-Unis	Australie	Autres établissements à l'étranger
Soins de santé et sciences de la vie	3,3 %	—	48,2 %	11,4 %	—
Technologie	7,9 %	18,8 %	31,5 %	17,1 %	—
Métaux et mines	20,1 %	6,3 %	—	45,7 %	—
Immobilier et hôtellerie	13,1 %	31,3 %	9,3 %	—	—
Infrastructure	0,9 %	6,3 %	—	—	—
Énergie	5,8 %	12,3 %	—	22,9 %	—
Produits financiers, produits diversifiés et fiducies de placements	34,4 %	25,0 %	—	—	—
Autre	7,5 %	—	—	—	—
Médias et télécommunications	0,3 %	—	—	—	—
Développement durable	—	—	7,4 %	—	—
Produits de consommation et de détail	4,0 %	—	1,7 %	2,9 %	—
Aérospatiale et matériel de défense	—	—	1,9 %	—	—
Agriculture et fertilisants	2,7 %	—	—	—	—
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	—

Produits tirés du financement de sociétés par secteur (en % des produits tirés du financement de sociétés par secteur pour chaque région géographique)

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2018				
	Canada	Royaume-Uni	États-Unis	Australie	Autres établissements à l'étranger
Soins de santé et sciences de la vie	59,4 %	—	47,2 %	31,1 %	—
Technologie	11,0 %	16,7 %	44,5 %	3,8 %	—
Métaux et mines	11,2 %	1,6 %	0,1 %	54,6 %	—
Immobilier et hôtellerie	5,2 %	34,1 %	1,5 %	—	—
Infrastructure	0,6 %	19,8 %	—	0,1 %	—
Énergie	2,1 %	2,8 %	0,2 %	7,4 %	—
Produits financiers, produits diversifiés et fiducies de placements	1,8 %	25,0 %	—	0,3 %	—
Autre	4,1 %	—	—	0,3 %	—
Médias et télécommunications	2,7 %	—	—	—	—
Développement durable	—	—	4,0 %	1,4 %	—
Produits de consommation et de détail	1,3 %	—	0,7 %	1,0 %	—
Aérospatiale et matériel de défense	—	—	1,8 %	—	—
Agriculture et fertilisants	0,3 %	—	—	—	—
Produits structurés	0,2 %	—	—	—	—
Transport	0,1 %	—	—	—	—
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	—

Note : Dans les tableaux ci-dessus, les transactions avec les sociétés du secteur du cannabis au Canada sont incluses dans le secteur Soins de santé et sciences de la vie.

CHARGES

Les charges de l'exercice 2018 se sont élevées à 607,9 millions \$, une hausse de 72,0 millions \$, ou 13,4 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges pour l'exercice 2018 s'est établi à 558,5 millions \$, une hausse de 25,9 millions \$, ou 4,9 %, par rapport au total des charges de l'exercice 2017, mais une baisse de 1,6 point de pourcentage en pourcentage des produits des activités ordinaires.

Rémunération au rendement et charges salariales

Régime d'intéressement à long terme

Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. À la suite de ce changement, les droits rattachés aux UATI continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. En raison de ce changement, à des fins comptables, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charge au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, mais qui ont été déterminées et acquises relativement à cet exercice. Par conséquent, une charge de 42,4 millions \$ a été comptabilisée pour le secteur Canaccord Genuity à l'égard des attributions octroyées avant l'exercice 2018, notamment au titre de l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. Cette charge a été exclue du calcul du ratio de rémunération totale présenté ci-après et incluse à titre d'élément important¹ aux fins de nos résultats ajustés (c.-à-d. compte non tenu des éléments importants). Les coûts liés aux attributions octroyées dans le cadre du RILT pour l'exercice 2018 ont été inclus dans la charge de rémunération au rendement.

Pour l'exercice 2018, la charge de rémunération au rendement, compte non tenu de l'amortissement accéléré susmentionné lié à certaines attributions fondées sur des actions, a augmenté de 21,1 millions \$, ou 6,4 %, par rapport à celle de l'exercice 2017. La charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a légèrement diminué de 0,1 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2017, pour s'établir à 55,1 %. Les charges salariales pour l'exercice 2018 ont reculé de 0,6 million \$, ou 2,3 %, par rapport à celles de l'exercice 2017. La charge de rémunération totale (charge de rémunération au rendement, compte non tenu de l'amortissement accéléré susmentionné lié à certaines attributions fondées sur des actions et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est élevée à 59,1 % pour l'exercice clos le 31 mars 2018, en baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport à l'exercice 2017.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Dans toutes les régions, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires est demeurée relativement stable par rapport à l'exercice 2017, conformément à nos efforts visant à surveiller de près toutes les charges liées à la rémunération. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires au Canada a légèrement diminué de 0,4 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2017. Le ratio de la rémunération de nos activités aux États-Unis s'est établi à 59,3 % pour l'exercice 2018, également une légère baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent. Dans nos activités au Royaume-Uni, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 1,3 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2017, du fait de la baisse des produits des activités ordinaires relativement aux coûts fixes du personnel. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires dans nos activités en Australie a représenté 57,2 %, soit une hausse de 1,4 point de pourcentage qui s'explique par la diminution des produits des activités ordinaires et par la nature invariable de certains coûts fixes du personnel.

Charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires par région de Canaccord Genuity

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2018	2017	Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2017
Canada	54,6 %	55,0 %	(0,4) p.p.
Royaume-Uni et Europe	66,7 %	65,4 %	1,3 p.p.
États-Unis	59,3 %	59,6 %	(0,3) p.p.
Australie	57,2 %	55,8 %	1,4 p.p.
Autres établissements à l'étranger	négl.	92,3 %	négl.
Canaccord Genuity (total)	59,1 %	59,6 %	(0,4) p.p.

p.p. : points de pourcentage
négl. : négligeable

Autres charges indirectes

Les autres charges indirectes ont été de 183,3 millions \$ pour l'exercice 2018 par rapport à 179,5 millions \$ pour l'exercice 2017, ce qui représente une hausse de 3,8 millions \$, ou 2,1 %. En pourcentage des produits des activités ordinaires, les autres charges indirectes, compte non tenu des éléments importants¹, ont diminué de 1,0 point de pourcentage par rapport à celles de l'exercice 2017, ce qui reflète la hausse des produits des activités ordinaires et la nature fixe de certaines charges indirectes. Les frais de négociation et les frais d'administration figurent parmi les plus importantes hausses de charges indirectes par rapport à l'exercice précédent, contrebalancées par des baisses de la dotation aux amortissements et des frais de développement.

L'augmentation des frais de négociation s'expliquait principalement par l'accroissement des frais d'exécution et de règlement liés à nos activités au Royaume-Uni.

Les frais d'administration ont augmenté de 5,3 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice 2017. Nos activités au Canada ont connu une hausse de 8,4 millions \$ par rapport à l'exercice 2017 en raison de la hausse des honoraires professionnels et des frais de promotion et de déplacement visant à soutenir la croissance des activités et des effectifs dans cette région. Cette hausse des frais d'administration au Canada a été contrebalancée par une baisse dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Royaume-Uni, conformément à la réduction de l'effectif dans ces deux régions et aux efforts de restructuration déployés au cours de l'exercice 2018.

S'élevant à 9,5 millions \$, la dotation aux amortissements a reculé de 1,2 million \$ en regard de celle de l'exercice précédent, par suite de la baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles dans nos activités en Australie.

S'établissant à 36,5 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2018, les frais liés aux communications et à la technologie ont connu une hausse de 0,7 million \$, principalement attribuable à l'augmentation notée dans nos activités au Canada en raison d'une augmentation de l'effectif.

Les frais de développement ont diminué de 1,9 million \$ en regard de ceux de l'exercice précédent, pour s'établir à 0,7 million \$ à l'exercice 2018, en partie en raison de la diminution des primes de recrutement et des frais de recrutement dans toutes les régions.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018, les frais de restructuration se sont chiffrés à 4,7 millions \$, ceux-ci ayant trait à des réductions du personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis et à des coûts liés à certaines activités de négociation à Dublin. Aucuns frais de restructuration n'ont été comptabilisés à l'exercice précédent.

RÉSULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 13,1 millions \$ pour l'exercice 2018, une baisse de 31,1 millions \$, ou 70,3 %, par rapport à celui de l'exercice 2017. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat, y compris les charges indirectes imputées, a augmenté pour passer de 46,4 millions \$ à 62,5 millions \$ à l'exercice 2018. L'augmentation du résultat avant impôt sur le résultat, compte non tenu des éléments importants¹, est attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires générés par nos secteurs opérationnels canadien et américain combinée à la compression des charges indirectes.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Aperçu

La division de gestion de patrimoine de Groupe Canaccord Genuity offre une gamme étendue de services financiers et de produits de placement aux particuliers, institutions, intermédiaires et organismes de bienfaisance. Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les conseillers en placement pour des transactions de financement de sociétés et des transactions mettant en jeu du capital de risque. La Société mène maintenant des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'en Australie. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018, la Société a conclu l'acquisition de Hargreave Hale, élargissant ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity compte 12 bureaux au Royaume-Uni et en Europe, notamment au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey et à l'île de Man. Les produits des activités ordinaires de cette entreprise proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille. À 68,5 % pour l'exercice 2018, la proportion des produits des activités ordinaires tirés des activités de gestion de patrimoine tarifées récurrentes dans cette région est beaucoup plus importante qu'au Canada. L'entreprise offre des services aux clients au Royaume-Uni, à l'international et en Europe et leur offre des options de placement dans des produits financiers exclusifs ou de tierces parties, y compris 18 fonds gérés par les gestionnaires de portefeuille de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Au 31 mars 2018, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity avait 15 bureaux dans l'ensemble du Canada, y compris cinq bureaux de gestion de patrimoine indépendante. La Société se concentre sur l'embauche d'équipes de conseillers d'expérience afin d'accélérer la croissance au sein de ces activités.

Perspectives

Notre virage stratégique visant à accroître l'apport du rendement de nos activités mondiales de gestion de patrimoine demeure une priorité pour la Société. Les priorités de la direction en ce qui concerne Gestion de patrimoine Canaccord Genuity consisteront à accroître les actifs sous administration et sous gestion et à augmenter la proportion des produits tirés des activités tarifées en pourcentage du total des produits des activités ordinaires. En disposant d'un plus grand nombre de sources récurrentes de produits, nous nous attendons à réduire considérablement notre dépendance aux produits tirés des transactions au cours des années à venir, ce qui rendra notre entreprise moins sensible aux variations des conditions de marché.

La division tirant 68,5 % de ses produits des activités ordinaires des activités tarifées récurrentes, les sources de produits générées par les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe contribuent à améliorer la stabilité de son rendement global. Les avoirs des clients dans nos produits de gestion de placement internes se chiffrent à plus de 1 milliard \$ et suscitent un intérêt de plus en plus marqué chez les sociétés de fonds intermédiaires nationales et internationales. La Société continuera à saisir des occasions de croissance stratégiques afin d'accroître la présence de son entreprise de gestion de patrimoine au Royaume-Uni.

Au Canada, la Société continue de mettre l'accent sur l'amélioration des marges, la gestion des coûts et la croissance de l'entreprise grâce à un recrutement et à une formation ciblés. Bien que le contexte d'embauche demeure compétitif, nous nous attendons à avoir du succès à long terme en la matière dans des marchés choisis, grâce aux avantages tirés de notre plateforme mondiale indépendante. La Société prévoit également investir davantage dans ses programmes de formation pour les conseillers en placement, nouveaux et actuels, afin de poursuivre le perfectionnement de nos équipes de conseillers et de soutenir la croissance des services tarifés de notre entreprise canadienne. Nous restons fortement déterminés à attirer et à retenir des conseillers compétents, à investir dans des programmes de formation et à bâtir une gamme complète de produits de qualité visant à attirer des investisseurs fortunés et à aider nos conseillers à élargir leurs activités.

Les activités de gestion de patrimoine de la Société en Australie sont toujours relativement modestes. Toutefois, il devrait y avoir une expansion grâce à un recrutement ciblé et au développement de services et de produits de gestion de patrimoine dans ce marché.

RENDEMENT FINANCIER – AMÉRIQUE DU NORD^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2018	2017	Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2017	
Produits des activités ordinaires	168 882 \$	132 292 \$	36 590 \$	27,7 %
Charges				
Rémunération au rendement dont les paiements ne sont pas fondés sur des actions	85 430	65 909	19 521	29,6 %
Rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions	952	824	128	15,5 %
Charges salariales	11 315	11 335	(20)	(0,2) %
Autres charges indirectes	36 795	36 756	39	(0,1) %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ⁶	668	—	668	négl.
Frais de restructuration	—	—	—	—
Total des charges	135 160	114 824	20 336	17,7 %
Imputations intersectorielles ³	14 200	15 504	(1 304)	(8,4) %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	19 522 \$	1 964 \$	17 558 \$	négl.
ASG – Canada (discrétionnaires) ⁴	2 815	2 637	178	6,8 %
ASA – Canada ⁵	15 567	13 228	2 339	17,7 %
Nombre d'équipes de conseillers – Canada	142	141	1	0,7 %
Nombre d'employés	379	359	20	5,6 %
Compte non tenu des éléments importants⁷				
Total des charges	134 492 \$	114 824 \$	19 668 \$	17,1 %
Imputations intersectorielles ³	14 200	15 504	(1 304)	(8,4) %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	20 190	1 964	18 226	négl.

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, des ASA, des ASG, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Comprends les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada et aux États-Unis.

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 46.

4) Les ASG représentent les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT.

5) Les ASA représentent la valeur de marché des biens du client qui sont administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Les ASA englobent les ASG.

6) Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Compte tenu de ce changement, les coûts des UATI attribués dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement seront dorénavant passés en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions dans le cadre du RILT qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. Pour le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord), la charge totale comptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 relativement aux attributions octroyées avant l'exercice 2018 s'est chiffrée à 0,7 million \$.

7) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

négl. : négligeable

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) se sont chiffrés à 168,9 millions \$, en hausse de 36,6 millions \$, ou 27,7 %, par rapport à ceux de l'exercice 2017, en raison de la stabilisation de la conjoncture et de la recrudescence des activités des clients et des transactions de financement de sociétés. Nous continuons de prioriser la croissance de nos produits de comptes à frais fixes et de gestion d'actifs exclusifs. L'accroissement des activités de financement de sociétés, qui sont un canal de distribution clé pour nos activités sur les marchés des capitaux, a contribué à la hausse générale des produits des activités ordinaires dans nos activités canadiennes de gestion de patrimoine à l'exercice 2018 en regard de ceux de l'exercice 2017.

Les ASA – Canada ont affiché un accroissement de 17,7 %, passant de 13,2 milliards \$ au 31 mars 2017 à 15,6 milliards \$ au 31 mars 2018, qui s'explique par nos initiatives de développement dans ce secteur et par l'amélioration des valeurs de marché au cours de l'exercice. On comptait 142 équipes de conseillers au Canada, soit une de plus qu'il y a un an. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Amérique du Nord ont reculé de 1,2 point de pourcentage par rapport à ceux de l'exercice précédent et ont représenté 33,5 % des produits de gestion de patrimoine générés au Canada au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018. La légère baisse des produits tirés des honoraires en pourcentage des produits des activités ordinaires s'explique essentiellement par la forte hausse des produits tirés des transactions au cours de l'exercice, qui découle d'une augmentation de 74,1 % des produits tirés du financement de sociétés attribuable aux activités liées aux particuliers, principalement des sociétés de secteurs nouveaux et en développement.

Pour l'exercice 2018, les charges se sont élevées à 135,2 millions \$, en hausse de 20,3 millions \$, ou 17,7 %, par rapport à celles de l'exercice 2017. En raison de l'augmentation des produits des activités ordinaires à l'exercice considéré par rapport à ceux de l'exercice 2017 et de la nature relativement fixe des charges autres que la rémunération au rendement, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 6,8 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent.

Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le RILT a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. À la suite de ce changement, les droits rattachés aux UATI continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. En raison de ce changement, à des fins comptables, les UATI attribuées dans le

cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charge au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, mais qui ont été déterminées et acquises relativement à cet exercice. Par conséquent, une charge de 0,7 million \$ a été comptabilisée au cours de l'exercice 2018 à l'égard des attributions octroyées avant l'exercice 2018, notamment au titre de l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. Cette charge comptable hors trésorerie a été exclue du calcul du ratio de rémunération totale présenté précédemment et incluse à titre d'élément important¹ puisqu'elle reflète une charge unique autre que d'exploitation. Les coûts liés aux attributions octroyées dans le cadre du RILT au cours de l'exercice 2018 ont été inclus dans la charge de rémunération au rendement.

La charge de rémunération au rendement, compte non tenu de l'amortissement accéléré susmentionné lié à certaines attributions fondées sur des actions, a augmenté de 19,6 millions \$, ou 29,4 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, ce qui est conforme à l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. Les charges salariales sont demeurées stables par rapport à celles de l'exercice précédent. La charge de rémunération totale (charge de rémunération au rendement, compte non tenu de l'amortissement accéléré susmentionné lié à certaines attributions fondées sur des actions et charges salariales) exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 1,2 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice précédent, pour s'établir à 57,8 % à l'exercice 2018, reflétant la hausse des produits des activités ordinaires à l'exercice 2018.

Les autres charges indirectes sont demeurées stables par rapport à l'exercice précédent malgré la hausse des produits des activités ordinaires. Les frais de négociation ont diminué de 0,9 million \$ par suite d'un changement dans la réallocation de certains frais de négociation, de compensation et de règlement dans notre secteur Non sectoriel et autres. Les frais liés aux locaux et au matériel ont également diminué de 0,6 million \$ par rapport à ceux de l'exercice 2017 en raison de la rationalisation des locaux de bureaux. Ces diminutions des charges indirectes ont été en partie contrebalancées par l'augmentation des frais de développement enregistrés à l'exercice 2018 entraînée par la hausse des primes de recrutement versées aux nouveaux employés.

Le résultat avant impôt sur le résultat pour l'exercice 2018 s'est inscrit à 17,6 millions \$, une hausse de 19,5 millions \$ qui reflète la hausse nette des produits des activités ordinaires compte tenu des coûts de nature variable et les efforts constants de compression des coûts dans ce secteur d'exploitation.

RENDEMENT FINANCIER – ROYAUME-UNI ET EUROPE^{1, 5}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2018	2017	Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2017	
Produits des activités ordinaires	201 383 \$	134 819 \$	66 564 \$	49,4 %
Charges				
Rémunération au rendement dont les paiements ne sont pas fondés sur des actions	73 222	45 755	27 467	60,0 %
Rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions	4 081	1 884	2 197	116,6 %
Charges salariales	36 214	21 711	14 503	66,8 %
Autres charges indirectes	58 999	41 874	17 125	40,9 %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ⁶	3 390	—	3 390	négl.
Frais de restructuration	2 939	—	2 939	négl.
Frais connexes aux acquisitions	6 732	—	6 732	négl.
Total des charges	185 577	111 224	74 353	66,8 %
Imputations intersectorielles ²	1 329	1 292	37	2,9 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	14 477 \$	22 303 \$	(7 826) \$	(35,1) %
ASG – Royaume-Uni et Europe ³	44 877	24 526	20 351	83,0 %
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds – Royaume-Uni et Europe	188	118	70	59,3 %
Nombre d'employés	559	313	246	78,6 %
Compte non tenu des éléments importants⁴				
Total des charges	162 702 \$	105 962 \$	56 740 \$	53,5 %
Imputations intersectorielles ²	1 329	1 292	37	2,9 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	37 352	27 565	9 787	35,5 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, des ASG, du nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 46.

3) Les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

5) Comprend les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis la date de clôture du 18 septembre 2017.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

6) Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Compte tenu de ce changement, les coûts des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement seront dorénavant passés en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions dans le cadre du RILT qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. Pour le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe), la charge totale comptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 relativement aux attributions octroyées avant l'exercice 2018 s'est chiffrée à 3,4 millions \$.

Les résultats d'exploitation de Hargreave Hale sont pris en compte dans Gestion du patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) depuis la date de clôture du 18 septembre 2017.

Les produits des activités ordinaires générés par nos activités au Royaume-Uni et en Europe proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, sont peu sensibles aux variations des conditions du marché. Les produits des activités ordinaires se sont élevés à 201,4 millions \$ à l'exercice 2018, en hausse de 49,4 % par rapport à ceux de l'exercice 2017. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires se sont élevés à 118,0 millions £ à l'exercice 2018, en hausse de 38,4 millions £, ou 49,2 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent. L'apport de Hargreave Hale a représenté 30,8 millions £, ou 79,2 % de l'augmentation totale des produits des activités ordinaires par rapport à l'exercice 2017.

Au 31 mars 2018, les ASG – Royaume-Uni et Europe se sont inscrits à 44,9 milliards \$, en hausse de 83,0 % par rapport à ceux au 31 mars 2017, alors qu'ils étaient de 24,5 milliards \$. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les ASG ont augmenté de 69,0 % comparativement à ceux au 31 mars 2017, l'apport de Hargreave Hale représentant 96,0 points de pourcentage de cette hausse. Les produits tirés des honoraires dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont représenté 68,5 % du total des produits des activités ordinaires dans cette région géographique à l'exercice 2018, une baisse de 0,7 point de pourcentage par rapport à l'exercice précédent en raison de l'augmentation des produits tirés des transactions.

Comme il a déjà été mentionné, avec prise d'effet le 31 mars 2018, le RILT a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Par conséquent, les coûts des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passés en charge au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. Le montant total de la charge liée au RILT comptabilisée dans nos activités de gestion du patrimoine au Royaume-Uni et en Europe à l'égard des attributions octroyées avant l'exercice 2018, notamment au titre de l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018, s'est établi à 3,4 millions \$. Cette charge comptable hors trésorerie a été exclue du calcul du ratio de rémunération totale, et incluse à titre d'élément important¹ puisqu'elle reflète une charge unique autre que d'exploitation. Les coûts liés aux attributions octroyées dans le cadre du RILT pour l'exercice 2018 ont été inclus dans la charge de rémunération au rendement.

La charge de rémunération au rendement (compte non tenu de l'amortissement accéléré susmentionné lié à certaines attributions fondées sur des actions) s'est inscrite à 77,3 millions \$, en hausse de 29,7 millions \$ par rapport à celle de l'exercice 2017, alors qu'elle se chiffrait à 47,6 millions \$, ce qui est conforme à l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires liés au rendement. Les charges salariales ont augmenté de 14,5 millions \$ par rapport à celles de l'exercice 2017 pour se chiffrer à 36,2 millions \$, en raison surtout de l'augmentation de l'effectif pour soutenir la croissance de nos activités de gestion du patrimoine existantes au Royaume-Uni et en Europe et des activités de notre nouvelle acquisition, Hargreave Hale. La charge de rémunération totale (la charge de rémunération au rendement, compte non tenu de l'amortissement accéléré susmentionné lié à certaines attributions fondées sur des actions, et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 4,9 points de pourcentage, passant de 51,4 % à l'exercice 2017 à 56,4 % à l'exercice 2018, principalement en raison de la hausse des coûts fixes du personnel comme il a été mentionné précédemment.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2018, les autres charges indirectes ont augmenté de 17,1 millions \$, ou 40,9 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. L'augmentation de l'effectif et l'expansion des activités liées à l'acquisition de Hargreave Hale au T2/18 ont entraîné une augmentation de la plupart de nos charges indirectes, surtout en ce qui a trait aux frais liés aux communications et à la technologie, ainsi qu'aux frais d'administration. La dotation aux amortissements a augmenté de 3,5 millions \$ à l'exercice 2018, essentiellement par suite de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Hargreave Hale. Ces augmentations sont en partie contrebalancées par une diminution des frais de développement de 0,4 million \$ par rapport à l'exercice précédent par suite de la diminution des primes de recrutement.

Des paiements incitatifs d'un montant total de 1,5 million \$ liés à l'acquisition de Hargreave Hale sont compris dans les frais de développement.

Au cours de l'exercice 2018, les frais de structuration se sont chiffrés à 2,9 millions \$ en raison de la rationalisation des locaux de bureaux liée à l'acquisition de Hargreave Hale. Aucuns frais de restructuration n'ont été comptabilisés à la période correspondante de l'exercice précédent.

La Société a également comptabilisé des frais connexes aux acquisitions de 6,7 millions \$ en raison de l'acquisition de Hargreave Hale pour l'exercice clos le 31 mars 2018. Les frais connexes aux acquisitions comprennent des honoraires de consultation et des honoraires professionnels engagés au cours de l'exercice.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 14,5 millions \$, comparativement à 22,3 millions \$ à l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par les frais de restructuration et les frais connexes aux acquisitions engagés au cours de l'exercice 2018, ainsi que par la charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du RILT, comme il a déjà été mentionné. Compte non tenu des

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 37,4 millions \$, soit une hausse de 9,8 millions \$, ou 35,5 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, qui fait état de l'apport net de nos activités élargies.

NON SECTORIEL ET AUTRES

Aperçu

Le secteur Non sectoriel et autres comprend Services de correspondants Pinnacle, les intérêts, les produits liés au change et les charges qui ne sont pas spécifiquement attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Les Services de correspondants Pinnacle offrent des services d'exécution d'ordres, de compensation, de règlement, de garde ainsi que d'autres services de suivi de marché et d'arrière-guichet à des remisiers, à des gestionnaires de portefeuille et à d'autres intermédiaires financiers. Cette division a été créée en guise de prolongement et d'application de l'investissement de taille que la Société a fait dans son infrastructure de technologie de l'information et d'exploitation.

Ce secteur comprend également les groupes de services d'administration, d'exploitation et de soutien de la Société, qui sont responsables des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des services juridiques, des finances et des autres fonctions administratives. La Société compte 288 employés dans le secteur Non sectoriel et autres. La plupart des fonctions de soutien administratif de la Société sont établies à Vancouver et à Toronto, au Canada.

Notre groupe de l'exploitation est responsable du traitement des transactions sur titres, dont la compensation et le règlement des transactions sur titres, la gestion de comptes ainsi que la garde des titres des clients. Le service des finances s'occupe de la comptabilité et des contrôles financiers internes et de la présentation de l'information financière et réglementaire externe; quant au service de la conformité, il est responsable de la surveillance de la solvabilité et des comptes de la clientèle conformément à certaines exigences réglementaires de nature juridique et financière. Les activités de gestion des risques et les activités de conformité de la Société incluent des procédures qui permettent de repérer, de contrôler, de mesurer et de surveiller l'exposition au risque de la Société à tout moment.

RENDEMENT FINANCIER¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2018	2017	Variation entre l'exercice 2017 et l'exercice 2018	
Produits des activités ordinaires	15 056 \$	14 044 \$	1 012 \$	7,2 %
Charges				
Rémunération au rendement dont les paiements ne sont pas fondés sur des actions	8 479	8 718	(239)	(2,7) %
Rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions	2 992	1 596	1 396	87,5 %
Charges salariales	26 198	26 554	(356)	(1,3) %
Autres charges indirectes	18 623	26 833	(8 210)	(30,6) %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ³	1 898	—	1 898	négl.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	298	—	298	négl.
Total des charges	58 488	63 701	(5 213)	(8,2) %
Imputations intersectorielles ²	(32 053)	(35 006)	2 953	8,4 %
Résultat avant recouvrement d'impôt sur le résultat ²	(11 379) \$	(14 651) \$	3 272 \$	22,3 %
Nombre d'employés	288	279	9	3,2 %
Compte non tenu des éléments importants⁴				
Total des charges	56 590 \$	63 701 \$	(7 111) \$	(11,2) %
Imputations intersectorielles ²	(32 053)	(35 006)	2 953	8,4 %
Perte avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ²	(9 481)	(14 651)	5 170	35,3 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant le recouvrement d'impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » ci-après.

3) Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Compte tenu de ce changement, les coûts des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement seront dorénavant passés en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions dans le cadre du RILT qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. La charge totale comptabilisée pour notre secteur Non sectoriel et autres au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 à l'égard des attributions octroyées avant l'exercice 2018 s'est chiffrée à 1,9 million \$.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

Pour l'exercice 2018, les produits des activités ordinaires se sont élevés à 15,1 millions \$, en hausse de 1 million \$, ou 7,2 %, comparativement à ceux de l'exercice 2017 du fait d'une augmentation des profits de change.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Le total des charges s'est élevé à 58,5 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2018, soit 5,2 millions \$, ou 8,2 %, de moins qu'à l'exercice précédent. La charge de rémunération totale a augmenté de 0,8 million \$ par rapport à celle de l'exercice précédent.

Le montant total de la charge liée au RILT comptabilisée pour notre secteur Non sectoriel et autres à l'égard des attributions octroyées avant l'exercice 2018, notamment au titre de l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018, s'est établi à 1,9 million \$. Cette charge comptable hors trésorerie est incluse à titre d'élément important¹ dans nos résultats ajustés (c.-à-d. compte non tenu des éléments importants).

Les autres charges indirectes ont diminué de 8,2 millions \$, ou 30,6 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. Parmi les éléments qui ont le plus diminué, citons les frais liés aux locaux et au matériel, les frais d'administration et les frais de développement. Les frais liés aux locaux et au matériel ont diminué de 4,4 millions \$ comparativement à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2017, en raison des coûts liés à la rationalisation des locaux de bureaux à Toronto comptabilisés à l'exercice précédent. Les frais d'administration ont baissé de 5,0 millions \$ en raison d'une hausse des honoraires professionnels engagés au cours de l'exercice précédent et aux efforts de compression des coûts déployés au cours de l'exercice considéré. Une charge comptable de dépréciation de 2,4 millions \$ a été comptabilisée au cours de l'exercice 2017, relativement à un placement qui était le principal facteur ayant contribué à la diminution des frais de développement. Cette diminution a été contrebalancée par l'augmentation de 3,3 millions \$ de la charge d'intérêts, en partie en raison des débetures convertibles émises au cours du troisième trimestre de l'exercice 2017.

La perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 11,3 millions \$ pour l'exercice 2018, contre 14,7 millions \$ pour l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 9,5 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2018, comparativement à 14,7 millions \$ pour l'exercice précédent en raison de la diminution des charges indirectes.

FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien et de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement sont inclus dans les frais de négociation de la division applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe par Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces divisions.

Situation financière

Certains postes du bilan pour les cinq derniers exercices sont présentés ci-dessous.

(en milliers \$ CA)	Données du bilan aux 31 mars				
	2018	2017	2016	2015	2014
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	862 838 \$	677 769 \$	428 329 \$	322 324 \$	364 296 \$
Titres détenus	469 217	784 230	564 746	848 128	1 143 201
Créances clients	2 215 837	3 395 736	2 041 150	2 491 488	2 785 898
Impôt sur le résultat à recevoir	1 170	1 085	12 537	5 295	3 983
Actifs d'impôt différé	19 941	15 323	11 221	10 148	9 735
Placements	2 035	2 829	5 578	8 693	9 977
Matériel et aménagements des locaux loués	30 967	31 479	37 049	43 373	50 975
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	418 731	295 065	323 936	640 456	646 557
Total de l'actif	4 020 736 \$	5 203 516 \$	3 424 546 \$	4 369 905 \$	5 014 622 \$
Passif et capitaux propres					
Dette bancaire	— \$	25 280 \$	14 910 \$	20 264 \$	— \$
Titres vendus à découvert	301 006	645 742	427 435	654 639	913 913
Dettes fournisseurs et charges à payer	2 638 954	3 669 883	2 185 047	2 527 636	2 877 933
Provisions	8 428	11 793	18 811	14 320	10 334
Impôt sur le résultat à payer	7 851	10 093	4 242	8 172	10 822
Tranche à court terme d'un emprunt bancaire	9 679	—	—	—	—
Contrepartie différée	9 997	—	—	—	—
Contrepartie éventuelle	49 844	—	—	—	—
Emprunt bancaire	61 758	—	—	—	—
Passifs d'impôt différé	13 715	140	450	2 057	3 028
Composante passif des débetures convertibles	57 081	56 442	—	—	—
Dette subordonnée	7 500	7 500	15 000	15 000	15 000
Capitaux propres	841 352	764 785	749 929	1 117 542	1 168 680
Participations ne donnant pas le contrôle	13 571	11 858	8 722	10 275	14 912
Total du passif et des capitaux propres	4 020 736 \$	5 203 516 \$	3 424 546 \$	4 369 905 \$	5 014 622 \$

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 862,8 millions \$ au 31 mars 2018, contre 677,8 millions \$ au 31 mars 2017. Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Situation de trésorerie et sources de financement ».

S'établissant à 469,2 millions \$ au 31 mars 2018, les titres détenus ont diminué en regard de 784,2 millions \$ au 31 mars 2017, surtout en raison d'une diminution des titres de créance de sociétés et de gouvernements détenus.

Les créances clients s'inscrivaient à 2,2 milliards \$ au 31 mars 2018, en comparaison de 3,4 milliards \$ au 31 mars 2017. Cette baisse s'explique surtout par une diminution des montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières et des clients.

Le goodwill atteignait 258,0 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 160,8 millions \$, au 31 mars 2018. Au 31 mars 2017, le goodwill atteignait 192,2 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 102,8 millions \$. Ces montants représentent le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de Collins Stewart Hawkpoint plc (« CSHP »), d'Eden Financial Ltd. et, le 18 septembre 2017, de Hargreave Hale.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, des placements et du matériel et des aménagements des locaux loués, atteignaient 54,1 millions \$ au 31 mars 2018, comparativement à 50,7 millions \$ au 31 mars 2017, principalement en raison d'une hausse des actifs d'impôt différé. La Société, par l'entremise d'une filiale en propriété exclusive, a investi 2,5 millions \$ dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. (« CGAC »), société d'acquisition à vocation spécifique constituée aux fins de l'acquisition d'une ou de plusieurs sociétés. Ce placement a été comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence. Pour l'exercice clos le 31 mars 2018, la quote-part de la Société de la perte nette de CGAC a été de 0,3 million \$.

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par la Société peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 31 mars 2018, Groupe Canaccord Genuity disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni et en Europe d'un montant total de 669,2 millions \$ (602,6 millions \$ au 31 mars 2017). Ces facilités de crédit, constituées de prêts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2018, la Société avait une dette bancaire à néant, comparativement à 25,3 millions \$ au 31 mars 2017.

Les titres vendus à découvert s'inscrivaient à 301,0 millions \$ au 31 mars 2018, contre 645,7 millions \$ au 31 mars 2017. Cette baisse s'explique essentiellement par une diminution des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, s'établissaient à 2,6 milliards \$, une baisse par rapport à 3,7 milliards \$ au 31 mars 2017, attribuable principalement à une diminution des sommes dues aux clients et aux courtiers en valeurs mobilières.

Les autres passifs, incluant la dette subordonnée, l'impôt sur le résultat à payer et les passifs d'impôt différé, étaient de 29,1 millions \$ au 31 mars 2018, comparativement à 17,7 millions \$ à l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à une hausse des passifs d'impôt différé comptabilisés au titre des immobilisations incorporelles découlant de l'acquisition de Hargreave Hale.

Dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale par l'intermédiaire d'une filiale de la Société, cette filiale a contracté un emprunt bancaire de 40,0 millions £ (72,5 millions \$ CA au 31 mars 2018) pour financer une partie de la contrepartie au comptant. L'emprunt est remboursable par versements au titre du capital et des intérêts sur une période de quatre ans. L'emprunt porte intérêt au taux LIBOR annuel en vigueur majoré de 3,375 %. Toujours dans le cadre de cette acquisition, la Société a également comptabilisé une contrepartie différée et une contrepartie éventuelle respectivement de 10,0 millions \$ et 49,8 millions \$ en date du 31 mars 2018. Se reporter à la note 12 des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018 pour de plus amples renseignements sur le prix d'acquisition de Hargreave Hale.

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par la Société peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 31 mars 2018, compte non tenu de l'emprunt bancaire susmentionné lié à l'acquisition de Hargreave Hale, la Société disposait d'autres facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni d'un montant total de 669,2 millions \$ (602,6 millions \$ au 31 mars 2017). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de la dette subordonnée, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Aux 31 mars 2018 et 2017, aucun solde n'était impayé sur les autres facilités de crédit.

Les participations ne donnant pas le contrôle s'établissaient à 13,6 millions \$ au 31 mars 2018, en comparaison de 11,9 millions \$ au 31 mars 2017, ce qui représente 42 % de l'actif net de nos activités en Australie.

Arrangements hors bilan

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables garanties auprès d'une institution financière totalisant 2,6 millions \$ (2,0 millions \$ US) (2,7 millions \$ (2,0 millions \$ US) au 31 mars 2017) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York.

Dette bancaire et autres facilités de crédit

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2018, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant (25,3 millions \$ au 31 mars 2017).

Dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale, une filiale de la Société a contracté un emprunt bancaire de 40,0 millions £ (72,5 millions \$ CA au 31 mars 2018) pour financer une partie de la contrepartie au comptant. L'emprunt est remboursable par versements au titre du capital et des intérêts sur une période de quatre ans. L'emprunt porte intérêt au taux LIBOR annuel en vigueur majoré de 3,375 %.

Comme il est indiqué ci-dessus et compte non tenu de l'emprunt bancaire lié à l'acquisition, les filiales de la Société disposent aussi d'autres facilités de crédit, dont des emprunts remboursables à vue, des lettres de crédit et des facilités de découvert, auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni. Le montant total des autres facilités de crédit à la disposition de la Société s'établissait à 669,2 millions \$ au 31 mars 2018 (602,6 millions \$ au 31 mars 2017). Au 31 mars 2018, aucun solde n'était impayé sur les autres facilités de crédit.

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard de paiements minimaux futurs qui ont une influence sur sa situation de trésorerie.

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles à long terme de Groupe Canaccord Genuity au 31 mars 2018.

(en milliers \$ CA)	Total	Exercice 2019	Exercice 2020 – exercice 2021	Exercice 2022 – exercice 2023	Par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	177 165	32 476	59 427	44 517	40 745
Emprunt bancaire ¹	72 500	9 679	24 179	38 642	—
Débetures convertibles ²	75 600	3 900	7 800	63 900	—
Total des obligations contractuelles	325 265	46 055	91 406	147 059	40 745

- 1) L'emprunt bancaire comprend la facilité de crédit de 40 000 000 £ obtenue pour financer une partie de la contrepartie au comptant liée à l'acquisition de Hargreave Hale. L'emprunt bancaire porte intérêt au taux LIBOR annuel majoré de 3,375 % et est remboursable en versements comprenant le capital et les intérêts sur une période de quatre ans, et vient à échéance en septembre 2021.
- 2) Les débetures convertibles se composent de débetures subordonnées de premier rang non garanties convertibles (les « débetures ») émises au T3/17. Les débetures portent intérêt au taux annuel de 6,50 % et viennent à échéance le 31 décembre 2021. Dans certaines circonstances, la Société pourrait racheter les débetures à compter du 31 décembre 2019.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de la Société englobe les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les débetures, les bons de souscription, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global. Au 31 mars 2018, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 862,8 millions \$, en hausse de 185,1 millions \$ par rapport à 677,8 millions \$ au 31 mars 2017. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018, un montant de trésorerie de 10,3 millions \$ a été affecté aux activités de financement, en raison essentiellement des flux de trésorerie affectés à l'acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme de la Société, le paiement de dividendes sur actions privilégiées et actions ordinaires et la diminution de la dette bancaire, contrebalancés en partie par le produit d'un emprunt bancaire obtenu dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale. Un montant de trésorerie de 63,7 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, essentiellement dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale et pour l'aménagement des locaux loués. Les activités d'exploitation ont généré un montant de trésorerie de 244,1 millions \$, essentiellement attribuable aux variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une hausse de 15,0 millions \$ de la trésorerie est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés audités de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours (au 30 septembre 2017, les marchés nord-américains sont passés à un cycle de règlement de deux jours), à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Actions privilégiées

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

Au cours de l'exercice 2012, la Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série A ») à un prix d'achat de 25,00 \$ l'action pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans close le 30 septembre 2016. Depuis le 1^{er} octobre 2016 et pour une période prenant fin le 30 septembre 2021, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 3,885 %. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, les porteurs d'actions privilégiées de série A avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série B »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Au 15 septembre 2016, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série B n'a été émise. Les porteurs d'actions privilégiées de série B auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série A, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 septembre tous les cinq ans par la suite.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

Au cours de l'exercice 2013, la Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série C ») à un prix d'achat de 25,00 \$ l'action pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 5,75 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 juin 2017. À compter du 1^{er} juillet 2017, jusqu'au 30 juin 2022, les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 4,993 %. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, les porteurs d'actions privilégiées de série C avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série D »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Au 30 juin 2017, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série D n'a été émise. Les actions privilégiées de série D donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série C, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 juin tous les cinq ans par la suite.

DÉBENTURES CONVERTIBLES

Au cours de l'exercice 2017, la Société a émis des débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles (les « débentures ») d'un montant en capital total de 60,0 millions \$. Les débentures portent intérêt au taux annuel de 6,50 %. Les débentures peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 6,50 \$ par action. Les débentures viendront à échéance le 31 décembre 2021 et peuvent être rachetées par la Société dans certaines circonstances au plus tôt le 31 décembre 2019.

Données sur les actions en circulation

	Actions en circulation aux 31 mars	
	2018	2017
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	93 053 875	92 779 817
Nombre d'actions émises et en circulation ²	113 522 629	113 511 468
Nombre d'actions émises et en circulation – après dilution ³	124 294 132	124 479 390
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	92 587 216	91 656 708
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution ⁴	110 862 087	101 149 072
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution, compte non tenu des éléments importants ^{4, 5}	120 092 856	101 149 072

1) Exclut 654 322 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 19 814 432 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

2) Inclut 654 322 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 19 814 432 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 10 771 503 actions, nets des renoncations.

4) S'entend du nombre d'actions diluées utilisés pour calculer le RPA après dilution. Pour les exercices ayant des pertes nettes attribuables aux actionnaires ordinaires, tous les instruments comportant des actions ordinaires potentielles ont été exclus des calculs du résultat par action après dilution, ces instruments étant antidilutifs.

5) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14. S'entend du nombre d'actions après dilution utilisé pour calculer le RPA après dilution, compte non tenu des éléments importants.

Le 11 août 2017, la Société a déposé un avis de renouvellement de son OPRCNA qui lui permet de racheter, du 15 août 2017 au 14 août 2018, jusqu'à concurrence de 5 675 573 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Les actionnaires peuvent obtenir une copie de l'avis, sans frais, en communiquant avec la Société. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle et de la précédente représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Entre le 1^{er} avril 2017 et le 31 mars 2018, aucune action n'a été rachetée et annulée dans le cadre de l'OPRCNA.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

La possibilité d'effectuer des achats aux termes de l'OPRCNA actuelle a commencé le 15 août 2017 et se poursuivra pendant un an (jusqu'au 14 août 2018) à l'appréciation de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la Bourse de Toronto, les rachats quotidiens sont limités à 54 968 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours de la période de six mois civile allant de février 2017 à juillet 2017).

Au 31 mai 2018, 113 531 412 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

ÉMISSION ET ANNULATION D'ACTIONNAIRES ORDINAIRES

	Exercice 2018
Total des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2017	113 511 468
Actions émises dans le cadre des régimes de remplacement	11 161
Total des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2018	113 522 629

Régimes de paiement fondés sur des actions

RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME

En vertu du RILT, des unités d'actions temporairement incessibles (« UATI ») dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, des États-Unis, des îles de la Manche, de l'Australie et du Royaume-Uni, des fiduciaires pour les avantages du personnel (les « fiduciaires ») ont été constituées. La Société ou certaines de ses filiales, selon le cas, versent dans les fiduciaires des fonds que les fiduciaires utiliseront pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI.

PRÊTS-SUBVENTIONS DESTINÉS À L'ACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société offre des prêts à certains employés (à l'exception des administrateurs et des membres de la haute direction) visant à financer partiellement l'achat d'actions de la Société et à accroître l'actionnariat des employés. La Société a offert ces prêts aux membres de la haute direction dans le passé, mais elle a dorénavant adopté une politique lui interdisant d'octroyer de tels prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction. Lorsqu'ils sont octroyés, ces prêts font l'objet d'une renonciation sur une période d'acquisition des droits. Aucun intérêt n'est imputé relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

RÉGIMES DE REMPLACEMENT

Par suite de l'acquisition de CSHP, la Société a mis sur pied le régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, qui remplaçait les régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP existants à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient au régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP se sont vu attribuer des droits en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement. De plus, la Société a mis sur pied le régime d'intéressement à long terme (« RILT ») de remplacement, qui remplaçait les RILT de CSHP, pour les employés admissibles, existants à la date d'acquisition.

OPTIONS SUR ACTIONS

Dans le passé, la Société a attribué des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants et à de hauts dirigeants. Au 31 mars 2018, toutes les options sur actions étaient arrivées à échéance.

UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») pour ses administrateurs indépendants. Les administrateurs indépendants peuvent choisir que les honoraires qui leur sont dus leur soient versés sous forme d'UAD ou de trésorerie. Les administrateurs doivent tous les ans indiquer s'ils souhaitent ou non que leur rémunération leur soit ainsi versée et peuvent préciser le pourcentage de leur rémunération qui sera versé sous forme d'UAD et de trésorerie. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD octroyées étant multiplié par le cours de clôture de l'action à la fin du trimestre suivant immédiatement la fin de l'emploi. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

Pour l'exercice clos le 31 mars 2018, la Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR ») pour certains membres de la haute direction. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est déterminé en fonction de l'atteinte de certaines cibles prédéterminées. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du 3^e anniversaire de l'attribution. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours moyen des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

AUTRES PROGRAMMES DE MAINTIEN EN FONCTION ET RÉGIME D'INTÉRESSEMENT

D'autres programmes de maintien en fonction et régimes d'intéressement ont été offerts à certains employés, y compris le régime d'actionnariat des employés, dont le coût total n'était pas important.

Transactions avec des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société.

Les filiales agissant à titre de contrepartistes et les sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2018	31 mars 2017
Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc.	Canada	100 %	s. o.
Canaccord Genuity SAS	France	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited	Guernesey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited	Guernesey	100 %	100 %
Hargreave Hale Limited	Royaume-Uni	100 %	s. o.
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams BC ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Securities LLC	États-Unis	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
CLD Financial Opportunities Limited	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd*	Australie	50 %	50 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited*	Australie	50 %	50 %
加通贝祥（北京）投资顾问有限公司 (Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited)	Chine	100 %	100 %
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Dubai) Ltd.	Émirats arabes unis	100 %	100 %

* La Société détient 50 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et de Canaccord Genuity (Australia) Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 58 % en date du 31 mars 2018, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (58 % au 31 mars 2017).

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Groupe Canaccord Genuity Inc. se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le produit tiré des commissions sur ces transactions n'est pas important par rapport à celui provenant de l'ensemble des activités de Groupe Canaccord Genuity Inc.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, un UALR et des options sur actions. Les administrateurs ont également reçu des options sur actions et peuvent acheter des UAD.

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, aux 31 mars 2018 et 2017.

(en milliers)	31 mars 2018	31 mars 2017
Avantages du personnel à court terme	10 515 \$	7 053 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	—	1 989
Paiements fondés sur des actions	4 933	3 979
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	15 448 \$	13 021 \$

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

(en milliers)	31 mars 2018	31 mars 2017
Créances clients	969 \$	211 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	1 527 \$	219 \$

Méthodes comptables critiques et estimations

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Groupe Canaccord Genuity. Les principales méthodes comptables de la Société sont conformes aux IFRS et sont présentées à la note 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2018. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2018 et 2017 ont aussi été préparés conformément aux IFRS.

La préparation des états financiers consolidés audités au 31 mars 2018 selon les IFRS exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat, les pertes fiscales disponibles pour les reports en avant, la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, les immobilisations incorporelles à durée indéterminée et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation à l'actif des coûts des logiciels et les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée et déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec l'acquisition de Hargreave Hale.

Les méthodes comptables significatives et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction sont présentées dans les notes 2 et 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

CONSOLIDATION

Au 31 mars 2018, la Société détenait 50 % des actions avec droit de vote de Canaccord Genuity (Australia) Limited (« CGAL »). La Société a aussi évalué son entente contractuelle avec les autres actionnaires et le contrôle qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles de CGAL et elle a déterminé qu'elle devrait procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (« IFRS 10 »), aux 31 mars 2018 et 2017. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL ont donc été consolidés. Même si elle détient 50 % des actions émises de CGAL, à des fins comptables, en date du 31 mars 2018, la Société est considérée comme détenant une participation de 58 % en raison des actions détenues par une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd; par conséquent, la Société a comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % (42 % au 31 mars 2017), représentant la portion de l'actif net identifiable de CGAL qui n'appartient pas à la Société. À la date d'acquisition, la participation ne donnant pas le contrôle a été établie au moyen de la méthode de la consolidation proportionnelle. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués à la participation ne donnant pas le contrôle et aux propriétaires de la société mère.

La Société a constitué des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc, afin de satisfaire à ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions de la Société. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des

tests de dépréciation chaque fois qu'il y a une indication que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice. Les immobilisations incorporelles identifiées à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les dépenses de développement des technologies d'un projet individuel sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique de l'actif en question. L'actif est comptabilisé au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement de l'actif commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être mis en service. L'actif est amorti sur la durée des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT »). La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris isolément à moins que l'actif ne génère pas des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs isolés sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Pour les périodes plus longues, un taux de croissance à long terme est calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés dans les catégories de charges qui correspondent à la fonction de l'actif déprécié.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou des UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés sauf si l'actif est comptabilisé à son montant réévalué, auquel cas la reprise est traitée comme une réévaluation positive.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs iront à la Société et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. La Société évalue ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire.

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de la transaction, et ceux générés par la vente de produits et services tarifés, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés comme une réduction des produits tirés des commissions.

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. Les produits tirés des prises fermes et des autres transactions de financement de sociétés sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation qui sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste consistent en des produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont constatés selon la date de transaction.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire à percevoir le paiement est établi.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés de nos services de courtage de correspondance et les produits tirés des frais d'administration.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat fiscal.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation, et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où ces différences sont générées par des participations dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle les différences temporaires s'inverseront et s'il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de la totalité ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs dans les états de la situation financière consolidés.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les employés participants peuvent recevoir des unités d'actions temporairement incessibles (« UATI ») dont les droits sont généralement acquis sur trois ans. Ce programme est connu sous le nom de RILT (ou le « régime »).

Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions différées (« UAD ») qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie. Pour l'exercice clos le 31 mars 2018, certains membres de la haute direction ont reçu, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions liées au rendement (« UALR ») qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie).

L'effet dilutif, le cas échéant, des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution.

Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de sorte que l'acquisition des droits rattachés à certaines UATI n'est plus nécessairement conditionnée par un emploi continu. À la suite de ce changement, les droits rattachés aux UATI continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. En raison de ce changement, la Société a déterminé que les attributions ne répondent pas, en substance, au critère de condition de service, tel qu'il est défini par l'IFRS 2. Par conséquent, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charge au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont par conséquent assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport. La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD et des UALR est passée à titre de charge au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits. Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société a également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Instruments financiers

Les instruments financiers représentent une partie importante de l'actif et du passif de la Société. Celle-ci a recours aux instruments financiers dans le cadre de ses activités de négociation et autres que de négociation. Les activités de négociation de la Société comprennent l'achat et la vente de titres à des fins de facilitation de transactions pour le compte de clients et la prise de positions de négociation à titre de contrepartiste dans le but de dégager un profit.

L'utilisation d'instruments financiers peut entraîner ou atténuer l'exposition aux risques de marché, de crédit ou de liquidité. Pour de plus amples renseignements sur la façon dont ces risques sont gérés, se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du présent rapport de gestion. Pour connaître les principales hypothèses qui ont été formulées pour évaluer les instruments financiers et autres instruments, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables critiques et estimations » du présent rapport de gestion. Pour de plus amples renseignements sur les instruments financiers de la Société, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2018.

CHANGE

La Société gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements de titres en monnaie étrangère en attente. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Au 31 mars 2018, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 17,7 millions \$ US, une diminution de 4,4 millions \$ US par rapport au 31 mars 2017. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 2,1 millions \$ US, une diminution de 0,8 million \$ US par rapport au 31 mars 2017. La juste valeur de ces contrats était négligeable. Certaines activités de la Société aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie divers contrats à terme standardisés afin d'essayer d'atténuer le risque de marché, le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Les contrats à terme standardisés sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'un actif sous-jacent, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négociait traditionnellement des contrats à terme standardisés sur des obligations des gouvernements du Canada et des États-Unis afin d'atténuer ses risques. Au 31 mars 2018, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations du Canada en cours s'établissait à une position acheteur de 0,1 million \$ (position acheteur de 0,5 million \$ au 31 mars 2017).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des obligations du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Aux 31 mars 2018 et 2017, il n'y avait aucun contrat à terme standardisé sur des bons du Trésor américain en cours.

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

Modifications futures des méthodes comptables et des estimations

La Société surveille les modifications potentielles qui sont proposées par l'International Accounting Standards Board et analyse l'incidence qu'elles pourraient avoir sur ses activités.

NORMES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

Les normes publiées qui pourraient raisonnablement avoir une incidence sur les états financiers de la Société, mais qui ne sont pas encore en vigueur, sont présentées ci-après.

IFRS 15, PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »). L'IFRS 15 établit un modèle unique en cinq étapes pour déterminer la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie provenant d'un contrat conclu avec un client. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'adoption anticipée est permise. L'IFRS 15 permet une application rétrospective modifiée ou intégrale. La Société adoptera l'IFRS 15 à compter de l'exercice se terminant le 31 mars 2019, selon l'approche rétrospective modifiée.

La Société a évalué l'incidence de l'IFRS 15 sur ses diverses sources de produits et les résultats de cette évaluation sont les suivants :

- Commissions et honoraires – La Société a conclu qu'il n'y aura pas de changement important dans le montant ni le calendrier des produits comptabilisés en vertu de la nouvelle norme, étant donné que le transfert des risques et des avantages liés aux services et le transfert du contrôle surviennent au même moment.
- Financement de sociétés – La Société a conclu que, de manière générale, l'IFRS 15 n'aura pas d'incidence sur le financement des sociétés, car les produits seront comptabilisés lorsque l'obligation de prestation sera remplie.
- Honoraires de consultation – La Société a conclu que, de manière générale, l'IFRS 15 n'aura pas d'incidence sur les honoraires de consultation, car les produits seront comptabilisés lorsque l'obligation de prestation sera remplie. Dans certains cas, les honoraires sont perçus selon les progrès réalisés et ne répondent pas aux exigences d'une obligation de prestation distincte. Selon l'IFRS 15, de tels paiements pourraient être différés jusqu'à ce que l'obligation de prestation soit remplie. L'incidence de ce changement sur le montant des produits comptabilisés au cours de l'exercice n'est pas significative.
- La négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les exigences en matière de présentation et d'informations à fournir de l'IFRS 15 sont plus détaillées que celles des normes en vigueur. Au moment de l'adoption de l'IFRS 15, la Société fournira de l'information relative à chaque source de produits de la Société, de façon à compléter les données liées aux produits qui sont actuellement présentées à la note sur les informations sectorielles. De nouvelles informations seront également présentées relativement au moment où les obligations de prestation de la Société seront remplies.

IFRS 9, INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), qui remplace les versions antérieures de l'IFRS 9 (2009, 2010 et 2013) et conclut le projet de l'IASB visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et elle doit être appliquée rétrospectivement, sauf à l'égard de la comptabilité de couverture. La Société adoptera l'IFRS 9 à compter de l'exercice se terminant le 31 mars 2019.

La Société a évalué l'incidence de l'IFRS 9 sur ses états financiers consolidés et les résultats de cette évaluation sont les suivants :

Classement des actifs et passifs financiers

L'IFRS 9 définit les exigences de comptabilisation et d'évaluation des actifs et passifs financiers. L'IFRS 9 établit une nouvelle approche de classement et d'évaluation pour les actifs financiers qui reflète le modèle économique suivi pour les gérer ainsi que les caractéristiques de leurs flux de trésorerie. L'IFRS 9 comprend trois principales catégories de classement pour les actifs financiers : évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») et à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »). L'IFRS 9 conserve la plupart des exigences de l'IAS 39 en matière de classement des passifs financiers. La Société prévoit de continuer à classer la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les titres détenus comme des actifs financiers évalués à la JVRN, et les créances clients comme étant des actifs financiers évalués au coût amorti. Le placement de la Société dans Euroclear, qui était classé comme étant disponible à la vente au 31 mars 2018, sera reclassé comme étant évalué à la JVAERG. Le classement des passifs financiers devrait rester le même selon l'IFRS 9.

Dépréciation d'actifs financiers

L'IFRS 9 met en place un nouveau modèle de dépréciation fondé sur les pertes de crédit attendues qui remplace l'ancien modèle de l'IAS 39 fondé sur les pertes subies. D'après son évaluation, la Société estime que les nouvelles exigences en matière de dépréciation n'auront pas d'incidence importante sur ses états financiers en raison de la nature à court terme des créances de la Société.

Exigence en matière de comptabilité de couverture

L'IFRS 9 offre davantage de flexibilité à l'égard des types d'opérations admissibles à la comptabilité de couverture. La Société prévoit que ce changement n'aura pas d'incidence significative sur ses états financiers consolidés lors de son adoption.

IFRS 16, CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), qui exige du preneur qu'il comptabilise les actifs et les passifs pour la plupart des contrats. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'adoption anticipée est permise, à condition que la nouvelle norme sur les produits des activités ordinaires, l'IFRS 15, ait été appliquée, ou soit appliquée à la même date que l'IFRS 16, selon une approche rétrospective intégrale ou modifiée. La Société prévoit adopter l'IFRS 16 pour son exercice se terminant le 31 mars 2020, mais elle n'a pas encore choisi de méthode de transition.

La Société estime que l'adoption d'IFRS 16 entraînera une augmentation des actifs et des passifs liés aux contrats de location. En raison de la comptabilisation des actifs et des passifs supplémentaires à l'égard des contrats de location, des charges d'amortissement plus élevées et des charges d'intérêts sur les passifs liés aux contrats de location seront comptabilisées selon l'IFRS 16 par rapport à la norme actuelle. Enfin, selon l'IFRS 16, la Société prévoit une réduction des sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation et une augmentation correspondante des sorties de trésorerie liées aux activités de financement par suite de l'adoption de l'IFRS 16. Actuellement, la Société cible et recueille des données relatives aux ententes existantes afin de déterminer l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16.

Se reporter à la note 4 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2018 pour de plus amples renseignements.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

En date du 31 mars 2018, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le Règlement 52-109. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures étaient efficaces en date du 31 mars 2018 et pendant l'exercice clos à cette date.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction, y compris le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du Règlement 52-109, qui vise à donner une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins externes selon les IFRS. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était conçu et fonctionnait efficacement en date du 31 mars 2018 et pendant l'exercice clos à cette date, et qu'il n'y avait aucune lacune importante au niveau du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

CHANGEMENT DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Gestion des risques

APERÇU

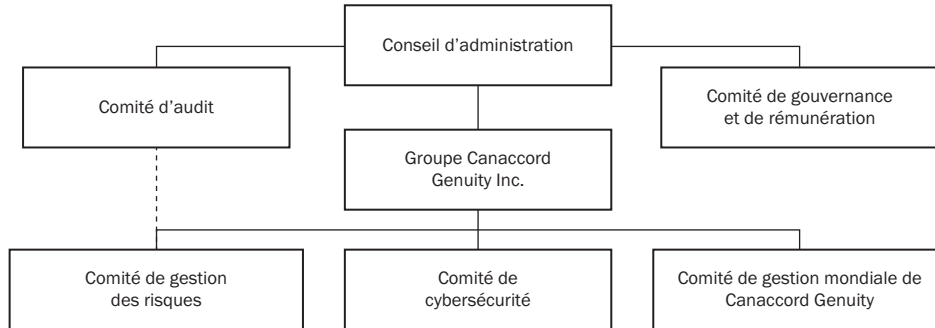
L'incertitude et le risque sont inhérents lorsque des activités sont menées sur les marchés financiers. À titre de participant actif aux marchés des capitaux canadien et international, la Société s'expose à des risques susceptibles d'entraîner des pertes financières. Les principaux risques de la Société sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel et d'autres risques. Par conséquent, la gestion des risques et la maîtrise de l'équilibre entre le risque et le rendement sont des éléments essentiels au maintien de la stabilité financière et de la rentabilité de la Société. Un cadre de gestion des risques efficace est donc partie intégrante du succès de Groupe Canaccord Genuity.

STRUCTURE DE GESTION DES RISQUES ET GOUVERNANCE

Le processus de gestion des risques rigoureux de la Société s'applique à un certain nombre de secteurs fonctionnels et exige des communications fréquentes, du jugement et une bonne connaissance de l'entreprise et de ses produits et marchés. La haute direction de la Société participe activement à la gestion des risques et a élaboré des politiques, des procédures et des rapports qui permettent à la Société d'évaluer et de maîtriser ses risques. Ces politiques et procédures sont constamment révisées et modifiées, car les activités, les marchés et les circonstances changent.

Dans le cadre de la philosophie de la Société en matière de risque, le prolongement de la première ligne de responsabilité en gestion des risques incombe aux directeurs de succursale, aux chefs de service et aux directeurs des bureaux de négociation (à l'intérieur de limites prescrites). La surveillance et le contrôle de l'exposition au risque de la Société sont menés par un large éventail de systèmes distincts, mais complémentaires, de présentation d'informations sur les finances, le crédit, l'exploitation, la conformité et l'aspect juridique.

La structure de gouvernance de la Société comprend ce qui suit :



Le conseil d'administration (« le conseil ») surveille le cadre de gestion des risques à l'échelle de la Société, dont la responsabilité est déléguée aux comités d'audit et de gestion des risques. Se reporter à la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société pour de plus amples renseignements sur le mandat des comités d'audit en ce qui a trait à la gestion des risques.

Le comité d'audit aide le conseil à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance en suivant de près l'efficacité des contrôles internes et de l'environnement de contrôle. En outre, il reçoit et examine diverses mises à jour trimestrielles et annuelles ainsi que des rapports sur les facteurs de risque importants et le programme général de gestion des risques.

Le comité de gestion des risques aide le conseil à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance de l'exposition au risque par rapport à l'appétence pour le risque et, de manière générale, du processus de gestion des risques. Le comité de gestion des risques est dirigé par le chef de la gestion des risques de la Société et les membres du comité comprennent le chef de la direction, le chef des finances et des représentants de la haute direction des entreprises productrices de revenus clés et des secteurs fonctionnels de la Société. Le comité de gestion des risques identifie, évalue et surveille les principaux risques auxquels la Société est exposée en examinant et en approuvant l'appétence pour le risque de Canaccord, de même que les politiques, procédures et limites/seuils relatifs aux risques de la Société.

La séparation des tâches et la surveillance exercée par la direction sont des aspects importants du cadre de gestion des risques de la Société. Cette dernière compte un certain nombre de fonctions indépendantes des entreprises productrices de revenus qui effectuent des activités de gestion des risques, dont la surveillance, l'évaluation et l'analyse des risques. Ces fonctions comprennent la gestion des risques d'entreprise, la conformité, l'exploitation, l'audit interne, la trésorerie, les finances, les technologies de l'information de même que les questions juridiques.

À l'exercice 2017, la Société a mis sur pied un comité mondial de cybersécurité pour aider à identifier, à surveiller et à gérer les risques propres aux réseaux informatiques, aux données et aux systèmes internes de la Société. Ce comité est présidé par le chef de la gestion des risques et les membres du comité comprennent des experts TI à l'échelle de la Société ainsi que des représentants des groupes des affaires juridiques, de la conformité, de l'audit interne et de l'exploitation. Le comité de cybersécurité se penche sur des questions comme l'évaluation du cyber-risque, les sauvegardes et contrôles informatiques, les risques liés aux tiers fournisseurs de services, la formation du personnel et les programmes de sensibilisation et plans d'intervention en cas d'incident.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque qu'une variation des cours ou de tout facteur de marché sous-jacent entraîne des pertes. Il incombe à chaque secteur de l'entreprise de s'assurer que sa position est prudente par rapport au risque de marché dans les limites de risque fixées par le comité de gestion des risques et approuvées par le comité d'audit.

La Société est exposée à un risque lié aux cours boursiers, à un risque de liquidité et à un risque de fluctuation du fait de ses activités de négociation de titres de participation comme contrepartiste. La Société est également exposée à un risque de taux d'intérêt, à un risque d'écart de taux et à un risque de liquidité précis à l'égard de ses transactions de négociation à titre de contrepartiste sur des titres à revenu fixe. En plus de la supervision et de l'examen actifs de ses activités de négociation par sa haute direction, Groupe Canaccord Genuity atténue son exposition au risque par l'application de diverses limites pour contrôler la concentration, la répartition et l'utilisation du capital, ainsi que de politiques et directives en matière de négociation. La Société gère et surveille ses risques dans ce domaine en appliquant des mesures quantitatives et qualitatives, à l'échelle de la Société ainsi que par pupitre de négociation et par négociateur. Groupe Canaccord Genuity exploite un système d'analyse de scénarios et de mesure de la valeur à risque (« VaR ») pour son portefeuille de titres de participation et de titres à revenu fixe. De plus, la direction examine et surveille régulièrement le niveau des stocks et les positions, les résultats des transactions de négociation, la situation de trésorerie, l'âge des positions et les niveaux de concentration. Par conséquent, la Société s'assure qu'elle est bien diversifiée en ce qui a trait aux facteurs de risque de marché et que ses activités de négociation respectent les niveaux de tolérance au risque établis par la haute direction.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Les activités de négociation des clients du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et des secteurs d'activité sur marge de particuliers sont la principale source de risque de crédit pour Groupe Canaccord Genuity. Pour réduire au minimum son exposition financière dans ce domaine, la Société applique certaines normes de crédit et effectue des examens financiers à l'égard de clients et des nouveaux comptes.

La Société fournit à ses clients un financement sous forme de prêt sur marge. Dans le cadre d'un prêt sur marge, la Société consent un crédit pour une tranche de la valeur marchande des titres dans le compte d'un client, jusqu'à concurrence de certains plafonds. Les prêts sur marge sont garantis par ces titres dans le compte du client. Dans le cadre de ces activités de prêt, la Société est confrontée à un risque de perte financière dans le cas où un client ne répond pas à un appel de marge si les cours des titres détenus en garantie baissent et si la Société est dans l'impossibilité de tirer une valeur suffisante de ces titres. Aux fins des prêts sur marge, la Société a établi des plafonds fondés sur le risque qui sont généralement plus restrictifs que ceux qui sont exigés par les politiques réglementaires applicables. En outre, la Société a établi des limites à l'égard des prêts consentis sur un titre individuel ou un groupe de titres dans un seul secteur afin de restreindre le risque de concentration.

L'octroi des crédits au moyen de prêts sur marge est supervisé par le comité du crédit de la Société. Le comité se réunit régulièrement afin d'examiner et d'analyser les risques de crédit de la Société, dont les importants prêts aux particuliers, la qualité de la garantie, les ratios de couverture des prêts et le risque de concentration. Il se réunit également, au besoin, pour discuter de toute nouvelle entente de prêt proposée par la haute direction.

La Société est aussi exposée à un risque de perte financière lié aux activités de négociation de ses clients dans le cas où celles-ci se traduisent par des montants exigibles ou en souffrance dans les comptes au comptant partiellement garantis. La Société a conçu un certain nombre de contrôles dans son système de gestion des ordres d'achat et de vente automatisé afin que les transactions par compte individuel et par conseiller individuel soient faites en conformité avec les plafonds et les paramètres de risque établis.

La Société se livre à diverses activités de négociation et de courtage dans le cadre desquelles les contreparties sont principalement des courtiers en valeurs mobilières, des banques, des chambres de compensation, des Bourses, des intermédiaires financiers et d'autres institutions financières. Ces activités comprennent l'activité de placement pour compte, la négociation à titre de contrepartiste, l'emprunt et le prêt de titres de même que la signature de conventions de mise en pension et de prise en pension de titres. Lorsque les contreparties ne remplissent pas leurs obligations, la Société peut être exposée à un risque. Le risque de défaut d'exécution dépend de la solvabilité de la contrepartie ou de l'émetteur de l'instrument. La Société gère ce risque en imposant pour chaque contrepartie des limites de négociation et de position individuelles et générales, qu'elle surveille, au sein de chaque segment commercial, et elle passe régulièrement en revue le crédit des contreparties financières, examine les concentrations de titres et de prêts, détient et évalue à la valeur du marché la garantie sur certaines transactions et fait affaire avec certains organismes de compensation qui garantissent l'exécution.

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses dans les frais d'administration. Toute perte réelle découlant des activités de négociation de ses clients ou qui s'y rapporte, selon ce qui est exposé ci-dessus, est imputée à cette provision. Par le passé, cette provision a suffi à couvrir les pertes réelles.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est le risque de perte résultant de processus internes inadéquats ou ayant échoué, de fraudes, de gens et de systèmes, ou d'autres événements externes, comme des désastres ou des menaces pour la sécurité. Le risque opérationnel est présent dans l'ensemble des activités de la Société, y compris les processus, les systèmes et les contrôles utilisés pour la gestion d'autres risques. L'incapacité de gérer le risque opérationnel peut entraîner une perte financière, une atteinte à la réputation, des amendes réglementaires et l'incapacité à gérer les risques de marché ou de crédit.

La Société exerce ses activités sur différents marchés et s'en remet à ses employés et à ses systèmes pour traiter un nombre élevé de transactions. Pour atténuer ce risque, la Société a créé un système de contrôles internes et d'automatismes régulateurs aux niveaux appropriés qui comportent notamment le rapprochement des transactions au jour le jour, des procédures de contrôle liées à la compensation et au règlement, des transactions et des limites de valeur quotidiennes de toutes les applications de négociation, des contrôles des liquidités, de la sécurité physique, des procédures d'examen indépendant, des normes relatives à la documentation, des procédures de facturation et de perception ainsi que des contrôles d'autorisation et de traitement à l'égard des transactions et des comptes. De plus, la Société a mis sur pied un programme axé sur le risque opérationnel (se reporter à la rubrique « Contrôle et autoévaluation des risques » ci-après) qui aide Groupe Canaccord Genuity à mesurer, à gérer, à signaler et à surveiller les questions concernant le risque opérationnel. La Société a également des procédures de reprise après sinistre, des plans de poursuite des activités et des redondances intégrées en cas de panne de système ou de défaillance technique. En outre, la Société conclut des ententes de service avec des tiers et a recours à des audits de sécurité, le cas échéant.

Contrôle et autoévaluation des risques

Le contrôle et l'autoévaluation des risques ont pour but :

- de recenser et d'évaluer les principaux risques inhérents à l'entreprise et de les catégoriser en fonction de leur gravité et de leur fréquence;
- d'évaluer l'efficacité des contrôles mis en place à l'égard de ces risques principaux;

- d'atténuer les risques par l'établissement de plans d'action visant à améliorer l'environnement de contrôle, au besoin;
- de fournir aux membres de la direction une approche uniforme pour articuler et communiquer les profils de risque de leur domaine de responsabilité;
- de satisfaire aux exigences réglementaires et aux normes sectorielles.

La Société a mis en place un processus visant à établir quels sont les objectifs stratégiques de chaque groupe, unité ou service et à recenser, à évaluer et à quantifier les risques opérationnels qui restreignent la capacité de la Société d'atteindre ces objectifs. Les résultats du contrôle et de l'autoévaluation des risques servent spécifiquement à calculer les exigences du capital de risque opérationnel réglementaire pour les activités au Royaume-Uni et l'exposition au risque opérationnel dans l'ensemble des régions. Le contrôle et l'autoévaluation des risques sont mis à jour périodiquement et les résultats sont présentés au comité de gestion des risques et au comité d'audit.

AUTRES RISQUES

Les autres risques englobent les risques qui peuvent avoir une incidence importante défavorable sur les activités, mais qui sont de nature autre que le risque de marché ou de crédit ou le risque opérationnel.

Risque réglementaire et risque juridique

Le risque réglementaire résulte de la non-conformité aux exigences réglementaires, ce qui pourrait entraîner des amendes ou des sanctions. La Société a établi des procédures afin de s'assurer de respecter toutes les exigences légales et réglementaires pertinentes de chaque territoire dans lequel elle exerce ses activités. Ces procédures comprennent le traitement de certaines questions comme les exigences en matière de capital réglementaire, les exigences d'information, les contrôles internes à l'égard de l'information financière, les pratiques en matière de vente et de négociation, l'utilisation et la garde des fonds de la clientèle, l'utilisation et la garde des données des clients, l'octroi de crédit, la perception, la lutte contre le blanchiment d'argent, les délits d'initiés, l'inconduite d'employés, les conflits d'intérêts et la tenue des comptes.

Le risque juridique découle des possibilités de poursuites au criminel ou de poursuites civiles ou réglementaires intentées contre la Société qui pourraient nuire considérablement aux affaires, aux activités ou à la situation financière de la Société. La Société compte un conseiller juridique en interne en plus d'avoir accès à un conseiller juridique externe pour l'aider à traiter des questions juridiques liées à l'exploitation et pour défendre ses intérêts dans le cadre de diverses poursuites.

Les pertes ou les coûts associés aux questions courantes d'ordre réglementaire et juridique sont inclus dans les frais d'administration dans les états financiers consolidés audités de la Société.

La Société fournit des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocie leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970* (le « Bank Secrecy Act ») et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, FIN-2014-G001 (les « indications du FinCEN ») portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN). Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable que le risque entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue des telles procédures s'avérait favorable pour la Société. La Société a déterminé que ces procédures sont peu probables et, par conséquent, n'a pas comptabilisé de provision à cet effet.

Risque de cybersécurité

Le risque de cybersécurité est le risque que les réseaux informatiques, les données ou les systèmes internes de la Société soient endommagés, sabotés, détournés ou volés, qu'on y accède sans autorisation ou qu'ils fassent l'objet d'attaques. Ce risque découle de l'interrelation existante entre les activités de la Société et les clients, les fournisseurs, les partenaires et le public par l'entremise d'Internet et d'autres réseaux. Étant donné cette interrelation, les tiers avec lesquels la Société fait des affaires ou qui favorisent les activités de la Société peuvent également être une source de risque de cybersécurité. La Société consacre beaucoup d'efforts et de ressources pour se défendre contre le risque de cybersécurité et l'atténuer, y compris en accroissant la sensibilisation au sein de la Société en offrant un programme de formation sur la cybersécurité à l'ensemble du personnel. La gestion du risque de cybersécurité par la Société ainsi que les incidents signalés sont présentés régulièrement à la haute direction par l'entremise du comité de cybersécurité et du comité d'audit du conseil d'administration.

Risque de réputation

Le risque de réputation est le risque qu'une activité entreprise, ou qu'une activité présumée avoir été entreprise par une société ou ses représentants ternisse son image au sein de la collectivité ou mine la confiance du public à son égard, entraînant un ralentissement des produits des activités ordinaires, des poursuites ou un accroissement de la surveillance réglementaire. Le risque de réputation peut découler de défaillances d'ordre opérationnel, de la non-conformité aux lois et aux règlements d'une couverture médiatique défavorable, ou au fait d'agir comme chef de file dans le cadre d'une opération de financement non réussie. La Société pourrait faire face au risque de réputation découlant de son association avec des clients passés ou présents de ses activités de financement de sociétés qui sont visés par un examen réglementaire ou judiciaire. Le risque de réputation peut aussi se refléter dans la satisfaction de la clientèle et les notations externes, comme des rapports d'analystes de titres de participation. En plus de ses divers contrôles, politiques et procédures en matière de gestion des risques, la Société s'est dotée d'un code d'éthique et de conduite des affaires officiel et d'un programme intégré axé sur la commercialisation, la marque, les communications et les relations avec les investisseurs afin de l'aider à gérer et à soutenir la réputation de la Société.

RISQUE DE CONTRÔLE

Au 31 mars 2018, les hauts dirigeants et administrateurs de la Société détenaient collectivement environ 9,3 % des actions ordinaires émises et en circulation de Groupe Canaccord Genuity Inc. (13,7 % des actions ordinaires après dilution). Si un nombre suffisant de ces actionnaires agissent ou votent ensemble, ils pourront exercer une influence importante sur toute question qui nécessite l'approbation des actionnaires, y compris l'élection des administrateurs de la Société, les modifications à ses statuts, les fusions et les plans d'arrangement en vertu des lois canadiennes, les fusions ou la vente d'une partie importante de ses actifs. Cela pourrait empêcher Groupe Canaccord Genuity de conclure des transactions qui pourraient être bénéfiques à la Société ou à ses autres actionnaires. De plus, des tierces parties pourraient ne pas être intéressées à présenter une offre publique d'achat visant l'acquisition d'une partie ou de la totalité des actions ordinaires en circulation de la Société.

Tout changement marqué de ces participations par suite de la vente ou d'une autre cession, ou toute acquisition importante par d'autres des actions ordinaires sur le marché libre ou dans le cadre de transactions de gré à gré, pourrait entraîner un changement de contrôle et des modifications dans les objectifs ou les pratiques de l'entreprise, ce qui pourrait influencer sur la rentabilité de la Société.

Restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires

Les restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires énoncées dans les statuts de Groupe Canaccord Genuity Inc. pour empêcher des changements de contrôle non autorisés sans le consentement des autorités de réglementation pourraient, dans certains cas, influencer sur la négociabilité et la liquidité des actions ordinaires.

Facteurs de risque

Pour plus de renseignements sur chacun des facteurs de risque qui s'applique aux activités de la Société et au secteur dans lequel elle exerce ses activités, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société. Ces risques englobent, sans s'y restreindre nécessairement, ceux qui sont décrits dans la notice annuelle. Les investisseurs devraient examiner attentivement les renseignements sur les risques ainsi que d'autres renseignements présentés dans le présent document avant de prendre des décisions de placement. Il convient de noter que la liste n'est pas exhaustive, mais elle répertorie les risques que la Société juge d'une pertinence particulière. D'autres facteurs de risque peuvent exister.

Un rapport sur les risques figure dans la notice annuelle.

Politique en matière de dividendes

Des dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Déclaration de dividende

Le 6 juin 2018, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,12 \$ par action ordinaire payable le 3 juillet 2018 aux actionnaires inscrits le 22 juin 2018. Ce dividende est composé d'un dividende trimestriel de base de 0,01 \$ et d'un dividende supplémentaire de 0,11 \$, comme indiqué ci-après.

La politique de dividende entrée en vigueur le 31 mars 2017 reflète l'engagement de la Société à remettre une partie du résultat aux actionnaires, compte tenu de la variabilité inhérente à ses activités, lesquelles sont touchées par la conjoncture générale sur les marchés des obligations et des actions, et du marché des actions dans des secteurs de croissance spécifiques. Dans le cadre de cette politique, la Société prévoit verser de 25 % à 50 % du résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires chaque année. La politique est de payer un dividende trimestriel de 0,01 \$ par action ordinaire, qui sera déclaré et versé tous les trimestres à compter du quatrième trimestre de l'exercice 2017. À la fin de chaque exercice, le conseil examinera la situation du capital de la Société à la lumière du contexte de marché, selon les exigences en matière de répartition du capital pour ses priorités stratégiques, et déterminera si un dividende supplémentaire devrait être versé. Les dividendes supplémentaires, si la Société en déclare, peuvent varier de façon importante d'un exercice à l'autre étant donné la nature du contexte d'exploitation de la Société et du besoin éventuel de conserver des liquidités dans le cadre de certaines occasions de croissance. Des dividendes devraient être déclarés et payés de façon continue, mais le conseil d'administration

en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Le 6 juin 2018, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A et un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C, tous deux payables le 3 juillet 2018 aux actionnaires inscrits le 22 juin 2018.

Renseignements supplémentaires

D'autres renseignements concernant le Groupe Canaccord Genuity Inc., y compris notre notice annuelle, se trouvent sur notre site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Rapport des auditeurs indépendants

Aux actionnaires de
Groupe Canaccord Genuity Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Groupe Canaccord Genuity Inc. qui comprennent les états de la situation financière consolidés aux 31 mars 2018 et 2017 et les comptes de résultat consolidés, les états du résultat global consolidés, les états des variations des capitaux propres consolidés et les tableaux des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Groupe Canaccord Genuity Inc. aux 31 mars 2018 et 2017, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates conformément aux Normes internationales d'information financière.

Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L.

Toronto, Canada
Le 6 juin 2018

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

États de la situation financière consolidés

Aux (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 mars 2018	31 mars 2017
ACTIF			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		862 838 \$	677 769 \$
Titres détenus	6	469 217	784 230
Créances clients	9, 22	2 215 837	3 395 736
Impôt sur le résultat à recevoir		1 170	1 085
Total des actifs courants		3 549 062	4 858 820
Actifs d'impôt différé	14	19 941	15 323
Placements	10	2 035	2 829
Matériel et aménagements des locaux loués	11	30 967	31 479
Immobilisations incorporelles	13	160 757	102 799
Goodwill	13	257 974	192 266
		4 020 736 \$	5 203 516 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs courants			
Dettes bancaires	7	— \$	25 280 \$
Titres vendus à découvert	6	301 006	645 742
Dettes fournisseurs et charges à payer	9, 22	2 638 954	3 669 883
Provisions	26	8 428	11 793
Impôt sur le résultat à payer		7 851	10 093
Dettes subordonnées	15	7 500	7 500
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	16	9 679	—
Total des passifs courants		2 973 418	4 370 291
Passifs d'impôt différé	14	13 715	140
Débetures convertibles	17	57 081	56 442
Contrepartie différée	7, 12	9 997	—
Contrepartie éventuelle	7, 12	49 844	—
Emprunt bancaire	16	61 758	—
		3 165 813	4 426 873
Capitaux propres			
Actions privilégiées	18	205 641	205 641
Actions ordinaires	19	649 846	641 449
Composante capitaux propres des débetures convertibles	17	2 604	2 604
Bons de souscription	19	1 975	1 975
Surplus d'apport		145 426	85 405
Résultats non distribués (déficit)		(277 472)	(267 559)
Cumul des autres éléments du résultat global		113 332	95 270
Total des capitaux propres		841 352	764 785
Participations ne donnant pas le contrôle	8	13 571	11 858
Total des capitaux propres		854 923	776 643
		4 020 736 \$	5 203 516 \$

Voir les notes ci-jointes.

Au nom du conseil d'administration,

« Daniel Daviau »

« Terrence A. Lyons »

DANIEL DAVIAU
Administrateur

TERRENCE A. LYONS
Administrateur

Comptes de résultat consolidés

Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	31 mars 2018	31 mars 2017
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES			
Commissions et honoraires		461 937 \$	396 741 \$
Financement de sociétés		282 195	196 129
Honoraires de consultation		122 372	130 749
Négociation à titre de contrepartiste		113 921	119 040
Intérêts		27 875	16 847
Autres		14 577	20 040
		1 022 877	879 546
CHARGES			
Rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions		94 600	40 322
Rémunération au rendement dont les paiements ne sont pas fondés sur des actions		480 369	414 676
Charges salariales		99 239	85 698
Frais de négociation		68 209	65 211
Locaux et matériel		39 605	42 286
Communications et technologie		56 346	52 381
Intérêts		18 437	12 744
Frais d'administration		83 982	79 011
Amortissement	11, 13	24 007	21 124
Frais de développement		7 664	12 209
Frais de restructuration	26	7 643	—
Frais connexes aux acquisitions		6 732	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée		298	—
		987 131 \$	825 662 \$
Résultat avant impôt sur le résultat		35 746	53 884
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	14		
Exigible		20 620	16 322
Différé		(1 951)	(5 624)
		18 669	10 698
Résultat net de l'exercice		17 077 \$	43 186 \$
Résultat net attribuable aux :			
Actionnaires de GCGI		13 024 \$	38 103 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	8	4 053 \$	5 083 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)			
De base	19	92 587	91 657
Après dilution	19	110 862	101 149
Résultat par action ordinaire			
De base	19	0,04 \$	0,29 \$
Après dilution	19	0,03 \$	0,27 \$
Dividendes par action privilégiée de série A	20	0,9712 \$	1,173 \$
Dividendes par action privilégiée de série C	20	1,2482 \$	1,4375 \$
Dividendes par action ordinaire	20	0,15 \$	0,10 \$

Voir les notes cjointes.

États du résultat global consolidés

Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)	31 mars 2018	31 mars 2017
Résultat net de l'exercice	17 077 \$	43 186 \$
Autres éléments du résultat global		
Profits de change réalisés à la cession d'un établissement à l'étranger au cours de l'exercice	—	(1 560)
Variation nette de l'évaluation des placements disponibles à la vente, nette de l'impôt	2 993	—
Variation nette des profits latents (pertes latentes) à la conversion des établissements à l'étranger, nette de l'impôt	15 671	(37 889)
Résultat global de l'exercice	35 741 \$	3 737 \$
Résultat global attribuable aux :		
Actionnaires de GCGI	31 086 \$	(1 510) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	4 655 \$	5 247 \$

Voir les notes ci-jointes.

États des variations des capitaux propres consolidés

Aux 31 mars et pour les exercices clos à cette date (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 mars 2018	31 mars 2017
Actions privilégiées au début et à la fin de la période	18	205 641 \$	205 641 \$
Actions ordinaires au début de la période		641 449	617 756
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions		101	17 898
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT)		(28 093)	(47 061)
Actions émises dans le cadre du placement privé		—	26 601
Actions ordinaires dont les droits sont acquis libérées par les fiduciaires pour les avantages du personnel		32 121	21 878
Actions annulées		—	(1 356)
Prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		4 268	5 733
Actions ordinaires à la fin de la période	19	649 846	641 449
Bons de souscription au début et à la fin de la période		1 975	1 975
Débiteures convertibles – capitaux propres, au début et à la fin de la période		2 604	2 604
Surplus d'apport au début de la période		85 405	86 235
Paiements fondés sur des actions		60 460	3 139
Actions annulées		—	324
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		(1 427)	(4 293)
Variation de l'actif d'impôt différé lié aux paiements fondés sur des actions		988	—
Surplus d'apport à la fin de la période		145 426	85 405
Résultats non distribués (déficit) au début de la période		(267 559)	(294 586)
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI		13 024	38 103
Dividendes sur actions ordinaires	20	(13 344)	—
Dividendes sur actions privilégiées	20	(9 593)	(11 076)
Résultats non distribués (déficit) à la fin de la période		(277 472)	(267 559)
Cumul des autres éléments du résultat global au début de la période		95 270	134 883
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires de GCGI		18 062	(39 613)
Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de la période		113 332	95 270
Total des capitaux propres		841 352	764 785
Participations ne donnant pas le contrôle au début de la période		11 858	8 722
Effet de change sur les participations ne donnant pas le contrôle		503	409
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		4 655	5 247
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(3 445)	(2 520)
Participations ne donnant pas le contrôle à la fin de la période		13 571	11 858
Total des capitaux propres		854 923 \$	776 643 \$

Voir les notes ci-jointes.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés

Notes	31 mars 2018	31 mars 2017
Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)		
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
	17 077 \$	43 186 \$
Résultat net de l'exercice		
Éléments sans effet de trésorerie		
Amortissement	24 007	21 124
Recouvrement d'impôt différé	(1 951)	(5 624)
Charge au titre de paiements fondés sur des actions	95 357	40 322
Dépréciation du placement dans une société à capital fermé	—	2 390
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	298	—
Variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement		
Diminution (augmentation) des titres détenus	314 871	(219 496)
Diminution (augmentation) des créances clients	1 185 922	(1 394 913)
Augmentation de l'impôt sur le résultat à payer, montant net	8 582	18 514
(Diminution) augmentation des titres vendus à découvert	(344 736)	218 307
(Diminution) augmentation des dettes fournisseurs, des charges à payer et des provisions	(1 055 366)	1 513 070
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	244 061	236 880
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
(Diminution) augmentation de la dette bancaire	(25 280)	10 370
Achat d'actions aux fins d'annulation	—	(360)
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du RILT	(28 093)	(47 061)
Produit tiré du placement privé	—	28 321
Remboursement de la dette subordonnée	—	(7 500)
Produit d'un emprunt bancaire	66 016	—
Produit tiré des débetures convertibles	—	60 000
Dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires	(13 345)	—
Dividendes en espèces versés sur les actions privilégiées	(9 592)	(11 076)
Trésorerie versée au titre du régime incitatif de CSH	—	(1 905)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(10 294)	30 789
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Achat de matériel et aménagements des locaux loués	(6 311)	(5 202)
Acquisition de Hargreave Hale Limited, nette de la trésorerie acquise	(54 051)	—
Participation dans une entreprise associée	(2 500)	—
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(795)	(440)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(63 657)	(5 642)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie	14 959	(12 587)
Augmentation de la situation de trésorerie	185 069	249 440
Situation de trésorerie au début de l'exercice	677 769	428 329
Situation de trésorerie à la fin de l'exercice	862 838	677 769
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie		
Intérêts reçus	27 900 \$	12 571 \$
Intérêts payés	17 470 \$	11 009 \$
Impôt sur le résultat payé	24 023 \$	10 385 \$

Voir les notes ci-jointes.

Notes des états financiers consolidés

Aux 31 mars 2018 et 2017

et pour les exercices clos à ces dates

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

NOTE 01 Renseignements sur l'entreprise

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la « Société » ou « GCGL »), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Australie, en Chine et à Dubaï. La Société a aussi des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, et en Australie. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Groupe Canaccord Genuity Inc. a été constitué le 14 février 1997 lorsqu'il a déposé un mémoire et des statuts auprès du directeur du registre des sociétés (Registrar of Companies) de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée Company Act (Colombie-Britannique); il est maintenu sous le régime de la loi intitulée Business Corporations Act (Colombie-Britannique). Le siège social de la Société est situé au Suite 2200 – 609 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1H2, et son bureau principal est situé au Suite 400 – 725 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1G5.

Les actions ordinaires de la Société sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de la Société sont négociées à la TSX sous le symbole CF.PR.A. Les actions privilégiées de série C de la Société sont négociées à la TSX sous le symbole CF.PR.C.

Les produits et le résultat tirés des activités de la Société connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de celle-ci sont assujetties à la situation générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

NOTE 02 Base d'établissement

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Les présents états financiers consolidés audités sont fondés sur le coût historique, sauf pour les placements, les titres détenus, les titres vendus à découvert et certains actifs non courants dépréciés, qui ont été évalués à la juste valeur, comme il est prescrit par les méthodes comptables pertinentes.

Les présents états financiers consolidés audités sont présentés en dollars canadiens et toutes les valeurs le sont en milliers de dollars, sauf indication contraire.

Le conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés audités le 6 juin 2018.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société, de ses filiales et d'entités ad hoc contrôlées.

Les résultats financiers d'une filiale ou d'une entité ad hoc contrôlée sont consolidés si la Société acquiert le contrôle. Il y a contrôle lorsqu'une entité détient le pouvoir sur une entité émettrice, qu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci.

Les résultats des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont inclus dans les comptes de résultat à compter de la date réelle de l'acquisition ou jusqu'à la date réelle de la cession, selon le cas.

Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés. Dans les cas où une méthode comptable d'une filiale diffère des méthodes comptables de la Société, la Société a effectué les ajustements appropriés pour assurer leur conformité aux fins de la préparation des présents états financiers consolidés. Les états financiers des filiales sont dressés pour la même période de présentation de l'information financière que ceux de la société mère.

UTILISATION DE JUGEMENTS, D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

La préparation des présents états financiers consolidés exige de la direction qu'elle porte des jugements, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs, sur les notes explicatives et sur l'information à fournir à l'égard des passifs éventuels à la date de clôture. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts

liés aux logiciels ainsi que les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée et déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquies en lien avec l'acquisition de Hargreave Hale (note 12).

Consolidation

Au 31 mars 2018, la Société détenait 50 % des actions avec droit de vote de Canaccord Genuity (Australia) Limited (CGAL). La Société a aussi évalué ses ententes contractuelles avec les autres actionnaires de CGAL et le contrôle qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles de CGAL et elle a déterminé qu'elle devait procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (« IFRS 10 »), aux 31 mars 2018 et 2017. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL ont donc été consolidés. Même si la Société détenait 50 % des actions émises de CGAL au 31 mars 2018, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 58 % en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. Par conséquent, la Société a consolidé l'entité et comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % au 31 mars 2018 (42 % au 31 mars 2017), ce qui représente la portion de l'actif net identifiable de CGAL qui n'appartient pas à la Société. À la date d'acquisition, la participation ne donnant pas le contrôle a été établie au moyen de la méthode de la consolidation proportionnelle. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués à la participation ne donnant pas le contrôle et aux propriétaires de la société mère.

La Société détient des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc (note 21), afin de remplir ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que des avantages économiques iront à la Société et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. Il peut toutefois être nécessaire de faire une estimation pour établir le montant des produits des activités ordinaires qui peut être comptabilisé ainsi que le moment où les transactions de financement de sociétés ou de consultation sous-jacentes sont quasi achevées.

Paiements fondés sur des actions

La Société détermine le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres et des transactions réglées en trésorerie conclues avec des employés et des administrateurs selon la juste valeur des attributions. La juste valeur est calculée d'après les cours du marché observables ou au moyen d'un modèle d'évaluation approprié. Le recours à des modèles d'évaluation des options aux fins de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation d'hypothèses hautement subjectives, notamment la volatilité attendue des cours, la déchéance attendue, la durée de vie attendue de l'attribution et le taux de dividende attendu. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Les hypothèses et modèles utilisés pour l'estimation de la juste valeur des paiements fondés sur des actions, le cas échéant, figurent à la note 21.

Impôt sur le résultat et évaluation de l'impôt différé

La comptabilisation des passifs d'impôt sur le résultat exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle porte des jugements à l'égard du résultat ultime des déclarations et des cotisations fiscales. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La Société exerce ses activités dans diverses juridictions fiscales et est assujettie à des cotisations individuelles par ces juridictions. Les déclarations fiscales peuvent faire intervenir des questions complexes dont la résolution peut se prolonger considérablement en cas d'un litige ou d'une nouvelle cotisation par les administrations fiscales. Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables auxquels ces pertes fiscales pourront être imputées. La direction doit faire preuve de beaucoup de jugement pour déterminer le montant de l'actif d'impôt différé qui peut être comptabilisé en fonction du moment où les bénéfices imposables futurs seront réalisés et de leur montant.

L'interprétation de règlements fiscaux complexes, la modification de la législation fiscale et le montant des bénéfices imposables futurs, ainsi que le moment où ils seront réalisés, comportent de nombreuses incertitudes. La Société établit des provisions pour impôt d'après des estimations raisonnables à l'égard des conséquences possibles des contrôles par l'administration fiscale respective des pays dans lesquels elle exerce ses activités. Le montant de ces provisions est fondé sur divers facteurs, comme l'expérience de contrôles fiscaux précédents de la Société.

Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois l'an ou lorsqu'un événement ou un changement de circonstances indique qu'une dépréciation a pu se produire, afin d'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») à laquelle le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont attribués est supérieure ou égale à leur valeur comptable.

Pour déterminer la valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité, la direction a recours à des modèles d'évaluation qui prennent en compte des facteurs comme le résultat projeté, le multiple cours-bénéfice, l'exonération des redevances liées aux marques et les taux d'actualisation. La direction doit faire preuve de jugement pour choisir l'approche de détermination de la valeur recouvrable et formuler les hypothèses requises. Ce jugement peut influencer

sur la valeur recouvrable et sur toute réduction de valeur pour dépréciation. Les hypothèses clés utilisées pour déterminer les valeurs recouvrables des diverses UGT sont présentées à la note 13.

Dépréciation des autres actifs à long terme

La Société évalue ses actifs à long terme amortissables chaque date de clôture pour déterminer s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT contenant l'actif au moyen des meilleures estimations de la direction et de l'information disponible.

Provision pour pertes sur créances

La Société comptabilise des provisions pour pertes sur créances associées aux créances clients, prêts, avances et autres créances. La Société constitue une provision pour pertes sur créances en fonction de l'estimation faite par la direction des valeurs non recouvrables probables. Il faut faire preuve de jugement à l'égard du moment où il faut constituer une provision pour pertes sur créances et du montant des provisions spécifiques requises, en tenant compte de la solvabilité de la contrepartie, des tendances économiques actuelles et de l'expérience. Les soldes des créances clients sont en général garantis par des titres; par conséquent, la provision est habituellement établie après avoir tenu compte de la valeur de marché de la garantie, le cas échéant.

Juste valeur des instruments financiers

La Société évalue ses instruments financiers à la juste valeur. La juste valeur est calculée d'après les cours de marché fournis par des sources indépendantes, s'ils sont disponibles. Si aucun cours de marché n'est disponible, la juste valeur est calculée au moyen de modèles d'évaluation. Les données utilisées dans ces modèles, comme la volatilité attendue et les décotes de liquidité, proviennent de données de marché observables, si possible, mais si aucune donnée observable n'est disponible, le jugement est requis pour sélectionner ou déterminer les données à utiliser pour le modèle d'évaluation de la juste valeur.

L'estimation des facteurs qui peuvent influencer sur la juste valeur et l'estimation des justes valeurs en général comporte inévitablement un degré d'incertitude et d'imprécision, surtout lorsqu'aucune donnée observable n'est disponible. Toute modification des hypothèses et des données utilisées pour évaluer les instruments financiers pourrait avoir une incidence sur les justes valeurs présentées.

Provisions

La Société comptabilise une provision pour les questions juridiques en suspens ou en cours et les enquêtes réglementaires. La détermination des provisions liées aux questions juridiques fait appel au jugement de la direction après consultation d'un conseiller juridique, qui prend en compte des facteurs comme le montant de la réclamation, la possibilité d'une action fautive d'un employé de la Société et les précédents. Des provisions pour litiges éventuels sont comptabilisées par la Société lorsqu'il est probable que celle-ci subira une perte par suite d'un événement passé et que le montant de la perte peut être estimé de manière fiable. La Société comptabilise également des provisions liées aux frais de restructuration lorsque les critères de comptabilisation s'appliquant à ces provisions sont respectés.

NOTE 03 Adoption de nouvelles normes et de normes révisées

La Société n'a adopté aucune nouvelle norme ou norme révisée au cours de l'exercice.

NOTE 04 Modifications futures des méthodes comptables

Normes publiées, mais non encore en vigueur

Les normes publiées qui pourraient raisonnablement avoir une incidence sur les états financiers de la Société, mais qui ne sont pas encore en vigueur, sont présentées ci-après.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »). L'IFRS 15 établit un modèle unique en cinq étapes pour déterminer la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie provenant d'un contrat conclu avec un client. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'adoption anticipée est permise. L'IFRS 15 permet une application rétrospective modifiée ou intégrale. La Société adoptera l'IFRS 15 à compter de l'exercice se terminant le 31 mars 2019, selon l'approche rétrospective modifiée.

La Société a évalué l'incidence de l'IFRS 15 sur ses diverses sources de produits et les résultats de cette évaluation sont les suivants :

- Commissions et honoraires – La Société a conclu qu'il n'y aura pas de changement important dans le montant ni le calendrier des produits comptabilisés en vertu de la nouvelle norme, étant donné que le transfert des risques et des avantages liés aux services et le transfert du contrôle surviennent au même moment.
- Financement de sociétés – La Société a conclu que, de manière générale, l'IFRS 15 n'aura pas d'incidence sur le financement de sociétés, car les produits seront comptabilisés lorsque l'obligation de prestation sera remplie.

- Honoraires de consultation – La Société a conclu que, de manière générale, l'IFRS 15 n'aura pas d'incidence sur les honoraires de consultation, car les produits seront comptabilisés lorsque l'obligation de prestation sera remplie. Dans certains cas, les honoraires sont perçus selon les progrès réalisés et ne répondent pas aux exigences d'une obligation de prestation distincte. Selon l'IFRS 15, de tels paiements pourraient être différés jusqu'à ce que l'obligation de prestation soit remplie. L'incidence de ce changement sur le montant des produits comptabilisés au cours de l'exercice n'est pas significative.
- La négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les exigences en matière de présentation et d'informations à fournir de l'IFRS 15 sont plus détaillées que celles des normes en vigueur. Au moment de l'adoption de l'IFRS 15, la Société fournira de l'information relative à chaque source de produits de la Société, de façon à compléter les données liées aux produits qui sont actuellement présentées à la note sur les informations sectorielles. De nouvelles informations seront également présentées relativement au moment où les obligations de prestation de la Société seront remplies.

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace les versions antérieures de l'IFRS 9 (2009, 2010 et 2013) et conclut le projet de l'IASB visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et elle doit être appliquée rétrospectivement, sauf à l'égard de la comptabilité de couverture. La Société adoptera l'IFRS 9 à compter de l'exercice se terminant le 31 mars 2019.

La Société a évalué l'incidence de l'IFRS 9 sur ses états financiers consolidés et les résultats de cette évaluation sont les suivants :

Classement des actifs et passifs financiers

L'IFRS 9 définit les exigences de comptabilisation et d'évaluation des actifs et passifs financiers. L'IFRS 9 établit une nouvelle approche de classement et d'évaluation pour les actifs financiers qui reflète le modèle économique suivi pour les gérer ainsi que les caractéristiques de leurs flux de trésorerie. L'IFRS 9 comprend trois principales catégories de classement pour les actifs financiers : évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») et à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »). L'IFRS 9 conserve la plupart des exigences de l'IAS 39 en matière de classement des passifs financiers. La Société prévoit de continuer à classer la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les titres détenus comme étant des actifs financiers évalués à la JVRN, et les créances clients comme étant des actifs financiers évalués au coût amorti. Le placement de la Société dans Euroclear, qui était classé comme étant disponible à la vente au 31 mars 2018, sera reclassé comme étant évalué à la JVAERG. Le classement des passifs financiers devrait rester le même selon l'IFRS 9.

Dépréciation d'actifs financiers

L'IFRS 9 met en place un nouveau modèle de dépréciation fondé sur les pertes de crédit attendues qui remplace l'ancien modèle de l'IAS 39 fondé sur les pertes subies. D'après son évaluation, la Société estime que les nouvelles exigences en matière de dépréciation n'auront pas d'incidence importante sur ses états financiers en raison de la nature à court terme des créances de la Société.

Exigence en matière de comptabilité de couverture

L'IFRS 9 offre davantage de flexibilité à l'égard des types d'opérations admissibles à la comptabilité de couverture. La Société prévoit que ce changement n'aura pas d'incidence importante sur ses états financiers consolidés lors de son adoption.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), qui exige du preneur qu'il comptabilise les actifs et les passifs pour la plupart des contrats. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'adoption anticipée est permise, à condition que la nouvelle norme sur les produits des activités ordinaires, l'IFRS 15, ait été appliquée, ou soit appliquée à la même date que l'IFRS 16, selon une approche rétrospective intégrale ou modifiée. La Société prévoit adopter l'IFRS 16 pour son exercice se terminant le 31 mars 2020, mais elle n'a pas encore choisi de méthode de transition.

La Société estime que l'adoption de l'IFRS 16 entraînera une augmentation des actifs et des passifs liés aux contrats de location. En raison de la comptabilisation d'actifs et de passifs supplémentaires à l'égard des contrats de location, des charges d'amortissement plus élevées et des charges d'intérêts sur les passifs liés aux contrats de location seront comptabilisées selon l'IFRS 16 par rapport à la norme actuelle. Enfin, la Société prévoit une réduction des sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation et une augmentation correspondante des sorties de trésorerie liées aux activités de financement par suite de l'adoption de l'IFRS 16. Actuellement, la Société cible et recueille des données relatives aux ententes existantes afin de déterminer l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16.

NOTE 05

Résumé des principales méthodes comptables

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société détient également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisé aux comptes de résultat consolidés à titre de charge d'amortissement.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a une indication que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice.

Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity (« Genuity »), de la participation de 50 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (« Canaccord Genuity Australia »), de Collins Stewart Hawkpoint plc (« CSHP »), d'Eden Financial et de Hargreave Hale comprennent les relations clients, les ententes de non-concurrence, les permis de négociation, le contrat de gestion de fonds et la technologie qui ont une durée déterminée et qui sont amortis d'une manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. Les marques acquises dans le cadre de l'acquisition de Genuity sont considérées comme ayant une durée indéterminée du fait qu'elles offriront à la Société des avantages sur une période continue. Un logiciel en développement ou acquis est amorti sur sa durée d'utilité lorsque l'actif est prêt à être mis en service. Les périodes d'amortissement estimatives des immobilisations incorporelles amortissables sont comme suit :

	Acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises						Développées en interne ou acquises
	Genuity	Canaccord Genuity Australia	CSHP	Eden Financial	Hargreave Hale	Logiciels	
Marques	Durée indéterminée	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	
Relations clients	11 ans	5 ans	De 8 à 24 ans	8 ans	De 11,5 à 12,5 ans	s. o.	
Ententes de non-concurrence	5 ans	4,5 ans	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	
Technologie	s. o.	s. o.	3 ans	s. o.	s. o.	10 ans	
Contrat de gestion de fonds	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	10,5 ans	s. o.	

Logiciel développé en interne ou acquis

Les dépenses relatives au développement ou à l'acquisition de projets sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique des actifs en question. Selon l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*, les actifs sont comptabilisés à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les coûts capitalisés sont des dépenses directement attribuables au développement du logiciel, comme les coûts liés à l'embauche de personnel, les honoraires de consultation et les honoraires professionnels. L'amortissement des actifs commence lorsque leur développement est terminé et que les actifs sont prêts à être mis en service. Les actifs sont amortis sur la période des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe une indication qu'un actif a pu se déprécier. Si une telle indication existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une UGT. La valeur recouvrable est déterminée pour un actif isolé à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs isolés sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Un taux de croissance à long terme est ensuite calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou des UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les dépôts en espèces, les titres de papier commercial et les acceptations bancaires ayant une échéance de moins de trois mois à partir de la date d'achat, dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Un instrument financier est un contrat qui donne lieu à un actif financier pour l'une des entités et un passif financier ou un instrument de capitaux propres pour l'autre entité.

i) Actifs financiers

Comptabilisation initiale et évaluation

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, des prêts et créances, des placements détenus jusqu'à leur échéance ou des actifs financiers disponibles à la vente, le cas échéant.

Les actifs financiers sont comptabilisés lorsque l'entité devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. En ce qui a trait aux actifs financiers, le principe de la comptabilisation à la date de transaction s'applique, la date de transaction étant la date à laquelle la Société s'engage à acheter ou à vendre l'actif.

Tous les actifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur. Les coûts de transaction liés aux instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés lorsqu'engagés. Les coûts de transaction engagés pour tous les instruments financiers autres que ceux classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont inclus dans le coût de l'actif.

Classement et évaluation ultérieure

Actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les actifs financiers détenus à des fins de transaction et les actifs financiers désignés à la comptabilisation initiale comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les actifs financiers acquis aux fins des activités de négociation sont classés comme détenus à des fins de transaction et sont évalués à la juste valeur, les profits latents et pertes latentes en découlant étant comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés. En outre, l'IAS 39 permet à une entité de désigner un instrument financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale ou de l'adoption de cette norme même si cet instrument ne répond pas à tous autres égards à la définition d'un instrument classé comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net tel qu'il est précisé dans l'IAS 39, dans la mesure où la juste valeur peut être déterminée de manière fiable. La Société n'a désigné aucun actif financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale. Les actifs financiers de la Société classés comme détenus à des fins de transaction comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les titres détenus, y compris les instruments financiers dérivés.

La Société évalue périodiquement le classement de ses actifs financiers comme détenus à des fins de transaction, si son intention de vendre les actifs financiers à court terme est toujours appropriée. Lorsque la Société est dans l'incapacité de négocier ces actifs financiers parce que les marchés sont inactifs ou que la direction modifie considérablement son intention de les vendre dans un avenir prévisible, la Société peut décider, dans des cas rares, de reclasser ces actifs financiers.

Actifs financiers classés comme disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur, et les variations ultérieures de la juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, nettes de l'impôt, jusqu'à ce que les actifs soient vendus ou dépréciés, auquel moment la variation est comptabilisée dans le résultat net de l'exercice. Les placements en instruments de capitaux propres classés comme disponibles à la vente pour lesquels on ne dispose pas de prix cotés sur un marché actif sont évalués à la juste valeur, sauf si la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable. Les investissements de la Société dans Euroclear sont classés comme disponibles à la vente et évalués à leur juste valeur estimée.

Actifs financiers classés comme prêts et créances et comme détenus jusqu'à l'échéance

Les actifs financiers classés comme prêts et créances et comme détenus jusqu'à l'échéance sont évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, moins les pertes de valeur. Le coût amorti est calculé en tenant compte des primes ou des escomptes à l'acquisition et des honoraires ou des frais qui sont une partie intégrante de la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif est inclus dans les comptes de résultat consolidés. La Société classe les créances clients comme prêts et créances. La Société ne possédait pas de placements détenus jusqu'à leur échéance au cours des exercices clos les 31 mars 2018 et 2017.

Dépréciation d'actifs financiers

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société détermine s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est réputé être déprécié s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif et que ces événements ont eu une incidence importante et prolongée sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier ou du groupe d'actifs financiers, qui peut être estimée de façon fiable. Il faut faire preuve de jugement pour déterminer si une incidence est importante ou prolongée. En posant ce jugement, la Société évalue, entre autres, la durée ou la mesure dans laquelle la juste valeur d'un placement est inférieure au coût.

Dans le cas d'instruments d'emprunt classés comme étant disponibles à la vente, la dépréciation est établie selon les mêmes critères que les actifs financiers comptabilisés au coût amorti.

S'il existe une indication objective de dépréciation, le montant de la perte est comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés et est évalué comme l'écart entre la valeur comptable et la juste valeur.

Décomptabilisation

Un actif financier est décomptabilisé essentiellement lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie générés par cet actif sont échus ou que la Société a transféré ses droits de recevoir des flux de trésorerie générés par cet actif.

ii) Passifs financiers

Comptabilisation initiale et évaluation

À la comptabilisation initiale, les passifs financiers sont classés comme des passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, ou comme prêts et emprunts. Tous les passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée, dans le cas des autres passifs financiers, des coûts de transaction directement attribuables.

Classement et évaluation ultérieure

Passifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Les passifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net incluent les passifs financiers détenus à des fins de transaction et les passifs financiers désignés à la comptabilisation initiale comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les passifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis en vue d'être vendus dans un proche avenir. Les profits ou les pertes sur les passifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans les comptes de résultat. La

Société n'a désigné aucun passif financier qui ne répondait pas à tous autres égards à la définition de passif à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale à titre de passif à la juste valeur par le biais du résultat net. La dette bancaire et les titres vendus à découvert, y compris les instruments financiers dérivés, la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle, sont classés comme détenus à des fins de transaction et comptabilisés à la juste valeur.

Passifs financiers classés comme prêts et emprunts

Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers classés comme prêts et emprunts sont évalués ultérieurement au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les profits et les pertes sont comptabilisés dans les comptes de résultat au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts et emprunts comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, l'emprunt bancaire et la dette subordonnée. La valeur comptable des prêts et emprunts s'approche de leur juste valeur.

iii] Compensation d'instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le montant net est comptabilisé dans les états de la situation financière consolidés si, et seulement si, la Société a un droit juridique exécutoire de compensation des montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net, ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

iv] Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés au cours de la période visée.

La Société négocie des contrats à terme standardisés qui sont des contrats d'achat ou de vente de montants standardisés d'un instrument financier, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque de courbe de rendement et le risque de liquidité.

La Société négocie également des contrats à terme, lesquels sont des contrats non standardisés d'achat ou de vente d'un instrument financier à une date future et à un prix prédéterminé. La Société négocie des contrats à terme afin de tenter d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

La Société évalue les instruments financiers à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière. La juste valeur est le prix qui serait reçu à la vente d'un actif, ou versé au transfert d'un passif, dans le cadre d'une transaction volontaire entre des participants au marché, à la date d'évaluation. L'évaluation de la juste valeur est fondée sur l'hypothèse que la transaction de vente d'un actif ou de transfert d'un passif est réalisée sur le marché principal de l'actif ou du passif ou, en l'absence de marché principal, sur le marché le plus avantageux pour l'actif ou le passif.

Lorsqu'ils sont disponibles, les cours du marché ou les cotations de courtiers (le cours acheteur pour les positions acheteur et le cours vendeur pour les positions vendeur), sans aucune déduction au titre des coûts de transaction, sont utilisés afin de déterminer la juste valeur. Dans le cas des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée au moyen de techniques d'évaluation appropriées et fiables. Ces techniques peuvent comprendre l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normale, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou d'autres modèles d'évaluation. Les techniques d'évaluation peuvent nécessiter l'utilisation d'estimations ou d'hypothèses posées par la direction s'il n'existe pas de données de marché observables. Lorsque la juste valeur ne peut pas être évaluée de façon fiable au moyen d'une technique d'évaluation, l'instrument financier est évalué au coût.

La Société classe ses évaluations à la juste valeur selon une hiérarchie à trois niveaux. La hiérarchie accorde un ordre de priorité aux données utilisées dans les techniques d'évaluation de la Société. Un niveau est attribué à chaque évaluation à la juste valeur en fonction des données de plus bas niveau ayant une importance dans l'évaluation de la juste valeur dans son ensemble (note 7). Dans le cas des actifs et des passifs qui sont comptabilisés dans les états financiers consolidés sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Les débetures subordonnées de premier rang non garanties convertibles sont classées comme des instruments financiers composés. Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur du passif était calculée en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs des instruments, actualisés à 8 %, ce qui correspond au taux d'intérêt appliqué par le marché à la date d'émission aux instruments ayant des conditions de crédit et offrant des flux de trésorerie futurs comparables, mais sans l'option de conversion. Le montant résiduel est comptabilisé comme une composante des capitaux propres.

TITRES DÉTENUS ET TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont comptabilisés à la juste valeur d'après le prix coté sur un marché actif ou selon un modèle d'évaluation, s'il n'y a pas de prix de marché disponible. Les profits latents et les pertes latentes sont présentés en résultat.

Certains titres détenus ont été donnés en garantie pour les transactions d'emprunt de titres. Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont classés comme instruments financiers détenus à des fins de transaction.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les montants en trésorerie sont livrés et des intérêts étant versés lorsque les montants en trésorerie sont reçus. Les titres empruntés et les titres prêtés sont comptabilisés au montant des garanties en trésorerie livrées et reçues dans le cadre des transactions.

Les transactions d'emprunt de titres exigent que la Société dépose un montant en trésorerie, des lettres de crédit ou une autre garantie auprès du prêteur. Pour les titres prêtés, la Société reçoit une garantie sous la forme d'un montant en trésorerie ou sous une autre forme qui est généralement supérieure à la valeur de marché des titres prêtés. La Société surveille chaque jour la juste valeur des titres prêtés et empruntés par rapport à la garantie en trésorerie et, le cas échéant, elle peut exiger que les contreparties déposent une garantie additionnelle ou elle peut remettre la garantie déposée pour s'assurer que ces transactions sont assorties d'une garantie suffisante.

Les transactions de prise en pension et de mise en pension de titres représentent des transactions de financement garanties. La Société reçoit des titres pris en pension, assure la livraison des titres mis en pension, surveille chaque jour la valeur de marché de ces titres et donne ou reçoit une garantie additionnelle, s'il y a lieu.

La Société gère son risque de crédit en établissant des limites globales par client pour ces transactions et en surveillant le respect de ces limites. L'intérêt gagné sur les garanties en trésorerie est fondé sur un taux variable.

TITRES PRIS EN PENSION ET OBLIGATIONS LIÉES AUX TITRES MIS EN PENSION

La Société comptabilise ces transactions au coût amorti à la date de transaction selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les titres mis en pension restent inscrits à l'état de la situation financière consolidé. Les mises en pension et les prises en pension sont traitées comme des transactions de prêts et d'emprunts garantis.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs iront à la Société et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. La Société évalue ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire.

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de transaction, et ceux générés par la vente de produits et services tarifés, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés comme une réduction des produits tirés des commissions. Les pertes de facilitation pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont totalisé 8,4 millions \$ (12,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2017).

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. Les produits tirés des prises fermes et des autres transactions de financement de sociétés sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation qui sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste consistent en des produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont constatés selon la date de transaction.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire à percevoir le paiement est établi.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés de nos services de courtage de correspondance et les produits tirés des frais d'administration.

MATÉRIEL ET AMÉNAGEMENTS DES LOCAUX LOUÉS

Le matériel informatique, le mobilier et le matériel, et les aménagements des locaux loués sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé. L'amortissement est comptabilisé comme suit :

Matériel informatique	33 %, solde dégressif
Mobilier et matériel	10 % à 20 %, solde dégressif
Aménagements des locaux loués	Méthode linéaire, sur la plus courte entre la durée d'utilité ou la durée des baux respectifs

Un élément d'immobilisation corporelle et toute partie spécifique initialement comptabilisée sont décomptabilisés lors de leur sortie ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de leur utilisation ou de leur sortie. Le profit ou la perte résultant de la décomptabilisation d'un actif (calculé comme l'écart entre le produit net de la sortie et la valeur comptable de l'actif) est inclus dans les comptes de résultat consolidés au moment de la décomptabilisation de l'actif.

La valeur résiduelle de l'actif, sa durée d'utilité et les méthodes d'amortissement utilisées sont examinées chaque date de clôture et ajustées prospectivement, le cas échéant.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat fiscal.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales de la Société à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié aux éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où elles sont générées par des placements dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé pour les différences temporaires imposables dans le cas de placements dans des filiales où le passif d'impôt différé est généré par des profits non distribués et des écarts de change, la Société étant capable de contrôler la date à laquelle ces différences temporaires se résorberont. La Société ne prévoit pas ou n'a pas l'intention de prendre des mesures qui feraient en sorte que les différences temporaires se résorbent dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et lorsque l'actif et le passif d'impôt différé concernent l'impôt sur le résultat prélevé par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs dans les états de la situation financière consolidés.

ACTIONS AUTODÉTENUES

Les instruments de capitaux propres faisant partie du capital autorisé de la Société qui sont rachetés (actions autodétenues) sont comptabilisés au coût et déduits des capitaux propres. Cela comprend les actions détenues par l'entremise de fiduciaires pour les avantages du personnel, les prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis et les actions privilégiées détenues comme actions propres. Aucun profit ni aucune perte n'est comptabilisé dans les comptes de résultat au moment de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation des instruments de capitaux propres de la Société. Tout écart entre la valeur comptable et la contrepartie, en cas de réémission, est comptabilisé dans le surplus d'apport. Les droits de vote liés aux actions autodétenues sont annulés par la Société et aucun dividende ne leur est attribué.

RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

Le résultat de base par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le résultat par action ordinaire après dilution reflète l'effet dilutif lié au RILT, aux bons de souscription et aux autres régimes de rémunération dont le paiement est fondé sur des actions ainsi qu'aux débetures convertibles, selon la méthode du rachat d'actions. La méthode du rachat d'actions détermine le nombre d'actions ordinaires additionnelles en supposant que le nombre d'actions que la Société a attribué aux employés a été émis.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les employés participants peuvent recevoir des unités d'actions temporairement inaccessibles (« UATI ») dont les droits sont généralement acquis sur trois ans. Ce programme est connu sous le nom de régime d'intéressement à long terme (le « RILT » ou le « régime »).

Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions différées (« UAD ») qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie). Pour l'exercice clos le 31 mars 2018, certains membres de la haute direction ont reçu, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions liées au rendement (« UALR ») qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie).

L'effet dilutif, le cas échéant, des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution.

Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. À la suite de ce changement, les droits rattachés aux UATI continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. En raison de ce changement, la Société a déterminé que les attributions ne répondent pas, en substance, au critère de condition de service, tel qu'il est défini par l'IFRS 2. Par conséquent, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, mais qui ont été déterminées et acquises relativement à cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont donc assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts de ces attributions à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD et des UALR est passée à titre de charge au moment de l'attribution (note 21). Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges sont comptabilisées lorsqu'il est probable que la Société sera responsable de l'obligation future par suite d'un événement passé lié aux questions juridiques et qu'il est possible de les estimer de façon raisonnable.

Provisions pour frais de restructuration

Les provisions pour frais de restructuration ne sont comptabilisées que lorsque les critères de comptabilisation sont pleinement respectés. Afin que les critères de comptabilisation soient respectés, la Société doit avoir en place un plan officiel détaillé quant à l'entreprise ou une partie de l'entreprise concernée, à l'emplacement et au nombre d'employés touchés, une estimation détaillée des frais connexes et un calendrier approprié. En outre, les employés touchés doivent aussi s'attendre valablement à ce que la restructuration ait cours ou que sa mise en œuvre ait commencé. La provision pour frais de restructuration inclut les frais de restructuration du personnel, les charges de réorganisation, les provisions pour contrats de location déficitaires, et la dépréciation du matériel et des aménagements des locaux loués.

CONTRATS DE LOCATION

Pour déterminer si un accord est, ou contient, un contrat de location, il convient de se fonder sur la substance de l'accord à la date de passation et d'apprécier si l'exécution de l'accord dépend de l'utilisation d'un ou de plusieurs actifs spécifiques, ou si l'accord confère un droit d'utiliser l'actif, même si ce droit n'est pas explicitement mentionné dans l'accord. La Société a évalué ses contrats de location et conclu qu'elle détient uniquement des contrats comportant des caractéristiques d'un contrat de location simple. Un contrat de location simple est un contrat qui ne transfère pas la quasi-totalité des risques et des avantages et la propriété d'un actif à un locataire. Les paiements au titre de la location simple sont comptabilisés à titre de charge dans les comptes de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

FONDS DES CLIENTS

Les établissements de la Société au Royaume-Uni et en Europe détiennent des fonds pour le compte de leurs clients, conformément aux règles relatives aux fonds des clients de la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni. Ces fonds et les passifs correspondants attribuables aux clients ne sont pas inclus dans les états de la situation financière consolidés, la Société n'étant pas leur détenteur réel. Les montants détenus pour le compte de clients à la date de clôture sont inclus à la note 25.

INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle de la Société est fondée sur les secteurs d'exploitation suivants : Canaccord Genuity, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et Non sectoriel et autres. Les activités de la Société ont été regroupées dans les régions géographiques suivantes : Canada, Royaume-Uni, Europe et Dubaï, Australie, États-Unis, et dans les Autres établissements à l'étranger, qui comprennent les activités en Asie.

NOTE 06

Titres détenus et titres vendus à découvert

	31 mars 2018		31 mars 2017	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	254 671 \$	220 792 \$	571 066 \$	541 827 \$
Actions et débetures convertibles	214 546	80 214	213 164	103 915
	469 217 \$	301 006 \$	784 230 \$	645 742 \$

Au 31 mars 2018, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2018 à 2098 (de 2017 à 2098 au 31 mars 2017) et portaient intérêt à des taux allant de 0,00 % à 14,00 % (de 0,00 % à 14,00 % au 31 mars 2017).

NOTE 07

Instruments financiers

CATÉGORIES D'INSTRUMENTS FINANCIERS

Aux 31 mars 2018 et 2017, les catégories d'instruments financiers, autres que la trésorerie et les équivalents de trésorerie et la dette bancaire, détenues par la Société se présentaient comme suit :

	Détenus à des fins de transaction		Disponibles à la vente		Prêts et créances		Prêts et emprunts		Total	
	31 mars 2018	31 mars 2017	31 mars 2018	31 mars 2017	31 mars 2018	31 mars 2017	31 mars 2018	31 mars 2017	31 mars 2018	31 mars 2017
Actifs financiers										
Titres détenus	469 217 \$	784 230 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	469 217 \$	784 230 \$
Montants à recevoir de courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	1 405 380	2 625 939	—	—	1 405 380	2 625 939
Montants à recevoir des clients	—	—	—	—	333 434	373 300	—	—	333 434	373 300
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	—	—	—	—	330 369	302 532	—	—	330 369	302 532
Autres créances clients	—	—	—	—	146 654	93 965	—	—	146 654	93 965
Placements	—	—	—	2 829	—	—	—	—	—	2 829
Total des actifs financiers	469 217 \$	784 230 \$	— \$	2 829 \$	2 215 837 \$	3 395 736 \$	— \$	— \$	2 685 054 \$	4 182 795 \$
Passifs financiers										
Titres vendus à découvert	301 006 \$	645 742 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	301 006 \$	645 742 \$
Montants à payer à des courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	—	—	1 051 546	1 913 177	1 051 546	1 913 177
Montants à payer à des clients	—	—	—	—	—	—	1 228 201	1 468 410	1 228 201	1 468 410
Autres dettes fournisseurs et charges à payer	—	—	—	—	—	—	359 207	288 296	359 207	288 296
Dette subordonnée	—	—	—	—	—	—	7 500	7 500	7 500	7 500
Débitures convertibles	—	—	—	—	—	—	57 081	56 442	57 081	56 442
Contrepartie différée	—	—	—	—	—	—	9 997	—	9 997	—
Contrepartie éventuelle	—	—	—	—	—	—	49 844	—	49 844	—
Emprunt bancaire	—	—	—	—	—	—	71 437	—	71 437	—
Total des passifs financiers	301 006 \$	645 742 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	2 834 813 \$	3 733 825 \$	3 135 819 \$	4 379 567 \$

La Société n'a désigné aucun instrument financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale en appliquant l'option de la juste valeur.

HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou présentée sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs, telle qu'elle est décrite ci-dessous, en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble :

Niveau 1 – cours sur un marché actif (qui ne sont pas ajustés) pour des actifs ou des passifs identiques

Niveau 2 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur est directement ou indirectement observable)

Niveau 3 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur n'est pas observable)

Pour les instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Aux 31 mars 2018 et 2017, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	31 mars 2018	Juste valeur estimée		
		Niveau 1	31 mars 2018	
			Niveau 2	
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	13 794 \$	— \$	13 794 \$	— \$
Titres de créance de gouvernements	240 877	30 593	210 284	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	254 671	30 593	224 078	—
Actions	214 086	165 546	48 404	136
Débiteures convertibles	460	—	460	—
Actions et débiteures convertibles	214 546	165 546	48 864	136
	469 217	196 139	272 942	136
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(4 836)	—	(4 836)	—
Titres de créance de gouvernements	(215 956)	(34 388)	(181 568)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(220 792)	(34 388)	(186 404)	—
Actions	(79 011)	(66 714)	(12 297)	—
Débiteures convertibles	(1 203)	—	(1 203)	—
Actions et débiteures convertibles	(80 214)	(66 714)	(13 500)	—
	(301 006)	(101 102)	(199 904)	—
Contrepartie différée	(9 997)	—	—	(9 997)
Contrepartie éventuelle	(49 844)	—	—	(49 844)
	(360 847)	(101 102)	(199 904)	(59 841)
	31 mars 2017	Juste valeur estimée		
		Niveau 1	31 mars 2017	
			Niveau 2	
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	15 071 \$	— \$	15 071 \$	— \$
Titres de créance de gouvernements	555 995	277 121	278 874	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	571 066	277 121	293 945	—
Actions	207 050	165 292	41 616	142
Débiteures convertibles	6 114	—	6 114	—
Actions et débiteures convertibles	213 164	165 292	47 730	142
Placements disponibles à la vente	2 829	—	2 829	—
	787 059	442 413	344 504	142
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(11 524)	—	(11 524)	—
Titres de créance de gouvernements	(530 303)	(313 077)	(217 226)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(541 827)	(313 077)	(228 750)	—
Actions	(103 915)	(77 562)	(26 353)	—
	(645 742)	(390 639)	(255 103)	—

Variation des passifs financiers de niveau 3

Solde au 31 mars 2016	2 593 \$
Achat d'actifs de niveau 3	(2 390)
Autres	(61)
Solde au 31 mars 2017	142 \$
Autres	(6)
Ajout d'une contrepartie différée	(9 997)
Ajout d'une contrepartie éventuelle	(49 844)
Solde au 31 mars 2018	(59 705) \$

Une contrepartie différée et une contrepartie éventuelle totalisant 59,8 millions \$ étaient incluses dans le total du prix d'acquisition de Hargreave Hale Limited (note 12). La contrepartie différée et la contrepartie éventuelle sont réglées en espèces et par conséquent classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur, les profits ou pertes étant ultérieurement comptabilisés en résultat.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, la Société a comptabilisé une perte latente de 2,4 millions \$ relative à la dépréciation d'un placement dans une société à capital fermé.

Estimation de la juste valeur

i. Instruments financiers de niveau 2

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent les placements de la Société dans certains titres de créance de sociétés et de gouvernements, dans des titres de créance convertibles et dans des actions négociées hors Bourse. La juste valeur des titres de créance de sociétés et de gouvernements et des titres de créance convertibles classés au niveau 2 est établie à l'aide des cours du marché pour des actifs ou des passifs identiques dans des marchés où il n'y a pas de transactions selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix. La Société examine régulièrement la fréquence et le volume des transactions au titre de ces instruments pour déterminer si l'information sur le prix est exacte.

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent également le placement en actions de la Société dans Euroclear dont la juste valeur estimée s'élevait à 6,4 millions \$ au 31 mars 2018 (2,8 millions \$ au 31 mars 2017). La juste valeur actuelle est déterminée au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur des transactions récentes de rachat d'actions.

ii. Instruments financiers de niveau 3

Détenus à des fins de transaction

La juste valeur des placements de niveau 3 classés comme détenus à des fins de transaction est déterminée par la Société au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur les informations jugées fiables par la Société, et elle constitue la meilleure estimation de la juste valeur facilement disponible. Les prix des placements détenus à des fins de transaction sont définis soit en fonction du dernier cours négocié, soit en fonction du dernier cours vendeur ou, si ces prix sont considérés comme étant périmés, la Société obtient des informations fondées sur certaines demandes de renseignements, sur des transactions récentes ou sur de nouvelles émissions en attente. La juste valeur des placements détenus à des fins de transaction au 31 mars 2018 s'établissait à 0,1 million \$ (0,1 million \$ au 31 mars 2017).

Les passifs financiers de niveau 3 comprennent également la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle incluses dans le total du prix d'acquisition de Hargreave Hale (note 12). La juste valeur de ces passifs financiers s'approchait de leur valeur comptable au 31 mars 2018.

Il est possible que les critères d'évaluation de la juste valeur énoncés précédemment ne soient pas représentatifs de la valeur nette de réalisation ou des valeurs futures. De plus, la Société estime que ses méthodes d'évaluation sont appropriées et conformes à celles qui devraient être utilisées par un participant au marché.

GESTION DES RISQUES

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Le risque de crédit est lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux montants nets à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières et aux créances clients. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit, compte non tenu de toute garantie détenue ou de tout rehaussement de crédit, correspondait à la valeur comptable des actifs financiers présentée dans les états financiers consolidés aux 31 mars 2018 et 2017.

Le risque de crédit découle surtout des activités de négociation pour les particuliers et des comptes sur marge des particuliers. Afin de réduire au minimum son exposition, la Société applique certaines normes en matière de solvabilité et certaines limites quant aux transactions, et elle exige le règlement au comptant des transactions sur titres ou le règlement à la livraison. Les transactions sur marge sont garanties par les titres dans les comptes clients conformément aux limites établies par les organismes de réglementation pertinents et sont soumises aux procédés d'examen du crédit et de contrôle quotidien de la Société. La direction surveille la recouvrabilité des créances clients et évalue le montant de la provision pour créances douteuses. Les créances clients impayées devraient être recouvrables à moins d'un an. Au 31 mars 2018, la Société avait comptabilisé une provision pour créances douteuses de 3,4 millions \$ (4,9 millions \$ au 31 mars 2017) (note 9).

La Société est aussi exposée au risque que les contreparties aux transactions ne remplissent pas leurs obligations. Les contreparties sont composées surtout de courtiers en valeurs mobilières, d'agences de compensation, de banques et d'autres institutions financières. La Société ne se fie pas entièrement aux notes attribuées par les agences de notation de crédit pour évaluer les risques de contrepartie. La Société atténue le risque de crédit en effectuant ses propres évaluations diligentes des contreparties, en obtenant et en analysant l'information concernant la structure des instruments financiers, et en demeurant au fait des nouveautés sur le marché. La Société gère également ce risque en effectuant des examens de crédit réguliers afin d'évaluer la solvabilité, en examinant la concentration des titres et des emprunts, en détenant et en évaluant à la valeur du marché la garantie de certaines transactions et en agissant par l'entremise d'organismes de compensation offrant des garanties d'exécution.

Aux 31 mars 2018 et 2017, la concentration la plus importante de la Société par type de contrepartie était auprès d'institutions financières et de clients institutionnels. La direction est d'avis que les transactions se font dans le cours normal des affaires et ne prévoit aucune perte importante découlant de la non-exécution.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la Société ne puisse satisfaire à la demande de liquidités ou s'acquitter de ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. La direction de la Société est responsable de passer en revue les sources de liquidités afin de s'assurer que les fonds sont rapidement disponibles pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance, et de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour soutenir ses stratégies commerciales et la croissance de ses activités. Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs à court terme figurant dans les états de la situation financière de la Société sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les créances clients sont généralement garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients. Des renseignements supplémentaires sur les objectifs de la Société en matière de structure du capital et de gestion du capital figurent à la note 24.

Le tableau ci-après présente les échéances contractuelles des passifs financiers détenus par la Société au 31 mars 2018 :

Passif financier	Valeur comptable		Échéance contractuelle
	31 mars 2018	31 mars 2017	
Dettes bancaires	— \$	25 280 \$	Remboursable à vue
Dettes fournisseurs et charges à payer	2 638 954	3 669 883	Remboursable à moins de un an
Titres vendus à découvert	301 006	645 742	Remboursable à moins de un an
Dettes subordonnées	7 500	7 500	Remboursable à vue ¹
Débetures convertibles	57 081	56 442	Remboursable en décembre 2021
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	9 679	—	Remboursable à moins de un an
Emprunt bancaire	61 758	—	De 2019 à 2021
Contrepartie différée	9 997	—	Septembre 2023

1) Sous réserve de l'approbation de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières.

La juste valeur de la trésorerie, des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer s'approche de leur valeur comptable et sera payée dans les 12 mois.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur des instruments financiers fluctue en raison des variations des cours du marché. La Société répartit le risque de marché entre trois catégories : le risque lié à la juste valeur, le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque lié à la juste valeur

Lorsqu'elle participe à des activités de prise ferme, la Société peut subir des pertes si elle ne réussit pas à revendre les titres qu'elle s'est engagée à acheter ou si elle est forcée de liquider son engagement en dessous du prix d'achat convenu. La Société est également exposée au risque lié à la juste valeur du fait de ses activités de négociation de titres de participation, de titres à revenu fixe et d'instruments financiers dérivés à titre de contrepartiste. Les titres à la juste valeur sont évalués aux cours du marché lorsque ceux-ci sont disponibles, et les variations de la juste valeur influent sur les résultats au fur et à mesure qu'elles surviennent. Le risque lié à la juste valeur découle également de la possibilité que les fluctuations des cours du marché influent sur la valeur des titres que la Société détient à titre de garanties des comptes sur marge des clients. La Société réduit son exposition au risque lié à la juste valeur au moyen de contrôles visant à limiter les niveaux de concentration et l'utilisation de capitaux dans ses comptes de négociation de stocks, ainsi que de procédés de contrôle des comptes sur marge.

Le tableau suivant présente l'incidence des variations de la juste valeur des instruments financiers sur le résultat net au 31 mars 2018. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité à la juste valeur correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2018			31 mars 2017		
	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le résultat net
Instruments financiers						
Actions et débetures convertibles détenues	214 546	8 850	(8 850)	213 164	8 793	(8 793)
Actions et débetures convertibles vendues à découvert	(80 214)	(3 308)	3 308	(103 915)	(4 286)	4 286

Le tableau suivant présente l'incidence des variations de la juste valeur des instruments financiers classés comme disponibles à la vente sur les autres éléments du résultat global. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes et qu'il n'y a pas de perte de valeur permanente. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité à la juste valeur correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2018			31 mars 2017		
	Valeur comptable	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global	Valeur comptable	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global
Instruments financiers						
Placements	— \$	— \$	— \$	2 829 \$	283 \$	(283) \$

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt découle de la possibilité que des variations de taux d'intérêt influent sur la juste valeur ou sur les flux de trésorerie futurs des instruments financiers détenus par la Société. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt associé à ses soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, à sa dette bancaire, à la tranche à revenu fixe des titres détenus et des titres vendus à découvert, au montant net des soldes de clients, aux soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie et aux montants nets des soldes des courtiers en valeurs mobilières, ainsi qu'à sa dette subordonnée et à son emprunt bancaire. La Société tente de limiter et de surveiller son exposition au risque de taux d'intérêt au moyen d'une analyse quantitative de ses positions nettes dans des titres à revenu fixe, des soldes de clients, des activités de prêt et d'emprunt de titres et des emprunts à court terme. La Société négocie des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt. Les contrats à terme standardisés sont inclus dans les titres négociables détenus, nets des titres négociables vendus à découvert, aux fins du calcul de la sensibilité aux taux d'intérêt.

L'échéance de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est inférieure à trois mois. Les soldes nets des débiteurs (créditeurs) des clients donnent lieu à un produit (une charge) au titre des intérêts fondé(e) sur un taux d'intérêt variable. La dette subordonnée porte intérêt au taux préférentiel majoré de 4,0 %, payable mensuellement.

Le tableau suivant présente l'incidence qu'une augmentation ou une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur les soldes aux 31 mars 2018 et 2017 aurait sur le résultat net pour les exercices clos à ces dates. Les fluctuations de taux d'intérêt n'ont pas d'incidence sur les autres éléments du résultat global. Cette analyse de sensibilité suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux d'intérêt correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2018			31 mars 2017		
	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net ¹	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net ¹
Trésorerie et équivalents de trésorerie, nets de la dette bancaire	862 838 \$	6 471 \$	(6 471) \$	652 489 \$	4 894 \$	(4 894) \$
Titres négociables détenus, nets des titres négociables vendus à découvert	168 211	(1 211)	1 365	138 488	(359)	225
Créditeurs des clients, montant net	(894 767)	(6 783)	(1 949)	(1 095 110)	(8 215)	(2 249)
REER détenus en fiducie	330 369	2 478	(2 478)	302 532	2 269	(2 269)
Solde auprès de courtiers en valeurs mobilières, montant net	353 834	1 343	(3 560)	712 762	(8 117)	406
Dette subordonnée	(7 500)	(56)	56	7 500	(56)	56
Emprunt bancaire	(71 437)	(536)	536	—	—	—

1) Sous réserve d'un plancher de zéro.

Risque de change

Le risque de change découle de la possibilité que toute fluctuation des taux de change entraîne des pertes. Le principal risque de change auquel la Société est exposée découle de son placement dans ses filiales des États-Unis, de l'Australie, et du Royaume-Uni et de l'Europe. Les comptes de ces filiales sont convertis en utilisant le taux de change à la date de clôture. Toute fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou au dollar australien entraînera une variation des profits latents (pertes latentes) à la conversion des comptes des établissements à l'étranger, comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat global.

Toutes les filiales peuvent aussi détenir des instruments financiers en monnaies autres que leur monnaie fonctionnelle et, par conséquent, toute fluctuation des taux de change aura une incidence sur les profits et les pertes de change inscrits au compte de résultat.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence estimative qu'une variation de 5 % de la valeur des monnaies étrangères aurait sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global, lorsque l'exposition à ces monnaies étrangères est importante. L'analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux de change correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

Au 31 mars 2018 :

Devise	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur le résultat net	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global
Dollar américain	(1 074) \$	1 074 \$	16 956 \$	(16 956) \$
Livre sterling	(1 560)	1 560	74 619	(74 619)
Dollar australien	néant	néant	1 724	(1 724)

Au 31 mars 2017 :

Devise	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur le résultat net	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global
Dollar américain	(395) \$	395 \$	11 120 \$	(11 120) \$
Livre sterling	(560)	560	27 578	(27 578)
Dollar australien	néant	néant	1 407	(1 407)

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change. Tous les instruments financiers dérivés devraient être réglés dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Contrats de change à terme

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés au cours de la période visée.

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2018 étaient les suivants :

	Notionnel (millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	17,7 \$ US	1,28 \$ (\$ CA/\$ US)	2 avril 2018	(240) \$
Pour acheter des dollars américains	2,1 \$ US	1,29 \$ (\$ CA/\$ US)	2 avril 2018	3 \$

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2017 étaient les suivants :

	Notionnel (millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	22,1 \$ US	1,33 \$ (\$ CA/\$ US)	3 avril 2017	71 \$
Pour acheter des dollars américains	2,9 \$ US	1,33 \$ (\$ CA/\$ US)	3 avril 2017	(2) \$

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations. Les contrats de change à terme sont principalement libellés en livres sterling, en dollars américains ou en euros. Au 31 mars 2018, leur échéance moyenne pondérée était de 85 jours (61 jours au 31 mars 2017). Le tableau qui suit présente la juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme ainsi que le notionnel de ces contrats à terme au 31 mars 2018. La juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme est incluse dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs.

	31 mars 2018			31 mars 2017		
	Actifs	Passifs	Notionnel	Actifs	Passifs	Notionnel
Contrats de change à terme	847 \$	747 \$	141 662 \$	1 806 \$	1 640 \$	177 384 \$

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 mars 2018, le notionnel des contrats à terme standardisés sur obligations en cours s'établissait à une position acheteur de 0,1 million \$ (0,5 million \$ au 31 mars 2017).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des obligations du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Il n'y avait pas de contrats à terme standardisés sur des obligations du Trésor américain en cours aux 31 mars 2018 et 31 mars 2017.

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance et est incluse dans les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période considérée.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les montants en trésorerie sont livrés et des intérêts étant versés lorsque les montants en trésorerie sont reçus. Ces transactions sont entièrement garanties et sont assujetties quotidiennement à des appels de marge pour combler toute insuffisance entre la valeur de marché du titre donné et la somme reçue en garantie. Ces transactions sont garanties par des espèces ou des titres, y compris des bons du trésor et des obligations

gouvernementales, et sont comptabilisées dans les créances clients et les dettes fournisseurs. L'intérêt gagné sur les garanties en trésorerie est fondé sur un taux variable. Au 31 mars 2018, les taux variables s'établissaient dans une fourchette de 0,50 % à 0,75 % (de 0,00 % à 0,25 % au 31 mars 2017).

	Trésorerie		Titres détenus	
	Prêtée ou livrée en garantie	Empruntée ou reçue en garantie	Prêtés ou livrés en garantie	Empruntés ou reçus en garantie
31 mars 2018	185 042 \$	36 359 \$	52 685 \$	227 677 \$
31 mars 2017	182 474	41 098	43 252	233 811

DETTE BANCAIRE

La Société contracte des emprunts remboursables à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2018, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant (25,3 millions \$ au 31 mars 2017).

EMPRUNT BANCAIRE

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang de 40,0 millions £ (72,5 millions \$ CA au 31 mars 2018) pour financer une partie de la contrepartie au comptant pour l'acquisition de Hargreave Hale Limited (notes 12 et 16). Au 31 mars 2018, la Société avait un solde impayé de 71,4 millions \$, déduction faite des frais de financement non amortis. L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur une période de quatre ans. L'emprunt porte intérêt au taux LIBOR annuel en vigueur majoré de 3,375 %.

AUTRES FACILITÉS DE CRÉDIT

Les filiales de la Société disposent également de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 669,2 millions \$ (602,6 millions \$ au 31 mars 2017). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Aux 31 mars 2018 et 2017, aucun solde n'était impayé sur les autres facilités de crédit.

Une filiale de la Société a également fourni des lettres de crédit de soutien garanties irrévocables d'une institution financière totalisant 2,6 millions \$ (2,0 millions \$ US) (2,7 millions \$ (2,0 millions \$ US) au 31 mars 2017) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York. Aux 31 mars 2018 et 2017, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

NOTE 08 Participations dans d'autres entités

Au 31 mars 2018, à des fins comptables, la Société détenait une participation donnant le contrôle de 58 % dans Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et Canaccord Genuity (Australia) Limited (58 % au 31 mars 2017). Ensemble, ces entités exercent leurs activités sous la bannière Canaccord Genuity Australia et leur établissement principal est situé en Australie. Comme il est indiqué à la note 24, Canaccord Genuity (Australia) Limited est réglementée par l'Australian Securities and Investments Commission.

Pour l'exercice 2018, Canaccord Genuity Australia a affiché un résultat net total de 9,6 millions \$ (résultat net de 12,5 millions \$ en 2017). Au 31 mars 2018, le cumul des participations ne donnant pas le contrôle s'établissait à 13,6 millions \$ (11,9 millions \$ au 31 mars 2017). Les informations financières résumées, y compris le goodwill à l'acquisition et les ajustements de consolidation, compte non tenu des éliminations intersociétés, sont présentées ci-après.

Le tableau qui suit est un résumé du compte de résultat pour les exercices clos les 31 mars 2018 et 2017 :

	Canaccord Genuity Australia	
	31 mars 2018	31 mars 2017
Pour les exercices clos les		
Produits des activités ordinaires	57 022 \$	59 693 \$
Charges	(42 113)	(42 088)
Résultat net avant impôt sur le résultat	14 909	17 605
Charge d'impôt sur le résultat	5 261	5 153
Résultat net	9 648	12 452
Attribuable aux :		
Actionnaires de GCGI	5 595	7 369
Participations ne donnant pas le contrôle	4 053	5 083
Total du résultat global	11 084	12 844
Attribuable aux :		
Actionnaires de GCGI	6 429	7 597
Participations ne donnant pas le contrôle	4 655	5 247
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	3 445	2 520

Le tableau qui suit est un résumé de l'état de la situation financière aux 31 mars 2018 et 2017 :

	Canaccord Genuity Australia	
	31 mars 2018	31 mars 2017
Actifs courants	55 486 \$	51 817 \$
Actifs non courants	1 302	5 460
Passifs courants	21 974	25 189
Passifs non courants	3 525	—

Le tableau qui suit est un résumé de l'information sur les flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 mars 2018 et 2017 :

	Canaccord Genuity Australia	
	31 mars 2018	31 mars 2017
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2 069 \$	11 623 \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(6 890)	(3 679)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(120)	(201)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie	10	276
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(4 931) \$	8 019 \$

NOTE 09

Créances clients et dettes fournisseurs et charges à payer

CRÉANCES CLIENTS

	31 mars 2018	31 mars 2017
Courtiers en valeurs mobilières	1 405 380 \$	2 625 939 \$
Clients	333 434	373 300
REER détenus en fiducie	330 369	302 532
Autres	146 654	93 965
	2 215 837 \$	3 395 736 \$

DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	31 mars 2018	31 mars 2017
Courtiers en valeurs mobilières	1 051 546 \$	1 913 177 \$
Clients	1 228 201	1 468 410
Autres	359 207	288 296
	2 638 954 \$	3 669 883 \$

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des transactions de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés, ainsi que les soldes liés aux contreparties des courtiers.

Les achats de titres des clients se font en trésorerie ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (« OCRCVM ») et d'autres organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les montants à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de la transaction. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les montants à verser aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 6,45 % à 7,50 % et de 0,00 % à 0,45 % au 31 mars 2018; respectivement de 5,70 % à 6,75 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2017).

Au 31 mars 2018, la provision pour créances douteuses était de 3,4 millions \$ (4,9 millions \$ au 31 mars 2017). Voir ci-dessous pour les fluctuations de la provision pour créances douteuses :

Solde au 31 mars 2016	10 763 \$
Charge pour l'exercice	4 153
Recouvrements	(4 601)
Sorties du bilan	(5 317)
Change	(56)
Solde au 31 mars 2017	4 942 \$
Charge pour l'exercice	4 831
Recouvrements	(4 168)
Sorties du bilan	(2 235)
Change	(7)
Solde au 31 mars 2018	3 363 \$

NOTE 10 Placements

	31 mars 2018	31 mars 2017
Disponibles à la vente	2 035 \$	2 829 \$

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018, la Société a reclassé son placement dans Euroclear, l'une des principales chambres de compensation des titres négociés sur le marché européen, des placements aux titres détenus en raison d'un changement du modèle économique dans lequel s'inscrit la détention de cet actif financier. Le placement est classé comme instrument financier disponible à la vente de niveau 2.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 833 333 unités de catégorie B de Canaccord Genuity Acquisition Corp. (« CGAC ») à un prix de 3,00 \$ l'unité pour un montant de 2,5 millions \$. CGAC est une société d'acquisition à vocation spécifique constituée aux fins de l'acquisition d'une ou de plusieurs sociétés. Chaque unité de catégorie B comprend une action de catégorie B et un bon de souscription.

La Société détient une participation de 26,2 % dans CGAC et est réputée exercer une influence importante sur les activités de CGAC. Par conséquent, le placement dans CGAC est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2018, la quote-part de la perte nette de CGAC a été de 0,3 million \$.

NOTE 11 Matériel et aménagements des locaux loués

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
31 mars 2018			
Matériel informatique	19 929 \$	13 350 \$	6 579 \$
Mobilier et matériel	26 265	20 237	6 028
Aménagements des locaux loués	86 533	68 173	18 360
	132 727	101 760	30 967
31 mars 2017			
Matériel informatique	9 999	4 476	5 523
Mobilier et matériel	21 953	17 764	4 189
Aménagements des locaux loués	83 513	61 746	21 767
	115 465	83 986	31 479

	Matériel informatique	Mobilier et matériel	Aménagements des locaux loués	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2016	10 825 \$	21 446 \$	82 734 \$	115 005 \$
Ajouts	1 358	915	2 929	5 202
Cessions	(1 525)	(131)	(929)	(2 585)
Change	(659)	(277)	(1 221)	(2 157)
Solde au 31 mars 2017	9 999 \$	21 953 \$	83 513 \$	115 465 \$
Acquisition d'une filiale	6 523	3 933	—	10 456
Ajouts	2 656	1 390	2 265	6 311
Cessions	(501)	(1 567)	(239)	(2 307)
Change	1 252	556	994	2 802
Solde au 31 mars 2018	19 929 \$	26 265 \$	86 533 \$	132 727 \$

	Matériel informatique	Mobilier et matériel	Aménagements des locaux loués	Total
Amortissement et dépréciation cumulés				
Solde au 31 mars 2016	3 603 \$	16 555 \$	57 798 \$	77 956 \$
Amortissement	2 474	1 537	5 314	9 325
Cessions	(1 130)	(130)	(918)	(2 178)
Change	(471)	(198)	(448)	(1 117)
Solde au 31 mars 2017	4 476 \$	17 764 \$	61 746 \$	83 986 \$
Acquisition d'une filiale	5 083	2 608	—	7 691
Amortissement	3 347	934	5 964	10 245
Cessions	(501)	(1 474)	(238)	(2 213)
Change	945	405	701	2 051
Solde au 31 mars 2018	13 350 \$	20 237 \$	68 173 \$	101 760 \$

La valeur comptable de toute immobilisation corporelle temporairement inutilisée n'était pas considérée comme étant importante aux 31 mars 2018 et 2017.

NOTE 12**Regroupements d'entreprises**

Le 5 juillet 2017, la Société a annoncé qu'elle avait convenu d'acquérir la totalité des actions en circulation de Hargreave Hale Limited (« Hargreave Hale »), une entreprise de gestion de placements et de patrimoine indépendante de premier plan établie au Royaume-Uni. Cette transaction a été conclue le 18 septembre 2017. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de la Société qui consiste à développer ses activités de gestion de patrimoine à l'échelle mondiale et à accroître la contribution de ces activités aux résultats consolidés globaux. Le prix d'acquisition total a été de 131,4 millions \$ (79,6 millions £), dont une tranche de 76,1 millions \$ (46,1 millions £) versée à la clôture. Une contrepartie différée de 9,9 millions \$ (6,0 millions £) a été retenue par la Société pour une période d'au plus six ans à compter de la clôture en attendant l'issue d'une question réglementaire. En outre, une contrepartie éventuelle pouvant atteindre 45,4 millions \$ (27,5 millions £) sera versée sur une période pouvant aller jusqu'à trois ans, sous réserve de l'atteinte de certaines cibles de rendement liées à la conservation et à la croissance des actifs des clients et des produits, et d'un montant déterminé en fonction des activités de gestion de fonds.

D'autres paiements pouvant aller jusqu'à 4,1 millions \$ (2,5 millions £) seront versés à des employés existants de Hargreave Hale sous réserve de l'atteinte de certaines cibles de rendement liées à la conservation et à la croissance des actifs des clients et des produits. Ce montant a été comptabilisé à titre de charge au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 relativement à l'acquisition.

Le prix d'acquisition, déterminé par la juste valeur de la contrepartie versée à la date d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis à la date d'acquisition, est comme suit :

Contrepartie payée

Trésorerie	76 103 \$
Contrepartie différée	9 902
Contrepartie éventuelle	45 386
	131 391 \$

Actif net acquis

Trésorerie	22 052 \$
Créances clients	21 710
Autres immobilisations corporelles	1 408
Passifs	(16 793)
Immobilisations incorporelles identifiables	61 560
Passif d'impôt différé lié aux immobilisations incorporelles identifiables	(10 800)
Goodwill	52 254
	131 391 \$

Des immobilisations incorporelles identifiables de 61,6 millions \$ ont été comptabilisées et comprennent les relations clients et un contrat de gestion de fonds. Le goodwill de 52,3 millions \$ représente la valeur des synergies attendues de l'acquisition. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

La direction a estimé que la juste valeur de la contrepartie éventuelle liée à cette acquisition peut atteindre 45,4 millions \$ (27,5 millions £) à la date d'acquisition et sera payable sur une période pouvant aller jusqu'à trois ans. La contrepartie éventuelle doit être réglée au comptant et constitue un passif financier, et les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle seront comptabilisées dans le compte de résultat. Le calcul de la juste valeur est fonction des flux de trésorerie actualisés estimés, et l'hypothèse clé qui a une incidence sur la juste valeur concerne la probabilité d'atteinte des cibles de rendement.

Les montants ci-dessus sont des estimations qui ont été faites par la direction au moment de la préparation des présents états financiers consolidés à partir des informations alors disponibles. Des modifications peuvent être apportées à ces montants ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée et déterminée. Les montants fondés sur des estimations sont susceptibles de changer au cours de la période de 12 mois suivant la date d'acquisition.

Les frais connexes à l'acquisition engagés par la Société dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale ont totalisé 6,7 millions \$. Ils comprennent essentiellement des honoraires professionnels et de consultation. De plus, la Société a également engagé des frais de restructuration de 2,9 millions \$ relativement à une provision pour des contrats de location déficitaires liés à l'acquisition.

Les contributions de Hargreave Hale aux produits des activités ordinaires et au résultat net, y compris les coûts de restructuration et les frais connexes à l'acquisition, se sont élevées respectivement à 52,9 millions \$ et 4,8 millions \$, respectivement, depuis la date d'acquisition.

Si Hargreave Hale avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2017, au compte de résultat consolidé, les produits des activités ordinaires et le résultat net consolidés auraient été respectivement d'environ 1,1 milliard \$ et 21,4 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2018. Ces chiffres sont fondés sur des résultats historiques qui ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur.

NOTE 13 Goodwill et autres immobilisations incorporelles

	Immobilisations incorporelles identifiables								
	Goodwill	Marques	Relations clients	Technologie	Logiciels en développement	Ententes de non-concurrence	Permis de négociation	Gestion de fonds	Total
Montant brut									
Solde au 31 mars 2016	526 364 \$	44 930 \$	97 426 \$	30 512 \$	4 506 \$	14 153 \$	196 \$	—	\$ 191 723 \$
Ajouts	—	—	—	440	—	—	—	—	440
Transfert entre catégories	—	—	—	1 382	(1 382)	—	—	—	—
Change	(11 466)	—	(6 303)	(3 132)	(79)	—	—	—	(9 514)
Solde au 31 mars 2017	514 898	44 930	91 123	29 202	3 045	14 153	196	—	182 649
Ajouts	52 254	—	24 921	795	—	—	—	36 639	62 355
Transfert entre catégories	—	—	—	3 045	(3 045)	—	—	—	—
Change	13 454	—	7 130	2 359	—	—	—	3 599	13 088
Solde au 31 mars 2018	580 606	44 930	123 174	35 401	—	14 153	196	40 238	258 092
Amortissement et dépréciation cumulés									
Solde au 31 mars 2016	(322 632)	—	(44 266)	(10 554)	(2 350)	(14 153)	(196)	—	(71 519)
Amortissement	—	—	(8 617)	(3 182)	—	—	—	—	(11 799)
Change	—	—	2 351	1 117	—	—	—	—	3 468
Solde au 31 mars 2017	(322 632)	—	(50 532)	(12 619)	(2 350)	(14 153)	(196)	—	(79 850)
Transfert entre catégories	—	—	—	(2 350)	2 350	—	—	—	—
Amortissement	—	—	(8 700)	(3 339)	—	—	—	(1 723)	(13 762)
Change	—	—	(2 546)	(1 065)	—	—	—	(112)	(3 723)
Solde au 31 mars 2018	(322 632)	—	(61 778)	(19 373)	—	(14 153)	(196)	(1 835)	(97 335)
Valeur comptable nette									
31 mars 2017	192 266	44 930	40 591	16 583	695	—	—	—	102 799
31 mars 2018	257 974	44 930	61 396	16 028	—	—	—	38 403	160 757

TEST DE DÉPRÉCIATION DU GOODWILL ET D'AUTRES ACTIFS

Les valeurs comptables du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée acquis par l'entremise des regroupements d'entreprises sont comme suit :

	Immobilisations incorporelles à durée indéterminée		Goodwill		Total	
	31 mars 2018	31 mars 2017	31 mars 2018	31 mars 2017	31 mars 2018	31 mars 2017
UGT de Canaccord Genuity						
Canada	44 930 \$	44 930 \$	92 074 \$	92 074 \$	137 004 \$	137 004 \$
UGT de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity						
Royaume-Uni et Europe (îles de la Manche)	—	—	97 754	90 257	97 754	90 257
Royaume-Uni et Europe (Eden Financial Ltd (« Eden »))	—	—	10 761	9 935	10 761	9 935
Royaume-Uni et Europe (Hargreave Hale)	—	—	57 385	—	57 385	—
	44 930 \$	44 930 \$	257 974 \$	192 266 \$	302 904 \$	237 196 \$

On considère que la marque Genuity a une durée indéterminée, la Société ne prévoyant pas cesser de l'utiliser à l'avenir.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté aux UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures. La Société tient compte notamment de la relation entre sa capitalisation boursière et la valeur comptable de ses capitaux propres lors de l'examen des indices de dépréciation. Un test de dépréciation intermédiaire du goodwill et d'autres actifs a donc été effectué pour toutes les UGT pertinentes en date du 30 juin 2017, du 30 septembre 2017 et du 31 décembre 2017.

Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, les valeurs recouvrables de l'actif net des UGT ont été déterminées d'après les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente qui sont fondés sur des hypothèses relatives aux flux de trésorerie futurs qui sont considérées comme étant appropriées aux fins de ces calculs. Conformément à l'IFRS 13, la juste valeur représente une estimation du prix auquel une transaction normale visant la vente d'un actif ou le transfert d'un passif serait conclue entre des intervenants du marché à la clôture de la période de présentation de l'information financière dans les conditions du marché à cette date (une valeur de sortie à la date d'évaluation). Il y a un degré important d'incertitude entourant les estimations des montants recouvrables de l'actif net des UGT étant donné que ces estimations nécessitent la formulation d'hypothèses clés quant à l'avenir. Lorsque la direction pose de telles hypothèses, elle utilise sa meilleure estimation de la conjoncture économique et des conditions de marché futures dans le contexte des activités sur les marchés des capitaux et des activités de gestion de patrimoine de la Société. Ces évaluations sont classées au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont fondés sur des hypothèses, comme elles sont décrites ci-dessus, formulées à l'égard des flux de trésorerie futurs, de l'exonération des redevances liées à l'immobilisation incorporelle à durée indéterminée que sont les marques, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation. Aux fins de l'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de chaque UGT, les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans, un taux de croissance final est appliqué et les flux de trésorerie sont ensuite actualisés à leur valeur actuelle. Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société. Les UGT qui comptabilisent le goodwill à sa valeur comptable en date du 31 mars 2018 sont Canaccord Genuity au Canada et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche) ainsi qu'au Royaume-Uni (Eden et Hargreave Hale). Le taux d'actualisation utilisé à l'égard de chacune de ces UGT aux fins de ces calculs a été de 12,5 % (12,5 % au 31 mars 2017). Les estimations des flux de trésorerie à l'égard de chacune de ces UGT reposaient sur les hypothèses de la direction, comme décrites ci-dessus, et elles utilisent des taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés sur cinq ans de 5,0 % (5,0 % au 31 mars 2017) ainsi que des estimations à l'égard des marges opérationnelles. Le taux de croissance final utilisé pour Canaccord Genuity au Canada et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche) ainsi qu'au Royaume-Uni (Eden et Hargreave Hale) a été de 2,5 % (2,5 % au 31 mars 2017).

Le test de sensibilité a été effectué dans le cadre du test de dépréciation annuel à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée pour l'UGT de Canaccord Genuity au Canada. Le test de sensibilité comprend l'évaluation de l'incidence que pourraient avoir sur les montants recouvrables des UGT des diminutions raisonnablement possibles des produits des activités ordinaires estimatifs pour la période de 12 mois se terminant le 31 mars 2019 et des baisses raisonnablement possibles des taux de croissance après cette période, ainsi que des augmentations raisonnablement possibles des taux d'actualisation, toutes les autres hypothèses demeurant constantes. Une augmentation du taux d'actualisation de 7,1 points de pourcentage, une diminution de 40,1 millions \$ des produits des activités ordinaires estimatifs pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019 ou une baisse de 15,8 points de pourcentage du taux de croissance annuelle composée sur cinq ans feraient en sorte que le montant recouvrable estimatif

devienne inférieur à la valeur comptable, ce qui donnerait lieu à la comptabilisation de pertes de valeur. Les pertes de valeur seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs.

NOTE 14 Impôt sur le résultat

Les principales composantes de la charge d'impôt comprennent :

	31 mars 2018	31 mars 2017
Comptes de résultat consolidés		
Charge d'impôt exigible		
Charge d'impôt exigible	23 630 \$	16 286 \$
Ajustements au titre de l'impôt exigible des exercices antérieurs	(3 010)	36
	20 620	16 322
Recouvrement d'impôt différé		
Naissance et résorption de différences temporaires	(1 807)	(5 667)
Incidence des variations des taux d'impôt	(144)	43
	(1 951)	(5 624)
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée aux comptes de résultat	18 669 \$	10 698 \$

La charge d'impôt sur le résultat de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt fédéral et provincial combiné du fait des éléments suivants :

	31 mars 2018	31 mars 2017
Résultat net avant impôt sur le résultat	35 746 \$	53 884 \$
Charge d'impôt sur le résultat au taux prévu par la loi de 26,25 % (26,0 % en 2017)	9 381	13 999
Différence des taux d'impôt des administrations étrangères	(1 631)	(4 096)
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	2 555	3 051
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	3 248	(1 143)
Variation de l'actif d'impôt différé – période de résorption des différences temporaires et autres	6 759	(2 292)
Pertes fiscales et autres différences temporaires non comptabilisées	(5 409)	1 208
Paiements fondés sur des actions	3 766	(29)
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée aux comptes de résultat	18 669 \$	10 698 \$

Les actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés par la Société et les variations survenues au cours de l'exercice sont présentés ci-après :

	États de la situation financière consolidés		Comptes de résultat consolidés	
	31 mars 2018	31 mars 2017	31 mars 2018	31 mars 2017
Profit latent sur les titres détenus	(10 053) \$	(114) \$	9 939 \$	(992)
Provisions pour litiges	774	1 195	421	(839)
Rémunération non versée	6 359	4 971	(1 388)	(2 713)
Fraction non amortie du coût en capital du matériel et des aménagements des locaux loués en excédent de leur valeur comptable nette	2 984	2 974	(10)	(287)
Fraction non amortie des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires	2 434	1 792	(641)	(541)
Reports de pertes en avant	5 224	6 491	1 267	2 145
RILT	25 365	14 398	(10 967)	(541)
Autres immobilisations incorporelles	(28 066)	(17 523)	(1 318)	(2 296)
Divers	1 205	999	746	440
	6 226 \$	15 183 \$	(1 951) \$	(5 624) \$

Les actifs et passifs d'impôt différé figurant aux états de la situation financière consolidés sont comme suit :

	31 mars 2018	31 mars 2017
Actifs d'impôt différé	19 941 \$	15 323 \$
Passifs d'impôt différé	(13 715)	(140)
	6 226 \$	15 183 \$

Pour l'exercice, la variation de la position nette d'impôt différé se présentait comme suit :

	2018	2017
Solde d'ouverture aux 1 ^{er} avril	15 183 \$	10 771 \$
Recouvrement d'impôt comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés	1 951	5 624
Incidence du change sur la position d'impôt différé	1 111	(810)
Passif d'impôt différé sur les débetures convertibles	—	(990)
Impôt différé acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	(11 308)	—
Divers	(711)	588
Solde de clôture aux 31 mars	6 226 \$	15 183 \$

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et si l'actif et le passif d'impôt différé concernent l'impôt sur le résultat prélevé par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

À la date de clôture, la Société avait reporté en avant des pertes fiscales d'environ 35,5 millions \$ (37,9 millions \$ en 2017) pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé. Ces pertes sont liées à des filiales à l'extérieur du Canada qui ont subi des pertes par le passé, et qui peuvent également être assujetties à des restrictions législatives quant à leur utilisation et ne pas pouvoir être utilisées pour compenser le revenu imposable d'autres sociétés du groupe consolidé. Les filiales ne disposent pas de différences temporaires imposables ni de possibilités de planification fiscale qui pourraient, en partie, justifier la comptabilisation de ces pertes à titre d'actifs d'impôt différé puisqu'il n'est pas suffisamment probable qu'un avantage économique futur sera réalisé. Ces pertes arrivent à échéance en 2029.

Les autres différences temporaires non comptabilisées à titre d'actifs d'impôt différé liés aux filiales à l'extérieur du Canada s'établissaient à 38,8 millions \$ au 31 mars 2018 (33,7 millions \$ en 2017). Comme les filiales à l'extérieur du Canada ont subi des pertes par le passé et que les différences temporaires déductibles pourraient ne pas pouvoir être utilisées pour compenser le revenu imposable d'autres sociétés du groupe consolidé, aucun actif n'a été comptabilisé, étant donné qu'il n'est pas suffisamment probable qu'un avantage économique futur sera réalisé.

NOTE 15**Dettes subordonnée**

	31 mars 2018	31 mars 2017
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel majoré de 4 % par année, remboursable à vue	7 500 \$	7 500 \$

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'OCRCVM. Aux 31 mars 2018 et 2017, les taux d'intérêt de la dette subordonnée étaient de respectivement 7,45 % et 6,7 %. La valeur comptable de la dette subordonnée s'approche de sa juste valeur en raison de la nature à court terme du passif.

NOTE 16**Emprunt bancaire**

	31 mars 2018	31 mars 2017
Emprunt	72 500 \$	— \$
Moins : frais de financement non amortis	(1 063)	—
	71 437	—
Tranche à court terme	9 679	—
Tranche à long terme	61 758	—

Dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale (note 12), une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang d'un montant de 40,0 millions £ (72,5 millions \$ CA au 31 mars 2018) aux fins du financement d'une partie de la contrepartie au comptant. Au 31 mars 2018, la Société avait un solde impayé de 71,4 millions \$, déduction faite des frais de financement non amortis. L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur une période de quatre ans. L'emprunt porte intérêt au taux LIBOR annuel en vigueur majoré de 3,375 %.

NOTE 17 Débentures convertibles

Le 27 octobre 2016, la Société a conclu un placement privé de débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles (« débentures ») d'un montant en capital total de 60,0 millions \$. Le montant net comptabilisé après déduction des frais d'émission, nets du passif d'impôt différé, s'est élevé à 58,9 millions \$. Le placement de débentures a été réalisé avec des fonds gérés par un important gestionnaire d'actifs canadien.

Les débentures portent intérêt au taux annuel de 6,50 %, les intérêts étant payables semestriellement le dernier jour de juin et de décembre de chaque année à compter du 31 décembre 2016. Les débentures peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 6,50 \$ par action. Les débentures viendront à échéance le 31 décembre 2021 et pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 31 décembre 2019.

Les débentures sont classées comme des instruments financiers composés. Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur du passif était calculée en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs des instruments, actualisés à 8 %, ce qui correspond au taux d'intérêt appliqué par le marché à la date d'émission aux instruments ayant des conditions de crédit et offrant des flux de trésorerie futurs comparables, mais sans l'option de conversion. Le montant résiduel est comptabilisé comme une composante des capitaux propres.

	31 mars 2018		31 mars 2017	
	Passif	Capitaux propres	Passif	Capitaux propres
Débentures convertibles	57 081 \$	2 604 \$	56 442 \$	2 604 \$

NOTE 18 Actions privilégiées

	31 mars 2018		31 mars 2017	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Actions privilégiées de série A, émises et en circulation	110 818 \$	4 540 000	110 818 \$	4 540 000
Actions privilégiées de série C, émises et en circulation	97 450	4 000 000	97 450	4 000 000
Actions privilégiées de série C, détenues comme actions autodétenues	(2 627)	(106 794)	(2 627)	(106 794)
	94 823	3 893 206	94 823	3 893 206
	205 641 \$	8 433 206	205 641 \$	8 433 206

i) ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

La Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série A ») à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans close le 30 septembre 2016. Depuis le 1^{er} octobre 2016, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, sont payés à un taux annuel de 3,885 % pour la période prenant fin le 30 septembre 2021, inclusivement. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, les porteurs d'actions privilégiées de série A avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série B »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Au 15 septembre 2016, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série B n'a été émise. Les actions privilégiées de série B donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série A, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 septembre tous les cinq ans par la suite.

ii) ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

La Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série C ») à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 5,75 % pour la période initiale de cinq ans ayant pris fin le 30 juin 2017. À compter du 1^{er} juillet 2017, jusqu'au 30 juin 2022, les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 4,993 %. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, les porteurs d'actions privilégiées de série C avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série D »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Au 30 juin 2017, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série D n'a été émise. Les actions privilégiées de série D donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série C, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 juin tous les cinq ans par la suite.

NOTE 19

Actions ordinaires et bons de souscription

	31 mars 2018		31 mars 2017	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Émises et entièrement libérées	772 746 \$	113 522 629	772 645 \$	113 511 468
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(5 098)	(654 322)	(9 366)	(1 590 146)
Détenues dans le cadre du RILT	(117 802)	(19 814 432)	(121 830)	(19 141 505)
	649 846 \$	93 053 875	641 449 \$	92 779 817
	31 mars 2018		31 mars 2017	
	Montant	Nombre de bons de souscription	Montant	Nombre de bons de souscription
Bons de souscription émis dans le cadre du placement privé	1 975 \$	3 438 412	1 975 \$	3 438 412

i) AUTORISÉES

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

ii) ÉMISES ET ENTIÈREMENT LIBÉRÉES

	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 mars 2016	103 812 814	729 502 \$
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions (note 21)	2 433 285	14 840
Actions émises dans le cadre des régimes de remplacement (note 21)	76 088	685
Actions émises dans le cadre d'autres attributions à base d'actions	507 051	2 373
Actions émises dans le cadre du placement privé	6 876 824	26 601
Actions annulées	(194 594)	(1 356)
Solde au 31 mars 2017	113 511 468	772 645
Actions émises dans le cadre des régimes de remplacement (note 21)	11 161	101
Solde au 31 mars 2018	113 522 629	772 746 \$

Le 11 août 2017, la Société a déposé un avis de renouvellement de son OPRCNA qui lui permet de racheter, du 15 août 2017 au 14 août 2018, jusqu'à concurrence de 5 675 573 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Entre le 1^{er} avril 2017 et le 31 mars 2018, aucune action n'a été rachetée dans le cadre de l'OPRCNA actuelle et de l'OPRCNA précédente.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, la Société a réalisé la clôture d'un placement privé sans courtier (« placement privé ») pour les employés de la Société. Globalement, la Société a émis 6 876 824 unités à un prix de 4,17 \$ par unité, pour un produit total de

28,6 millions \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire (« action ordinaire ») de la Société ainsi que d'un demi-bon de souscription d'action ordinaire (« bon de souscription »). Chaque bon de souscription entier permettra au porteur de souscrire une action ordinaire au prix d'exercice de 4,99 \$ pour la période du 17 juin 2019 au 17 décembre 2019. Les bons de souscription ne sont pas inscrits à la cote d'une Bourse et ne peuvent pas être transférés.

Les bons de souscription sont classés comme instruments de capitaux propres. La juste valeur des bons de souscription, calculée à l'aide d'un modèle d'évaluation des options, a été établie à 1,975 million \$. Les modèles d'évaluation des options exigent le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. La volatilité se fonde sur la tendance historique des cours de l'action de la Société. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des bons de souscription.

iii] PRÊTS-SUBVENTIONS DESTINÉS À L'ACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société offre à certains employés (à l'exception des administrateurs et des membres de la haute direction) des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires de la Société. La Société a offert ces prêts aux membres de la haute direction dans le passé, mais elle a dorénavant adopté une politique lui interdisant d'octroyer de tels prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction. Le solde des droits non acquis des prêts-subventions est présenté en réduction du capital social. Les prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires sont amortis sur la durée d'acquisition des droits. La différence entre les valeurs non acquises et non amorties est incluse dans le surplus d'apport.

iv] RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2018	31 mars 2017
Résultat par action ordinaire		
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	13 024 \$	38 103 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(9 593)	(11 076)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	3 431	27 027
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	92 587 216	91 656 708
Résultat de base par action	0,04 \$	0,29 \$
Résultat par action ordinaire après dilution		
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	3 431	27 027
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	92 587 216	91 656 708
Effet dilutif dans le cadre du RILT (nombre)	17 089 575	8 248 790
Effet dilutif lié aux autres régimes de paiements fondés sur des actions (nombre)	978 809	1 243 574
Effet dilutif lié aux bons de souscription (nombre)	206 487	—
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions ordinaires	110 862 087	101 149 072
Résultat par action ordinaire après dilution	0,03 \$	0,27 \$

Les actions convertibles ont été exclues des calculs du résultat par action après dilution pour les exercices clos les 31 mars 2017 et 2018, ces actions étant antidilutives.

Aucune autre transaction comportant des actions ordinaires ou des actions ordinaires potentielles, qui aurait eu une incidence importante sur le résultat par action ordinaire, n'a eu lieu entre la date de clôture et la date d'autorisation de la publication de ces états financiers.

NOTE 20

Dividendes

DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES

La Société a déclaré les dividendes sur actions ordinaires suivants au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action ordinaire	Montant total de dividendes sur actions ordinaires
2 mars 2018	15 mars 2018	0,01 \$	1 135 \$
1 ^{er} décembre 2017	15 décembre 2017	0,01 \$	1 135 \$
1 ^{er} septembre 2017	15 septembre 2017	0,01 \$	1 135 \$
16 juin 2017	3 juillet 2017	0,10 \$	11 351 \$

Le 6 juin 2018, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,12 \$ par action ordinaire, payable le 3 juillet 2018 aux actionnaires inscrits le 22 juin 2018. Ce dividende est composé d'un dividende trimestriel de base de 0,01 \$ et d'un dividende supplémentaire variable de 0,11 \$ (note 28).

DIVIDENDES SUR ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action privilégiée de série A	Dividende en espèces par action privilégiée de série C	Montant total de dividendes sur actions privilégiées
16 mars 2018	2 avril 2018	0,24281 \$	0,31206 \$	2 351 \$
22 décembre 2017	2 janvier 2018	0,24281 \$	0,31206 \$	2 351 \$
15 septembre 2017	2 octobre 2017	0,24281 \$	0,31206 \$	2 351 \$
16 juin 2017	30 juin 2017	0,24281 \$	0,359375 \$	2 540 \$

Le 6 juin 2018, le conseil a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 3 juillet 2018 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 22 juin 2018 (note 28).

Le 6 juin 2018, le conseil a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 3 juillet 2018 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 22 juin 2018 (note 28).

NOTE 21**Régimes de paiement fondé sur des actions****ij RÉGIME D'INVESTISSEMENT À LONG TERME**

En vertu du régime d'investissement à long terme (« RILT »), ou le régime, des unités d'actions temporairement inaccessibles (« UATI ») dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Toutes les attributions octroyées en vertu du RILT sont réglées au moyen d'un transfert d'actions de fiducies pour les avantages du personnel (« fiducies ») qui sont financées par la Société, ou certaines de ses filiales, selon le cas, avec de la trésorerie que les fiduciaires utilisent pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Aucune autre action ne peut être émise sur le capital autorisé aux termes du RILT.

Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. À la suite de ce changement, les droits rattachés aux UATI continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. En raison de ce changement, la Société a déterminé que les attributions ne répondent pas, en substance, au critère de condition de service, tel qu'il est défini par l'IFRS 2, *Paiements fondés sur des actions*. Par conséquent, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charges avec une augmentation correspondante du surplus d'apport au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, mais qui ont été déterminées et acquises relativement à cet exercice. En raison de cette modification apportée au régime, la Société a comptabilisé une charge de 48,4 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 en lien avec la partie non amortie des attributions en cours au 31 mars 2018, qui aurait été passée en charges au cours des périodes ultérieures au 31 mars 2018 si le régime n'avait pas été modifié.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont par conséquent assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise le coût de ces attributions à titre de charge graduellement au cours de la période d'acquisition des droits applicable avec une hausse correspondante du surplus d'apport.

Il y a eu 7 292 403 UATI (11 895 720 UATI pour l'exercice clos le 31 mars 2017) attribuées en remplacement de la rémunération en espèces versée aux employés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018. Les fiducies ont acquis 5 681 240 actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 (9 838 528 actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017).

La juste valeur des UATI à la date d'évaluation se fonde sur la juste valeur à la date d'attribution. La juste valeur moyenne pondérée des UATI attribuées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 s'est établie à 5,00 \$ (4,75 \$ au 31 mars 2017).

	Nombre
Attributions en cours au 31 mars 2016	11 962 855
Attributions	11 895 720
UATI dont les droits sont acquis	(4 598 904)
UATI auxquelles il a été renoncé	(1 079 926)
Attributions en cours au 31 mars 2017	18 179 745
Attributions	7 292 403
UATI dont les droits sont acquis	(4 906 479)
UATI auxquelles il a été renoncé	(435 281)
Attributions en cours au 31 mars 2018	20 130 388

	Nombre
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 31 mars 2016	12 171 624
Actions acquises	9 838 528
Actions libérées à l'acquisition des droits	(2 868 647)
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 31 mars 2017	19 141 505
Actions acquises	5 681 240
Actions libérées à l'acquisition des droits	(5 008 313)
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 31 mars 2018	19 814 432

ii] PRÊTS – SUBVENTIONS DESTINÉS À L'ACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société offre des prêts à certains employés (à l'exception des administrateurs et des membres de la haute direction) visant à financer partiellement l'achat d'actions de la Société et à accroître l'actionnariat des employés. La Société a offert ces prêts aux membres de la haute direction dans le passé, mais elle a dorénavant adopté une politique lui interdisant d'octroyer de tels prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction. Ces prêts sont des transactions réglées en instruments de capitaux propres et font généralement l'objet d'une renonciation sur une période de trois à cinq ans à compter de l'avance initiale du prêt ou à la fin de cette période de trois à cinq ans (note 19 iii)).

iii] RÉGIMES DE REMPLACEMENT

Par suite de l'acquisition de CSHP, les régimes de paiements fondés sur des actions suivants ont été mis sur pied en remplacement des régimes de paiements fondés sur des actions de CSHP existant à la date d'acquisition :

Régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de Collins Stewart Hawkpoint de remplacement mis en place par Groupe Canaccord Genuity Inc.

Le 21 mars 2012, la Société a mis sur pied le régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, qui remplaçait les régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP existant à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient aux régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP se sont vu attribuer des options sur actions ordinaires de la Société en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement. Le prix d'exercice de ces options était de néant. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées, qui sont maintenant acquis, l'ont été sur une période allant de un an à trois ans à partir de la date d'acquisition de CSHP. Selon l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (« IFRS 3 »), une partie des droits attribués était incluse dans le prix d'acquisition de CSHP et une autre partie a été différée et amortie dans la charge de rémunération au rendement sur la période d'acquisition des droits. Les attributions étaient entièrement amorties en date du 31 mars 2015.

	Nombre
Solde au 31 mars 2016	25 637
Exercées	(7 155)
Solde au 31 mars 2017	18 482
Exercées	—
Solde au 31 mars 2018	18 482

Le tableau suivant présente un résumé des options sur actions en cours en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement au 31 mars 2018 :

Fourchette du prix d'exercice	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre d'actions ordinaires	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré
Néant	18 482	2,0	néant	18 482	néant

Régime d'intéressement à long terme de remplacement de Collins Stewart Hawkpoint mis en place par Groupe Canaccord Genuity Inc.

Le 21 mars 2012, la Société a mis sur pied le RILT de remplacement, qui remplaçait les RILT de CSHP existant à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient aux RILT de CSHP se sont vu attribuer des options sur actions de la Société en vertu du RILT de remplacement. Le prix d'exercice de ces options était de néant. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées, qui sont maintenant acquis, l'ont été graduellement chaque année sur une période de trois ans. Selon l'IFRS 3, une partie des droits attribués est incluse dans le prix d'acquisition de CSHP et une autre partie a été différée et amortie dans la charge de rémunération au rendement sur la période d'acquisition des droits. Les attributions étaient entièrement amorties en date du 31 mars 2015.

	Nombre
Attributions en cours au 31 mars 2016	201 552
Exercées	(68 933)
Solde au 31 mars 2017	132 619
Exercées	(11 161)
Solde au 31 mars 2018	121 458

Le tableau suivant présente un résumé des options sur actions en cours en vertu du RILT de remplacement au 31 mars 2018 :

Fourchette du prix d'exercice	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre d'actions ordinaires	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré
Néant	121 458	2,0	néant	121 458	néant

iv] RÉGIME INCITATIF DE CSH

Dans le cadre de l'acquisition de CSHP, la Société a convenu de mettre sur pied un programme de maintien en fonction à l'intention des employés clés de CSHP. Les droits rattachés aux attributions étaient entièrement acquis et amortis en date du 31 mars 2017. Au 31 mars 2018, la seule attribution en cours du régime incitatif de CSH, si elle avait été exercée, aurait entraîné l'émission de 9 257 actions ordinaires. Il s'agit également du nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises sur le capital autorisé en vertu du régime incitatif de CSH. Ces actions sont assujetties au règlement d'un différend portant sur le statut d'un participant qui s'est vu attribuer ce nombre d'unités d'actions temporairement inaccessibles.

v] UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») pour ses administrateurs indépendants. Les administrateurs indépendants doivent tous les ans indiquer comment ils souhaitent que leur rémunération leur soit versée et peuvent préciser le pourcentage qui leur sera versé sous forme d'UAD et de trésorerie. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD octroyées étant multiplié par le cours de clôture de l'action à la fin du trimestre suivant immédiatement la fin de l'emploi. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société, et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018, la Société a attribué 77 720 UAD (84 990 UAD en 2017). La valeur comptable du passif lié aux UAD au 31 mars 2018 était de 2,2 millions \$ (1,1 million \$ en 2017).

vi] UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018, la Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR ») pour certains membres de la haute direction. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est déterminé en fonction de l'atteinte de certaines cibles prédéterminées. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du 3^e anniversaire de l'attribution. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours moyen des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

La valeur comptable du passif lié aux UALR au 31 mars 2018 était de 6,1 millions \$.

vii] CHARGE AU TITRE DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2018	31 mars 2017
RILT	93 673 \$	37 537 \$
Prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires	199	1 699
Régime incitatif de CSH	—	1 609
Unités d'actions différées (réglées en trésorerie)	661	(762)
Autre	67	239
Charge de rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions	94 600	40 322
Charge au titre de l'amortissement accéléré de paiements fondés sur des actions incluse à titre de frais de restructuration	757	—
Total de la charge au titre de paiements fondés sur des actions	95 357 \$	40 322 \$

Compte tenu du changement de régime susmentionné, la Société a comptabilisé une charge de 48,3 millions \$ au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 avec une hausse correspondante du surplus d'apport liée aux attributions octroyées avant l'exercice 2018. Le reste de la charge au titre du RILT est lié aux attributions effectuées au cours de l'exercice 2018 et à la dotation aux amortissements de 2018 qui se rapporte aux attributions à l'embauche et de maintien en poste.

NOTE 22 Transactions avec des parties liées
ij FILIALES CONSOLIDÉES

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société et des principales filiales d'exploitation et sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société qui figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2018	31 mars 2017
Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc.	Canada	100 %	s. o.
Canaccord Genuity SAS	France	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited	Guernesey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited	Guernesey	100 %	100 %
Hargreave Hale Limited	Royaume-Uni	100 %	s. o.
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams BC ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Securities LLC	États-Unis	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
CLD Financial Opportunities Limited	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd*	Australie	50 %	50 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited*	Australie	50 %	50 %
加通贝祥（北京）投资顾问有限公司 (Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited)	Chine	100 %	100 %
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Dubai) Ltd.	Émirats arabes unis	100 %	100 %

* La Société détient 50 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et de Canaccord Genuity (Australia) Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 58 % en date du 31 mars 2018, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (58 % au 31 mars 2017) (note 8).

ii) RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS DE LA SOCIÉTÉ

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, aux 31 mars 2018 et 2017 :

	31 mars 2018	31 mars 2017
Avantages du personnel à court terme	10 515 \$	7 053 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	—	1 989
Paielements fondés sur des actions	4 933	3 979
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	15 448 \$	13 021 \$

iii) AUTRES TRANSACTIONS AVEC LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

	31 mars 2018	31 mars 2017
Créances clients	969 \$	211 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	1 527	219

iv) MODALITÉS DES TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les transactions sur titres effectuées par la Société pour le compte de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles appliquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

NOTE 23

Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de consultation, de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï, en Australie et aux États-Unis. Canaccord Genuity comprend également les activités dans les Autres établissements à l'étranger, dont Canaccord Genuity Asia.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail ou institutionnels du Canada, des États-Unis, et du Royaume-Uni et d'Europe.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en monnaies étrangères qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation, sans égard aux participations ne donnant pas le contrôle.

La Société ne répartit pas le total de l'actif, le total du passif, le matériel et les aménagements des locaux loués entre les secteurs. L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est attribué au secteur Canaccord Genuity, puisqu'il se rapporte aux acquisitions de Genuity et à la participation de 50 % dans Canaccord Genuity Australia. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (« CSHP ») est attribué aux secteurs Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Îles de la Manche). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition d'Eden Financial Ltd. est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Eden Financial Ltd.). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Hargreave Hale). Il n'y a pas de produits intersectoriels importants. L'impôt sur le résultat est géré au niveau de la Société et n'est pas attribué aux secteurs. Tous les produits des activités ordinaires et le résultat d'exploitation sont tirés de clients externes. En outre, la Société ne répartit pas les flux de trésorerie par secteur à présenter.

	Pour les exercices clos les							
	31 mars 2018				31 mars 2017			
	Canaccord Genuity	UGT de Gestion de patrimoine	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	UGT de Gestion de patrimoine	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des produits d'intérêts	627 821 \$	358 193 \$	8 988 \$	995 002 \$	593 447 \$	258 230 \$	11 022 \$	862 699 \$
Produits d'intérêts	9 735	12 072	6 068	27 875	4 944	8 881	3 022	16 847
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	583 577	288 400	50 373	922 350	512 933	210 226	56 426	779 585
Amortissement	9 464	13 152	1 391	24 007	10 651	9 102	1 371	21 124
Frais de développement	690	6 773	201	7 664	2 616	6 585	3 008	12 209
Charges d'intérêts	9 471	2 741	6 225	18 437	9 713	135	2 896	12 744
Frais de restructuration	4 704	2 939	—	7 643	—	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions	—	6 732	—	6 732	—	—	—	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	—	298	298	—	—	—	—
Résultat avant impôt sur le résultat et imputations intersectorielles	29 650	49 528	(43 432)	35 746	62 478	41 063	(49 657)	53 884
Moins : Imputations intersectorielles	16 524	15 529	(32 053)	—	18 210	16 796	(35 006)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	13 126 \$	33 999 \$	(11 379) \$	35 746 \$	44 268 \$	24 267 \$	(14 651) \$	53 884 \$

Aux fins de la présentation de l'information par secteur géographique, les activités de la Société ont été regroupées au Canada, au Royaume-Uni et en Europe (y compris Dubaï), aux États-Unis, en Australie et dans les Autres établissements à l'étranger, qui comprennent nos activités en Asie. Le tableau suivant présente les produits des activités ordinaires de la Société par secteur géographique (les produits sont attribués aux secteurs géographiques en fonction de l'emplacement de l'entreprise sous-jacente présentant ses résultats d'exploitation) :

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2018	31 mars 2017
Canada	397 053 \$	298 816 \$
Royaume-Uni et Europe (y compris Dubaï)	329 841	281 631
États-Unis	238 933	237 142
Australie	57 022	59 693
Autres établissements à l'étranger	28	2 264
	1 022 877 \$	879 546 \$

Le tableau suivant présente les principales informations ayant trait à la situation financière de chaque secteur géographique :

	Canada	Royaume-Uni, Europe et Dubaï	États-Unis	Autres établissements à l'étranger	Australie	Total
	Au 31 mars 2018					
Matériel et aménagements des locaux loués	9 483 \$	13 156 \$	6 960 \$	66 \$	1 302 \$	30 967 \$
Goodwill	92 074	165 900	—	—	—	257 974
Immobilisations incorporelles	53 201	107 464	92	—	—	160 757
Actifs non courants	154 758	286 520	7 052	66	1 302	449 698
Au 31 mars 2017						
Matériel et aménagements des locaux loués	11 080	9 884	8 757	31	1 727	31 479
Goodwill	92 074	100 192	—	—	—	192 266
Immobilisations incorporelles	55 630	47 074	95	—	—	102 799
Actifs non courants	158 784 \$	157 150 \$	8 852 \$	31 \$	1 727 \$	326 544 \$

NOTE 24 **Gestion du capital**

La Société a besoin de capitaux à des fins opérationnelles et aux fins de la réglementation, y compris le financement de ses activités actuelles et futures. La Société a une structure du capital fondée sur les capitaux propres, qui englobent les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les bons de souscription, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global ainsi que la dette subordonnée et les débetures convertibles. Le tableau ci-après présente le sommaire de notre capital aux 31 mars 2018 et 2017 :

Type de capital	31 mars 2018	31 mars 2017
Actions privilégiées	205 641 \$	205 641 \$
Actions ordinaires	649 846	641 449
Composante capitaux propres des débetures convertibles	2 604	2 604
Bons de souscription	1 975	1 975
Surplus d'apport	145 426	85 405
Déficit non distribué	(277 472)	(267 559)
Cumul des autres éléments du résultat global	113 332	95 270
Capitaux propres	841 352	764 785
Débetures convertibles	57 081	56 442
Dette subordonnée	7 500	7 500
Emprunt bancaire	71 437	—
	977 370 \$	828 727 \$

Le cadre de la gestion du capital de la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui :

- respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société fixés par leurs organismes de réglementation respectifs;
- permet de financer les activités courantes et futures;
- permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance;
- favorise la création de valeur pour les actionnaires.

Les filiales suivantes sont assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire des organismes de réglementation de leur territoire respectif :

- La Corporation Canaccord Genuity est assujettie à la réglementation canadienne, principalement celle de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières Inc.
- Canaccord Genuity Limited, Canaccord Genuity Wealth Limited, Canaccord Genuity Financial Planning Limited et Hargreave Hale Limited sont régies par la Financial Conduct Authority (« FCA ») du Royaume-Uni.
- Canaccord Genuity Wealth (International) Limited détient un permis octroyé par la Guernsey Financial Services Commission, la Isle of Man Financial Supervision Commission et la Jersey Financial Services Commission et est réglementée par ces dernières.
- Canaccord Genuity (Australia) Limited est réglementée par l'Australian Securities and Investments Commission.
- Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited est réglementée à Hong Kong par la Securities and Futures Commission.
- Canaccord Genuity Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority, Inc. (« FINRA »).
- Canaccord Genuity Wealth Management (USA), Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la FINRA.
- Canaccord Asset Management Inc. est assujettie au Canada à la réglementation de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario.
- Canaccord Genuity (Dubai) Ltd est assujettie aux Émirats arabes unis à la réglementation de la Dubai Financial Services Authority (« DFSA »).

Les exigences en matière de capital réglementaire peuvent varier quotidiennement en raison des dépôts de garantie obligatoires à l'égard des transactions en cours et des exigences en matière de prise ferme ou de fonds de roulement. En vue de se conformer à ces exigences, la Société pourrait être tenue de maintenir des liquidités et d'autres actifs liquides disponibles à un niveau suffisant pour satisfaire aux exigences en matière de capital réglementaire, et ne pas pouvoir utiliser ces actifs liquides dans le cadre de ses activités ou à des fins de décaissement. Certaines des filiales sont également assujetties à la réglementation en matière de retrait du capital, y compris le versement de dividendes à la Société. Au cours de l'exercice considéré, il n'y a eu aucun changement notable apporté à la

politique de gestion du capital de la Société. Au 31 mars 2018 et pour l'exercice clos à cette date, les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences minimales en matière de capital réglementaire.

NOTE 25 Fonds des clients

Au 31 mars 2018, les fonds des clients, qui sont détenus dans des comptes distincts par les activités au Royaume-Uni et en Europe, s'élevaient à 2,978 milliards \$ (1,643 milliard £) (2,120 milliards \$; 1,267 milliard £ en 2017). Ce montant comprenait des soldes de 11,1 millions \$ (6,1 millions £) (11,2 millions \$; 6,7 millions £ en 2017) détenus au nom de clients aux fins du règlement de transactions en cours et des dépôts distincts de 2,967 milliards \$ (1,637 milliard £) (2,109 milliards \$; 1,260 milliard £ en 2017) détenus au nom de clients qui ne figurent pas dans les états de la situation financière consolidés. Les variations des soldes de règlement sont prises en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

NOTE 26 Provisions et éventualités

PROVISIONS

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle découlant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Chaque date de clôture, la Société évalue le caractère approprié de ses provisions existantes et ajuste le montant au besoin. Voici un sommaire des changements survenus au cours des exercices clos les 31 mars 2018 et 2017 :

	Provisions pour litiges	Provisions pour frais de restructuration	Total des provisions
Solde au 31 mars 2016	3 600 \$	15 211 \$	18 811 \$
Ajouts	5 870	—	5 870
Utilisées	(2 530)	(10 358)	(12 888)
Solde au 31 mars 2017	6 940 \$	4 853 \$	11 793 \$
Ajouts	2 704	7 643	10 347
Utilisées	(5 991)	(7 321)	(13 312)
Recouvrements	(400)	—	(400)
Solde au 31 mars 2018	3 253 \$	5 175 \$	8 428 \$

La provision pour frais de restructuration comptabilisée au cours de la période close le 31 mars 2018 a trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans les activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans les activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à une provision pour des contrats de location déficitaires liés à l'acquisition de Hargreave Hale.

Engagements, procédures de litige et passif éventuel

Dans le cours normal des activités, la Société est partie à des litiges et, au 31 mars 2018, elle était défenderesse dans diverses poursuites judiciaires. La Société a établi des provisions pour les affaires en litige lorsque les paiements sont probables et peuvent raisonnablement être estimés. Même si l'issue de ces poursuites dépend d'une résolution future, l'évaluation et l'analyse de ces poursuites par la direction indiquent que la résolution ultime probable de ces poursuites, prises isolément ou dans leur ensemble, n'aura pas d'effet important sur la situation financière de la Société.

La Société fait également l'objet de réclamations invoquées ou non dans le cours normal des affaires, lesquelles, en date du 31 mars 2018, n'ont pas donné lieu à des poursuites judiciaires. La Société ne peut pas déterminer quelle sera l'incidence de ces réclamations invoquées ou non sur sa situation financière; cependant, elle a comptabilisé une provision si des pertes découlant de ces réclamations invoquées ou non sont considérées comme probables et si de telles pertes peuvent être estimées de façon raisonnable.

Certaines réclamations ont été invoquées contre la Société en ce qui a trait à la vente au Royaume-Uni par une société remplacée de certains produits de gestion de patrimoine conventionnels fiscalement avantageux relatifs à un partenariat cinématographique, et elles pourraient être importantes si ces réclamations sont judiciairisées, que des réclamations additionnelles sont effectuées et que les hypothèses utilisées par la Société pour déterminer que le succès de ces réclamations n'est ni probable et que ces dernières ne peuvent faire l'objet d'une estimation changent au cours de futures périodes. Le cas échéant, la Société peut être tenue de comptabiliser une provision au titre d'un résultat défavorable qui pourrait avoir une incidence néfaste importante sur la situation financière de la Société. L'investissement total par les clients de la Société à l'égard de ces produits est estimé à 10,4 millions \$ (5,8 millions £). Le report d'impôt total obtenu initialement par les clients de la Société à l'égard de ces produits lorsqu'ils les ont achetés entre 2006 et 2009 est estimé à 14,4 millions \$ (8,0 millions £). L'application conformément aux annonces de l'autorité fiscale du Royaume-Uni, l'issue de certaines procédures judiciaires portant sur l'imposition de produits similaires vendus par d'autres conseillers financiers et les règlements conclus avec l'autorité fiscale du Royaume-Uni par certains investisseurs se traduiront probablement par un montant d'impôt à payer supérieur au montant d'impôt initialement reporté pour les acheteurs de ces produits. L'excédent de l'impôt éventuel à payer sur le montant d'impôt initialement reporté pour les clients de la Société est estimé à 14,8 millions \$ (8,3 millions £). À la date des présents

états financiers consolidés audités, il est impossible de déterminer l'issue probable des mesures d'application de la loi prises par l'autorité fiscale du Royaume-Uni à l'égard de cette affaire ainsi que la probabilité que la Société subisse une perte, ou le montant d'une telle perte, relativement aux réclamations déposées contre elle ou qui pourraient être déposées contre elle.

Une poursuite a été intentée en Alberta par un ancien client et d'autres personnes qui demandent le remboursement des pertes dans certains comptes, des frais d'administration, des intérêts et des coûts. Les faits reprochés comprennent un manquement au contrat et la négligence dans l'administration des comptes. Les dommages-intérêts réclamés dans le cadre de la poursuite s'élèvent à plus de 14 millions \$. Bien que la Société ait réfuté les allégations et entende se défendre vigoureusement, l'issue probable de cette poursuite et une estimation fiable du montant des dommages-intérêts dans l'éventualité d'une issue défavorable ne peuvent être déterminées à la date des présents états financiers consolidés audités.

La Société est codéfenderesse dans trois poursuites intentées en Colombie-Britannique et au Manitoba par un autre courtier en placements contre un certain nombre de ses anciens employés qui sont maintenant des employés de la Société dans ces provinces. Les réclamations visent notamment des dommages-intérêts pour atteinte intentionnelle aux rapports économiques et incitation à la rupture de contrat relativement au transfert d'importants portefeuilles de gestion du patrimoine de clients du demandeur à la Société. Les réclamations ne précisent pas le montant des dommages-intérêts. Bien que la Société et les employés défendeurs aient réfuté les allégations et entendent se défendre vigoureusement, l'issue de ces poursuites ne peut être prédite avec certitude et une estimation du montant des dommages-intérêts dans l'éventualité d'une issue défavorable ne peut être déterminée à la date des présents états financiers consolidés annuels audités.

Une poursuite a été intentée au Dubai International Financial Centre (« DIFC ») contre la Société et un codéfendeur réclamant 10 millions \$ US en dommages-intérêts contre les défendeurs relativement à une offre publique d'achat faite par une tierce partie aux États-Unis et l'utilisation du nom du demandeur par cette tierce partie. Bien que la Société ait réfuté les allégations et entende se défendre vigoureusement, l'issue de cette poursuite ne peut être prédite avec certitude et une estimation du montant des dommages-intérêts dans l'éventualité d'une issue défavorable ne peut être déterminée à la date des présents états financiers consolidés annuels audités.

La Société fournit des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocie leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970* (le « Bank Secrecy Act ») et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, FIN-2014-G001 (les « indications du FinCEN ») portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN). Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable que le risque entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue des telles procédures s'avérait favorable pour la Société. La Société a déterminé que ces procédures sont peu probables et, par conséquent, n'a pas comptabilisé de provision à cet effet.

NOTE 27**Engagements**

Les filiales de la Société se sont engagées à verser les loyers minimaux approximatifs suivants pour des locaux et du matériel au cours des cinq prochains exercices et par la suite :

2019	32 476 \$
2020	30 304
2021	29 123
2022	25 343
2023	19 174
Par la suite	40 745
	177 165 \$

Certains contrats de location, qui se rapportent principalement à la location de bureaux, sont assortis d'options de prolongation et prévoient un loyer fixé par paliers.

Certaines filiales de la Société ont conclu des contrats de sous-location. Les loyers minimaux approximatifs pour les locaux et le matériel au cours des cinq prochains exercices et par la suite sont indiqués ci-après :

2019	2 155 \$
2020	2 121
2021	2 107
2022	2 080
2023	867
Par la suite	—
	9 330 \$

La Société s'est engagée à effectuer des paiements au titre du capital et des intérêts sur les débetures convertibles comme suit :

2019	3 900 \$
2020	3 900
2021	3 900
2022	63 900
	75 600 \$

La Société s'est engagée à effectuer des paiements au titre du capital et des intérêts sur l'emprunt bancaire comme suit :

2019	9 679 \$
2020	9 679
2021	14 500
2022	38 642
	72 500 \$

NOTE 28**Événements postérieurs à la date de clôture****i) ACQUISITION**

Le 25 avril 2018, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente visant à acquérir Jitneytrade Inc. et Finlogik Inc. directement et par l'acquisition de Finlogik Capital Inc. Jitneytrade Inc. est un courtier à accès direct et un négociateur de contrats à terme et d'options sur actions au Canada. Finlogik Inc. propose au marché canadien des solutions à valeur ajoutée en technologie financière. L'acquisition a été conclue le 6 juin 2018.

ii) OPTIONS SUR ACTIONS

Dans le cadre de sa réunion du 6 juin 2018, le conseil d'administration a approuvé l'attribution de 6 220 000 options sur actions liées au rendement aux membres de la haute direction de la Société et de ses filiales d'exploitation. Les options seront attribuées aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement de la Société qui sera présenté aux actionnaires aux fins d'approbation à l'assemblée générale annuelle de la Société qui aura lieu le 2 août 2018. L'attribution est assujettie à la ratification dans le cadre de cette assemblée. Les options, dont le prix d'exercice sera déterminé en fonction du marché à la date d'attribution, auront une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées à la performance (cours de l'action) sur le marché, et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à trois fois le prix d'exercice.

iii) DIVIDENDES

Le 6 juin 2018, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,12 \$ par action ordinaire, payable le 3 juillet 2018 aux actionnaires inscrits le 22 juin 2018 (note 20). Ce dividende est composé d'un dividende trimestriel de base de 0,01 \$ et d'un dividende supplémentaire de 0,11 \$.

Le 6 juin 2018, le conseil a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 3 juillet 2018 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 22 juin 2018 (note 20).

Le 6 juin 2018, le conseil a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 3 juillet 2018 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 22 juin 2018 (note 20).

Informations supplémentaires

Note : Les présentes informations supplémentaires ne sont pas auditées et doivent être lues avec les états financiers audités contenus dans le présent rapport.

Points saillants financiers¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASG, les ASA, l'information sur les actions ordinaires et privilégiées, les mesures financières et les pourcentages)

	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2018	2017	2016	2015	2014
Résultats financiers					
Produits des activités ordinaires	1 022 877	879 546	787 805	880 763	855 244
Charges	987 131	825 662	1 151 776	886 420	790 656
Charge d'impôt sur le résultat (recouvrement)	18 669	10 698	(5 404)	5 661	12 531
Résultat net	17 077	43 186	(358 567)	(11 318)	52 057
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	13 024	38 103	(358 471)	(13 184)	51 413
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	3 431	27 025	(370 463)	(25 061)	39 651
Secteur d'activité					
Résultat avant impôt sur le résultat					
Canaccord Genuity ²	13 126	44 268	(349 110)	1 932	74 391
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity ³	33 999	24 267	10 171	6 097	(7 389)
Non sectoriel et autres	(11 379)	(14 651)	(25 032)	(13 686)	(2 414)
Secteur géographique					
Résultat avant impôt sur le résultat					
Canada ⁴	36 156	8 604	(179 586)	16 487	(8 572)
Royaume-Uni et Europe ⁵	332	26 946	(104 685)	(3 216)	47 431
États-Unis ⁶	(14 411)	2 606	(24 606)	(6 658)	27 320
Australie	14 909	17 127	(23 889)	6 686	1 761
Autres établissements à l'étranger ⁷	(1 240)	(1 399)	(31 205)	(18 956)	(3 352)
Information sur les actifs des clients (en millions \$)					
ASG – Canada (discretionnaires)	2 815	2 637	1 257	1 561	1 204
ASA – Canada	15 567	13 228	9 192	10 729	10 160
ASG – Royaume-Uni et Europe	44 877	24 526	22 791	21 763	20 156
ASG – Australie	830	862	731	836	555
Total	61 274	38 616	32 714	33 328	30 871
Information sur les actions ordinaires					
Par action ordinaire (en \$)					
Résultat de base	0,04	0,29	(4,09)	(0,27)	0,42
Résultat après dilution	0,03	0,27	(4,09)	(0,27)	0,39
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁸	5,71	5,08	4,99	8,71	9,05
Cours de l'action ordinaire (en \$)					
Haut	7,49	5,70	8,58	13,49	8,45
Bas	4,08	3,53	3,50	5,98	5,05
Clôture	6,93	5,09	4,01	6,52	8,20
Actions ordinaires en circulation (en milliers)					
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis	93 054	92 780	89 084	91 795	93 115
Émises et en circulation	113 523	113 511	103 812	102 608	101 471
Nombre d'actions après dilution	124 294	124 479	109 072	104 704	107 937
Nombre moyen de base	92 587	91 657	90 553	91 693	94 125
Nombre moyen après dilution	110 862	101 149	s. o.	s. o.	101 993
Capitalisation boursière (en milliers)	861 357	633 598	437 379	682 673	885 087
Information sur les actions privilégiées (en milliers)					
Actions émises et en circulation	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540
Mesures financières					
Dividendes par action ordinaire	0,15	0,10	0,10	0,25	0,20
Rendement des actions ordinaires (cours de clôture)	2,2 %	2,0 %	2,5 %	3,8 %	2,4 %
Ratio de distribution sur les actions ordinaires	496,3 %	42,0 %	(2,8) %	(101,9) %	51,6 %
Rendement total des capitaux propres ⁹	39,1 %	26,9 %	(37,0) %	(17,4) %	23,2 %
RCP ¹⁰	0,9 %	5,0 %	(50,4) %	(2,9) %	4,4 %
Multiple cours-bénéfice ¹¹	(346,5)	19,6	(1,0)	(21,0)	21,0
Ratio cours/valeur comptable ¹²	1,2	0,9	0,8	0,7	0,9

- Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Parmi les mesures non conformes aux IFRS, mentionnons le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP), la valeur comptable par action ordinaire, après dilution, le rendement des actions ordinaires, le ratio de distribution sur les actions ordinaires, le rendement total des capitaux, le ratio cours/bénéfice, le ratio cours/valeur comptable, les actifs sous gestion (ASG) et les actifs sous administration (ASA).
- Comprend les activités de la division mondiale des marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Chine, à Dubaï et à Singapour. La Société s'est départie de 100 % de ses actions de Canaccord Genuity Singapore Pte Ltd. en date du 30 juin 2016. Depuis le T3/17, les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity à Dubaï sont inclus dans Canaccord Genuity au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï.
- Les résultats d'exploitation de Hargreave Hale sont pris en compte dans Gestion du patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) depuis la date de clôture du 18 septembre 2017.
- La région géographique du Canada de la Société inclut les activités des secteurs Canaccord Genuity, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et Non sectoriel et autres.
- La région géographique du Royaume-Uni et de l'Europe de la Société œuvre sur les marchés des capitaux et exerce des activités de gestion de patrimoine. Les résultats des anciennes entités de CSHP situées au Royaume-Uni et en Europe depuis le 22 mars 2012 et les activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. depuis le 1^{er} octobre 2012 sont aussi inclus. Depuis le T3/17, les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity à Dubaï sont inclus dans Canaccord Genuity au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï. Les résultats d'exploitation de Hargreave Hale sont pris en compte depuis la date de clôture du 18 septembre 2017.
- La région géographique des États-Unis de la Société inclut les activités des marchés des capitaux et les activités de gestion de patrimoine. Les résultats des anciennes entités de CSHP situées aux États-Unis sont inclus depuis le 22 mars 2012.
- Depuis le T3/17, les résultats d'exploitation de nos activités en Australie sont présentés comme une région séparée. Avant le T3/17, l'Australie était incluse dans les Autres établissements à l'étranger. Depuis le T3/17 également, nos activités à Dubaï, qui étaient auparavant comprises dans les Autres établissements à l'étranger, sont incluses dans Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Notre secteur géographique Autres établissements à l'étranger comprend dorénavant nos activités en Asie, notamment en Chine et à Hong Kong, et comprenait celles à Singapour et à la Barbade avant leur vente ou leur fermeture.
- La valeur comptable par action ordinaire après dilution, mesure non conforme aux IFRS, correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription et de la conversion des débiteures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont les options, bons de souscription et débiteures convertibles, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renonciations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.
- Le rendement total des capitaux propres correspond à la variation du cours de l'action majorée des dividendes versés sur les actions ordinaires et des distributions spéciales versées au cours de la période considérée, exprimée en pourcentage du cours de clôture de l'action ordinaire de la période précédente, en supposant le réinvestissement de tous les dividendes.
- Le RCP est calculé en divisant le résultat net annuel attribuable aux actionnaires ordinaires par les capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires.
- Le ratio cours/bénéfice est calculé en tenant compte du cours de l'action à la fin de la période et du résultat dilué par action des 12 derniers mois.
- Le ratio cours/valeur comptable est calculé en tenant compte du cours de l'action ordinaire à la fin de la période et de la valeur comptable par action ordinaire, après dilution.

Comptes de résultat et des résultats non distribués consolidés résumés^{1, 2, 3}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2018	2017	2016	2015	2014
Produits des activités ordinaires					
Commissions et honoraires	461 937	396 741	376 817	374 058	361 647
Financement de sociétés	282 195	196 129	132 029	236 551	219 718
Honoraires de consultation	122 372	130 749	160 180	153 302	140 834
Négociation à titre de contrepartiste	113 921	119 040	85 559	75 217	91 313
Intérêts	27 875	16 847	16 830	22 212	24 549
Divers	14 577	20 040	16 390	19 423	17 183
	1 022 877	879 546	787 805	880 763	855 244
Charges					
Rémunération au rendement dont les paiements ne sont pas fondés sur des actions ⁴	480 369	414 676	382 851	414 680	375 807
Rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions	46 245	40 322	35 025	40 800	37 482
Charges salariales	99 239	85 698	92 981	85 770	91 135
Frais de négociation	68 209	65 211	56 998	52 795	47 872
Locaux et matériel	39 605	42 286	40 863	40 281	38 461
Communications et technologie	56 346	52 381	55 975	51 758	46 065
Intérêts	18 437	12 744	10 222	13 424	16 359
Frais d'administration	83 982	79 011	87 004	94 688	83 834
Amortissement	24 007	21 124	25 339	28 428	26 786
Frais de développement	7 664	12 209	26 129	24 448	21 369
Frais de restructuration ⁵	7 643	—	17 352	24 813	5 486
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ⁶	48 355	—	—	—	—
Dépréciation du goodwill	—	—	321 037	14 535	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée ⁷	298	—	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions	6 732	—	—	—	—
	987 131	825 662	1 151 776	886 420	790 656
Résultat avant impôt sur le résultat	35 746	53 884	(363 971)	(5 657)	64 588
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	18 669	10 698	(5 404)	5 661	12 531
Résultat net de l'exercice	17 077	43 186	(358 567)	(11 318)	52 057
Participations ne donnant pas le contrôle	4 053	5 083	(96)	1 866	644
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	13 024	38 103	(358 471)	(13 184)	51 413
Résultats non distribués au début de l'exercice	(267 559)	(294 586)	92 815	144 799	126 203
Dividendes sur actions ordinaires	(13 344)	—	(16 938)	(26 806)	(21 055)
Dividendes sur actions privilégiées	(9 593)	(11 076)	(11 992)	(11 994)	(11 762)
Résultats non distribués à la fin de l'exercice	(277 742)	(267 559)	(294 586)	92 815	144 799
Charges de rémunération au rendement en % des produits des activités ordinaires	51,5 %	51,7 %	53,0 %	51,7 %	48,3 %
Total des charges de rémunération en % des produits des activités ordinaires ⁸	61,2 %	61,5 %	64,8 %	61,5 %	59,0 %
Charges autres que de rémunération en % des produits des activités ordinaires	30,6 %	32,4 %	81,4 %	39,2 %	33,5 %
Total des charges en % des produits des activités ordinaires	96,5 %	93,9 %	146,2 %	100,6 %	92,4 %
Marge bénéficiaire avant impôt	3,5 %	6,1 %	(46,2) %	(0,6) %	7,6 %
Taux d'impôt effectif	52,2 %	19,9 %	1,5 %	(100,1) %	19,4 %
Marge bénéficiaire nette	1,7 %	4,9 %	(45,5) %	(1,3) %	6,1 %
Résultat par action – de base	0,04	0,29	(4,09)	(0,27)	0,42
Résultat par action après dilution	0,03	0,27	(4,09)	(0,27)	0,39
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁹	5,71	5,08	4,99	8,71	9,05
Informations sectorielles supplémentaires sur les produits des activités ordinaires					
Canaccord Genuity	637 556	598 391	532 270	613 105	615 790
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	370 265	267 111	246 567	250 890	224 036
Non sectoriel et autres	15 056	14 044	8 968	16 768	15 418
	1 022 877	879 546	787 805	880 763	855 244

- Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS comprennent les charges de rémunération au rendement en pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires, les charges autres que de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires et la valeur comptable par action ordinaire, après dilution.
- Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2018 (42 % pour l'exercice clos le 31 mars 2017 et 40 % pour l'exercice clos le 31 mars 2016).
- Ces données comprennent les résultats de Hargreave Hale depuis la date de clôture du 18 septembre 2017.
- Les charges de rémunération au rendement comprennent la taxe pour le régime national d'assurance applicable au Royaume-Uni.
- Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale. Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2016 se rapportent aux réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, à la fermeture de notre bureau à la Barbade dans les Autres établissements à l'étranger, ainsi qu'à des charges liées aux changements dans notre secteur Non sectoriel et autres.
- Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Compte tenu de ce changement, les coûts des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement seront dorénavant passés en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions dans le cadre du RIL qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. La charge totale comptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 liée aux attributions octroyées avant l'exercice 2018 s'est établie à 48,4 millions \$.
- Représente la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2018.
- Le total des charges de rémunération comprend la rémunération au rendement et les charges salariales, à l'exception des primes à l'embauche, qui sont incluses dans les frais de développement.
- La valeur comptable par action ordinaire après dilution, mesure non conforme aux IFRS, correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont les options, bons de souscription et débetures convertibles, le cas échéant, et qui est ajusté pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renonciations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

États de la situation financière consolidés résumés

Aux 31 mars (en milliers \$ CA)	2018	2017	2016	2015	2014
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	862 838	677 769	428 329	322 324	364 296
Titres détenus à la valeur de marché	469 217	784 230	564 746	848 128	1 143 201
Créances clients	2 215 837	3 395 736	2 041 150	2 491 488	2 785 898
Impôt sur le résultat à recevoir	1 170	1 085	12 537	5 295	3 983
Actifs d'impôt différé	19 941	15 323	11 221	10 148	9 735
Placements	2 035	2 829	5 578	8 693	9 977
Matériel et aménagements des locaux loués	30 967	31 479	37 049	43 373	50 975
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	418 731	295 065	323 936	640 456	646 557
	4 020 736	5 203 516	3 424 546	4 369 905	5 014 622
Passif et capitaux propres					
Dette bancaire	—	25 280	14 910	20 264	—
Facilité de crédit à court terme	—	—	—	—	—
Titres vendus à découvert	301 006	645 742	427 435	654 639	913 913
Dettes fournisseurs, charges à payer et divers	2 647 382	3 681 676	2 203 858	2 541 956	2 888 267
Impôt sur le résultat à payer	7 851	10 093	4 242	8 172	10 822
Tranche à court terme d'un emprunt bancaire	9 679	—	—	—	—
Contrepartie différée	9 997	—	—	—	—
Contrepartie éventuelle	49 844	—	—	—	—
Emprunt bancaire	61 758	—	—	—	—
Passifs d'impôt différé	13 715	140	450	2 057	3 028
Dette subordonnée	7 500	7 500	15 000	15 000	15 000
Débiteures convertibles	57 081	56 442	—	—	—
Participations ne donnant pas le contrôle	13 571	11 858	8 722	10 275	14 912
Capitaux propres	841 352	764 785	749 929	1 117 542	1 168 680
	4 020 736	5 203 516	3 424 546	4 369 905	5 014 622

Statistiques opérationnelles diverses¹

Aux 31 mars	2018	2017	2016	2015	2014
Nombre d'employés au Canada					
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	189	178	180	201	215
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	379	359	354	400	420
Nombre d'employés dans le secteur Non sectoriel et autres	288	279	288	324	316
Total au Canada	856	816	822	925	951
Nombre d'employés au Royaume-Uni et en Europe					
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	214	225	282	329	372
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	559	313	312	303	294
Nombre d'employés aux États-Unis					
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	256	275	291	269	286
Nombre d'employés en Australie					
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	57	58	55	56	51
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	11	11	10	13	12
Nombre d'employés dans les Autres établissements à l'étranger					
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	3	2	23	33	38
Nombre d'employés dans l'ensemble de la Société	1 956	1 700	1 795	1 928	2 004
Nombre d'équipes de conseillers au Canada ²	142	141	139	152	160
Nombre de spécialistes autorisés au Canada	374	367	392	437	436
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds au Royaume-Uni et en Europe ³	188	118	118	114	118
Nombre de conseillers en Australie	7	8	7	9	9
ASG – Canada (discrétionnaires) (en millions \$ CA)	2 815	2 637	1 257	1 561	1 204
ASA – Canada (en millions \$ CA)	15 567	13 228	9 192	10 729	10 160
ASG – Royaume-Uni et Europe (en millions \$ CA)	44 877	24 526	22 791	21 763	20 156
ASG – Australie (en millions \$ CA)	830	862	731	836	555
Total (en millions \$ CA)	61 274	38 616	32 714	33 328	30 871
Nombre de sociétés ayant Canaccord Genuity Limited comme courtier					
Bourse de Londres (LSE)	48	51	67	53	52
Alternative Investment Market (AIM)	33	32	32	40	43
Total comme courtier	81	83	99	93	95
Nombre de sociétés ayant Canaccord Genuity Limited comme Nomad⁴					
LSE	—	—	—	1	—
AIM	33	32	32	30	33
Total comme Nomad	33	32	32	31	33

1) Ces statistiques opérationnelles diverses sont des mesures non conformes aux IFRS.

2) Les équipes de conseillers au Canada comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

3) Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants en contact direct avec les clients. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs des clients.

4) Une société inscrite à l'AIM est tenue de retenir les services d'un conseiller désigné (appelé communément Nomad) durant la vie de la société sur le marché. Le Nomad a notamment pour tâche de garantir qu'une société répond aux critères d'admissibilité à l'AIM. Un Nomad est à l'AIM ce que le conseiller financier est à la LSE.

Points saillants financiers trimestriels¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASG, les ASA, l'information sur les actions ordinaires et privilégiées, les mesures financières et les pourcentages)

	Exercice 2018				Exercice 2017			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Résultats financiers								
Produits des activités ordinaires	322 080	309 442	191 547	199 808	271 656	208 108	193 602	206 180
Charges	324 379	262 559	198 613	201 580	234 251	202 397	192 845	196 169
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	7 404	10 285	192	788	6 418	1 167	557	2 556
Résultat net	(9 703)	36 598	(7 258)	(2 560)	30 987	4 544	200	7 455
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	(11 661)	34 432	(7 485)	(2 262)	28 886	3 755	(1 220)	6 682
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(14 012)	32 081	(9 836)	(4 802)	26 346	1 215	(4 219)	3 683
Secteur d'activité								
Résultat avant impôt sur le résultat								
Canaccord Genuity ²	(6 977)	34 266	(6 773)	(7 390)	36 027	4 938	(4 049)	7 352
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity ³	8 642	16 322	919	8 116	5 723	6 346	6 894	5 304
Non sectoriel et autres	(3 964)	(3 705)	(1 212)	(2 498)	(4 345)	(5 573)	(2 088)	(2 645)
Secteur géographique								
Résultat avant impôt sur le résultat								
Canada ⁴	12 282	24 740	(4 139)	3 273	6 443	(4 262)	(3 672)	10 095
Royaume-Uni et Europe ⁵	(10 073)	8 959	2 387	(941)	21 370	7 481	553	(2 458)
États-Unis ⁶	(11 032)	5 111	(6 257)	(2 233)	2 954	678	(293)	(733)
Australie	6 786	8 379	1 059	(1 315)	7 078	2 615	4 876	2 558
Autres établissements à l'étranger ⁷	(262)	(306)	(116)	(556)	(440)	(801)	(707)	549
Actifs des clients (en millions \$)								
ASG – Canada (discrétionnaires)	2 815	2 838	2 688	2 647	2 637	2 527	1 219	1 268
ASA – Canada	15 567	14 451	12 801	12 669	13 228	11 969	10 334	9 817
ASG – Royaume-Uni et Europe	44 877	43 791	40 797	25 755	24 526	23 383	23 208	22 410
ASG – Australie	830	928	866	860	862	769	845	742
Total	61 274	59 170	54 464	39 284	38 616	36 121	34 387	32 969
Information sur les actions ordinaires								
Par action ordinaire (en \$)								
Résultat de base	(0,15)	0,35	(0,11)	(0,05)	0,29	0,01	(0,05)	0,04
Résultat après dilution	(0,15)	0,29	(0,11)	(0,05)	0,26	0,01	(0,05)	0,04
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁸	5,71	5,11	4,74	4,91	5,08	4,85	4,70	4,75
Cours de l'action ordinaire (en \$)								
Haut	7,49	5,91	6,68	5,42	5,70	4,81	5,11	5,11
Bas	5,50	4,08	4,26	4,17	4,11	3,53	3,98	3,63
Clôture	6,93	5,80	4,29	5,33	5,09	4,77	4,71	4,92
Actions ordinaires en circulation (en milliers)								
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis	93 054	92 281	91 602	92 904	92 780	91 780	91 163	96 657
Émises et en circulation	113 523	113 511	113 511	113 511	113 511	112 777	112 057	111 601
Nombre d'actions après dilution	124 294	124 209	124 141	124 281	124 479	124 346	115 222	115 167
Nombre moyen de base	92 730	92 030	92 529	93 069	91 985	91 229	92 249	89 786
Nombre moyen après dilution	112 187	113 613	104 741	s. o.	102 296	98 647	s. o.	92 849
Capitalisation boursière (en milliers)	861 357	720 412	532 565	662 418	633 598	593 130	542 696	566 622
Actions privilégiées en circulation (en milliers)								
Actions émises et en circulation	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540
Mesures financières								
Dividendes par action ordinaire	0,12	0,01	0,01	0,01	0,10	—	—	—
Rendement des actions ordinaires (cours de clôture)	1,7 %	0,7 %	0,9 %	0,8 %	2,0 %	—	—	—
Ratio de distribution sur les actions ordinaires	(97,2) %	3,5 %	(11,5) %	(23,6) %	43,1 %	—	—	—
Rendement total des capitaux propres ⁹	21,6 %	35,4 %	(19,3) %	4,9 %	6,7 %	1,3 %	(4,3) %	22,7 %
RCP annualisé ¹⁰	(9,5) %	23,7 %	(7,4) %	(3,5) %	19,6 %	0,9 %	(3,2) %	2,8 %
Ratio cours-bénéfice ¹¹	(346,5)	14,9	39,0	31,4	19,6	(16,4)	(1,1)	(1,2)
Ratio cours/valeur comptable ¹²	1,2	1,1	0,9	1,1	0,9	1,0	1,0	1,0

1) Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Parmi les mesures non conformes aux IFRS, mentionnons le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP), la valeur comptable par action ordinaire, après dilution, le rendement des actions ordinaires, le ratio de distribution sur les actions ordinaires, le rendement total des capitaux, le ratio cours/bénéfice, le ratio cours/valeur comptable, les actifs sous gestion (ASG) et les actifs sous administration (ASA).

2) Comprend les activités de la division mondiale des marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Australie, en Chine, à la Barbade et à Singapour. La Société s'était départie de 100 % de ses actions de Canaccord Genuity Singapore Pte Ltd. en date du 30 juin 2016. Depuis le T3/17, les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity à Dubaï sont inclus dans Canaccord Genuity au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï.

3) Les résultats d'exploitation de Hargreave Hale sont pris en compte dans Gestion du patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) depuis la date de clôture du 18 septembre 2017.

4) La région géographique du Canada de la Société inclut les activités des secteurs Canaccord Genuity, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et Non sectoriel et autres.

5) La région géographique du Royaume-Uni et de l'Europe de la Société mène des activités sur les marchés des capitaux et des activités de gestion de patrimoine. Les résultats des anciennes entités de CSHP situées au Royaume-Uni et en Europe depuis le 22 mars 2012 et les activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. depuis le 1^{er} octobre 2012 sont aussi inclus. Depuis le T3/17, les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity à Dubaï sont inclus dans Canaccord Genuity au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï.

6) La région géographique des États-Unis de la Société inclut les activités des marchés des capitaux et les activités de gestion de patrimoine. Les résultats des anciennes entités de CSHP situées aux États-Unis sont inclus depuis le 22 mars 2012.

7) Depuis le T3/17, les résultats d'exploitation de nos activités en Australie sont présentés comme une région séparée. Avant le T3/17, l'Australie était incluse dans les Autres établissements à l'étranger. Depuis le T3/17 également, nos activités à Dubaï, qui étaient auparavant comprises dans les Autres établissements à l'étranger, sont incluses dans Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Notre secteur géographique Autres établissements à l'étranger comprend dorénavant nos activités en Asie, notamment en Chine et à Hong Kong, et comprenait celles à Singapour et à la Barbade avant leur vente ou leur fermeture.

8) La valeur comptable par action ordinaire après dilution, mesure non conforme aux IFRS, correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription et de la conversion des débentures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont les options, bons de souscription et débentures convertibles, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncements aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

9) Le rendement total des capitaux propres correspond à la variation du cours de l'action majorée des dividendes versés sur les actions ordinaires et des distributions spéciales versées au cours de la période considérée, exprimée en pourcentage du cours de clôture de l'action ordinaire de la période précédente, en supposant le réinvestissement de tous les dividendes.

10) Le RCP est présenté sur une base annualisée. Le RCP trimestriel annualisé est calculé en divisant le résultat net annualisé attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre par les capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires.

11) Le ratio cours/bénéfice est calculé en tenant compte du cours de l'action à la fin de la période et du résultat dilué par action des 12 derniers mois.

12) Le ratio cours/valeur comptable est calculé en tenant compte du cours de l'action ordinaire à la fin de la période et de la valeur comptable par action ordinaire, après dilution.

Comptes de résultat consolidés résumés^{1, 2, 3}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Exercice 2018				Exercice 2017			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	135 148	125 709	96 125	104 955	105 890	102 637	95 342	92 872
Financement de sociétés	95 514	112 639	33 356	40 696	71 595	46 508	40 901	37 125
Honoraires de consultation	40 930	31 947	30 589	18 896	52 474	17 127	21 554	39 594
Négociation à titre de contrepartiste	36 047	29 138	22 849	25 887	31 066	33 569	26 859	27 546
Intérêts	10 045	6 861	5 793	5 176	5 217	4 017	4 005	3 608
Divers	4 396	3 148	2 835	4 198	5 414	4 250	4 941	5 435
	322 080	309 442	191 547	199 808	271 656	208 108	193 602	206 180
Charges								
Rémunération au rendement dont les paiements ne sont pas fondés sur des actions ⁴	149 255	146 324	90 725	94 065	124 839	96 737	94 206	98 894
Rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions	11 154	12 307	10 545	12 239	11 563	10 204	9 874	8 681
Charges salariales	28 631	26 537	21 664	22 407	22 092	21 064	20 633	21 909
Frais de négociation	20 428	16 521	14 008	17 252	18 563	16 660	15 852	14 136
Locaux et matériel	10 138	10 511	8 847	10 109	10 301	12 723	9 514	9 748
Communications et technologie	14 967	14 558	14 163	12 658	13 279	12 359	14 409	12 334
Intérêts	6 090	4 171	3 731	4 445	3 884	2 834	2 584	3 442
Frais d'administration	24 106	23 108	17 468	19 300	19 250	21 478	18 735	19 548
Amortissement	6 949	6 916	5 148	4 994	5 105	5 454	5 180	5 385
Frais de développement	3 187	1 512	1 486	1 479	5 375	2 884	1 858	2 092
Frais de restructuration ⁵	939	—	6 256	448	—	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions	184	—	4 364	2 184	—	—	—	—
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ⁶	48 355	—	—	—	—	—	—	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée ⁷	(4)	94	208	—	—	—	—	—
Dépréciation du goodwill	—	—	—	—	—	—	—	—
	324 379	262 559	198 613	201 580	234 251	202 397	192 845	196 169
Résultat avant impôt sur le résultat	(2 299)	46 883	(7 066)	(1 772)	37 405	5 711	757	10 011
Change (recouvrement) d'impôt	7 404	10 285	192	788	6 418	1 167	557	2 556
Résultat net de la période	(9 703)	36 598	(7 258)	(2 560)	30 987	4 544	200	7 455
Participations ne donnant pas le contrôle	1 958	2 166	227	(298)	2 101	789	1 420	773
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	(11 661)	34 432	(7 485)	(2 262)	28 886	3 755	(1 220)	6 682
Charges de rémunération au rendement en % des produits des activités ordinaires	49,8 %	51,3 %	52,9 %	53,2 %	50,2 %	51,4 %	53,8 %	52,2 %
Total des charges de rémunération en % des produits des activités ordinaires ⁸	58,7 %	59,8 %	64,2 %	64,4 %	58,3 %	61,5 %	64,4 %	62,8 %
Charges autres que de rémunération en % des produits des activités ordinaires	27,0 %	25,0 %	39,5 %	36,5 %	27,9 %	35,7 %	35,2 %	32,3 %
Total des charges en % des produits des activités ordinaires	100,7 %	84,8 %	103,7 %	100,9 %	86,2 %	97,3 %	99,6 %	95,1 %
Marge bénéficiaire avant impôt	(0,7) %	15,2 %	(3,7) %	(0,9) %	13,8 %	2,7 %	0,4 %	4,9 %
Taux d'impôt effectif	(322,1) %	21,9 %	(2,7) %	(44,5) %	17,2 %	20,4 %	73,6 %	25,5 %
Marge bénéficiaire nette	(3,0) %	11,8 %	(3,8) %	(1,3) %	11,4 %	2,2 %	0,1 %	3,6 %
Résultat de base par action	(0,15)	0,35	(0,11)	(0,05)	0,29	0,01	(0,05)	0,04
Résultat par action après dilution	(0,15)	0,29	(0,11)	(0,05)	0,26	0,01	(0,05)	0,04
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁹	5,71	5,11	4,74	4,91	5,08	4,85	4,70	4,75
Canaccord Genuity	200 687	196 203	118 880	121 786	193 520	137 268	127 005	140 598
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	116 378	109 373	69 563	74 951	73 333	67 368	63 690	62 720
Non sectoriel et autres	5 015	3 866	3 104	3 071	4 803	3 472	2 907	2 862
	322 080	309 442	191 547	199 808	271 656	208 108	193 602	206 180

- Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS comprennent les charges de rémunération au rendement en pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires, les charges autres que de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires et la valeur comptable par action ordinaire, après dilution.
- Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2018 (42 % pour l'exercice clos le 31 mars 2017 et 40 % pour l'exercice clos le 31 mars 2016).
- Ces données comprennent les résultats de Hargreave Hale depuis la date de clôture du 18 septembre 2017.
- Les charges de rémunération au rendement comprennent la taxe pour le régime national d'assurance applicable au Royaume-Uni.
- Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale. Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2016 se rapportent aux réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, à la fermeture de notre bureau à la Barbade dans les Autres établissements à l'étranger, ainsi qu'à des charges liées aux changements dans notre secteur Non sectoriel et autres.
- Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Compte tenu de ce changement, les coûts des UATI attribués dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement seront dorénavant passés en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions dans le cadre du RIL qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. La charge totale comptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 liée aux attributions octroyées avant l'exercice 2018 s'est établie à 48,4 millions \$.
- Représente la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2018.
- Le total des charges de rémunération comprend la rémunération au rendement et les charges salariales, à l'exception des primes à l'embauche, qui sont incluses dans les frais de développement.
- La valeur comptable par action ordinaire après dilution, mesure non conforme aux IFRS, correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription et de la conversion des débiteurs convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont les options, bons de souscription et débiteurs convertibles, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

États de la situation financière consolidés résumés

(en milliers \$ CA)	Exercice 2018				Exercice 2017			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Actifs								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	862 838	592 873	543 109	521 725	677 769	470 243	317 527	282 170
Titres détenus	469 217	514 220	469 433	585 258	784 230	421 181	651 068	726 857
Créances clients	2 215 837	1 758 532	1 944 939	2 171 795	3 395 736	1 534 449	2 629 075	2 704 228
Impôt sur le résultat à recevoir	1 170	242	2 716	884	1 085	4 586	11 429	9 870
Actifs d'impôt différé	19 941	12 412	15 006	16 231	15 323	11 442	9 950	9 790
Placements	2 035	2 030	2 321	2 960	2 829	5 197	5 264	5 330
Matériel et aménagements des locaux loués	30 967	31 966	30 717	30 592	31 479	30 991	32 815	34 728
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	418 731	404 929	405 157	293 805	295 065	298 009	303 773	310 134
	4 020 736	3 317 204	3 413 398	3 623 250	5 203 516	2 776 098	3 960 901	4 083 107
Passif et capitaux propres								
Dette bancaire	—	2 767	27 300	—	25 280	11 577	49 069	89 878
Facilité de crédit à court terme	—	—	—	—	—	—	—	—
Titres vendus à découvert	301 006	342 754	316 003	410 303	645 742	299 508	491 483	580 665
Dettes fournisseurs, charges à payer et divers	2 647 382	1 982 336	2 130 560	2 383 957	3 681 676	1 648 727	2 670 764	2 655 093
Impôt sur le résultat à payer	7 851	12 988	9 666	10 394	10 093	7 269	4 957	4 324
Tranche à court terme d'un emprunt bancaire	9 679	4 529	4 463	—	—	—	—	—
Contrepartie différée	9 997	9 958	10 030	—	—	—	—	—
Contrepartie éventuelle	49 844	46 643	45 969	—	—	—	—	—
Emprunt bancaire	61 758	62 230	61 244	—	—	—	—	—
Passifs d'impôt différé	13 715	10 220	10 170	141	140	—	208	77
Dette subordonnée	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
Débiteures convertibles	57 081	56 916	56 755	56 597	56 442	56 263	—	—
Participations ne donnant pas le contrôle	13 571	12 031	13 354	12 481	11 858	9 651	8 992	9 892
Capitaux propres	841 352	766 332	720 384	741 877	764 785	735 603	727 928	735 678
	4 020 736	3 317 204	3 413 398	3 623 250	5 203 516	2 776 098	3 960 901	4 083 107

Statistiques opérationnelles diverses¹

	Exercice 2018				Exercice 2017			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Nombre d'employés au Canada								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	189	189	194	190	178	184	178	177
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	379	352	353	351	359	354	342	342
Nombre d'employés dans le secteur Non sectoriel et autres	288	282	276	274	279	281	274	277
Total Canada	856	823	823	815	816	819	794	796
Nombre d'employés au Royaume-Uni et en Europe								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	214	214	217	222	225	250	250	255
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	559	574	586	314	313	309	312	310
Nombre d'employés aux États-Unis								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	256	257	258	275	275	282	297	303
Nombre d'employés en Australie								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	57	56	55	58	58	59	60	56
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	11	12	12	11	11	11	11	11
Nombre d'employés dans les Autres établissements à l'étranger								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	3	3	2	2	2	3	3	6
Nombre d'employés dans l'ensemble de la Société	1 956	1 939	1 953	1 697	1 700	1 733	1 727	1 737
Nombre d'équipes de conseillers au Canada ²	142	134	134	135	141	139	139	138
Nombre de spécialistes autorisés au Canada	374	353	356	355	367	367	356	392
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds au Royaume-Uni et en Europe ³	188	197	200	119	118	115	118	117
Nombre de conseillers en Australie	7	8	8	8	8	7	7	7
ASG – Canada (discrétionnaires) (en millions \$ CA)	2 815	2 838	2 688	2 647	2 637	2 527	1 219	1 268
ASA – Canada (en millions \$ CA)	15 567	14 451	12 801	12 669	13 228	11 969	10 334	9 817
ASG – Royaume-Uni et Europe (en millions \$ CA)	44 877	43 791	40 797	25 755	24 526	23 383	23 208	22 410
ASG – Australie (en millions \$ CA)	830	928	866	860	862	769	845	742
Total (en millions \$ CA)	61 274	59 170	54 464	39 284	38 616	36 121	34 387	32 969
Nombre de sociétés ayant Canaccord Genuity Limited comme courtier								
Bourse de Londres (LSE)	48	50	47	48	51	51	50	49
Alternative Investment Market (AIM)	33	32	31	35	32	31	28	29
Total comme courtier	81	82	78	83	83	82	78	78
Nombre de sociétés ayant Canaccord Genuity Limited comme Nomad⁴								
LSE	—	—	—	—	—	1	—	—
AIM	33	32	31	35	32	22	28	29
Total comme Nomad	33	32	31	35	32	23	28	29

1) Ces statistiques opérationnelles diverses sont des mesures non conformes aux IFRS.

2) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

3) Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants en contact direct avec les clients. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs des clients.

4) Une société inscrite à l'AIM est tenue de retenir les services d'un conseiller désigné (appelé communément Nomad) durant la vie de la société sur le marché. Le Nomad a notamment pour tâche de garantir qu'une société répond aux critères d'admissibilité à l'AIM. Un Nomad est à l'AIM ce que le conseiller financier est à la LSE.

Glossaire

Actifs sous administration (ASA) — Canada

Les ASA représentent la valeur de marché des biens du client qui sont administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans les comptes clients de même que la valeur de marché globale de positions acheteur et vendeur sur titres. La direction utilise cette mesure pour évaluer la performance opérationnelle du secteur Gestion de patrimoine Canaccord. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Actifs sous gestion (ASG) — Canada

Les ASG englobent les actifs qui sont la propriété effective de clients et qui sont gérés de manière discrétionnaire par la Société, dans le cadre du Programme de conseils en placement CT et du Programme de gestion des placements des particuliers CT. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Les ASG sont aussi administrés par la Société et sont donc inclus dans les ASA. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Actifs sous gestion (ASG) — Royaume-Uni et Europe

Les ASG représentent la valeur de marché des biens du client qui sont gérés et administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Actions ordinaires

Type d'actions le plus couramment et généralement détenu dans une société. Les dividendes doivent être versés d'abord aux actionnaires privilégiés, puis aux actionnaires ordinaires.

Actions privilégiées

Catégorie d'actions d'une société dont les droits sur les actifs et le résultat sont supérieurs à ceux des actions ordinaires. Les actions privilégiées ne comportent habituellement pas de droits de vote; cependant, leurs détenteurs reçoivent un dividende qui doit être payé avant celui des actionnaires ordinaires.

Ajustement de la juste valeur

Estimation de la juste valeur d'un actif (ou d'un passif) dont le cours de marché ne peut être déterminé, habituellement en raison de l'absence d'un marché établi pour l'actif.

Alternative Investment Market (AIM)

Branche de la Bourse de Londres (LSE), l'AIM assure un marché mondial pour les petites sociétés émergentes.

Bourse de Londres (LSE)

L'un des marchés boursiers les plus importants du monde, existant depuis plus de 300 ans et comptant plus de 3 000 sociétés inscrites. La LSE se divise en quatre principaux marchés, soit le Main Market, l'AIM Market, le Professional Securities Market et le Specialist Fund Market.

Canaccord Genuity

Canaccord Genuity désigne le secteur des marchés des capitaux mondiaux de la Société.

Canaccord Genuity Asia

Canaccord Genuity Asia est la marque utilisée pour les activités de Canaccord Genuity dans la région Asie-Pacifique.

Charges hors caisse

Charges comptabilisées par une société qui n'ont pas d'incidence sur le solde de sa trésorerie ou son fonds de roulement.

Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP)

Groupe Canaccord Genuity a fait l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP) le 21 mars 2012. CSHP était un groupe de conseils financiers indépendant de premier plan qui exerçait ses activités au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Europe et à Singapour. Par suite de l'acquisition, CSHP a été renommée Canaccord Genuity.

Comptes en gestion distincte (CGD)

Portefeuilles de placement offerts aux clients qui sont gérés par un gestionnaire de portefeuille principal. Les CGD permettent aux clients de détenir des titres individuels composant le portefeuille, plutôt qu'une partie d'un fonds commun.

Comptes intégrés

Type de compte de courtage dont les charges administratives, de recherche, de consultation et de gestion sont réglées par un montant forfaitaire.

Conseiller désigné (Nomad)

Société ayant obtenu l'autorisation de la LSE d'agir comme conseiller auprès d'entreprises qui désirent être admises à l'AIM. Un Nomad garantit à la LSE que l'entreprise répond aux critères d'admissibilité et, une fois qu'elle est admise, l'aide de façon permanente en ce qui a trait à la présentation de l'information et à d'autres questions touchant les marchés.

Dilution

Variation des résultats et de la valeur comptable par action résultant de l'exercice de tous les bons de souscription et options, et de la conversion des titres convertibles.

Éléments de la charge liée aux acquisitions

Les éléments de la charge liée aux acquisitions comprennent les coûts d'acquisition de Marchés des capitaux Genuity, de The Balloch Group Limited, d'une participation de 50 % dans BGF Capital Pty Ltd, de Collins Stewart Hawkpoint plc, de certains actifs et passifs de Kenosis Capital Partners et dans les activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd., et de Hargreave Hale Limited, ainsi que l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à ces acquisitions. Les éléments de la charge liée aux acquisitions comprennent également les coûts engagés à l'égard de projets d'acquisition abandonnés. Les chiffres qui excluent les éléments liés aux acquisitions sont des mesures non conformes aux IFRS.

Éléments importants

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Charges qui ne sont pas considérées comme étant récurrentes ou représentatives du résultat opérationnel. Pour la Société, les éléments importants comprennent les frais de restructuration, l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, la dépréciation du goodwill et des autres actifs, et les éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation de profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme de la Société, les paiements incitatifs liés à l'acquisition de Hargreave Hale, ainsi que certaines charges, généralement incluses dans les frais de développement, qui, selon la direction, reflètent une charge unique autre que d'exploitation.

Équipes de conseillers en placement

Les équipes de conseillers en placement comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne. Comme les succursales de gestion de patrimoine indépendantes sont dirigées par un conseiller en placement (avec une équipe), chacune d'entre elles représente une seule équipe de conseillers en placement.

Experts en placement et gestionnaires de fonds

Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants en contact direct avec la clientèle. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs des clients.

Financement de sociétés

Aide fournie aux sociétés fermées et ouvertes et aux gouvernements en vue de l'obtention de financement sur les marchés des capitaux au moyen de l'émission de titres d'emprunt, de titres de participation et de titres dérivés, que ce soit par prise ferme ou par placement pour compte.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity renvoie aux activités de gestion de patrimoine mondiales de la Société.

Gestion de patrimoine indépendante

Plateforme d'exploitation indépendante de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity, selon laquelle les conseillers indépendants agissent à titre de mandataires indépendants de la Société. Chaque succursale de gestion de patrimoine indépendante est classée comme une équipe de conseillers comprenant un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients.

Groupe Actions internationales

Groupe de premier plan qui achemine à peu de frais des ordres sur des titres cotés aux États-Unis et des actions ordinaires cotées dans d'autres pays, dont l'exécution est sur les marchés locaux dans le cadre des activités aux États-Unis.

Honoraires de consultation

Les produits tirés des frais que la Société facture pour les services de consultation auprès d'entreprises, de fusions et acquisitions ou de restructuration d'entreprise sont inscrits comme honoraires de consultation.

Liquidité

Total des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie constituant les capitaux dont dispose la Société aux fins de l'exploitation et de la réglementation.

Mesures non conformes aux IFRS

Les mesures non conformes aux normes internationales d'information financière (IFRS) n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Se reporter à la page 14 du présent rapport annuel.

Méthode de la valeur à risque

La méthode de la valeur à risque est un concept de mesure du risque généralement reconnu qui est défini comme la perte minimale prévue de la valeur de marché d'un portefeuille à un intervalle de confiance précis (p. ex., 95 %) au cours d'une période donnée (p. ex., quotidiennement).

Négociation à titre de contrepartiste

Négociation de titres de participation des comptes de capital et des comptes de stock. Les produits des activités ordinaires proviennent des profits et des pertes découlant de la négociation de stocks.

Négociation à titre de négociateur inscrit

Négociation de titres de participation des comptes de capital et des comptes de stock par l'intermédiaire de négociateurs inscrits qui consiste à prendre des positions sur des titres de participation, y compris des actions de sociétés de petite et moyenne capitalisation. Les produits des activités ordinaires proviennent des profits et des pertes découlant de la négociation de stocks.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom Non sectoriel et autres.

Participation syndicaire

Groupe de maisons de financement de sociétés coordonnant la commercialisation, la distribution, l'établissement des prix et la stabilisation des transactions de financement en actions.

Preneur ferme — financement de sociétés

Achète des titres ou d'autres instruments auprès d'une société émettrice à des fins de revente aux épargnants.

Produits ouvrant droit à la rémunération au rendement

Un pourcentage des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement gagnés est directement versé à titre de rémunération au rendement, ce qui comprend les commissions, les honoraires tirés du financement de sociétés, les honoraires de consultation et les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste.

Régime d'actionariat des employés

Régime facultatif qui offre aux employés admissibles la possibilité d'acheter des actions de la Société au moyen de déductions à la source, avec contribution additionnelle de la Société.

Régime d'intéressement à long terme (RILT)

Système de récompense conçu pour harmoniser les intérêts des employés et ceux des actionnaires externes. En vertu du RILT de la Société, une partie de la rémunération annuelle des employés admissibles est retenue pour l'achat d'unités d'actions temporairement inaccessibles de la Société. Les unités d'actions temporairement inaccessibles sont bonifiées par la Société, et leurs droits sont généralement acquis sur trois ans.

Rendement de l'action

Ratio financier établi entre le montant des dividendes versés chaque année par une société et le cours de l'action. Le rendement de l'action est égal au montant total annuel des dividendes par action divisé par le cours de l'action de la société.

Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP)

Résultat net exprimé en pourcentage de l'avoir moyen en actions ordinaires. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Résultat par action (RPA), après dilution

Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif des options sur actions et d'autres rémunérations à base d'actions.

Risque

Les institutions financières sont confrontées à divers risques qui peuvent les exposer à des pertes, y compris le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque réglementaire et le risque juridique.

Services de courtage de correspondance

La prestation, en toute sécurité, de services administratifs, d'exécution d'ordres en Bourse et de recherche à d'autres entreprises de courtage à partir de l'infrastructure de technologie et d'exploitation existante de la Société (Pinnacle Correspondent Services).

Services de négociation

Services de cotation, de rapprochement des transactions et de gestion pour l'exécution des transactions, la gestion des registres des ordres et la communication de l'information sur les portefeuilles.

Taxe pour le régime national d'assurance (RNA)

Charge sociale imposée aux employés du Royaume-Uni représentant un pourcentage de la rémunération au rendement.

Titres bloqués

Actions ordinaires de la Société qui sont assujetties à des conditions de libération particulières.

Transactions internationales

Exécution d'ordres sur des titres canadiens pour le compte de maisons de courtage américaines.

Transactions sur titres à revenu fixe

Transactions visant de nouvelles émissions, des obligations d'État et de sociétés, des bons du Trésor, des effets de commerce, des obligations à coupons détachés, des titres d'emprunt à haut rendement et des débetures convertibles.

Valeur comptable par action ordinaire après dilution

Mesure des capitaux propres par action qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont les options, bons de souscription et débetures convertibles, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Ventes et transactions institutionnelles

Secteur d'activité du groupe Marchés des capitaux fournissant des services de recherche et d'information sur les marchés, de consultation et d'exécution d'ordres en Bourse aux clients institutionnels.

Gouvernance d'entreprise

Le conseil d'administration (« conseil »), dans son ensemble ou par l'intermédiaire de ses comités, assume la responsabilité de la gestion de la Société et a approuvé un manuel officiel sur la gouvernance à l'intention du conseil (« mandat ») renfermant un cadre de référence pour le conseil, énonçant ses responsabilités en matière de gestion ainsi que ses autres responsabilités et devoirs. Les responsabilités du conseil sont également régies par :

- la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique);
- les statuts constitutifs de la Société;
- la charte de ses comités;
- les autres politiques d'entreprise et lois applicables.

Communication avec les administrateurs indépendants

Terrence Lyons a été nommé par le conseil du Groupe Canaccord Genuity Inc. à titre d'administrateur principal. L'une de ses responsabilités est de recevoir les communications adressées par des parties intéressées aux administrateurs indépendants du conseil et de déterminer la suite appropriée à donner à ces communications. Ces communications peuvent lui être envoyées par écrit par la poste à l'adresse 2039 West 35th Avenue, Vancouver (Colombie-Britannique) Canada V6M 1J1.

Processus de planification stratégique

Le mandat du conseil prévoit que le conseil est responsable de veiller à ce que la Société soit dotée d'un processus de planification stratégique efficace. Ainsi, le conseil revoit et approuve le plan stratégique de la Société, en surveille l'application et émet des lignes directrices à cet égard.

Identification et gestion des risques

Le mandat du conseil comprend :

- l'assistance à la direction pour l'identification des principaux risques liés aux activités de la Société;
- la prise de mesures raisonnables pour assurer la mise en œuvre de systèmes appropriés permettant la gestion et la surveillance de ces risques;
- l'examen des plans pour l'évaluation des contrôles financiers internes de la Société et les tests à leur égard;
- la supervision des auditeurs externes, y compris l'approbation de leur cadre de référence.

Planification et évaluation de la relève

Le mandat du conseil comprend le maintien de plans de relève adéquats et efficaces pour le chef de la direction ainsi que pour les membres de la haute direction.

- Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération (CGER) reçoit des mises à jour périodiques du plan de relève de la Société à l'échelon des hauts dirigeants, et assure le suivi du processus de planification de la relève.
- Le plan de relève est revu au moins annuellement par le CGER.
- Suivant la recommandation du président du conseil et chef de la direction, le conseil nomme les hauts dirigeants de la Société.

Communication et information publique

Les contrôles et politiques en matière de communication (CPC) de la Société portent sur la communication fidèle et en temps opportun de tous les renseignements importants se rapportant à la Société ainsi que sur l'interaction de la Société avec les actionnaires, les analystes en placements, les autres parties intéressées et le public en général.

- Les CPC sont revus annuellement par le conseil.
- Les CPC, les dépôts auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières, les communiqués de presse et les présentations à l'intention des investisseurs sont affichés sur le site Web de la Société.
- Le conseil examine tous les états financiers consolidés trimestriels et annuels ainsi que les rapports de gestion s'y rapportant, les communiqués de presse sur les résultats de la Société, les circulaires d'information de la direction, les notices annuelles ainsi que les documents de financement.

Contrôles internes

Le conseil exige de la direction le maintien de systèmes de contrôle interne et d'information efficaces. Le conseil, assisté du comité d'audit, supervise l'intégrité des systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

- Le comité d'audit se réunit au moins quatre fois par année avec le chef des finances et les cadres supérieurs des finances de la Société afin d'examiner les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les systèmes d'information connexes.
- Les auditeurs externes de la Société formulent chaque année au comité d'audit des recommandations relatives aux systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

En date du 31 mars 2018, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président du conseil et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le Règlement 52-109. D'après cette évaluation, le président du conseil et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures répondaient aux normes d'efficacité en date du 31 mars 2018.

Gouvernance

Le conseil compte actuellement huit membres, dont six sont des administrateurs indépendants de la direction au sens prévu par les lois applicables sur les valeurs mobilières. Pour faciliter l'exercice d'un jugement indépendant, le conseil d'administration a nommé un administrateur principal et tient régulièrement des réunions hors de la présence des administrateurs qui sont membres de la direction.

- Le CGER est responsable de l'examen périodique de la composition du conseil et de ses comités.
- Une marche à suivre annuelle a été officiellement établie pour, entre autres, obtenir une rétroaction de tous les administrateurs à l'intention du conseil dans son ensemble, y compris un questionnaire confidentiel.
- Les nouveaux membres du conseil reçoivent des documents de référence volumineux au sujet de l'orientation stratégique de la Société, de son historique sur le plan des finances et de l'exploitation, des pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et de la vision de l'entreprise.

Sommaire des chartes et des comités

Le conseil a délégué certaines de ses responsabilités à deux comités, chacun ayant des rôles et responsabilités particuliers définis par le conseil. Ces comités du conseil sont tous deux composés d'administrateurs indépendants.

COMITÉ D'AUDIT

Le comité d'audit assiste le conseil d'administration dans l'accomplissement de ses fonctions de supervision en assurant la surveillance des pratiques de la Société en matière de présentation de l'information financière ainsi que des communications financières. Il est composé de quatre administrateurs indépendants. Tous les membres du comité d'audit ont des compétences financières, ce qui signifie qu'ils ont la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société. Les membres du comité d'audit sont MM. Lyons (président), Bralver, Carello et Shah.

Le comité d'audit a adopté une charte qui définit expressément ses fonctions et responsabilités. La charte du comité d'audit peut être consultée dans la notice annuelle de la Société déposée sur SEDAR. Le comité d'audit dispose de voies de communication directe avec les auditeurs externes et le chef des finances ainsi que les cadres supérieurs des finances, avec lesquels il discute et examine certaines questions de façon régulière. Le mandat du comité d'audit a été mis à jour au cours de l'exercice 2015 afin de mieux correspondre à la fonction de surveillance de la gestion des risques de la Société relevant du comité d'audit.

Le comité d'audit est chargé de s'assurer que la direction a conçu et mis en œuvre un système de contrôle interne efficace. Les auditeurs externes sont embauchés par le comité d'audit dont ils relèvent directement. Après consultation avec la direction, le comité d'audit est responsable de fixer la rémunération des auditeurs externes. Les auditeurs externes assistent à chaque réunion du comité d'audit, dont une partie est tenue en l'absence des membres de la direction. Le comité d'audit revoit et approuve annuellement le plan d'audit des auditeurs externes. Il doit aussi approuver tous les travaux d'audit et autres que d'audit effectués par les auditeurs externes. Le chef des finances et les cadres supérieurs des finances assistent à chaque réunion du comité d'audit mis à part la partie qui se tient en l'absence des membres de la direction pour favoriser des échanges plus ouverts. Le comité d'audit revoit et approuve chaque année le plan d'audit interne.

COMITÉ DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET DE RÉMUNÉRATION

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération est chargé d'élaborer la démarche de la Société en ce qui concerne les questions de gouvernance d'entreprise, de revoir les principes généraux de la Société en matière de gouvernance d'entreprise et de recommander des changements à l'occasion. Il est composé de quatre administrateurs non liés à la Société, MM. Harris (président), Bralver et Lyons, et M^{me} Desai. Le comité a libre accès au personnel et aux ressources. Une partie de chacune des réunions régulières du comité au cours de l'année est tenue en l'absence des membres de la direction afin de favoriser des discussions plus ouvertes.

Conseil d'administration

Charles N. Bralver (2010)

Comité d'audit

Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Charles N. Bralver, 66 ans, est membre de la direction des services financiers et possède plus de 30 ans d'expérience en marchés des capitaux. M. Bralver a fondé le cabinet de consultation en gestion Oliver, Wyman & Co., dont il a été vice-président du conseil de gestion pendant plus de 23 ans, de 1984 à 2007, et où il s'est spécialisé en stratégie, en risques et en exploitation pour de grandes banques d'investissement, des gestionnaires d'actifs, des Bourses et d'autres services liés aux marchés. Il siège toujours au conseil consultatif principal d'Oliver Wyman et il est également conseiller principal pour le fonds de couverture Silverpoint Capital. M. Bralver a agi à titre de doyen associé principal de l'International Business and Finance à la Fletcher School of Law and Diplomacy de 2007 à 2010 et de conseiller stratégique pour Warburg Pincus LLC de 2007 à 2009. M. Bralver agit à titre d'administrateur de la Société et d'administrateur et de membre du comité des risques de NewStar Financial, Inc. et siège au comité de réception de la Fletcher School. M. Bralver a commencé sa carrière chez Booz Allen Hamilton. Il est citoyen américain et diplômé de la Fletcher School of Law and Diplomacy et du Dartmouth College.

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Bralver est administrateur de la société ouverte The Co-operative Bank p.l.c.

Massimo Carello

Massimo Carello est administrateur de sociétés et investisseur privé dans des sociétés ouvertes. M. Carello a été président du conseil et chef de la direction de Diners Club UK Ltd., de 2001 à 2004, et président du conseil et chef de la direction de Fiat UK Ltd., de 1990 à 2001. Il a été membre du comité des présidents de la Confederation of British Industry (CBI) de 1998 à 2003 et membre du comité européen de CBI. De 1998 à 2005, il a été vice-président de la chambre de commerce italienne au Royaume-Uni. Il est vice-président honoraire de CLIC Sargent, un important organisme caritatif de lutte contre le cancer au Royaume-Uni. De 1978 à 1990, avant de déménager au Royaume-Uni, M. Carello a été chef de la direction de Carello Lighting Group, l'un des plus importants fabricants européens d'appareils d'éclairage pour le secteur de l'automobile.

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Carello est administrateur de la société ouverte Canadian Overseas Petroleum Limited. Jusqu'en 2010, il a également été administrateur et membre du comité d'audit d'Uranium One Inc. et jusqu'en 2016, il a été administrateur d'Orsu Metals Corporation.

Daniel Daviau (2015)

Dan Daviau, 53 ans, a été nommé président et chef de la direction et administrateur de la Société, ainsi que chef de la direction du Groupe Canaccord Genuity le 1^{er} octobre 2015. M. Daviau occupait la fonction de président de l'entreprise nord-américaine des marchés des capitaux de Canaccord Genuity depuis février 2015. De 2012 à 2015, il a été président de l'entreprise axée sur les marchés des capitaux des États-Unis, contribuant à structurer ses activités de financement de sociétés, de recherche, de ventes et de négociation dans la région, ainsi qu'à améliorer les capacités transfrontalières. De 2010 à 2012, M. Daviau a été chef du financement de sociétés de Canaccord Genuity. Avant la fusion Canaccord/Genuity annoncée en 2010, M. Daviau était directeur et fondateur de Genuity Marchés de Capitaux, où il a occupé différents postes importants depuis 2005.

Avant 2005, M. Daviau a été chef adjoint, Banque d'investissement, à Marchés mondiaux CIBC, société à laquelle il s'est joint en 1991. Alors qu'il travaillait pour Marchés mondiaux CIBC, M. Daviau a également été chef du groupe médias et télécommunications à compter de 2000 et chef des services bancaires d'investissement, technologie au Canada à compter de 1997.

Ayant commencé sa carrière comme avocat spécialisé en valeurs mobilières chez Goodman & Co., M. Daviau a acquis une expérience considérable en transactions financières et opérations de fusions et acquisitions de tous genres. M. Daviau est établi à Toronto, au Canada. Il est titulaire d'un MBA de l'Université York, d'un baccalauréat en droit d'Osgoode Hall/Université York et d'un baccalauréat ès arts (mathématiques et statistiques) de l'Université de Western Ontario.

Actuellement, M. Daviau n'est administrateur d'aucune autre société ouverte.

Kalpna Desai (2014)

Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Kalpna Desai, 51 ans, est administratrice de sociétés et conseillère. Elle compte plus de 25 ans d'expérience en consultation et en financement de sociétés internationales. De 2010 à 2013, elle a dirigé Macquarie Capital Asia, division de financement de sociétés du Groupe Macquarie, et a été administratrice directrice et membre du comité des activités mondiales de Macquarie Capital. Avant de se joindre au Groupe Macquarie en 2009, M^{me} Desai était chef du groupe des fusions et des acquisitions pour l'Asie-Pacifique et directrice générale principale de la division de financement de sociétés de Bank of America Merrill Lynch, située à Hong Kong, après s'être jointe à Merrill Lynch en 1998. Auparavant, M^{me} Desai a travaillé au sein des divisions de financement de sociétés de Barclays de Zoete Wedd (qui fait maintenant partie de Credit Suisse) et de J. Henry Schroder Wagg (qui fait maintenant partie de Citibank), à Londres, après avoir amorcé sa carrière dans la division des services-conseils en services financiers de PricewaterhouseCoopers.

De 2007 à 2014, M^{me} Desai a fait partie du groupe d'experts sur les offres publiques d'achat et les fusions de la Securities and Futures Commission de Hong Kong.

M^{me} Desai est née au Kenya et a fait ses études au Royaume-Uni. Elle a vécu à Hong Kong de 1997 à 2017 et elle vit maintenant au Royaume-Uni. Elle détient un baccalauréat ès sciences avec distinction de la London School of Economics and Political Science et est membre associée de l'Institute of Chartered Accountants of England and Wales.

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M^{me} Desai est administratrice indépendante de Janus Henderson Group plc, qui est cotée aux Bourses de New York, de Londres et d'Australie.

Michael D. Harris, IAS.A (2004)

Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Michael Harris, IAS.A, 73 ans, est président de son propre cabinet de services-conseils, Steane Consulting Ltd., et, à ce titre, il agit comme consultant auprès de diverses sociétés canadiennes, dont Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l.. Avant de se joindre à Fasken Martineau en septembre 2013, M. Harris était conseiller d'affaires principal au sein du cabinet d'avocats Cassels Brock & Blackwell à Toronto.

M. Harris est né à Toronto en 1945 et a grandi à Callander et à North Bay, en Ontario. Avant d'être élu à l'Assemblée législative de l'Ontario en 1981, il a été enseignant, commissaire et président

d'école, et entrepreneur dans la région de Nipissing. Le 8 juin 1995, M. Harris est devenu le 22^e premier ministre de l'Ontario après une victoire écrasante. Il a été réélu en 1999, devenant ainsi le premier premier ministre de l'Ontario à former un deuxième gouvernement majoritaire de suite en plus de 30 ans.

En plus de siéger au conseil d'administration de plusieurs sociétés canadiennes, M. Harris a été administrateur du Manning Centre for Building Democracy et président honoraire des campagnes de sollicitation de fonds pour le centre hospitalier du district de North Bay, l'Université Nipissing et le Canadore College. M. Harris est également Senior Fellow de l'Institut Fraser et administrateur du New Haven Housing Centre. Il est titulaire d'une accréditation à titre d'IAS.A de l'Institut des administrateurs de sociétés.

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Harris est administrateur des sociétés ouvertes Chartwell, résidences pour retraités (président), Colliers International Group Inc. (CIGI) et Routel Inc. (président).

David Kassie (2010)

David Kassie, 62 ans, est devenu président du conseil du Groupe et administrateur de la Société à la conclusion de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity, banque d'investissement canadienne, le 23 avril 2010, et est devenu président du conseil le 1^{er} avril 2012. Il a été directeur principal, président du conseil et chef de la direction de Marchés des capitaux Genuity, de 2004 jusqu'au 9 mai 2010, alors que l'intégration des activités de Marchés des capitaux Genuity et de Financière Canaccord Ltée a été réalisée sous le nom de Canaccord Genuity. Avant 2004, il était président du conseil et chef de la direction de Marchés mondiaux CIBC ainsi que vice-président du conseil de CIBC. Au décès de Paul Reynolds le 1^{er} avril 2015, M. Kassie a été nommé chef de la direction de la Société et, le 1^{er} octobre 2015, lorsque le nouveau président et chef de la direction est entré en fonction, il est devenu président-directeur du conseil.

M. Kassie possède une vaste expérience à titre de conseiller, de preneur ferme et de contrepartiste, et siège à de nombreux conseils d'administration de sociétés. Il est très engagé auprès d'organismes communautaires et caritatifs en plus d'être président du conseil d'administration de Baycrest Health Sciences et de siéger au conseil d'administration de la Richard Ivey School of Business et, anciennement, du Groupe Festival international du film de Toronto et de l'Hospital for Sick Children.

M. Kassie détient un baccalauréat en commerce (avec distinction) avec spécialisation en économie de l'Université McGill (1977), ainsi qu'un MBA de l'Université de Western Ontario (1979).

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Kassie est administrateur de la société ouverte Reitmans (Canada) Limitée.

Terrence A. Lyons, IAS.A (2004)

Comité d'audit

Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Terrence Lyons, IAS.A, 68 ans, est un administrateur de sociétés. Il est administrateur de plusieurs sociétés ouvertes et fermées, dont Sprott Resource Holdings Inc. (président du conseil) et Martinrea International Inc. M. Lyons est associé directeur à la retraite de Brookfield Asset Management ainsi qu'ancien président du conseil d'administration de Northgate Minerals Corporation, société acquise par AuRico Gold Inc. (maintenant Alamos Gold Inc.). Il a également été président du conseil d'administration de Eacom

Timber Corporation, qui a été vendue à une société de capital investissement, président du conseil d'administration de Westmin Mining, vice-président du conseil d'administration de Battle Mountain Gold et président du conseil de Polaris Materials Corporation.

M. Lyons est ingénieur civil (Université de Colombie-Britannique) et détient un MBA de l'Université de Western Ontario (1974). Il siège au conseil consultatif de la Richard Ivey School of Business et participe activement à des événements sportifs et caritatifs. Il a été gouverneur de la Fondation olympique canadienne, président du conseil de la Mining Association de la Colombie-Britannique, gouverneur et membre du comité de direction du B.C. Business Council et administrateur de l'Institute of Corporate Directors (B.C.). En 2007, il a reçu la médaille INCO de l'Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole en reconnaissance de ses services exceptionnels au sein du secteur minier.

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Lyons est administrateur des sociétés ouvertes Martinrea International Inc. et Sprott Resource Holdings Inc.

Dipesh Shah (2012)

Comité d'audit

Dipesh Shah, officier de l'Ordre de l'Empire britannique (O.B.E.), fellow de la Royal Society of Arts (F.R.S.A.), 65 ans, est président du conseil d'administration de Notting Hill Genesis et de la Genesis Housing Association, et administrateur des conseils d'administration de The Crown Estate et des deux Fonds européens 2020 pour l'énergie, le changement climatique et les infrastructures (le « Fonds Marguerite de l'UE I » et le « Fonds Marguerite de l'UE II », pour lesquels il est président du comité de placement). Il est également fiduciaire du British Youth Opera et gouverneur de la Merchant Taylors' School.

M. Shah était auparavant chef de la direction de la UK Atomic Energy Authority et de plusieurs grandes entreprises au sein de BP Plc, où il a été membre de la direction pendant plus d'une décennie et, plus récemment, chef mondial des acquisitions et dessaisissements. M. Shah était notamment président du conseil de Viridian Group plc, de HgCapital Renewable Power Partners LLP et de l'Association européenne de l'industrie photovoltaïque. Il a été administrateur indépendant principal et président du comité de rémunération de JKN Oil & Gas Plc de 2008 à 2015, administrateur indépendant principal et président du comité des mises en candidature d'Equus Petroleum Plc de 2013 à 2016 et administrateur de Thames Water de 2007 jusqu'en août 2017 et de Cavendish Fluor Partnership de 2014 jusqu'en août 2017. De plus, il a été administrateur de plusieurs entreprises importantes, dont Babcock International Group Plc et Lloyd's of London, le marché d'assurance. Il a également été membre du Comité consultatif du gouvernement britannique sur l'énergie renouvelable de 1994 à 2002. Il assumait auparavant les fonctions d'économiste en chef de BP Oil UK.

M. Shah est né en Inde et a grandi en Ouganda. Il est diplômé de l'Université de Londres, de l'Université de Warwick et du programme en gestion de la Harvard Business School. Il a été nommé officier de l'Ordre de l'Empire britannique (O.B.E.), dans le cadre des honneurs de 2007, et il est membre à vie de la Royal Society of Arts (F.R.S.A.).

Actuellement, M. Shah n'est administrateur d'aucune autre société ouverte.

Bureaux

Marchés des capitaux

CANACCORD GENUITY

Canada

Toronto
 Brookfield Place
 161 Bay Street, Suite 3000
 P.O. Box 516
 Toronto (Ontario)
 Canada M5J 2S1
 Téléphone : 416.869.7368
 Sans frais (Canada) : 1.800.382.9280
 Sans frais (É.-U.) : 1.800.896.1058

Vancouver
 Pacific Centre
 609 Granville Street, Suite 2200
 P.O. Box 10337
 Vancouver (Colombie-Britannique)
 Canada V7Y 1H2
 Téléphone : 604.643.7300
 Sans frais (Canada) : 1.800.663.1899
 Sans frais (É.-U.) : 1.800.663.8061

Calgary
 Centennial Place – East Tower
 520 3rd Ave. SW, Suite 2400
 Calgary (Alberta)
 Canada T2P 0R3
 Téléphone : 403.508.3800

Montréal
 1250, boulevard René-Lévesque Ouest
 Bureau 2930
 Montréal (Québec)
 Canada H3B 4W8
 Téléphone : 514.844.5443
 Sans frais : 1.800.361.4805

États-Unis

New York
 535 Madison Avenue
 New York, NY
 USA 10022
 Téléphone : 212.389.8000

Boston
 99 High Street, Suite 1200
 Boston, MA
 USA 02110
 Téléphone : 617.371.3900
 Sans frais : 1.800.225.6104

San Francisco
 101 Montgomery Street, Suite 2000
 San Francisco, CA
 USA 94104
 Téléphone : 415.229.7171
 Sans frais : 1.800.225.6104

Nashville
 1033, Demonbreun Street, Suite 620
 Nashville, TN
 USA 37203
 Téléphone : 615.490.8500

Chicago
 1880 Oak Avenue, Suite 135
 Evanston, IL
 USA 60201
 Téléphone : 847.864.1139

Minneapolis
 45 South 7th Street, Suite 2640
 Minneapolis, MN
 USA 55402-1648
 Téléphone : 805.205.0589

Washington
 1200, G Street, NW
 Suite 725
 Washington, DC
 USA 20036
 Téléphone : 202.849.4100

Royaume-Uni, Europe et Dubaï

Londres
 88 Wood Street
 Londres (Royaume-Uni)
 EC2V 7QR
 Téléphone : 44.20.7523.8000

Dublin
 Huguenot House
 35-38 St Stephen's Green
 Dublin 2
 Irlande
 Téléphone : 353.1.635.0210

Paris
 Washington Plaza
 29, rue de Berri
 75008 Paris
 France
 Téléphone : 33.1.56.69.66.66

Dubaï
 Unit 402, Level 4,
 Gate Village Building 4,
 DIFC, PO Box 507023,
 Dubaï, UAE
 Téléphone : 971.4.454.1209
 Télécopieur : 971.4.454.1239

Asie-Pacifique*Beijing*

Unit 2401-33, Level 24,
China World Office
2, 1 Jianguomenwai Avenue,
Chaoyang District
Beijing 100004
Chine
Téléphone : 8610.5929 8650

Melbourne

Level 4, 60 Collins Street
Melbourne, VIC, 3000, Australie
Téléphone : 61.3.8688.9100

Perth

1292 Hay Street
Suite 2.4, Level 2
West Perth 6005 WA

Singapour

Level 42, Six Battery Road
Singapour 049909
Téléphone : 65.6232.2187

Sydney

Level 26, 9 Castlereagh Street
Sydney, NSW, 2000, Australie
Téléphone : 61.2.9263.2700

Hong Kong

1505, 15/F, ICBC Tower,
Three Garden Road, Central, Hong Kong
Téléphone : 852.3919.2500
Télécopieur : 852.3919.2599

Gestion de patrimoine**GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY****Canada****Colombie-Britannique***Vancouver*

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337

Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2

Téléphone : 604.643.7300
Sans frais (Canada) : 1.800.663.1899
Sans frais (É.-U.) : 1.800.663.8061

Kelowna

Landmark 5, 320 – 1620 Dickson Avenue
Kelowna (Colombie-Britannique)

Canada V1Y 9Y2
Téléphone : 250.712.1100
Sans frais : 1.888.389.3331

Penticton

200 – 498 Ellis Street
Penticton (Colombie-Britannique)

Canada V2A 4M2
Téléphone : 855.643.7770

Ontario*Toronto*

Brookfield Place, Suite 2900
P.O. Box 516

161 Bay Street
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2S1
Téléphone : 416.869.7368

Sans frais (Canada) : 1.800.382.9280
Sans frais (É.-U.) : 1.800.896.1058

Waterloo

80 King Street South, Suite 101
Waterloo (Ontario)

Canada N2J 1P5
Téléphone : 519.886.1060
Sans frais : 1.800.495.8071

Alberta*Calgary*

Centennial Place – East Tower
520 3rd Ave. SW, Suite 2400

Calgary (Alberta)
Canada T2P 0R3
Téléphone : 403.508.3800
Sans frais : 1.800.818.4119

Edmonton

Manulife Place
10180 – 101st Street, Suite 2700

Edmonton (Alberta)
Canada T5J 3S4
Téléphone : 780.408.1500
Sans frais : 1.877.313.3035

Manitoba*Winnipeg*

1010-201 Portage Avenue
Winnipeg (Manitoba)

Canada R3B 3K6
Téléphone : 204.259.2850
Sans frais : 1.877.259.2888

Québec*Montréal*

1250, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 2930

Montréal (Québec)
Canada H3B 4W8
Téléphone : 514.844.5443
Sans frais : 1.800.361.4805

Nouvelle-Écosse*Halifax*

Purdy's Wharf Tower II
Suite 2004

1969 Upper Water Street
Halifax (Nouvelle-Écosse)
Canada B3J 3R7
Téléphone : 902.442.3162
Sans frais : 1.866.371.2262

Canaccord Genuity Wealth Management (USA), Inc.

Pacific Centre, Suite 2200
P.O. Box 10337
609 Granville Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : 604.743.7300

Succursales de gestion de patrimoine indépendante**Ontario**

Kitchener
4281 King Street East, Unit E
Kitchener (Ontario)
Canada N2P 2E9
Téléphone : 519.219.6611
Sans frais : 1.866.232.1894

Colombie-Britannique

Prince George
1840 Third Avenue, Suite 101
Prince George (Colombie-Britannique)
Canada V2M 1G4
Téléphone : 250.614.0888

Trail

1277 Cedar Avenue
Trail (Colombie-Britannique)
Canada V1R 4B9
Téléphone : 250.368.3838

Alberta

Calgary
207 – 322 – 11th Avenue SW
Calgary (Alberta)
Canada T2R 0W7
Téléphone : 403.531.2444
Sans frais : 1.866.531.2444

Calgary

1409 – 2nd Street SW
Calgary (Alberta)
Canada T2R 0W7
Téléphone : 403.263.7999
Sans frais : 1.877.263.7999

Royaume-Uni et Europe

Londres
41 Lothbury
Londres (Royaume-Uni)
EC2R 7AE
Téléphone : 44.20.7665.4500

Jersey

37 The Esplanade
Saint-Héliier
Jersey JE4 0XQ
Téléphone : 44.1534.708090

Guernesey

Trafalgar Court
Admiral Park
St Peter Port GY1 2JA
Téléphone : 44.1481.733900

Île de Man

Anglo International House
Bank Hill
Douglas
Île de Man IM1 4LN
Téléphone : 44.1624.690100

Blackpool

Talisman House
Boardmans Way
Blackpool FY4 5FY
Téléphone : 44.1253.621575

Carlisle

10b, Clifford Court
Cooper Way
Parkhouse
Carlisle CA3 0JG
Téléphone : 44.1228.515224

Lancaster

25, Brock Street
Lancaster LA1 1UR
Téléphone : 44.1524.541560

Norwich

13-15 St Georges Street
Norwich
Norfolk NR3 1AB
Téléphone : 44.1603.567120

Llandudno Junction

Anson House
1 Cae'r Llyn
Llandudno Junction
Conwy LL31 9LS
Téléphone : 44.1492.558359

Nottingham

The Point
Loughborough Road
West Bridgford
Nottingham NG2 7QW
Téléphone : 44.1158.965840

Worcester

Saggar House
Princes Drive
Worcester WR1 2PG
Téléphone : 44.1905.723551

York

23, High Petergate
York YO1 7HS
Téléphone : 44.1904.232780

AUTRES ÉTABLISSEMENTS**Pinnacle Correspondent Services**

Vancouver
Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : 604.643.7300

Toronto

Brookfield Place
161 Bay Street, Suite 3000
P.O. Box 516
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2S1
Téléphone : 416.869.7368

Renseignements à l'intention des actionnaires

Information sur la négociation des actions ordinaires (exercice 2018)

Bourse	Téléscripteur	Actions en circulation après dilution au 31 mars 2018	Cours à la fin de l'exercice au 31 mars 2018	Haut	Bas	Total du volume des actions
Bourse de Toronto	CF	113 522 629	6,93 \$	7,49 \$	5,50 \$	50 465 674

Dates et montants concernant les dividendes sur actions privilégiées pour l'exercice 2018

Date de fin du trimestre	Date de clôture des registres pour les actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Dividendes sur actions privilégiées de série A	Dividendes sur actions privilégiées de série C	Total des dividendes sur actions privilégiées
30 juin 2017	15 septembre 2017	2 octobre 2017	0,24281 \$	0,31206 \$	0,55487 \$
30 septembre 2017	22 décembre 2017	2 janvier 2018	0,24281 \$	0,31206 \$	0,55487 \$
31 décembre 2017	16 mars 2018	2 avril 2018	0,24281 \$	0,31206 \$	0,55487 \$
31 mars 2018	22 juin 2018	3 juillet 2018	0,24281 \$	0,31206 \$	0,55487 \$
			0,97124 \$	1,29555 \$	2,21948 \$

Dates et montants concernant les dividendes sur actions ordinaires pour l'exercice 2018

Date de fin du trimestre	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires	Dividendes sur actions ordinaires
30 juin 2017	1 ^{er} septembre 2017	15 septembre 2017	0,01 \$
30 septembre 2017	1 ^{er} décembre 2017	15 décembre 2017	0,01 \$
31 décembre 2017	2 mars 2018	15 mars 2018	0,01 \$
31 mars 2018	22 juin 2018	3 juillet 2018	0,12 \$
			0,15 \$

Date prévue de paiement des dividendes¹ et de publication des résultats pour l'exercice 2019

	Date prévue de publication des résultats	Date de clôture des registres pour actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires
T1/19	1 ^{er} août 2018	14 septembre 2018	1 ^{er} octobre 2018	31 août 2018	10 septembre 2018
T2/19	6 novembre 2018	14 décembre 2018	31 décembre 2018	30 novembre 2018	10 décembre 2018
T3/19	7 février 2019	15 mars 2019	1 ^{er} avril 2019	1 ^{er} mars 2019	15 mars 2019
T4/19	5 juin 2019	21 juin 2019	2 juillet 2019	21 juin 2019	2 juillet 2019

1) Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Renseignements à l'intention des actionnaires

INSCRIPTION EN BOURSE

Bourse de Toronto : CF

CLÔTURE DE L'EXERCICE

31 mars

SITE WEB ET INFORMATION FINANCIÈRE

Les informations sur la gouvernance d'entreprise exigées par la Bourse de Toronto et l'information financière de l'exercice considéré sont disponibles sur notre site à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com/FR.

DÉPÔTS RÉGLEMENTAIRES

Pour consulter les dépôts réglementaires de Groupe Canaccord Genuity Inc. sur SEDAR, visiter le site www.sedar.com.

RELATIONS AVEC LES MÉDIAS ET DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS ET DES ANALYSTES

Christina Marinoff

Vice-présidente, Relations avec les investisseurs et communications
Téléphone : 416.687.5507
Courriel : christina.marinoff@canaccord.com

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Pour consulter les renseignements généraux à l'intention des actionnaires ou pour demander une copie de ce rapport.

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

161 Bay Street, Suite 3000
Toronto, ON, Canada
Téléphone : 416.869.7293
Courriel: investor.relationships@canaccordgenuitygroup.com

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC.

100 University Avenue, 8th Floor
Toronto, ON M5J 2Y1

Numéro sans frais (Amérique du Nord) : 1.800.564.6253

International : 514.982.7555

Télécopieur : 1.866.249.7775

Numéro de télécopieur sans frais (Amérique du Nord) ou numéro de télécopieur à l'international : 416.263.9524

Courriel : service@computershare.com

Site Web : www.computershare.com

DÉSIGNATION DES DIVIDENDES ADMISSIBLES (LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU (CANADA))

Au Canada, la *Loi de l'impôt sur le revenu* et la plupart des lois provinciales de l'impôt sur le revenu prévoient des taux d'impôt plus faibles pour les particuliers canadiens qui reçoivent des dividendes admissibles. Tous les dividendes sur actions ordinaires payés par Groupe Canaccord Genuity Inc. depuis 2006 sont admissibles, ainsi que tous les dividendes sur actions ordinaires versés depuis, à moins d'indication contraire.

SIÈGE SOCIAL

ADRESSE DU BUREAU

Canaccord Genuity Group Inc.
609 Granville Street, Suite 2200
Vancouver, BC, Canada

ADRESSE POSTALE

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver, BC V7Y 1H2 Canada

AUDITEUR INDÉPENDANT

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)

Pour connaître les honoraires versés aux auditeurs désignés par les actionnaires, consulter la notice annuelle.

SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE ADMISSIBLE

Canaccord Genuity Group Inc. est une société étrangère admissible aux fins de l'impôt des États-Unis en vertu de la loi *Jobs & Growth Tax Reconciliation Act of 2003*.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Le jeudi 2 août 2018
à 10 h (heure de l'Est)

Bay Adelaide Centre
333 Bay Street
34th Floor
Toronto, ON, Canada

SERVICES DE RÉVISION ET DE CONCEPTION

The Works Design Communications Ltd.



Beijing	Edmonton	Kelowna	Montréal	Perth	Trail
Blackpool	Guernsey	Kitchener	Nashville	Prince George	Vancouver
Boston	Halifax	Lancaster	New York	San Francisco	Washington
Calgary	Hong Kong	Llandudno	Norwich	Singapour	Waterloo
Carlisle	Île de Man	Londres	Nottingham	Sydney	Winnipeg
Dubaï	Jersey	Melbourne	Paris	Toronto	Worcester
Dublin		Minneapolis	Penticton		York

Pour de plus amples renseignements sur le Groupe Canaccord Genuity Inc. ou pour consulter le rapport annuel en ligne de l'exercice 2018 de la Société, visitez le site Web canaccordgenuitygroup.com.